

la vérité

revue trotskyste

— septembre 1965 —

N° spécial - Nos 530 - 531 - 5 F.

Défense du trotskysme

**Le révisionnisme, liquidateur
de la IV^e Internationale**

**La lutte pour la reconstruction
de la IV^e Internationale**

la vérité

Rédaction et administration :
5, rue de Charonne, PARIS-XI

ABONNEMENTS

Un an (4 numéros)	10,00 F.
Etranger	11,50 F.
Abonnements de soutien	15 et 20,00 F.

Tous versements au C.C.P. SPEL Paris 6032-01.

Le prochain numéro de LA VERITE paraîtra
en novembre.

Stéphane JUST

Défense du Trotskysme

- **Le révisionnisme,
liquidateur
de la IV^e Internationale.**
- **La lutte
pour la reconstruction
de la IV^e Internationale.**

Avertissement

C'est dans la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale que se situe l'étude de Stéphane Just qui paraît dans ce numéro de « LA VERITE ». Elle constitue l'accomplissement de l'une des tâches, nécessaires à cette étape, dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale : une analyse d'ensemble des positions du centre révisionniste et liquidateur qui a détruit l'Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938 ; un bilan de son activité politique.

L'internationalisme dont se réclame cette revue, nous avons toujours insisté sur ce point, a un contenu politique précis : poursuivre, dans les conditions actuelles, la lutte impulsée par Léon Trotsky pour la IV^e Internationale (1). Ces conditions actuelles, ce ne sont pas seulement celles que crée la disposition présente des forces de classe à l'échelle internationale, l'évolution de la lutte des classes, la crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie. Que cette lutte doive aujourd'hui se présenter comme une lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale montre assez que le révisionnisme et son activité constituent un élément objectif dont il faut tenir compte.

(1) Cf. l'éditorial de « LA VERITE », n° 528.

Aujourd'hui, la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale correspond non seulement à une nécessité historique — ce n'est que par une organisation internationale, du fait du caractère international de la lutte de classe, que peut se construire la direction révolutionnaire — mais aux besoins politiques les plus urgents qui s'expriment à travers la crise du mouvement ouvrier.

Mais ces circonstances favorables n'ont de signification que dans la mesure où elles sont exploitées par les révolutionnaires. Le Comité International, du fait de la lutte politique internationale qu'il a menée comme de l'activité réelle dans la lutte des classes des organisations qui s'en réclament, a pu prendre l'initiative d'organiser, pour le courant de l'année 1966, une conférence internationale des organisations trotskystes affiliées au Comité International (2). Cette Conférence, qui sera préparée par la plus large discussion politique, ouvrira concrètement la voie à la reconstruction de la IV^e Internationale. C'est dans le cadre de cette préparation que se place l'étude de S. Just.

Le centre révisionniste — le prétendu « Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale » — subit très directement les contrecoups du développement de la lutte des classes internationale, et de la crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie. Il se disloque en fonction même des lignes de clivage qui existent au sein des appareils bureaucratiques. Il lui a fallu « suspendre » son père spirituel, Pablo, ouvertement aligné sur la bureaucratie russe dans le conflit sino-soviétique. Il lui faut interdire toute discussion de fond sur la capitulation ouverte de son « grand parti », le Lanka Sama Samaya Party, de Ceylan. Il lui faut concilier son adaptation à la social-démocratie dans certains pays d'Europe, ses proclamations pro-chinoises et l'opportunisme de plus en plus cyniquement affiché de ses partisans américains.

Le récent coup d'état d'Alger ridiculise ses pompeuses affirmations sur le « gouvernement ouvrier et paysan » de Ben Bella, sur le socialisme en marche en Algérie. En Belgique, exclus par une bureaucratie social-démocrate résolue à démontrer que l'ingratitude est une vertu politique, ses partisans se sont engagés dans

(2) Le document politique qui sera présenté à cette Conférence par le Comité International sera publié dans le prochain numéro de « LA VERITE ».

l'aventure d'un « parti des travailleurs wallons », avec le concours d'éléments réformistes de droite qui viennent aujourd'hui de briser cette organisation pour fonder un nouveau parti, ouvertement bourgeois !

*
**

Est-ce donc bien le moment de consacrer une longue étude à la naissance et au développement du révisionnisme au sein de la IV^e Internationale, à sa destruction en tant que totalité politiquement cohérente, par un centre liquidateur, alors que justement, ce centre s'effondre, que les événements le ridiculisent ? Les idées de Pablo, de Frank, de Germain ne sont-elles pas assez discréditées pour qu'il suffise de les reléguer dans un musée des monstruosité théoriques afin de passer aux problèmes posés par la reconstruction de l'Internationale ?

La décomposition du centre révisionniste, loin de diminuer l'importance de la lutte contre lui par le Comité International, exige son intensification. Tout d'abord, le fait que ce centre continue à usurper le nom de la IV^e Internationale, à se réclamer du trotskysme, constitue un obstacle important au regroupement, autour du programme de la IV^e Internationale, du programme de transition, des forces révolutionnaires qui se développent dans la lutte des classes. De plus, ce révisionnisme, qui exprime la permanence de la domination des appareils bureaucratiques sur le mouvement ouvrier, ne se réduit pas à sa forme actuelle : si celle-ci disparaissait, il réapparaîtrait sous des identités diverses.

Enfin et surtout, plus ce centre révisionniste se décompose, plus s'affirme son rôle — pour reprendre l'expression de Just — de « flanc-garde » de la bourgeoisie. C'est ce rôle dans la lutte des classes, cette fonction du révisionnisme, qu'il faut démontrer et préciser par une analyse rigoureuse des textes et des faits.

*
**

Cet objectif explique le plan suivi par Just. Il ne s'agit pas essentiellement de retracer l'histoire de la lutte qui s'est développée depuis 1950 entre le trotskysme et ses nouveaux adversaires. Il s'agit de montrer, sur toutes les questions essentielles,

à la fois l'unité et les formes diverses prises par le révisionnisme « pabliste ». Aussi l'étude est-elle amenée à traiter des problèmes vitaux d'une stratégie révolutionnaire que la lutte contre le révisionnisme a placée au premier plan. Par là même, il s'agit, à travers la polémique, cette forme naturelle d'expression du marxisme, d'un travail théorique et politique de fond.

Après avoir, dans l'introduction, situé la place historique de la IV^e Internationale et de son programme, Just souligne dans une première partie les contradictions qui existaient au sein de la IV^e Internationale à l'issue de la guerre, et met à nu les racines du révisionnisme dont Pablo devait se faire le défenseur cohérent.

Puis les chapitres suivants examinent les grands thèmes du révisionnisme : la division du monde en « blocs », substituée à la lutte de classe internationale, « la guerre-révolution », la révision de la théorie marxiste de l'état et de la conception trotskyste de la révolution politique, l'abandon de la théorie de la révolution permanente, le ralliement aux thèses réformistes sur le « néo-capitalisme ».

Pour chaque question, la permanence des positions révisionnistes est démontrée en même temps que leur développement et la logique de ce développement sont soigneusement analysées.

Puis, l'attitude des révisionnistes face à la lutte du prolétariat est réexaminée dans son ensemble, à partir de trois exemples : la France, la Belgique et Ceylan.

Enfin, le dernier chapitre pose concrètement les problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale.

*
**

Pour des marxistes, théorie et pratique sont inséparables. Cela ne signifie pas seulement que la théorie exprime, en la généralisant, l'expérience de la lutte. Cela veut dire que l'activité théorique est une composante indispensable de l'action. L'étude de Stéphane Just, de ce point de vue, constituera une arme précieuse pour l'avant-garde ouvrière.

LA VERITE.

N.B. — Dans tous les textes cités au cours de cette étude, ce qui est souligné l'est dans le texte, sauf indication expresse du contraire.

I - Le stalinisme et la IV^e Internationale

Depuis des décennies, le mouvement ouvrier mondial semblait stratifié. A l'échelle internationale, réformistes et staliniens se partageaient le contrôle de la classe ouvrière. De temps à autre, apparaissaient des courants s'orientant vers une politique révolutionnaire ; mais, le plus souvent pour ne pas avoir rompu le cordon ombilical qui les reliait au stalinisme ou au réformisme, ils se décomposaient et disparaissaient rapidement. Seules ont survécu durablement les organisations trotskystes basées sur le programme de transition adopté par la IV^e Internationale à sa conférence de fondation en 1938.

Cependant la IV^e Internationale elle-même ne parvenait pas à s'implanter profondément dans la classe ouvrière en tant qu'organisation mondiale. Elle était déchirée par des crises profondes qui remettaient en question son existence même. Celle qui prit naissance au cours des années 50 devait aboutir à sa destruction, en tant qu'organisation politiquement centralisée et intervenant comme un tout.

La fiction d'un « congrès mondial de réunification », tenu sous l'égide du prétendu « Secrétariat International » à Rome en 1963, s'est vite écroulée. Pablo, ex-secrétaire général de ce « S. I. », qui fut pendant plus de quinze années son dirigeant incontestable, sa

tête « théorique » et politique, a été suspendu de ce prétendu « S. I. » ; le « Lanka Sama Samaya Party » de Ceylan, seul parti ayant une influence de masse qui adhérait au « S. I. », a également été l'objet de mesures de suspension prises à l'encontre de la majorité de sa direction par le « S. I. ». Pablo, non content de voir dans l'état de Ben Bella un état ouvrier, attribuait aux dirigeants petits-bourgeois des pays ex-coloniaux le rôle de dirigeants de la révolution prolétarienne mondiale. En ce qui concerne les dirigeants de la majorité du « L.S.S.P. », leur suspension a été prononcée à la suite de leur participation au gouvernement ceylanais de Mme Bandaranaike, leader du Sri Lanka Freedom Party, l'un des plus importants partis bourgeois de ce pays. Les positions prises par Pablo, comme celles prises par le L.S.S.P., sont des manifestations ultimes de l'orientation liquidatrice qui est apparue dès 1951 au sein de la IV^e Internationale. Elles consacrent l'imposture que fut le prétendu « congrès mondial de réunification ». Le « S. I. » n'est plus qu'une fiction. La IV^e Internationale n'a pas réussi à se construire jusqu'ici.

Cependant, c'est précisément au moment où se décompose le « S. I. » que se développent au sein du mouvement ouvrier international de nouveaux rapports. Depuis plus de trente ans, le monolithisme des partis subordonnés à la bureaucratie du Kremlin bloquait tout nouveau développement important à l'intérieur du mouvement ouvrier international. Ces partis monopolisaient une large fraction de la classe ouvrière, et la subordonnaient aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin, en identifiant celle-ci à la révolution d'Octobre. Aux yeux de millions et de millions de prolétaires, l'Internationale communiste, en dépit de sa dissolution par Staline au printemps de 1943, apparaissait comme le centre dirigeant de la révolution mondiale. Même si la politique des partis communistes entraînait en contradiction flagrante avec les intérêts immédiats des travailleurs de tel ou tel pays, des centaines de milliers de militants acceptaient de sacrifier les intérêts de leur propre classe au nom, pensaient-ils, des intérêts supérieurs du communisme dont le Kremlin leur semblait le dépositaire, c'est-à-dire au nom de ce qu'ils croyaient être les intérêts historiques du prolétariat mondial.

En même temps, d'autres millions de prolétaires étaient rejetés dans les filets de la social-démocratie pour des raisons symétriques. Dans la mesure où les crimes du stalinisme étaient identifiés par eux à la révolution d'Octobre, au communisme, ils faisaient oublier à d'autres centaines de milliers de militants ouvriers les crimes de la social-démocratie. Les trahisons multiples de la social-démocratie trouvaient auprès d'eux leur justification dans l'horreur que leur inspirait le stalinisme.

La crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin

Or, voici que craque le monolithisme de l'appareil politique construit par la bureaucratie du Kremlin. La rupture entre la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise remet en cause, aussi bien pour les militants des P.C. que pour ceux des partis sociaux-démocrates, la légitimité historique de la bureaucratie stalinienne. Elle survient après la rupture de Staline, en 1948, avec le parti communiste de Yougoslavie, après l'écrasement sanglant par les tanks russes de la révolution hongroise, sommet de la crise révolutionnaire qui a secoué entre 1953 et 1956 les pays de l'Est européen ; après la dénonciation des crimes de Staline par les bureaucrates du Kremlin eux-mêmes ; au moment où, en U.R.S.S., s'expriment ouvertement des tendances pro-bourgeoises. Pour des milliers de militants apparaissent de plus en plus les véritables traits de la bureaucratie de l'U.R.S.S., usurpatrice des conquêtes révolutionnaires de la révolution russe, et le rôle véritable qu'elle joue par rapport à l'impérialisme et au prolétariat mondial ; cela d'autant plus que la crise du stalinisme est liée aux contradictions qui minent l'impérialisme.

La reconstitution d'un marché mondial et d'une division internationale du travail, la restructuration de l'économie des pays capitalistes profondément éprouvés par la guerre n'ont nullement résolu l'impasse historique du mode de production capitaliste. Après une période d'essor, d'ailleurs nullement rectiligne, le développement des forces productives entre d'autant plus violemment en contradiction avec la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales qu'il a atteint un plus haut niveau. Ces contradictions s'expriment dans la lutte inter-impérialiste pour le marché mondial ; elles s'expriment également par la pression qu'exercent en commun les impérialismes sur l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale, dans les domaines économique, politique et militaire, afin d'obtenir la libre pénétration dans ces pays des marchandises et des capitaux. La bourgeoisie tente à la fois de les surmonter au détriment de la classe ouvrière des pays capitalistes, et par la pénétration dans les pays d'économie planifiée, où l'essentiel des moyens de production est propriété étatique. Ainsi, en même temps que s'exerce, sur l'U.R.S.S., la Chine et les pays de l'Europe orientale, une pression croissante, qui aggrave les contradictions sociales dans ces pays, s'accroît la lutte des classes dans les pays où la bourgeoisie détient le pouvoir.

A la limite, l'automatisation, en se développant dans le cadre du mode de production capitaliste, fait peser sur la classe ouvrière la menace de ne plus être qu'une masse dépourvue de qualification, de voir rejeter des travailleurs, par dizaines de milliers, hors du cycle de la production. Les impératifs de l'impérialisme le poussent, au moins, pour l'instant, en Europe occidentale, à détruire le mouvement ouvrier organisé, ou tout au moins à le vider de son contenu en subordonnant à l'Etat bourgeois les organisations syndicales. Inversement, chaque lutte importante de la classe ouvrière, surtout en Europe occidentale où les contradictions de la société bourgeoise s'expriment avec le plus d'acuité, l'oppose en tant que classe à la bourgeoisie et à son état.

Les militants des organisations politiques et syndicales contrôlées par la bureaucratie du Kremlin se heurtent à chaque instant aux implications de la politique de « coexistence pacifique », qui subordonnent les intérêts les plus évidents du mouvement ouvrier international à ceux de la bureaucratie stalinienne. Cette dernière veut trouver un *modus vivendi* avec l'impérialisme ; elle veut surtout éviter à tout prix que le développement de luttes révolutionnaires du prolétariat des pays capitalistes économiquement développés ne donne une puissante impulsion à la lutte des travailleurs de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale. La révolution hongroise a démontré que la lutte pour le renversement de la bureaucratie du Kremlin par la classe ouvrière, la renaissance de la démocratie soviétique, la révolution politique en U.R.S.S. et dans les pays d'Europe orientale, ne sont plus seulement des articles de programme, mais sont devenues des réalités politiques immédiates. Désormais, la révolution prolétarienne socialiste a deux pôles ; l'impérialisme comme la bureaucratie du Kremlin en ont une claire conscience. Contre cette menace révolutionnaire, leur coopération est sans faille. La bureaucratie du Kremlin se sent directement et à court terme menacée par toute lutte révolutionnaire de grande ampleur, en particulier en Europe occidentale. Elle s'emploie, même sans compensation de la part de l'impérialisme, à liquider inconditionnellement toute possibilité révolutionnaire du prolétariat dans les pays où elle contrôle des partis communistes de masse et, par leur intermédiaire, de puissantes organisations syndicales.

Le lien qui existe entre la nature parasitaire de la bureaucratie, usurpatrice des conquêtes d'Octobre 1917, et la politique contre-révolutionnaire des organisations staliniennes dans les pays capitalistes commence à apparaître, bien qu'encore confusément, à des milliers de militants des organisations contrôlées par le Kremlin. Trotsky avait conclu dès 1933 : « *Le stalinisme est définitive-*

ment passé du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. » Seule, une infime minorité de militants l'avait jusqu'alors compris. Aujourd'hui, par milliers, sinon par dizaines de milliers, des militants ouvriers en prennent conscience.

C'est ce qui détermine les nouveaux processus, encore embryonnaires, qui sont en cours au sein du mouvement ouvrier.

Mais la perception du rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin ne suffit pas. Il faut que s'ouvre pour les travailleurs d'avant-garde une perspective qui lie les problèmes de la lutte des classes quotidienne, avec lesquels ils sont confrontés, à ceux de la liquidation de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin. Cette perspective, seule, la reconstruction de la IV^e Internationale peut l'ouvrir, c'est pourquoi la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale pourra jouer un rôle déterminant dans la crise du stalinisme.

L'histoire a justifié la fondation de la IV^e Internationale

Trotsky, en même temps qu'il constatait que la bureaucratie du Kremlin était passée définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, affirmait la nécessité de construire la IV^e Internationale.

Elle fut proclamée, en 1938, sur la base du programme de transition : « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale ». A ceux qui estimaient que les conditions n'étaient pas mûres pour la proclamation de la IV^e Internationale, le programme de transition lui-même répondait :

« Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ? Il est impossible, disent-ils, de créer une Internationale « artificielle » ; seuls, de grands événements peuvent la faire surgir, etc. Toutes ces objections démontrent seulement que les sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien.

La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites est la dégéné-

rescence et la trahison des vieilles directions. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La III^e Internationale après la II^e est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale !

Mais les sceptiques ne se taisent pas : « Est-ce déjà le moment de la proclamer maintenant ? ». « La IV^e Internationale, répondrons-nous, n'a pas besoin d'être proclamée. ELLE EXISTE ET ELLE LUTTE. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont jusqu'à maintenant des cadres. Mais ces cadres sont le gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ces cadres. »

(Programme de transition, nouvelle édition, pp. 56-57.)

En effet, la IV^e Internationale surgissait de grands événements. Toute la période de l'entre-deux guerres impérialistes manifestait l'impasse historique du capitalisme, mettait à l'ordre du jour la révolution prolétarienne dans le monde entier ; cette période ouvrait l'ère des guerres et des révolutions. Elle prenait fin précisément en 1938, après de gigantesques luttes révolutionnaires, qui, inaugurées par la révolution russe, se terminaient toutes, à l'exception de celle-ci, par des défaites. Elle avait montré la profonde unité dialectique de la lutte des classes mondiales, et posé tous les problèmes de la révolution socialiste : celui du rôle décisif de la direction révolutionnaire, des partis et de l'Internationale révolutionnaire, agissant à partir d'une conception unique, à l'échelle mondiale, de la révolution socialiste ; ceux de la révolution dans les pays économiquement développés, bastions de l'impérialisme, comme ceux de la révolution dans les pays économiquement arriérés dominés par l'impérialisme ; ceux d'une révolution victorieuse, mais isolée, dans un pays, en outre, économiquement arriéré, et de sa dégénérescence ; ceux de l'avenir de l'humanité, préfiguré par l'hitlérisme, au cas où le prolétariat ne parviendrait pas à accomplir la révolution socialiste, mais aussi les possibilités immenses de développement économique et culturel qu'ouvrirait la société socialiste, organisant à l'échelle mondiale les forces productives et libérant l'humanité toute entière de l'humiliante contrainte, de la hantise des besoins quotidiens à satisfaire ; ceux de la stratégie et de la tactique de la révolution prolétarienne mon-

diale. Cette période fut une sorte de répétition générale de la révolution prolétarienne.

Dès lors que la IV^e Internationale était capable de synthétiser toute cette vivante expérience du mouvement ouvrier, de la concentrer dans son « programme de transition », programme de lutte pour la révolution socialiste, elle démontrait par là-même son existence : « Elle existe et lutte. »

Mais les sceptiques sont de tous les temps. La IV^e Internationale n'a pas réussi à s'implanter dans les masses, elle a connu de terribles crises, dont la dernière l'a désarticulée, l'a détruite en tant qu'organisation mondialement constituée et intervenant politiquement comme un tout : cela ne prouve-t-il pas qu'il était « artificiel » de la « proclamer » en 1938, que « les conditions n'étaient pas réunies » ?

Ne peuvent parler ainsi que ceux qui se situent en dehors de la lutte vivante pour la construction de la direction révolutionnaire. Ils « attendent » que se construisent les partis et l'Internationale dont la classe ouvrière a besoin pour mener à bien la révolution socialiste. « La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. » L'élaboration du programme de transition prouvait assez que la IV^e Internationale existait, mais, organisationnellement et politiquement elle était faible, ce qui signifie qu'elle n'était pas construite, donc que s'engageait la lutte pour sa construction, avec tout ce qu'implique une telle lutte comme avances, reculs, crises et dépassement de ces crises.

La « proclamation » de la IV^e Internationale en 1938 pouvait paraître formelle, mais son existence même au cours de la guerre était le garant de la continuité historique du mouvement ouvrier. Elle signifiait que la tradition internationaliste demeurerait vivante, justement à la veille et au cours de la deuxième guerre impérialiste, en pleine dégénérescence théorique et politique du mouvement ouvrier, alors que l'expérience des vingt-cinq années qui venaient de s'écouler confirmait le caractère international de la révolution socialiste. C'est son existence, quelles que soient ses faiblesses (et nous ne songeons pas à les nier), qui donnait un sens à la lutte d'une couche de militants révolutionnaires, peu nombreux certes, mais qui, en combattant pour sa construction, sauvegardaient le patrimoine théorique et politique de 150 ans de mouvement ouvrier. Si même, au cours des années cinquante, la IV^e Internationale s'est politiquement disloquée sous la pression de forces sociales ennemies, il reste que c'est en se basant sur son programme, sur la ligne de son redressement, puis de sa reconstruc-

tion, qu'ont pu survivre et se renforcer les organisations regroupées au sein du Comité International.

La lutte fut beaucoup plus longue et dure qu'il n'était possible de le prévoir. Mais la perspective qui était celle de Trotsky en fondant la IV^e Internationale se confirme actuellement sous nos yeux :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres — de la législation « sociale » de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline — ils ne réussiront pas à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés d'arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la IV^e Internationale. »

(Programme de transition, nouvelle édition, p. 10.)

Le formidable appareil politico-policier stalinien s'est fissuré sous l'effet de la lutte des classes. Trotsky, au moment où il fondait la IV^e Internationale, annonçait que la deuxième guerre mondiale se terminerait par une puissante crise révolutionnaire. Ses prévisions furent totalement confirmées. C'est de cette crise, qui secoua l'impérialisme et mit en cause le régime capitaliste là où il est né, en Europe occidentale, que sont issues les transformations révolutionnaires de l'Europe orientale. C'est elle aussi qui, en liaison avec l'effondrement de l'impérialisme japonais, joua un rôle déterminant dans le processus révolutionnaire en Asie, qui aboutit à la 3^e révolution chinoise.

Mais, grâce à l'appui total des appareils staliniens et réformistes et à l'aide économique de l'impérialisme américain, la bourgeoisie d'Europe occidentale réussit à reconstituer ses appareils d'état et à restructurer son économie. L'équilibre des forces de classe qui avait donné naissance à la bureaucratie du Kremlin n'en était pas moins profondément modifié. En même temps qu'elle donnait naissance à de puissants mouvements révolutionnaires, la guerre liquidait la division de l'impérialisme en deux puissants groupes rivaux, elle assurait la prédominance, sur tous les autres

impérialismes, de l'impérialisme américain, sans pour cela résoudre la crise historique du régime capitaliste. L'ancien rapport des forces était détruit, d'autant plus que, nulle part, le prolétariat, en dépit de ses reculs, ne subissait de défaites comparables à celles qu'il avait connues avant la deuxième guerre mondiale, et qu'en U.R.S.S. même le prolétariat croissait en nombre et en puissance. La crise du stalinisme devait résulter de cette nouvelle disposition des forces de classes à l'échelle mondiale.

La crise de la IV^e Internationale

Il n'existe cependant, dans la lutte de classes, aucun automatisme. Si, à la longue, la nouvelle disposition des forces de classes devait s'exprimer et déterminer de profondes modifications à l'intérieur de la classe ouvrière, cela n'apparut pas immédiatement à l'issue de la guerre.

Au contraire, les appareils bureaucratiques, contrôlant le mouvement des masses à travers ses organisations traditionnelles, canalisèrent à leur profit la montée révolutionnaire dans son premier stade. Les conditions mêmes de la guerre contribuèrent à renforcer ce contrôle. Le caractère complexe de la seconde guerre mondiale, guerre impérialiste, comme celle de 1914-1918, aussi bien du côté des puissances de l'Axe que du côté des « grandes démocraties », mais dans laquelle l'U.R.S.S. ne poursuivait pas de buts impérialistes fut source de confusion. La lutte héroïque des peuples de l'U.R.S.S., qui se battaient pour la défense des conquêtes d'Octobre et l'existence même de millions de prolétaires, pour qui une victoire allemande et la destruction des bases économiques de l'U.R.S.S. qui en aurait résulté, auraient signifié une condamnation à mort, fut, pour nombre de travailleurs, portée au crédit de la bureaucratie parasitaire du Kremlin, ce qui facilita la pénétration de la politique des appareils contrôlés par elle au sein de la classe ouvrière. De plus, l'occupation par l'impérialisme allemand de l'ensemble de l'Europe contribuait à donner un semblant de justification à la politique de « Fronts nationaux » menée par les partis ouvriers, staliniens et sociaux-démocrates.

D'autant plus important était-il de maintenir les principes de la lutte des classes et de l'internationalisme prolétarien ; et cela n'était possible qu'en restant fidèle au programme de la IV^e Internationale, dont la « proclamation » en 1938 trouvait ici sa justifica-

tion. Mais d'autant plus difficile aussi était l'indispensable définition d'une politique concrète, qui tînt compte des divers facteurs de la guerre et qui permit de s'enraciner dans les masses. Ce ne fut pas fait sans erreurs sectaires ou opportunistes ; la direction de Trotsky manquait ; le rôle des individus n'est pas sans importance dans la construction d'une organisation révolutionnaire. Staline savait ce qu'il faisait en faisant assassiner Trotsky en août 1940. Il répétait, dans d'autres circonstances historiques, mais pour des raisons identiques au fond, le crime des dirigeants sociaux-démocrates allemands faisant assassiner, en janvier 1919, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. L'inexpérience pesa lourdement sur les jeunes militants et cadres de la IV^e Internationale. La formation de dirigeants révolutionnaires, d'une organisation politiquement homogène, sans bureaucratisme, ne peut être le résultat d'une génération spontanée.

La IV^e Internationale sortit de la guerre sans avoir résolu sa contradiction fondamentale : fondée sur la base du programme de transition, programme de mobilisation de la classe ouvrière pour la révolution prolétarienne, programme où s'exprime l'analyse scientifique d'une première période de guerres et de révolutions, elle est née, non d'une puissante révolution comme la III^e Internationale, mais du recul ouvrier mondial ; elle est née en réaction contre la dégénérescence théorique et politique du mouvement ouvrier. Son programme l'arme comme aucune organisation ouvrière ne le fut jamais. Mais sa composition sociale, essentiellement petite-bourgeoise, et les faibles liens qui l'unissent à la classe ouvrière la rendent extrêmement sensible aux pressions émanant des forces sociales hostiles au socialisme. Seule, l'élaboration théorique et politique en liaison avec sa participation à la lutte des classes et sa construction dans le cours même des processus de la lutte des classes peuvent surmonter cette contradiction. Mais la solution n'est pas donnée à l'avance. Elle ne peut être que le produit d'une lutte vivante. L'Internationale, décapitée par l'assassinat de Trotsky, affaiblie politiquement dans ses cadres au cours de la guerre, n'a pas résolu ce problème. Elle a cédé sous la pression des forces hostiles. Ses dirigeants petits-bourgeois, dont Pablo fut la figure de proue, ont capitulé devant les appareils.

Cette direction petite-bourgeoise a cédé précisément au moment où la puissance des appareils, principalement de l'appareil stalinien, avait atteint en Europe son point culminant, cependant que la nouvelle disposition des forces de classe à l'échelle internationale n'ayant pas encore porté tous ses fruits, l'approfondissement de la crise du stalinisme, bien que la rupture entre Staline et Tito l'an-

nonçât. était encore à venir ; au moment où culminait la guerre froide, où l'impérialisme était parvenu à une relative stabilisation, à la vérité fort précaire, en Europe occidentale, et où la bureaucratie du Kremlin avait renforcé son contrôle sur l'Europe orientale, au moment où la guerre de Corée enfin semblait donner à Staline le moyen de contrôler la révolution chinoise.

Cette situation ne dura que quelques années. Bientôt, de nouvelles luttes ouvrières de grande ampleur, débordant les directions traditionnelles, se produisirent en France, là où précisément s'exprimait avec le plus de force la crise fondamentale de l'impérialisme ; puis, ce furent les grandes luttes révolutionnaires de Tchécoslovaquie, puis de l'Allemagne de l'Est, qui s'étendirent à presque toute l'Europe orientale, et culminèrent avec l'Octobre polonais et la révolution hongroise ; en même temps, en Asie, l'influence de la révolution chinoise donnait à la politique du Viet-Minh un nouveau cours qui aboutit à Dien-Bien-Phu ; enfin, la dénonciation du « culte de la personnalité » et le nouveau cours de la politique de la bureaucratie exprimèrent en U.R.S.S. la lutte de forces sociales opposées.

Ainsi s'ouvrait la possibilité de résoudre le problème-clé de la direction révolutionnaire de la classe ouvrière, par la jonction, dans l'action, des organisations de la IV^e Internationale s'enracinant dans les masses, du programme de la révolution socialiste, et de l'action révolutionnaire du prolétariat. Mais la capitulation a sa logique : ayant cédé à la pression des forces sociales ennemies, de capitularde, la direction petite-bourgeoise devint liquidatrice. Elle s'était déjà engagée dans un cours de destruction de la IV^e Internationale : « l'entrisme sui generis ». Le maintien de phrases appartenant à la tradition du trotskysme, de « Congrès mondiaux », d'un « Comité exécutif international » et d'un pseudo « Secrétariat international », demeurait pour elle une obligation, mais seulement dans le but de bloquer la possibilité d'un redressement de l'Internationale. La direction petite-bourgeoise était devenue l'agent, conscient ou non, des forces sociales ennemies, la bourgeoisie et la bureaucratie du Kremlin, au cœur même de la IV^e Internationale, et elle devait poursuivre jusqu'au bout sa tâche de désagrégation.

Reconstruire la IV^e Internationale

La vitalité du programme est cependant telle que, quels que soient les coups extrêmement durs portés à la IV^e Internationale, sa reconstruction demeure possible, grâce à l'existence des organisations regroupées au sein du Comité International. Celles-ci ont,

jusqu'à présent, à partir de leur intervention dans la lutte des classes, préservé le capital théorique et politique du trotskysme, que synthétise le programme de la IV^e Internationale.

La reconstruction de la IV^e Internationale ne peut pas résulter d'une proclamation du Comité International par laquelle celui-ci s'affirmerait « direction internationale ». Elle ne peut être que le fruit d'une longue lutte théorique et politique, qui détruira la fiction du « Secrétariat International », et éliminera jusqu'à la dernière trace de « pablisme » au sein des organisations qui se réclament du programme de la IV^e Internationale. Elle ne pourra aboutir à la restructuration d'une organisation mondiale centralisée qu'à la suite de discussions théoriques et politiques approfondies, fatalement longues parce que devant aboutir à une très grande homogénéité théorique et politique, parce que devant apporter des réponses à de très nombreux problèmes théoriques et politiques qui se sont posés au cours de ces vingt dernières années, et que n'a pas permis de résoudre la crise de l'Internationale. Mais cette tâche, il faut dès maintenant l'entreprendre.

Le développement même de nos organisations réclame que nous ouvrons cette perspective, si nous voulons rallier les meilleurs éléments libérés, ou en voie de se libérer du contrôle des appareils ; ceux-ci ne peuvent, en effet, se satisfaire de la lutte au jour le jour, ils ont besoin d'inclure leurs luttes quotidiennes dans la perspective du socialisme. Sous peine de graves déviations ultérieures, génératrices de nouvelles crises, nos organisations ne peuvent être construites, quels que puissent être nos succès immédiats dans cette voie, qu'à partir de la conception mondiale de la révolution socialiste qui a inspiré les activités militantes de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, et qui s'appelle de nos jours le « trotskysme ». Ce n'est pas là une phrase faisant partie d'un rituel ; à chaque étape de la lutte des classes, cette conception donne une signification concrète à l'internationalisme prolétarien : au cours de la première guerre mondiale, c'était la lutte contre le social-patriotisme avec Lénine, plus tard ce fut, avec Trotsky, la lutte contre la conception de la construction du socialisme dans un seul pays, expression « théorique » de l'asservissement de l'Internationale Communiste aux intérêts parasitaires, et finalement contre-révolutionnaires, de la bureaucratie du Kremlin ; aujourd'hui, c'est engager la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Dans leur polémique, la bureaucratie chinoise et celle du Kremlin ne manquent jamais de se mettre en garde réciproque-

ment, avec un sens aigu de ce qui les menace : attention, vous ouvrez la porte au trotskysme ! C'est exact, la seule issue positive à la crise du stalinisme, parce qu'elle est celle de la révolution prolétarienne mondiale, c'est le trotskysme. Mais le trotskysme ne vaincra que si les trotskystes accomplissent les tâches qui sont les leurs, et qui, toutes, se ramènent à la reconstruction de la IV^e Internationale.

Même le « Secrétariat International » ne quittera pas la scène de bonne grâce. Les sanctions qu'il a dû prendre contre Pablo et contre la majorité du Lanka Sama Samaya Party indiquent que de puissantes forces agissent dans le sens de sa dislocation. Mais toutes ces tendances contradictoires ont en commun un puissant intérêt : le maintien de la fiction du « Secrétariat International », afin de faire obstacle à la reconstruction de l'Internationale ; détourner les forces trotskystes déjà existantes de la lutte pour la IV^e Internationale, faire écran entre les militants révolutionnaires qui se libèrent de la tutelle des appareils et le programme de la révolution socialiste, voilà la fonction politique du S. I. Il continuera de l'accomplir tant qu'il n'aura pas été détruit. Pour y parvenir, nous ne pouvons compter que sur notre propre activité au sein de la classe ouvrière, sur les pas que nous ferons dans la voie de la reconstruction de l'Internationale, sur notre élaboration théorique et politique, à commencer par une critique impitoyable du pablisme sous toutes ses formes et sous tous ses masques. C'est cette tâche dont la présente étude aborde la réalisation, ce qui est aussi une façon de vérifier la valeur du programme de transition, sur lequel se fonde la IV^e Internationale.

II - Pablo révisé le marxisme

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes.* » C'est à partir de cette conception fondamentale que Marx, Engels, Lénine, Trotsky, ont mené tous leurs combats. Elle ordonne toute leur activité théorique et politique, depuis le *Manifeste Communiste* jusqu'à la lutte de Trotsky pour la construction de la IV^e Internationale.

Ce qui caractérise notre époque, c'est que la lutte des classes s'est universalisée et se livre entre deux classes fondamentales : la bourgeoisie et le prolétariat. Dès le *Manifeste Communiste*, Marx et Engels l'expliquaient clairement :

« *Le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat...* »

« *...La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émission des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains... La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble.* »

(*Manifeste du parti communiste*, Editions Sociales, p. 19.)

Elle l'a fait :

« Par l'exploitation du marché mondial » (donnant ainsi) « un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus de matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles ; et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle. »

(Idem, p. 18.)

C'est là ce qui conditionne la lutte de classe du prolétariat et détermine l'orientation des communistes :

« La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. »

(Idem, p. 25.)

Aussi bien :

« Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts

indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat ;

2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. »

(Idem, p. 27.)

C'est ce que Marx devait expliciter encore plus clairement en se livrant à la critique du programme de Gotha. Commentant le paragraphe suivant :

« La classe des travailleurs travaille à son affranchissement tout d'abord **DANS LE CADRE DE L'ETAT NATIONAL ACTUEL**, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples »,

il écrit :

« Contrairement au Manifeste Communiste et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain, et cela après l'action de l'Internationale !

Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe, et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas dans son contenu, mais, comme le dit le Manifeste Communiste, « quant à sa forme ». Mais le « cadre de l'Etat national actuel », par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économiquement « dans le cadre » du marché universel, et politiquement « dans le cadre » du système des Etats. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur, et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans le caractère de sa politique internationale.

Et à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de son effort « sera la fraternité internationale des peuples » — phrase empruntée à la bourgeoise Ligue de la liberté et de la paix, que l'on voudrait faire passer comme

un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Des fonctions internationales DE LA CLASSE OUVRIERE ALLEMANDE, PAR CONSEQUENT, PAS UN MOT ! »

(Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, Editions sociales, pp. 27-28.)

Cela, Marx l'écrivait en 1847 et 1875, alors que le mode de production capitaliste était encore en pleine phase ascendante.

La « réalité sociale objective »

Le monde étonné devait apprendre en 1950-1951 que tout cela n'était que vétilles. Pablo, secrétaire de l'Internationale, commentant le projet de « thèses sur les perspectives internationales et l'orientation de la IV^e Internationale » présenté par le 9^e plenum en vue du troisième congrès mondial, écrivait un article : « Où allons-nous ? », véritable manifeste du « pablisme », qui nous en avertissait :

« Le problème, pour un véritable mouvement marxiste-révolutionnaire, n'est pas de vouloir faire entrer coûte que coûte la réalité nouvelle dans ses normes de pensée d'hier, mais d'élargir et de modeler celles-ci de façon à les mettre en harmonie avec les nouveaux développements objectifs... »

(« Quatrième Internationale », vol. 9, n^{os} 2-4, février-mars 1951, p. 40.)

En quelques lignes, il « bouleversait » le marxisme :

« La réalité sociale objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

(*Idem*, p. 41.)

Finie la division de la société en classes, phénomène objectif, indépendant de la conscience qu'en ont ou n'en ont pas les indi-

vidus qui composent ces classes : seuls subsistaient le « monde stalinien » et le « régime capitaliste ». Pablo substituait à l'analyse scientifique la métaphysique de catégories politiques, voire géographiques, qui n'étaient que le reflet, dans les cerveaux petits-bourgeois, des aspects superficiels de la situation internationale depuis la guerre froide.

Les déportés de Karaganda ou de Vorkhouta, les millions de victimes de la terreur stalinienne se retrouvaient ainsi dans le même « monde » que la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire du Kremlin. Quant aux prolétaires des pays capitalistes, que devenaient-ils ? Pablo nous donnait de leurs nouvelles, en même temps qu'il nous expliquait ce qu'ils pouvaient encore faire dans la vie :

«...Le vrai rapport des forces entre l'impérialisme et les forces qui lui sont opposées » (à savoir, dans la « réalité sociale objective » pabliste, le « monde stalinien ») « ne se mesure pas SIMPLEMENT (souligné par nous) sur le plan des ressources matérielles et techniques réciproques, mais AUSSI (souligné par nous) sur le plan des rapports sociaux, des rapports de classes, et ... ces rapports évoluent internationalement au désavantage de l'impérialisme ; (...) l'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force SUPPLEMENTAIRE (souligné par nous) aux forces matérielles et techniques qui combattent cet impérialisme. »

(Idem, p. 42.)

Ainsi, les « rapports de classes », les « rapports sociaux », ne subsistaient plus que comme compléments des « forces matérielles et techniques » opposées à l'impérialisme. Et qui donc disposait de ces « forces matérielles et techniques », sinon la bureaucratie parasitaire du Kremlin, maîtresse du pouvoir politique dans le « monde stalinien » ?

« L'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire... » : il doit donc être politiquement subordonné aux « forces matérielles et techniques » dont dispose la bureaucratie du Kremlin.

C'était la négation de toute la conception marxiste de l'histoire : en bonne logique, cette conception aurait dû être proscrite, comme affaiblissant la lutte du « monde stalinien » contre le « régime capitaliste ».

La conception stalinienne des « forces matérielles et techniques »

Trotsky, dès 1928, alors que la bureaucratie du Kremlin était encore loin d'être devenue ce qu'elle est aujourd'hui, écrivait, dans sa critique du projet de programme de l'Internationale Communiste, à propos des rapports entre le développement des « forces matérielles et techniques » et de la révolution prolétarienne, les lignes suivantes :

« Le projet exprime une pensée incontestable quand il dit que les succès économiques de l'U.R.S.S. constituent une partie inséparable de la révolution prolétarienne mondiale. Mais le danger politique de la théorie nouvelle » (décidément Pablo a moins de mérite que nous ne le croyions, il n'a rien découvert) « gît dans le jugement comparatif erroné porté sur les deux leviers de commande du socialisme mondial : celui de nos réalisations économiques et celui de la révolution prolétarienne mondiale. Sans que celle-ci triomphe, nous ne construisons pas le socialisme. Les ouvriers d'Europe et du monde entier doivent clairement comprendre cela. Le levier de la construction économique a une importance énorme. Si la direction fait des fautes, la dictature du prolétariat s'affaiblit ; la chute de cette dictature porterait un tel coup à la révolution mondiale que celle-ci n'en guérirait pas pendant une longue suite d'années. Mais la solution à apporter au procès fondamental de l'histoire suspendu entre le monde du socialisme et celui du capitalisme dépend du second levier, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne mondiale. L'énorme importance de l'Union Soviétique consiste en ce qu'elle constitue la base sur laquelle s'appuie la révolution mondiale, et nullement en ce qu'indépendamment de cette révolution l'Union Soviétique serait capable de construire le socialisme. »

(« L'Internationale communiste après Lénine », édition française, p. 157.)

Trotsky, par malheur pour lui, n'avait pas eu la chance de lire Pablo, il ne connaissait que Marx, Engels et Lénine, et ne faisait que reprendre en les concrétisant les idées qu'exprimait Marx dans les textes que nous avons cité plus haut :

« La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant, tout d'abord, la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie », mais cela pour accomplir ses « fonctions internationales ».

Examinons cependant pourquoi Staline, révisant Marx avant Pablo, mettait au premier plan les « forces matérielles et techniques » et ce qu'il en est advenu.

Trotsky, dans l'appendice de la « Révolution trahie », consacré au « socialisme dans un seul pays », écrit :

« La « **DECLARATION DES DROITS DU PEU-
PLE TRAVAILLEUR ET EXPLOITE** » rédigée par Lénine et soumise par le Conseil des commissaires du peuple à la sanction de l'Assemblée Constituante, dans les heures courtes que vécut celle-ci, définit en ces termes « **L'OBJECTIF ESSENTIEL** » du nouveau régime : « **L'ETABLISSEMENT D'UNE ORGANISATION SOCIALISTE DE LA SOCIETE ET LA VICTOIRE DU SOCIALISME DANS TOUS LES PAYS** »... En avril 1924, trois mois après la mort de Lénine, Staline écrivait encore dans sa compilation sur « Les bases du léninisme » : « Il suffit des efforts d'un pays pour renverser la bourgeoisie, l'histoire de notre révolution l'enseigne. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout paysan comme le nôtre, sont déjà insuffisants ; il y faut les efforts réunis des prolétaires de plusieurs pays avancés. » Ces lignes n'ont pas besoin d'être commentées. Mais l'édition dans laquelle elles figurent a été retirée de la circulation. Les grandes défaites du prolétariat européen et les premiers succès, fort modestes, cependant, de l'économie soviétique, suggérèrent à Staline, au cours de l'automne 1924, que la mission historique de la bureaucratie était de bâtir le socialisme dans un seul pays. Une discussion s'ouvrit autour de cette question, qui parut académique ou scolastique à beaucoup d'esprits superficiels, mais qui, en réalité, exprimait la dégénérescence de la Troisième Internationale et préparait la naissance de la Quatrième. »

Les choses sont fort claires. La « théorie du socialisme dans

un seul pays » est l'expression des intérêts spécifiques de la bureaucratie en tant que caste privilégiée. Elle a pour corollaire la subordination du mouvement ouvrier international aux intérêts spécifiques de la bureaucratie « construisant le socialisme », donc aux « forces matérielles et techniques » de l'U.R.S.S.

Sur ce même sujet précisément, Trotsky écrivait en 1928 :

« La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national, POURVU QU'IL NE PRODUISE PAS D'INTERVENTION. De là peut et doit découler une politique collaborationniste envers la bourgeoisie de l'extérieur, malgré toutes les déclarations solennelles du projet de programme. Le but est d'éviter l'intervention : en effet ceci assurera la construction du socialisme, ainsi le problème historique fondamental se trouvera résolu. La tâche des partis de l'Internationale Communiste prend de cette façon un caractère secondaire : préserver l'U.R.S.S. des interventions, et non pas lutter pour la conquête du pouvoir... Si nos difficultés, obstacles, contradictions intérieures, qui ne sont principalement que la réfraction des contradictions mondiales, peuvent être résolues simplement par les « propres forces de notre révolution », sans sortir « sur la scène de la révolution mondiale », alors l'Internationale est une institution mi-auxiliaire, mi-décorative, dont on peut convoquer les congrès tous les quatre ans, tous les dix ans, ou même ne pas les convoquer du tout. Si l'on ajoute aussi que le prolétariat des autres pays doit protéger notre construction contre une intervention militaire, l'Internationale devrait d'après ce schéma faire le rôle d'un INSTRUMENT PACIFISTE. Son rôle fondamental, celui d'outil de la révolution mondiale, recule alors inévitablement à l'arrière-plan. »

(« L'Internationale Communiste après Lénine », édition française, p. 156.)

Qu'est donc devenue, en effet, l'Internationale Communiste, sinon un instrument pur et simple de la bureaucratie du Kremlin, finalement dissoute en 1943 par Staline afin de tranquilliser ses alliés capitalistes ?

Et que fit Pablo en 1952 ? Il présenta au 10^e plenum du

Comité Exécutif International un rapport dans lequel il ouvrait la voie de la liquidation de la IV^e Internationale au profit du stalinisme et des appareils réformistes :

« L'évolution de la situation objective agit actuellement (et ce processus ira en s'amplifiant avec l'évolution vers la guerre et la guerre elle-même) sur toute organisation ouvrière de masse » (rien de moins !) « CONTRE LA TENDANCE OPPORTUNISTE DROITIÈRE et pour la transformation en CENTRISME. Ce processus n'est pas rectiligne, pas partout le même, etc., mais en général est INÉVITABLE et va dans cette DIRECTION GÉNÉRALE.

C'est la profondeur extraordinaire de la crise du régime capitaliste, crise sans issue, irréversible, qui provoque tous les phénomènes. Il faut — encore une fois — comprendre cela.

Le stalinisme, y compris la bureaucratie soviétique, est placé, depuis la « guerre froide », dans des conditions nouvelles par rapport à tout ce qu'était la situation jusqu'alors. Ses tendances opportunistes droitières inhérentes à sa nature, sont constamment contrecarrées, mises en échec par l'évolution de la situation, aussi bien par l'attitude des capitalistes que par les réactions des masses. Les conditions qui ont permis son jeu de 1934 jusqu'à la fin de la guerre ne se renouvelleront jamais plus. A cette époque, les antagonismes impérialistes ont été encore assez virulents pour provoquer une rupture effective entre deux blocs de puissances et le conflit à mort entre eux. La lutte de l'impérialisme coalisé contre l'U.R.S.S. fut subordonnée à la lutte entre les deux blocs, et la politique de la bureaucratie soviétique misant exclusivement sur cet antagonisme et sur l'alliance avec une partie de la bourgeoisie contre l'autre avait un sens. Aujourd'hui la rupture provoquée dans le monde capitaliste par l'apparition, à côté de l'U.R.S.S., de la Chine, des « démocraties populaires » européennes, du mouvement révolutionnaire colonial et de celui des masses métropolitaines, rend tout compromis stable et viable impossible, et a mis au centre le conflit inévitable entre l'impérialisme coalisé et ces formes et forces variées de la révolution. »

(« Quatrième Internationale », février-avril 1952, vol. 10, n^o 2-4, pp. 46 à 58.)

Y compris, par conséquent, cette « forme révolutionnaire » que constitue la bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire elle-même ! Mais laissons encore la parole à Pablo :

« La bureaucratie soviétique est acculée au combat final et décisif ; le mouvement stalinien est partout pris entre cette réalité et les réactions des masses devant la crise sans cesse aggravée du capitalisme. »

« Dans ces CONDITIONS NOUVELLES, que la bureaucratie soviétique n'a pas créées volontairement mais qu'elle subit obligatoirement, le stalinisme fait réapparaître des TENDANCES CENTRISTES qui prendront le dessus sur L'OPPORTUNISME DROITIER. »

Jusqu'où iront ces tendances ? PEUVENT-ELLES TRANSFORMER la nature du stalinisme, faire des partis communistes de vrais partis révolutionnaires ?

(Idem, p. 55.)

Nous trouvons ici le « pablisme » dans toute sa gloire ; tout y est un chef-d'œuvre d'hypocrisie. Immédiatement, Pablo répond :

« Absolument pas aussi longtemps que ces partis dépendants seront contrôlés par la bureaucratie soviétique qui, tout en étant elle-même obligée — dans les nouvelles conditions — de gauchir sa politique, de faire appel aux masses, de chercher à s'appuyer, ne fera cela qu'en subordonnant toute action de sa part à la question de son contrôle bureaucratique sur les masses, qui ne doit pas être mis en danger. »

Les zigzags de la bureaucratie soviétique ne changent pas sa nature réactionnaire, qui est déterminée par SA POSITION SOCIALE EN TANT QUE CASTE PRIVILEGIEE OMNIPOTENTE EN U.R.S.S... »

Mais « ...les partis « (staliniens) » dans de telles conditions, développent inévitablement des TENDANCES CENTRISTES de plus en plus prononcées... Ces TENDANCES CENTRISTES vont-elles conquérir et transformer l'ensemble de tel ou tel Parti communiste de masse ? »

Nous ne le savons pas, nous ne pouvons pas le savoir, ceci n'est pas déterminant... »

(Idem, p. 55.)

L'important, pour, l'instant, c'est que les militants trotskystes entrent dans le P.C.F. (et les P.C. staliniens en général) :

« AFIN DE S'INTEGRER DANS LE REEL MOUVEMENT DES MASSES, DE TRAVAILLER ET DE RESTER PAR EXEMPLE DANS LES SYNDICATS DE MASSE » (que viennent faire ici les syndicats, puisqu'il s'agit des P.C.?), « LES « RUSES » ET LES « CAPITULATIONS » SONT NON SEULEMENT ADMISES MAIS NECESSAIRES. »

Or, bien que *« les tendances centristes prennent le dessus sur l'opportunisme droitier »* (Pablo ne nous dira d'ailleurs pas en quoi consiste le « centrisme » de ces « tendances »), bien que *« la bureaucratie soviétique »* soit *« acculée au combat final et décisif »*, bien que *« aujourd'hui, ... le conflit »* (soit) *« inévitable entre l'impérialisme coalisé »* et les *« forces variées de la révolution »*, dont, nous l'avons vu, fait partie *« le stalinisme, y compris la bureaucratie soviétique »*, bien que, lisons-nous un peu plus loin dans le même rapport (p. 57) : *« La direction stalinienne »* (des P.C.) *« elle-même subit la pression de la situation, de sa logique et cherche à se dégager de l'impasse de sa propre politique »*, etc., etc., *il n'en reste pas moins vrai que « la nature réactionnaire de la bureaucratie du Kremlin ne change pas »* (on est « trotskyste » ou on ne l'est pas !).

Aussi s'ensuit-il, dans la logique très particulière de Pablo et de ses partisans, que les militants « trotskystes » devront, non seulement accepter de capituler devant les appareils staliniens, mais faire de cette capitulation l'essence de leur politique comme l'exige la « nécessité historique ». Cela signifie leur liquidation politique, car la « capitulation », même entre guillemets, a un sens précis face aux appareils ; d'autres que nous, les Zinoviev, les Kamenev, les Rakovski, etc., en ont fait la tragique expérience. Et, en même temps que la liquidation des militants pris individuellement, cela signifiait la liquidation des organisations trotskystes, de la IV^e Internationale.

Trotsky prévoyait, dès 1928, que l'Internationale Communiste deviendrait, à partir de la conception stalinienne de la primauté

des « forces matérielles et techniques » sur la lutte mondiale des classes, un simple instrument « pacifiste » de la bureaucratie du Kremlin. Pablo, à partir de cette même conception, entreprenait la liquidation de la IV^e Internationale, et mettait les militants « trotskystes » au service de la bureaucratie du Kremlin.

Siècles de transition et bureaucratie

Le révisionnisme pabliste remettait aussi en cause la théorie marxiste d'une autre façon. Toujours dans « *Où allons-nous ?* » Pablo écrivait :

« Des gens qui désespèrent du sort de l'humanité parce que le stalinisme dure encore et remporte même des victoires, rapetissent l'Histoire à leur mesure. Ils auraient voulu que tout le processus de transformation de la société capitaliste en socialisme s'accomplisse dans les délais de leur courte vie, afin qu'ils puissent être récompensés de leurs efforts pour la Révolution. Quant à nous, nous réaffirmons ce que nous avons écrit dans le premier article que nous avons consacré à l'affaire yougoslave : cette transformation occupera probablement UNE PERIODE HISTORIQUE ENTIERE DE QUELQUES SIECLES, QUI SERA REMPLIE ENTRE TEMPS PAR DES FORMES ET DES REGIMES TRANSITOIRES ENTRE LE CAPITALISME ET LE SOCIALISME (souligné par nous), nécessairement éloignées des formes « pures » et des normes. »

(Ouvrage cité, pp. 46-47.)

Cette thèse des « siècles de transition », Pablo la développait au moment même où il annonçait que la troisième guerre mondiale était inévitable à bref délai (deux à trois ans, précisait alors Ernest Germain, le collègue de Pablo au S.I.) et qu'elle prendrait un caractère historique nouveau :

« ...La combinaison historique la plus probable, la plus réaliste, qui s'oppose aussi bien aux notions de la « paix » que de la « guerre », considérées chacune en soi ou comme les deux termes d'une alternative, est celle de la REVOLUTION-GUERRE, de la Révolution qui se prolonge en guerre, ou de la guerre qui se trans-

forme en Révolution. CES CHANGEMENTS SONT EN RAPPORT DIRECT AVEC L'ACUITE EXTREME A LAQUELLE ONT ABOUTI LES CONTRADICTIONS DU REGIME CAPITALISTE ET AVEC SON ECROULEMENT SUR UNE GRANDE ECHELLE DE CE REGIME. C'est la révolution avant ou avec la guerre », infime différence que des théoriciens de l'envergure de Pablo ou de Germain ne peuvent considérer qu'avec un souverain mépris, « qui est à l'ordre du jour, pas autre chose.

Cette révolution est éminemment PERMANENTE, COMME JAMAIS ELLE NE L'A ETE : PERMANENTE DANS LE SENS QUE LA LUTTE, COMMENCEE PAR LES MASSES COLONIALES CONTRE LES CLASSES DIRIGEANTES ET L'IMPERIALISME, PAR LE PROLETARIAT CONTRE LE CAPITALISME, PAR L'IMPERIALISME CONTRE L'U.R.S.S., NE POURRA PLUS S'ARRETER. ELLE S'APPROFONDIRA ET S'AMPLIFIERA EN ACCELERANT SON RYTHME, EMBRASSANT DES FORCES TOUJOURS NOUVELLES, ROMPANT TOUS LES EQUILIBRES, EMPORTANT DANS SON COURANT TORRENTIEL LES EPAVES DE TOUTES LES SITUATIONS ET DE TOUTS LES REGIMES VERMOULUS JUSQU'A LA VICTOIRE FINALE DU SOCIALISME MONDIAL. Le stalinisme sera, à son tour, malgré des succès passagers ici et là, décomposé durant cette période, la plus révolutionnaire que l'histoire ait connue. » (Ouf !)

(« Quatrième Internationale », janvier 1951, vol. 9, n° 1, « Editorial », p. 4.)

Le flot « torrentiel » de cet assemblage de mots participe du délire petit-bourgeois et de la confusion volontaire la plus totale. Laissons de côté la phrase « trotskyste » sur le « stalinisme qui sera à son tour balayé... etc. », indispensable au secrétaire général de la IV^e Internationale. Retenons seulement que l'impérialisme est entré dans sa crise finale (une notion sur laquelle nous reviendrons), « emportant dans son courant torrentiel les épaves de toutes les situations et de tous les régimes vermoulus jusqu'à la victoire finale du socialisme mondial », — du socialisme mondial, c'est-à-dire du renversement des derniers vestiges de l'impérialisme. Et pourtant « cette transformation occupera une période historique

ENTIERE DE QUELQUES SIECLES qui sera remplie entre temps par des formes et des régimes transitoires entre le capitalisme et le socialisme, nécessairement éloignés des formes « pures » et des normes. »

(« Où allons-nous ? », oc. c., p. 47.)

Il faut avouer qu'il y a là quelque obscurité. Dans un cas, Pablo appelle « socialisme » le renversement du capitalisme, dans l'autre il parle de la société socialiste, phase inférieure du communisme. Il intercale entre les deux une période de *plusieurs siècles*, pendant laquelle existeront des formes bâtarde éloignées des normes, ou, pour parler clair, une bureaucratie. Cela signifie qu'après le renversement du capitalisme *mondial*, des couches bureaucratiques auront devant elles tout un avenir historique. Qui plus est, elles accompliront une fonction sociale progressive et nécessaire, car elles ne pourront exister aussi longtemps que dans la mesure où le prolétariat se sera révélé incapable d'exercer lui-même le pouvoir.

Trotsky, analysant à la lumière des conceptions de Marx et de Lénine la formation de la bureaucratie du Kremlin, écrit dans « La Révolution trahie » :

Le jeune Marx écrivait deux ans avant le « Manifeste Communiste » : « Le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire (du communisme) pour cette raison encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras... » Cette idée, Marx ne l'a développée nulle part, et ce n'est pas par hasard : il ne prévoyait pas la victoire de la révolution dans un pays arriéré. Lénine ne s'y est pas arrêté non plus, et ce n'est pas davantage par hasard : il ne prévoyait pas un si long isolement de l'Etat soviétique. Or, le texte que nous venons de citer n'étant chez Marx qu'une supposition abstraite, un argument par opposition nous offre une clé théorique unique pour aborder les difficultés tout à fait concrètes et les maux du régime soviétique. Sur le terrain historique de la misère, aggravée par les dévastations des guerres impérialistes et civiles, « la lutte pour l'existence individuelle », loin de disparaître le lendemain de la subversion de la bourgeoisie, loin de s'atténuer dans les années suivantes, a revêtu par moments un acharnement sans précédent : faut-il rappeler que des actes de canniba-

lisme se sont produits par deux fois dans certaines régions du pays ?... »

« Procédant uniquement de la théorie marxiste de la dictature du prolétariat, Lénine n'a pu, ni dans son ouvrage capital sur la question (« L'Etat et la révolution »), ni dans le programme du parti, tirer, concernant le caractère de l'état, toutes les déductions imposées par la condition arriérée et l'isolement du pays. Expliquant les récidives de la bureaucratie par l'inexpérience administrative des masses et les difficultés nées de la guerre, le programme du parti prescrit des mesures purement politiques pour surmonter « les déformations bureaucratiques » (éligibilité et révocabilité à tout moment de tous les mandataires, suppression des privilèges matériels, contrôle actif des masses). On pensait que, dans cette voie, le fonctionnaire cesserait d'être un chef pour devenir un simple agent technique, d'ailleurs provisoire, tandis que l'état quitterait peu à peu, sans bruit, la scène.

Cette sous-estimation manifeste des difficultés futures s'explique du fait que le programme se fondait entièrement, sans réserves, sur une perspective internationale : « La révolution d'Octobre a réalisé en Russie la dictature du prolétariat... L'ère de la révolution prolétarienne communiste universelle s'est ouverte. » Telles sont les premières lignes du programme. Les auteurs de ce document ne se donnaient pas uniquement pour but l'édification du « socialisme dans un seul pays », — cette idée ne venait alors à personne et à Staline moins qu'à personne — et ils ne se demandaient pas quel caractère prendrait l'état soviétique s'il lui fallait accomplir seul pendant vingt ans les tâches économiques et culturelles accomplies par le capitalisme avancé... « La réduction de l'état à des fonctions « de recensement et de contrôle », les fonctions de coercition s'amoindrissant sans cesse, comme l'exige le programme, supposait un certain bien-être. Cette condition nécessaire faisait défaut. Le secours de l'Occident n'arrivait pas. Le pouvoir des soviets démocratiques se révélait gênant et même intolérable quand il s'agissait de favoriser les groupes privilégiés les plus indispensables à la défense, à l'industrie, à la technique et à la science. Une puissante caste de spécialistes de la répartition se forma

et se fortifia grâce à l'opération nullement socialiste qui consistait à prendre à dix personnes pour donner à une seule. »

(« La Révolution trahie ». Voir « De la révolution », pp. 480 à 482.)

Nous avons ici tous les éléments de la formation de la bureaucratie et de son usurpation du pouvoir politique. Reprenons la phrase de Marx : « *Le droit ne peut jamais s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel conditionné par ce régime.* » En définitive, c'est du développement culturel d'immenses masses que dépend la réalisation du socialisme. Même à ce moment, le droit bourgeois n'a pas encore disparu dans la sphère de la répartition, mais le haut niveau du développement culturel constitue un infranchissable obstacle à la formation de la bureaucratie, d'une bureaucratie omnipotente en tout cas. Ce stade peut être atteint dans des délais extrêmement brefs. Toutefois, cela est directement conditionné par le niveau des forces productives ; on ne socialise pas la misère. Et, dans des conditions de pénurie matérielle, les éléments de culture, les flots de culture de la société, jouent eux-mêmes dans le sens de la constitution de privilèges.

Ici encore, l'étroite dépendance entre le socialisme et l'harmonisation du développement des forces productives à partir de la division internationale du travail apparaît : « les tâches internationales » du prolétariat dont parle Marx dans la « Critique du programme de Gotha ». Nous savons du même coup comment est indissolublement lié le développement de la bureaucratie parasitaire du Kremlin (le développement de toute bureaucratie) avec les processus de la révolution prolétarienne mondiale. C'est l'isolement de la révolution russe, dans les conditions particulières d'un pays économiquement arriéré, au niveau culturel effroyablement bas, et qui avait subi de terribles destructions matérielles et humaines au cours de la guerre impérialiste et de la guerre civile, qui fut à l'origine de la dégénérescence de l'état ouvrier issu de la révolution d'Octobre, de la formation de la bureaucratie parasitaire du Kremlin. La Russie est entrée dans la révolution prolétarienne la première, comme le chaînon le plus faible de l'impérialisme, cédant sous l'effet des contradictions spécifiques. Comme telle, l'U.R.S.S. est un produit du développement révolutionnaire mondial. De plus, elle n'aurait pas subsisté une seule décennie si la lutte du prolétariat international n'avait secoué violemment l'impérialisme dans ses bastions traditionnels d'Europe. La Russie fut

le centre du séisme révolutionnaire mondial qui s'est produit à la fin de la première guerre impérialiste mondiale.

Mais, pour les mêmes raisons qui avaient fait d'elle le centre de la révolution prolétarienne, la lave révolutionnaire bouillonnante allait s'y transformer en une épaisse gangue bureaucratique. En même temps, malgré l'existence de la bureaucratie, le développement économique et culturel, avec toutes ses contradictions, donne une idée du développement grandiose que permettrait l'harmonisation des forces productives à l'échelle mondiale sur la base de la division internationale du travail. Par là-même est exclue la constitution d'une bureaucratie comparable à celle de l'U.R.S.S. (et dont le règne durerait des siècles !) après la victoire de la révolution dans les derniers bastions de l'impérialisme.

La conception pabliste des « siècles de transition » est directement en contradiction avec les fondements du marxisme. Mais elle explique l'expression apparemment étrange de « révolution sous toutes ses formes ». Toutes les formes, ce sont « toutes les formes » possibles de ces régimes bureaucratiques auxquels est dévolu le rôle moteur à partir d'une situation jamais vue, « ultra-révolutionnaire », mais que le prolétariat n'est pas capable d'exploiter. La bureaucratie devient ainsi une formation sociale historiquement nécessaire pendant « des siècles ».

La conception d'appareil contient en germe la capitulation

Il y a un lien entre les diverses conceptions pablistes. La « *réalité objective tout court* » composée du « *monde stalinien et du régime capitaliste* », la « *révolution sous toutes ses formes* », la primauté « *des forces matérielles et techniques* », les « *siècles de transition* », autant d'aspects du révisionnisme, mais qui ont un dénominateur commun : le rôle déterminant des appareils de toute nature, auxquels finalement se subordonne la lutte des classes. Ce qui est directement contradictoire avec la conception marxiste exposée succinctement, mais avec une limpidité totale, par le « Programme de transition », dans le texte cité plus haut (p. 5) :

Le « pablisme » ce n'est pas une politique précise ; au contraire, la politique pabliste, dans ses différentes expressions, connaîtra de nombreuses variations ; ce qui le caractérise, c'est la conception d'appareil, qui mène à la capitulation devant les appareils dominants, en qui il reconnaît la « *réalité objective tout court* ».

Même à l'époque où il se tenait sur le terrain de la construction de la IV^e Internationale, au lieu de la concevoir de façon dialectique, Pablo adoptait déjà une conception d'appareil. Le programme de transition concluait à la fondation de la IV^e Internationale parce que son élaboration même prouvait la réalité de celle-ci ; il ne la déclarait pas « construite » pour autant :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde... »

(Idem, p. II.)

La solution de la contradiction, entre la maturité des conditions objectives et la non-maturité des conditions subjectives, c'est la construction de la IV^e Internationale. On ne saurait donc considérer la IV^e Internationale comme construite, puisque la signification profonde du programme de transition est de surmonter cette contradiction, par la participation la plus active à la lutte des classes, en exprimant les besoins objectifs des masses, en élevant au plus haut niveau leur conscience, le tout se traduisant précisément par la construction de la IV^e Internationale. L'édification du Parti mondial de la révolution socialiste, de la direction mondiale de la révolution, était considérée, non comme une tâche réalisée, mais à réaliser dans le cours même de la lutte des classes, non pas en adoptant une attitude spéculative, mais par l'engagement le plus profond dans la lutte des classes, non en adoptant une attitude suiviste, mais en se situant à l'avant-garde :

« Regarder face à face la réalité ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être fidèle dans les petites choses comme dans les grandes ; oser, quand vient l'heure de l'action ; telles sont les règles de la IV^e Internationale. »

(« Programme de transition, nouvelle édition, p. 53.)

La tâche essentielle d'une direction internationale consistait à impulser, avant tout, à tous les niveaux, la vie théorique et politique la plus intense au sein de l'Internationale, car c'était la condition de son homogénéité, donc de son intervention comme un tout dans la lutte des classes. Telle n'était pas la conception de Pablo. Celui-ci considérait la IV^e Internationale comme achevée,

reposant finalement moins sur son programme que sur une structure pyramidale : le « Secrétariat International », centre de la pensée révolutionnaire mondiale, direction de la révolution, lié par une discipline interne, reposant sur le « Comité Exécutif International ».

De la crise qui secouait l'impérialisme, le « S.I. » faisait une analyse purement mécanique. Dans une résolution adoptée en janvier 1945, le « Comité Exécutif Européen » déclarait :

« Un chaos indescriptible règne dans tous les pays libérés », sans aucune perspective d'amélioration prochaine.

Au contraire, tandis que l'impérialisme anglais lui-même, considérablement appauvri par cette guerre, se montre incapable d'apporter une aide matérielle quelconque aux pays qu'il revendique dans sa zone d'influence (Belgique, Italie, Grèce), et que l'impérialisme américain se garde de risquer ses capitaux et ses marchandises dans une Europe en pleine inflation et secouée par les premiers assauts de la révolution, l'action révolutionnaire des masses sape les dernières possibilités pour la bourgeoisie de rétablir son économie ruinée et délabrée par la guerre.»

(« Quatrième Internationale », janvier-février 1945, n° 14-15, p. 4.)

Et, plus loin :

« Une ère « démocratique » intermédiaire relativement longue, jusqu'au triomphe décisif, soit de la révolution socialiste, soit à nouveau du fascisme, s'avère impossible. »

(*Idem*, p. 5.)

Ce schématisme affaiblissait considérablement la possibilité de progression au sein du mouvement ouvrier des organisations trotskystes, en particulier de l'organisation française. Il résultait en effet d'une telle perspective qu'il n'y avait aucun avenir pour les organisations élémentaires de la classe (les organisations syndicales), ni pour toute forme de vie politique permise par la démocratie bourgeoise. Par conséquent, loin de fixer comme tâche aux trotskystes de s'incruster et de travailler dans les organisations syndicales, il leur était proposé la constitution de « comités » de type soviétique, puisque la perspective se réduisait à l'alternative : soviets ou fascisme.

Sous la pression des événements, la pénétration dans les organisations syndicales fut ensuite réhabilitée ; l'utilisation des possi-

bilités qu'offre la démocratie bourgeoise fut remise à l'honneur, et même de façon disproportionnée : les campagnes électorales, faites en surface, au lieu d'être liées à la pénétration en profondeur de l'organisation à partir de son activité dans la classe ouvrière, mobilisèrent une proportion beaucoup trop grande de ses forces.

Cependant, les transformations révolutionnaires qui se déroulaient en Europe orientale étaient pratiquement niées. Au « deuxième congrès mondial » (début 1948), au point 24 des thèses sur « l'U.R.S.S. et le stalinisme », on lisait :

« L'état des pays du « glacis » reste un état bourgeois :

a) parce que sa STRUCTURE reste bourgeoise : nulle part, la vieille machine bureaucratique de l'état bourgeois n'a été détruite. Les staliniens ont seulement occupé la place de couches déterminées de l'appareil étatique bourgeois.

b) parce que sa FONCTION reste bourgeoise. Alors que l'état ouvrier défend la propriété collective des moyens de production, issue d'une révolution socialiste victorieuse, l'état des pays du « glacis » défend une propriété qui, malgré ses formes diverses et hybrides, reste fondamentalement de nature bourgeoise. »

(« Quatrième Internationale », vol. 6, nos 3-4-5, mars-mai 1948, p. 39.)

La faiblesse de ces analyses alimenta la croissance de tendances droitières au sein de l'Internationale qui, finalement, rompirent avec elle, l'affaiblirent, et constituèrent un facteur considérable de démoralisation.

Ces lourdes erreurs étaient le produit d'une faible vie théorique et politique de l'Internationale, directement dépendante d'une conception fautive de l'organisation mondiale centralisée, dont l'expression caricaturale était le type de discipline imposé par le « S. I. ».

Ces erreurs étaient graves par elles-mêmes, mais il n'existe pas de garantie absolue que l'organisation la plus révolutionnaire, la plus enracinée dans les masses, ne commette pas d'erreurs graves. Ce qui l'était infiniment plus, c'est que ces erreurs étaient liées à une conception d'appareil de l'Internationale.

Trotsky n'avait pas, en 1938, nommé « Congrès mondial » l'assemblée qui décida la fondation de la IV^e Internationale, mais « Conférence internationale ». Et les statuts adoptés par cette conférence désignaient également sous le nom de « Conférence interna-

tionale » l'assemblée suprême du mouvement. La différence n'était pas sans importance. A partir d'une base programmatique commune, des organisations ayant d'importantes divergences pouvaient, selon la conception de Trotsky, cohabiter au sein de l'Internationale : la pratique et la discussion politique devaient résoudre ces divergences. La capacité de la direction de l'Internationale devait se manifester, non par l'application autoritaire et mécanique des décisions des « Congrès mondiaux », mais par son aptitude à faire progresser les organisations adhérentes à l'Internationale au travers de leur participation à la lutte de classe.

Ainsi, loin d'intervenir administrativement dans la crise qui éclata au sein du Socialist Workers Party des Etats-Unis à la suite de la signature du pacte germano-russe, Trotsky engagea une discussion qui s'étendit à tous les problèmes du marxisme, et dura près d'un an. Il était pourtant en son pouvoir de faire intervenir la « direction de l'Internationale » pour « imposer une discipline internationale » à la minorité. Tout au contraire, il recommanda à la direction du S.W.P. de s'incliner au cas où elle deviendrait minoritaire, et de poursuivre la discussion à partir des nouveaux développements qui se produiraient dans la lutte des classes.

Trotsky estimait qu'en tout état de cause, une direction ne pouvait se former, se sélectionner, et se faire reconnaître comme telle qu'en démontrant dans la vie ses capacités. Il avait derrière lui l'expérience de l'Internationale Communiste, celle du parti bolchévik. Sous la direction de Lénine, l'autorité reposait sur la confiance politique acquise dans le cours de la lutte, et les mesures disciplinaires ne constituaient qu'un élément secondaire de la cohésion du parti. Après la mort de Lénine, les méthodes de direction du Parti bolchévik et de l'Internationale Communiste se modifièrent : le commandement, appuyé sur un appareil, se substitua à la conviction politique, et la docilité, de préférence aux aptitudes révolutionnaires, fut exigée des militants. Et pourtant, il s'agissait du parti bolchévik et de l'Internationale communiste dont l'enracinement dans les masses ne peut être comparé à celui de la IV^e Internationale et de ses sections naissantes. A plus forte raison, dans la IV^e Internationale, les seules méthodes acceptables de direction auraient dû être celles qui prenaient appui sur la conviction politique.

Dès le lendemain de la guerre, la nouvelle direction internationale, sous l'impulsion de Pablo, à défaut d'autorité politique, tenta de construire, avant tout, un « appareil » hiérarchisé et discipliné. Plus de « Conférences internationales », mais des « Congrès mondiaux ». Le sens de ce changement était clair : la IV^e Interna-

tionale était considérée comme *construite*, structurée, dotée d'une direction souveraine s'appuyant sur un appareil centralisé. Le « 2^e Congrès mondial », réuni en 1948, substituait aux statuts rédigés par Trotsky et adoptés par la conférence de fondation en 1938, document bref, volontairement bref, se bornant à fixer un cadre général, de nouveaux statuts rédigés par le « S.I. ». L'adoption de ces nouveaux statuts, cinq fois plus longs que les anciens, qui s'affirmaient eux-mêmes « nécessairement rigides », était justifiée par « les grands progrès faits par la IV^e Internationale depuis sa constitution ». (« IV^e Internationale », vol. 6, n^{os} 3-4-5, p. 89.) Ils consacraient un centralisme extrême.

A la conception de Trotsky d'une organisation mondiale centralisée en fonction même de sa cohésion théorique et politique et se construisant dans la lutte, se substituait celle d'une organisation mondiale figée dans ses structures, dont la cohésion serait le résultat de la constitution d'un appareil.

Ce phénomène s'est exprimé ouvertement à partir de la rupture entre le Kominform et la Yougoslavie, en octobre 1948. Il était parfaitement juste d'entreprendre une vaste campagne de défense de la révolution yougoslave, même si elle était coiffée par un appareil bureaucratique, contre la bureaucratie du Kremlin qui s'efforçait de l'anéantir. Ce qui ne l'était pas, c'était d'espérer que le Parti communiste yougoslave adhère en bloc à la IV^e Internationale, et que se réalise ainsi une sorte de construction miraculeuse de l'Internationale.

Dans la « *résolution sur la crise du stalinisme et les développements de la révolution yougoslave* », adoptée par le 8^e plenum du Comité exécutif international, au printemps 1950, quelques mois à peine avant le « grand tournant pabliste », on pouvait lire :

« XI. - *Mais ce qui représente le plus grand intérêt dans l'affaire yougoslave, c'est l'évolution progressive propre du P.C.Y. qui a résulté de la rupture, évolution qui contient potentiellement la plus grande chance du mouvement ouvrier international depuis la Révolution russe pour renaître sur la plate-forme du marxisme révolutionnaire.*

Confirmant l'affirmation faite par notre Internationale dès l'éclatement de l'affaire yougoslave, que la rupture d'un parti stalinien avec le Kremlin entraîne nécessairement une différenciation par rapport au stalinisme, laquelle dans certaines conditions peut s'avérer éminemment progressiste, le P.C.Y. a suivi un cours

qui dépasse, deux ans à peine après la rupture, les pronostics les plus optimistes.

Les progrès idéologiques réalisés par le P.C.Y. et les réalisations correspondantes en Yougoslavie prouvent la profondeur du mouvement révolutionnaire qui a porté ce parti au pouvoir, et les qualités remarquables de son équipe dirigeante. Ces progrès sont en outre d'autant plus appréciables qu'ils se réalisent dans une conjoncture internationale où s'exerce l'énorme pression conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique sur la révolution yougoslave, tandis que l'aide du prolétariat international reste encore très faible.

XII. — Le trait général de l'évolution du P.C.Y. et de la Yougoslavie est une affirmation de plus en plus claire et puissante (dans le domaine des idées et de l'organisation politique et économique du pays) et de l'essence éminemment démocratique de la dictature du prolétariat, qui comporte une lutte persévérante contre la dégénérescence bureaucratique.

Dans la mesure où le P.C.Y. persévéra dans cette voie et, en se débarrassant des derniers vestiges idéologiques staliniens, retrouvera le lien organique entre la progression de la révolution yougoslave et la révolution mondiale, ce qui exige le regroupement des forces révolutionnaires sur l'échelle internationale, il deviendra le tremplin le plus puissant d'où partira l'assaut décisif contre le stalinisme en crise.

Une telle évolution favoriserait d'autre part l'organisation de la nouvelle opposition communiste qui monte dans les partis staliniens et avec laquelle il est permis d'envisager actuellement la construction dans un avenir proche de formations marxistes révolutionnaires pour toute une série de pays. »

(« Quatrième Internationale », vol. 8, n^{os} 5-7, mai-juillet 1950, p. 51.)

Ces lignes sont limpides. L'appareil bureaucratique du P.C.Y. (nullement identifiable avec la bureaucratie du Kremlin, mais bureaucratique tout de même), « dépassant les pronostics les plus optimistes » sous la direction « de son équipe dirigeante aux qualités remarquables », établissait en Yougoslavie « l'essence éminemment

démocratique de la dictature du prolétariat», et cela sans lutte profonde interne et externe, sans bouleversements ni crises ni ruptures en son sein, n'avait plus qu'à se «*débarrasser des derniers vestiges idéologiques staliniens*» pour retrouver «*le lien organique entre la progression de la révolution yougoslave et la révolution mondiale*», et se réalisait l'équipe Tito-Pablo, flanquée (à un moindre niveau) de Germain, qui regrouperait les «*forces révolutionnaires sur l'échelle internationale*»; ainsi se construirait, par une combinaison entre appareils «*remarquablement dirigés*», une véritablement très «*remarquable*» IV^e Internationale.

Le conflit entre le Kremlin et le P.C.Y. était effectivement de la plus haute importance : c'était la première expression de cette crise générale du stalinisme, qui a conduit à la révolution hongroise et qui s'exprime actuellement, entre autres, par le conflit sino-russe. Il vérifiait l'analyse trotskyste de la formation de la bureaucratie du Kremlin comme produit d'un certain équilibre entre les classes à l'échelle internationale, que la modification de cet équilibre remettrait en question. Ce qui ne signifie nullement que la bureaucratie soit capable d'auto-réforme, ni que son rôle soit nul dans la lutte des classes, mais bien que la crise du stalinisme engendre les conditions nécessaires à la construction de la IV^e Internationale au travers de son intervention directe dans la lutte des classes. Bien au contraire, elle ne fait que rendre plus nécessaire encore cette intervention. La IV^e Internationale ne peut être construite par de subtiles combinaisons d'appareils. Sa force, c'est son programme, le programme de la révolution socialiste ; elle ouvre une perspective mondiale aux militants ouvriers engagés dans la lutte de classe quotidienne, elle lie indissolublement les besoins les plus élémentaires des masses aux problèmes les plus généraux de la révolution socialiste. Sa tâche, c'est d'utiliser la crise du stalinisme pour sa propre construction, jusqu'à devenir un facteur objectif de cette crise ; la perspective réelle de la construction de la IV^e Internationale est aux antipodes de cette conception d'appareil qui fait d'un quelconque «*S.I.*» le «*brain trust*» de la révolution.

La conception d'appareil du «*S. I.*» avait pour effet de multiplier les conséquences de ses erreurs théoriques et politiques. Et, lorsque l'impérialisme eut réussi une stabilisation relative en Europe, que la transformation de la structure économique et sociale de l'Europe orientale fut devenue un fait évident, que la révolution chinoise eut remporté la victoire, que la guerre froide eut atteint son paroxysme, en dépit des déclarations redondantes sur le flot révolutionnaire, le «*brain trust*» de la révolution mondiale, qui

s'était avéré incapable d'analyser correctement l'ensemble de ces processus, se transforma en son contraire.

Jusqu'alors, les conceptions bureaucratiques d'appareil du « S. I. », bien que fausses, étaient néanmoins mises au service de la construction de la IV^e Internationale. Son échec, dû en partie aux circonstances objectives, mais également à cette fausse conception d'appareil, le conduisit à adopter une politique de capitulation devant les appareils dominants. Le Secrétariat International s'était efforcé d'être, en dépit de méthodes erronées et de lourdes erreurs politiques, le centre organisateur de la IV^e Internationale. Il devint son centre liquidateur.

L'action « *militaro-bureaucratique* » de la bureaucratie du Kremlin fut considérée comme la source principale des transformations structurelles subies par les pays du « glacis » ; cependant que Pablo nous enseignait qu'il ne faut pas « *confondre toute victoire sur le capitalisme et l'impérialisme remportée par le mouvement révolutionnaire des masses, bien qu'il soit dirigé par des Partis communistes, avec une victoire pure et simple de la bureaucratie soviétique ; tel est l'enseignement le plus important que nous avons tiré de l'affaire yougoslave, de la Nouvelle Chine de Mao-Tsé-tung, et d'autres révolutions asiatiques en cours* » (« Où allons-nous ? », ouvrage cité, p. 46). Après la rupture de la Yougoslavie avec le Kremlin, la révolution chinoise était considérée, ainsi que la révolution yougoslave, comme une « victoire » (pas pure et simple) de la bureaucratie soviétique. La réalité est exactement inverse : la révolution chinoise et la révolution yougoslave furent victorieuses *contre* la politique du Kremlin, des circonstances historiques particulières ayant fait que le P.C.Y. comme le P.C.C. avaient échappé au contrôle de la bureaucratie du Kremlin, sans pour autant devenir des partis « marxistes-révolutionnaires », c'est-à-dire trotskystes.

Après que le P.C.Y. et son « *équipe dirigeante aux qualités remarquables* » aient déçu Pablo et le « S. I. », en ne procédant pas au « *regroupement des forces révolutionnaires à l'échelle mondiale* », en préférant au contraire jouer un jeu de bascule entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin de manière à préserver leurs privilèges bureaucratiques, il ne restait plus à Pablo et au « S. I. » qu'à subordonner, comme une « *force supplémentaire* », « *l'appareil* » de la IV^e Internationale à ceux de « *toutes les organisations ouvrières de masse* », qui, dans « *la guerre qui vient* », se radicaliseraient, singulièrement celui de la bureaucratie du Kremlin.

III - De la révolution-guerre à la coexistence pacifique

La perspective d'une guerre prochaine des impérialismes coalisés contre l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale servit aux pablistes de justification pour leurs conceptions révisionnistes.

Il est curieux de constater comment au 8^e plenum du C.E.I. (printemps 1950), le rapport du « S. I. » sur « *le tournant de la situation mondiale et les tâches de la IV^e Internationale* » concluait que, « *pour toute une période* », une guerre d'agression contre l'U.R.S.S. était exclue :

« Les modifications qui se sont produites dans les rapports de forces entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. tendent à se neutraliser les unes les autres, et provoquent une situation d'équilibre des forces qui exclut pour toute une période toute possibilité d'une guerre d'agression contre l'U.R.S.S. »

(« Quatrième Internationale », vol. 8, n^{os} 5-7, mai-juillet 1950, p. 46.)

C'étaient déjà clairement les forces matérielles et techniques qui jouaient un rôle déterminant dans la possibilité d'une longue période de coexistence pacifique entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme dans ce rapport du « S. I. » qui « *s'attachait surtout à montrer cette neutralisation sur le plan militaire* » (*Idem*).

Mais, à la fin de juin 1950, la Corée, ancienne colonie japonaise

arbitrairement divisée, à la hauteur du 38^e parallèle, connaissait dans sa partie sud une crise grave. Les troupes du gouvernement du Nord franchissaient le 38^e parallèle, elles allaient rapidement bousculer les troupes sud-coréennes du gouvernement de Syngman Rhee, ne leur laissant bientôt plus qu'une toute petite partie de territoire autour de Fusan, port du sud-est de la Corée. Sous l'égide de l'O.N.U., l'impérialisme américain intervint avec de puissantes forces. Le caractère de classe de la guerre de Corée était évident ; l'intervention de l'impérialisme américain signifiait que celui-ci tentait de donner un coup d'arrêt brutal aux développements de la révolution en Asie ; elle s'inscrivait dans la perspective générale d'une préparation de l'impérialisme à la guerre contre l'U.R.S.S. et surtout la Chine.

Dans le numéro de « *Quatrième Internationale* » d'août-octobre 1950, Pablo écrivait alors, dans un article intitulé : « *La guerre de Corée et la politique du prolétariat révolutionnaire* » :

« ... S'il est vrai que la guerre de Corée accélère la préparation du capitalisme à la guerre, il est également vrai qu'il aggrave par cette préparation cette crise sociale dans tous les pays, crise qui donnera naissance à de nouvelles grandes luttes capables de bouleverser aussi bien les plans de Washington que de Moscou.

Malgré les prophètes de la troisième guerre mondiale imminente (« imminente » depuis 1946 déjà !), la guerre de Corée reste circonscrite dans le climat général de la « guerre froide ». C'est le résultat du rapport des forces actuel entre l'U.R.S.S. et l'Amérique, qui ne permet ni à l'une ni à l'autre d'escompter une victoire tant soit peu certaine.

Pour les U.S.A., ceci est maintenant évident avec la guerre de Corée. Leur impréparation à une guerre générale saute aux yeux. La déclarer malgré tout maintenant signifierait la mener presque sans disposer du moindre allié tant soit peu efficace, non seulement contre l'U.R.S.S. et ses satellites, mais aussi contre toute l'Europe et toute l'Asie, qui ne résisteraient nullement à l'action combinée des armées soviétiques et des révoltes intérieures dirigées par les Partis communistes.

Au temps du monopole atomique, les U.S.A. pouvaient espérer une victoire stratégique rapide. Cet espoir

n'existe même pas maintenant. Jusqu'à la guerre de Corée, il y avait un sentiment diffus dans l'opinion publique — qui avait pénétré même dans nos propres rangs — d'une supériorité naturelle des U.S.A. sur l'U.R.S.S., d'une efficacité à toute épreuve de leur force matérielle et militaire. Les faits ont démontré que cette supériorité, cette efficacité tout américaine, incontestable du point de vue purement matériel et technique, n'a pas son équivalent immédiat dans des guerres révolutionnaires du genre de celle de Corée. D'autre part, en s'étalant sur le monde entier, cette force et cette efficacité deviendraient faiblesse et incohérence, et seraient d'un prix écrasant même pour le riche impérialisme américain.

En réalité, l'U.R.S.S. plutôt que les U.S.A. disposerait à l'heure actuelle d'un ensemble de possibilités pour mener une guerre mondiale. Cette constatation modifie dans une certaine mesure notre propre estimation du rapport des forces à l'étape actuelle entre les deux camps antagonistes, tendant à déplacer la supériorité effective actuelle du côté du camp soviétique. Mais elle n'altère pas fondamentalement notre perspective de CONTINUATION DE LA « GUERRE FROIDE » ENTRECOUPEE DE TENTATIVES DE COMPROMIS SANS GUERRE GENERALE IMMEDIATE.

Les raisons pour lesquelles l'U.R.S.S., malgré les avantages de sa position actuelle, est probablement très peu disposée à prendre l'initiative d'une guerre générale, tiennent avant tout aux risques que la bureaucratie soviétique encourrait en cas d'une conflagration mondiale, qui libérerait des forces révolutionnaires immenses dans le monde, sans garanties suffisantes que ces forces puissent être contrôlées par Moscou.

Celui qui oublie cet aspect de la nature profonde de la bureaucratie et lui prête des audaces napoléoniennes de conquête mondiale la juge superficiellement. Car le conservatisme de la bureaucratie est réel et elle n'avance dans l'arène mondiale que prudemment, selon un rythme qui lui permette d'asseoir son contrôle absolu aussi bien sur la bourgeoisie que sur les masses. »

(Ouvrage cité, p. 21.)

Curieuse littérature, qui révèle, sous la suffisance du ton, la

confusion la plus totale. S'il était vrai que « *la guerre de Corée accélère la préparation du capitalisme à la guerre* » (et) « *également vrai qu'il aggrave, par cette préparation, la crise sociale dans tous les pays, crise qui donnera naissance à de nouvelles grandes luttes bouleversant aussi bien les plans de Washington et de Moscou* », encore fallait-il, pour ne pas perdre le fil des événements, reprendre les raisons pour lesquelles, au « *temps du monopole atomique* » « *les U.S.A., qui pouvaient encore espérer une victoire stratégique rapide* », si l'on considère le seul point de vue matériel et technique, ne se sont pas engagés dans une guerre contre l'U.R.S.S. Ces raisons, on ne pouvait les trouver qu'en se souvenant que ce sont les forces sociales qui sont déterminantes, et non la « *force matérielle et militaire* ». A l'époque du monopole atomique des U.S.A., l'existence du régime capitaliste se jouait en Europe. En dépit de l'antagonisme entre l'impérialisme et l'U.R.S.S., la bureaucratie du Kremlin, par l'intermédiaire de ses agences, P.C.F., P.C.I., etc., jouait, à cette époque, un rôle décisif dans la reconstruction des appareils d'état bourgeois et de l'économie capitaliste en Europe occidentale. C'était, en France, le temps où Thorez proclamait (discours d'Ivry, janvier 1945) : « *Une seule police, une seule armée, un seul Etat* ». L'aide économique des U.S.A. ne prenait son efficacité, au lendemain de la guerre, que grâce à la politique des P.C. en Europe occidentale. En outre, c'est encore la politique stalinienne qui donna quelques chances à l'impérialisme de préparer la guerre et d'intervenir en Corée, et cela de multiples façons :

— En utilisant le potentiel révolutionnaire des prolétariats des pays d'Europe occidentale (ainsi, en France, au cours de mouvements de grève, comme celui de novembre-décembre 1947 ou celui des mineurs l'année suivante) pour faire pression sur les bourgeoisies de ces pays afin qu'elles ne participent pas à l'alliance atlantique, tout en contrôlant bureaucratiquement le développement de ces mouvements afin qu'ils ne mettent jamais en cause le pouvoir bourgeois ; ce qui aboutit à de durs échecs pour la classe ouvrière, et renforça d'autant la bourgeoisie et la coalition atlantique.

— En aggravant, par sa politique de « blocs », la prostration du prolétariat allemand, consécutive à la politique antérieure menée en commun avec les « alliés », et qui se traduisait par la fameuse formule : « *Il n'est de bons Allemands que ceux qui sont morts* », due au futur « libéral » Ilya Erhenbourg ; en coupant l'Allemagne en deux ; en écrasant les prolétaires d'Europe orientale sous la tutelle « militaro-bureaucratique » ; en les dépossédant des conquêtes révolutionnaires consécutives à l'effondrement des bourgeoisies nationales de ces pays ; en substituant à la conception de classe

qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie celle de la différenciation, à l'intérieur de la classe ouvrière, selon la ligne de démarcation des « blocs ».

— En n'hésitant pas à tenter de livrer à l'impérialisme toute révolution victorieuse, qui, même si elle se trouvait sous une direction bureaucratifiée, n'en posait pas moins des problèmes menaçants pour le Kremlin : ainsi, la révolution yougoslave, qui posait celui d'une fédération socialiste balkanique échappant au contrôle militaro-bureaucratique du Kremlin, au moment même où la révolution chinoise se développait *contre* les directives du Kremlin.

— En alimentant la guerre froide de façon délibérée, par exemple par le blocus de Berlin, dans le but de « geler » les antagonismes sociaux en U.R.S.S. et en Europe orientale, en dépit de l'aide fournie ainsi à l'impérialisme dans ses efforts pour justifier ses préparatifs de guerre.

Bien que l'U.R.S.S. ait acquis l'arme atomique, l'impérialisme pouvait passer à la préparation directe à la guerre, grâce à la politique du Kremlin qui se révélait, une fois encore, par sa pratique contre-révolutionnaire, le meilleur atout de l'impérialisme.

Certes, aucun prolétaire conscient, à bien plus forte raison les trotskystes, ne pouvait reprocher à la bureaucratie du Kremlin de manquer d' « *audace napoléonienne* », de ne pas s'engager dans des « *conquêtes mondiales* », de ne pas, par « *une conflagration mondiale, libérer des forces révolutionnaires immenses* ». L'un des crimes de la bureaucratie du Kremlin consiste justement à avoir conduit l'humanité au bord de l'abîme en contribuant à mettre l'impérialisme en état de préparer la troisième guerre mondiale.

L'impérialisme avait pu se stabiliser au point d'intervenir massivement en Corée. Mais en même temps, la préparation à la guerre, s'engageant sans qu'aucune défaite décisive n'ait été infligée au prolétariat, aggravait « *la crise sociale dans tous les pays, crise qui donnera naissance à de nouvelles grandes luttes capables de bouleverser aussi bien les plans de Washington que de Moscou* ».

Les trotskystes, tout en soutenant inconditionnellement toutes les guerres révolutionnaires engagées contre l'impérialisme, opposaient fondamentalement la lutte des classes, la révolution prolétarienne, à la préparation à la guerre et à la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme elle-même.

Nous ne pouvions exclure que l'impérialisme parvienne à préparer à plus ou moins longue échéance la troisième guerre mondiale.

Cela dépendrait de la capacité du prolétariat à surmonter les conséquences de la politique stalinienne. La troisième guerre mondiale serait, non la « *libération de forces révolutionnaires immenses dans le monde* », mais une des défaites les plus terribles que la classe ouvrière ait eues à subir.

Dialectique ? Non : Mystification « apocalyptique »

L'étrange façon dont Pablo posait la question de la préparation par l'impérialisme de la troisième guerre mondiale allait bientôt donner naissance à une théorie hystérique : celle de la « *guerre-révolution* », ou « *révolution-guerre* ».

Quelques mois plus tard, toujours dans « *Où allons-nous ?* », Pablo écrivait :

« *C'EST LA PROGRESSION DES FORCES OPPOSEES A L'IMPERIALISME QUI RAPPROCHE LA POSSIBILITE D'UNE REACTION DERNIERE ET DESEPEREE DE GUERRE DE LA PART DE L'IMPERIALISME, à moins qu'on admette la disparition sans combat du régime capitaliste, y compris de sa citadelle encore extrêmement puissante que constitue l'impérialisme yankee...*

... La question suivante qui se pose est : *QUELLE PEUT ETRE LA NATURE D'UNE GUERRE DECLENCHEE DANS DE TELLES CONDITIONS ?*

Une telle guerre prendrait, dès le début, le caractère d'UNE GUERRE CIVILE INTERNATIONALE, particulièrement en Europe et en Asie qui passeraient rapidement sous le contrôle de la bureaucratie soviétique, des partis communistes, ou des masses révolutionnaires.

La guerre, dans de telles conditions, dans un rapport de forces, tel que celui qui existe actuellement internationalement, serait essentiellement la REVOLUTION. La progression de la révolution anti-capitaliste dans le monde éloigne mais en même temps précise le danger de la guerre générale. La guerre serait cette fois la Révolution.

Les deux notions de la REVOLUTION et de la GUERRE, loin de s'opposer ou de se distinguer en tant que deux étapes considérablement différentes, de l'évolution, SE RAPPROCHENT ET S'ENTRELACENT AU POINT DE SE CONFONDRE PAR ENDOITS ET PAR MOMENTS. A leur place, c'est la notion de la REVOLUTION-GUERRE, de la GUERRE-REVOLUTION qui émerge, et sur laquelle doivent se fonder LES PERSPECTIVES ET L'ORIENTATION DES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES DE NOTRE EPOQUE. »

« Un tel langage pourrait peut-être choquer les amateurs de rêve et de rodomontades « pacifistes », ou ceux qui se lamentent déjà sur le sort apocalyptique du monde, sort qu'ils prévoient à la suite d'une guerre atomique ou d'une expansion mondiale du stalinisme. Mais ces cœurs sensibles n'ont aucune place parmi les militants et surtout parmi les cadres marxistes révolutionnaires de cette époque, la plus terrible de toutes, où l'acuité de la lutte des classes est portée à son paroxysme. C'EST LA REALITE OBJECTIVE » (souvenons-nous : la réalité objective tout court, composée du régime capitaliste et du monde stalinien) « QUI POUSSE A LA PREMIERE PLACE CE COMPLEXE DIALECTIQUE DE LA REVOLUTION-GUERRE, QUI DETRUIT IMPLACABLEMENT LES REVES « PACIFISTES » ET QUI NE LAISSE AUCUN REPIT AU DEPLOIEMENT SIMULTANE, GIGANTESQUE, DES FORCES DE LA REVOLUTION ET DE LA GUERRE ET A LEUR CONFLIT A MORT. »

« La tâche des révolutionnaires conscients de cette période et de ses possibilités consiste avant tout à S'APPUYER SOLIDEMENT SUR LES CHANCES OBJECTIVES GRANDISSANTES DE LA REVOLUTION, ET (PAR LES MOYENS LES PLUS APPROPRIES DE LA PROPAGANDE), A LES METTRE EN VALEUR COMME IL CONVIENT POUR L'ENSEMBLE DES MASSES TRAVAILLEUSES INTERESSEES A LA REVOLUTION. »

(Ouvrage cité, p. 43.)

Le rêve napoléonien emporte Pablo. Mais notre puissant dialecticien a une bien curieuse conception de la dialectique : la dialectique n'a jamais impliqué l'évasion hors du réel !

Fondamentalement, ce n'est pas « *la progression des forces opposées à l'impérialisme qui rapproche la possibilité d'une réaction de guerre dernière et désespérée de l'impérialisme* ». Cette vue est unilatérale. C'est le retard de la révolution prolétarienne au cœur même du système impérialiste mondial qui donne à celui-ci la possibilité d'interventions militaires contre-révolutionnaires, et éventuellement la possibilité d'une guerre contre-révolutionnaire mondiale. Poser ainsi la question oblige à examiner pourquoi la révolution a pu s'étendre dans le monde et pourquoi, en même temps, l'impérialisme a réussi à survivre jusqu'à présent.

C'est comme produit de la lutte des classes mondiales, affectant, à des degrés divers, l'impérialisme dans les divers pays, que la révolution russe a triomphé ; c'est comme produit de la crise qui a secoué l'impérialisme avec une acuité infiniment plus profonde dans les pays d'Europe où s'est développé le mode de production capitaliste et l'impérialisme, ainsi qu'au Japon, que peuvent être comprises les conquêtes révolutionnaires de la fin ou du lendemain de la deuxième guerre mondiale. Nous ne sommes pas, pour autant, dispensés d'analyser par quels processus sociaux et politiques propres ont pu se réaliser les transformations économiques, sociales et politiques en Europe orientale et en Chine, mais nous disposons du cadre indispensable pour les comprendre.

L'impérialisme est une totalité organique ; c'est parce qu'il était atteint, au lendemain de la guerre, dans ses organes essentiels, qu'ont pu être remportées d'importantes victoires révolutionnaires. Mais, en même temps, c'est parce que, dans ses organes essentiels, il n'a pas été détruit qu'il a pu subsister et menacer le monde d'une troisième guerre mondiale.

La possibilité objective de cette destruction de l'impérialisme, de la victoire de la révolution prolétarienne, existaient, c'est précisément ce dont témoignent les conquêtes révolutionnaires. Qu'a-t-il manqué ? Une direction révolutionnaire concevant la révolution prolétarienne comme un processus mondial. La stabilité même de l'impérialisme américain au lendemain de la guerre ne peut être comprise en elle-même, isolément. De toute évidence, celui-ci ne pouvait se maintenir que dans la mesure où la crise révolutionnaire que traversaient les vieilles puissances impérialistes d'Europe n'aboutissait pas à la prise du pouvoir par le prolétariat. Les États-Unis sont devenus l'impérialisme le plus puissant, le bastion de l'impérialisme mondial ; ils ne sont pas, pour cela, en dehors de l'arène de la lutte mondiale entre les classes mondiales, bien au contraire. L'impérialisme n'a pu se survivre en Europe que grâce

à l'appui économique des Etats-Unis. Mais l'impérialisme américain ne pouvait pas survivre longtemps à la chute du régime capitaliste en Europe. Est-ce à dire que la révolution victorieuse en Europe se transporterait mécaniquement aux U.S.A. ? Non ! Mais elle serait une telle défaite pour l'impérialisme américain qu'elle influencerait immédiatement les processus de la lutte des classes aux U.S.A. Nous n'avons pas à faire de spéculations abstraites sur la façon dont la lutte des classes s'y développerait alors.

Cependant, la « sollicitude » dont a fait preuve l'impérialisme américain à l'égard de l'économie croulante des pays capitalistes européens montre que la bourgeoisie américaine est pleinement consciente de l'exactitude de ce qu'affirmait Trotsky le 15 février 1926 :

« ...La puissance des Etats-Unis est précisément leur point vulnérable ; elle implique leur dépendance croissante à l'égard des pays et des continents économiquement et politiquement instables. Les Etats-Unis sont contraints de fonder leur puissance sur une Europe instable, c'est-à-dire sur les révolutions prochaines de l'Europe et sur le mouvement national révolutionnaire de l'Asie et de l'Afrique. On ne saurait considérer l'Europe comme un tout indépendant. Mais l'Amérique non plus n'est pas un tout indépendant. Pour maintenir leur équilibre intérieur, les Etats-Unis ont besoin d'une vue de plus en plus large vers l'extérieur ; or, leur débouchement à l'extérieur introduit dans leur régime économique des éléments de plus en plus nombreux du désordre européen et asiatique. Dans ces conditions, la révolution victorieuse en Europe et en Asie inaugurerait forcément une ère révolutionnaire pour les Etats-Unis. Et il est certain que la révolution, une fois commencée, se développerait avec une vitesse véritablement américaine aux Etats-Unis. »

(« Europe et Amérique », édition française, Librairie de l'Humanité, 1926, p. 95.)

Les développements révolutionnaires qui se sont produits à la fin et à l'issue de la 2^e guerre mondiale, pour si importants qu'ils soient, ne sont nullement décisifs, comme l'aurait été la victoire de la révolution en Europe.

L'impérialisme américain en a conscience, et cela l'oblige à une certaine prudence à l'égard des bourgeoisies européennes. Il n'est

pas le seul. La bureaucratie en a également, et peut-être encore plus intensément conscience. Et s'il est un point sur lequel se réalisera constamment le « front unique » entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin, même au pire moment de leur antagonisme, c'est bien contre la révolution dans les pays économiquement développés d'Europe.

Critiquant la théorie du socialisme dans un seul pays, telle qu'elle se reflétait dans le projet de programme de l'I.C., Trotsky écrivait en 1928 :

« *Le front impérialiste fut rompu (par la révolution de 1917) dans son CHAÎNON LE PLUS FAIBLE, dans la Russie tsariste.* »

« *C'est une magnifique formule léniniste qui est présentée ici. Au fond, elle signifie que la Russie était l'état impérialiste le plus arriéré et le plus faible au point de vue économique. C'est justement pour cela que les classes dominantes en Russie s'écroulèrent les premières pour avoir chargé les forces de production insuffisantes du pays d'un fardeau qu'elles ne purent supporter. L'évolution inégale, saccadée, obligea ainsi le prolétariat de la puissance impérialiste la plus arriérée à s'emparer le premier du pouvoir. Autrefois on nous enseignait que précisément pour cette raison la classe ouvrière du « chaînon le plus faible » rencontrera de plus grandes difficultés dans la voie d'accès au socialisme que le prolétariat des pays progressistes ; celui-ci aura plus de difficultés à s'emparer du pouvoir, mais l'ayant conquis bien longtemps avant que nous n'ayions triomphé de notre retard, non seulement il nous dépassera, mais IL NOUS REMORQUERA (souligné par nous) dans la véritable construction du socialisme basée sur une technique mondiale supérieure et sur la division internationale du travail.* »

(« L'I.C. après Lénine », édition française, pp. 149-150.)

Ce « *il nous remorquera* » a une importance capitale pour comprendre la politique de la bureaucratie du Kremlin à l'égard du prolétariat d'Europe occidentale. La bureaucratie du Kremlin, produit de l'isolement de la révolution russe, redoute la révolution dans les pays économiquement développés. La victoire de la révolution dans ces pays « remorquerait » le prolétariat de l'U.R.S.S. :

« La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, relèvera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et 1917, affaiblira les positions de la bureaucratie et n'aura pas moins d'importance pour la IV^e Internationale que n'en eut pour la III^e la victoire de la révolution d'Octobre. »

(« La Révolution trahie ». Voir « De la révolution », p. 628.)

Le prolétariat allemand devait éprouver le premier les effets de cette hantise de la bureaucratie du Kremlin. Le parti communiste allemand, totalement contrôlé par la bureaucratie du Kremlin, capitula sans combat devant Hitler, ce qui fit conclure à Trotsky que l'I.C. était définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Staline, et avec lui la bureaucratie, préféraient Hitler à la révolution allemande.

Tant que l'impérialisme sera l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin la bureaucratie du Kremlin, nous assisterons à la conjonction de leurs politiques contre la révolution en Europe, qui sonnerait le glas de l'un et de l'autre.

« La guerre dans ces conditions » exprimerait un recul considérable de la révolution. Une telle guerre ne serait pas la révolution : elle serait une guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme, dans laquelle le prolétariat mondial devrait défendre ses conquêtes historiques et son existence même dans des conditions extrêmement difficiles. Car la bureaucratie du Kremlin tenterait d'écraser tout développement révolutionnaire, y compris au détriment de la défense de l'U.R.S.S., qui se produirait au cours de la guerre. Car si, selon la formule fameuse, toute guerre n'est que « la continuation de la politique par d'autres moyens », cela signifie en particulier qu'aucune guerre ne peut changer la nature de la bureaucratie de l'U.R.S.S., ni sa fonction internationale contre-révolutionnaire dans la lutte des classes. La tâche du prolétariat, dans une telle guerre, serait de transformer, du côté de l'impérialisme, la guerre impérialiste en guerre civile, et de renverser au cours de la guerre même la bureaucratie du Kremlin tout en participant à la défense de l'U.R.S.S., de la Chine, et de l'Est de l'Europe, condition indispensable à la victoire, pour autant que le déchaînement atomique laisserait subsister les bases matérielles de la révolution socialiste. Cela n'a rien de précisément exaltant.

Les conceptions « napoléoniennes » de Pablo et de son S.I. substituaient une fois de plus la « réalité objective tout court »

à la lutte des classes réelle. D'un côté, le capitalisme, représenté essentiellement et unilatéralement par l'impérialisme américain, sans lutte des classes organiquement liée à la lutte des classes mondiale ; de l'autre, « le monde stalinien », incluant la « révolution sous toutes ses formes » ; « *l'Europe et l'Asie passeraient rapidement sous le contrôle de la bureaucratie soviétique, des partis communistes, ou des masses révolutionnaires* ».

Selon Pablo, la bureaucratie du Kremlin allait se décider enfin à faire preuve d'une « *audace napoléonienne* » ; elle devenait ainsi, à ses yeux, la missionnaire armée de la révolution prolétarienne ; et la théorie de la guerre-révolution, ou révolution-guerre, venait à point fournir un camouflage « dialectique » à sa capitulation devant le Kremlin.

Pour brocher sur le tout, il ne restait plus « *aux militants révolutionnaires conscients* » qu'à se déconsidérer en prêchant « *par les moyens de la propagande* » la « *guerre-révolution* » « *à ceux qui se lamentent déjà sur le sort apocalyptique du monde, sort qu'ils prévoient à la suite d'une guerre atomique ou d'une expansion mondiale du stalinisme* ». Car tout le monde n'a pas, comme Napoléon-Pablo, un cœur d'airain, en particulier les travailleurs n'ont qu'un goût modéré pour les situations « apocalyptiques ».

Le *Programme de transition*, pour sa part, oppose au pacifisme bourgeois le pacifisme des opprimés :

« *Dans la question de la guerre, plus que dans toute autre question, la bourgeoisie et ses agents trompent le peuple par des abstractions, des formules générales, des phrases pathétiques : « neutralité », « sécurité collective », « armement pour la défense de la paix », « défense nationale », « lutte contre le fascisme », etc., etc. Toutes ces formules se réduisent, en fin de compte, à ce que la question de la guerre, c'est-à-dire du sort des peuples, doit rester dans les mains des impérialistes, de leurs gouvernements, de leur diplomatie, de leurs états-majors, avec toutes leurs intrigues et tous leurs complots contre les peuples...*

...Le pacifisme et le patriotisme bourgeois sont des mensonges complets. Dans le pacifisme et même dans le patriotisme des opprimés, il y a des éléments qui reflètent, d'une part, la haine de la guerre destructrice et, d'autre part, l'attachement à ce qu'ils croient être leur bien, qu'il faut savoir saisir pour en tirer les conclu-

sions révolutionnaires nécessaires. Il faut savoir opposer hostilement l'une à l'autre ces deux formes de pacifisme et de patriotisme.»

(« Programme de transition », nouvelle édition, pp. 29-30.)

Il faut utiliser la haine qu'ont les masses de la guerre pour les mobiliser dans la lutte révolutionnaire ; il faut opposer fondamentalement la révolution à la guerre impérialiste.

Ainsi, dans ce domaine encore, Pablo et les siens désavouaient la IV^e Internationale au profit des staliniens. Ils leur abandonnaient le monopole de la lutte contre la guerre impérialiste, et les laissaient dévoyer les aspirations des masses vers le pacifisme petit-bourgeois. Ils rendaient impossible toute dénonciation valable de la « coexistence pacifique ». Ce que nous reprochons à la « coexistence pacifique », ce n'est pas qu'elle exprime la peur de la bureaucratie devant la guerre, c'est au contraire qu'elle désarme la classe ouvrière dans la lutte contre la guerre. C'est la bureaucratie du Kremlin qui fait tout ce qui est possible pour identifier la révolution et la guerre, et pour détourner ainsi les masses de la lutte révolutionnaire. Ce faisant, elle aboutit à créer, pour l'impérialisme, les meilleures conditions pour préparer ses entreprises contre-révolutionnaires et, éventuellement, une troisième guerre mondiale. Pablo y collaborait à sa façon par sa mystification « apocalyptique », abusivement baptisée « dialectique ».

La ligne stratégique de la IV^e Internationale et la défense de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe orientale

Dans le projet de « thèses sur les perspectives internationales et l'orientation de la IV^e Internationale » élaborées par le S.I. à l'automne de 1950 en vue du « 3^e congrès mondial », on peut lire :

« La défense de l'U.R.S.S. constitue la ligne STRATEGIQUE de la IV^e Internationale, et ses applications TACTIQUES restent, comme par le passé, subordonnées au libre développement du mouvement des masses, contre toute tentative de la bureaucratie soviétique, de

l'armée russe et des directions staliniennes de l'étouffer et de le briser. »

(« Quatrième Internationale », vol. 9, n° 1, janvier 1951, p. 47.)

Cependant, dès les premières pages du « Programme de transition », nous lisons :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire, d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde... »

(« Programme de transition », nouvelle édition, p. 11.)

La défense de l'U.R.S.S., ainsi que de la Chine et de l'Europe orientale, c'est la défense de ce qui subsiste des conquêtes révolutionnaires à l'encontre de tout ce qui les menace : une intervention militaire de l'impérialisme, l'existence de la bureaucratie du Kremlin elle-même, etc. Chaque situation concrète exige une politique déterminée, mais dont le fil conducteur reste toujours la défense de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe orientale, conçue comme partie intégrante de la révolution mondiale.

La défense de l'U.R.S.S. ne constitue pas « la ligne stratégique de la IV^e Internationale » ; la ligne stratégique de la IV^e Internationale, c'est la révolution mondiale ; ses applications tactiques ne sont pas « subordonnées au libre développement du mouvement des masses contre toute tentative de la bureaucratie soviétique » : la défense de l'U.R.S.S. est indissolublement liée aux mouvements révolutionnaires des masses.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, dans une situation de défaite et de prostration du mouvement ouvrier mondial, le « Programme de transition » précise :

« ...S'il n'est pas possible de nier par avance la possibilité, dans des cas strictement déterminés, d'un « front unique » avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste, la principale tâche politique en U.R.S.S. reste malgré tout LE RENVERSEMENT DE LA BUREAUCRATIE THERMIDORIENNE ELLE-MEME. »

(« Programme de transition », nouvelle édition, p. 48.)

Le sens de la thèse pabliste devait s'éclairer peu après, au cours de la période révolutionnaire qui, de mai-juin 1953 jusqu'à la révolution hongroise, allait soulever les travailleurs d'Europe orientale contre la bureaucratie du Kremlin.

Une « *déclaration du Secrétariat International sur les événements d'Allemagne orientale et la situation générale actuelle dans les « démocraties populaires » européennes et en U.R.S.S.* » se terminait ainsi :

« *Seule* » (l'action des masses) « *organisée et éclairée par un programme politique clair et précis peut venir à bout du régime bureaucratique sans nuire aux conquêtes sociales anti-capitalistes ni faire le jeu de la réaction capitaliste préparant la guerre contre-révolutionnaire.* »

Voici le programme de la révolution politique qui est actuellement à l'ordre du jour aussi bien en U.R.S.S. que dans les « démocraties populaires » :

- véritables organes du pouvoir populaire, élus démocratiquement par les masses travailleuses, exerçant un contrôle effectif de l'état à tous les échelons, y compris le gouvernement ;
- démocratisation réelle des partis communistes ;
- légalisation de tous les partis ouvriers ;
- autonomie complète des syndicats par rapport à l'état, y compris l'état ouvrier ;
- élaboration du plan économique par les ouvriers, pour les ouvriers.

C'est le programme que la IV^e Internationale a toujours défendu et que les masses instruites par leur propre expérience reprennent spontanément aujourd'hui. Qu'elles persévèrent sur cette voie, et loin d'affaiblir le régime anti-capitaliste » (qu'est-ce que cela peut bien être qu'un régime anti ?) « de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires », elles le consolideront et le fortifieront. C'est ainsi seulement qu'elles le rendront invulnérable aux attaques des capitalistes et de leurs agents.

**A BAS LE CAPITALISME ET LA GUERRE
CONTRE-REVOLUTIONNAIRE QU'IL PREPARE !**

VIVE LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE !
VIVE LA RENAISSANCE SOCIALISTE DE
L'U.R.S.S., DES « DEMOCRATIES POPULAIRES »
ET DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIO-
NAL !

25 juin 1953.

Le Secrétariat International
de la IV^e Internationale. »

« (Quatrième Internationale », vol. II, n^{os} 5-7, juillet 1953, p. 20.)

Il est difficile de trouver un morceau d'hypocrisie plus achevé.

De quoi avaient besoin les prolétaires d'Allemagne orientale aux prises avec les forces répressives de la bureaucratie du Kremlin ? D'une proclamation générale sur les problèmes de la révolution politique en U.R.S.S. ? Certes pas ! D'un soutien, même faible, de la part de la seule organisation à qui son programme dictait de le faire. Ce qui prenait une forme concrète : lutte pour le retrait inconditionnel de toutes les troupes d'occupation, y compris des troupes d'occupation de la bureaucratie du Kremlin ; inconditionnel, c'est-à-dire sans que le retrait des troupes d'occupation d'une puissance étrangère soit de quelque façon conditionné par le retrait des troupes des autres puissances occupantes. Tel devait être le thème central de toute une campagne politique à mener par la IV^e Internationale et ses organisations. C'est au peuple allemand, au prolétariat allemand lui-même à déterminer son propre destin : lui seul peut réunifier l'Allemagne divisée à Yalta et Potsdam dans le but de le paralyser ; lui seul peut instituer un régime authentiquement ouvrier (et non un régime « anticapitaliste » !).

A partir d'une telle orientation, la IV^e Internationale pouvait intervenir dans la lutte du prolétariat allemand, en Allemagne occidentale comme en Allemagne orientale, et œuvrer à construire la section allemande de la IV^e Internationale, donnant ainsi son maximum d'efficacité, son sens véritable à la lutte du prolétariat d'Allemagne orientale. Ainsi également, l'Internationale se serait préparée à intervenir dans le cours des révolutions polonaise et hongroise.

Mais Pablo, Germain et consorts ne se préparaient nullement à participer à la lutte des prolétaires d'Europe orientale pour un pouvoir authentiquement ouvrier, et à construire les sections de la IV^e Internationale. Ils réclamaient « la démocratisation réelle des Partis communistes », l'auto-réforme des instruments d'oppression de la bureaucratie du Kremlin ! Plus encore, Germain écrivait

dans un article du même numéro de « Quatrième Internationale » une petite phrase prouvant qu'il avait parfaitement conscience de la question centrale : « *Exiger le retrait immédiat des forces d'occupation d'Allemagne, c'est, pour le mouvement ouvrier international, exiger l'élimination du principal obstacle à la montée révolutionnaire en Allemagne.* » (Idem, p. 28.) Mais Germain, membre du Secrétariat international, se gardait d' « exiger » le retrait des troupes d'occupation, indispensable aux yeux de Germain, écrivain. Il est vrai que, dans ce même article, le même Germain trouvait des circonstances atténuantes à l'intervention des troupes russes :

« *Les métallos de Heningsdorf qui traversèrent le secteur français, n'y allaient pas chercher les cigaretttes et le chocolat qu'on leur jeta ; ils y allaient chercher leurs camarades métallurgistes de Berlin-Ouest. Malheureusement, ceux-ci restèrent dans leurs usines. Au lieu de prolétaires socialistes, ce furent des lumpen de Berlin-Ouest qui se mêlèrent à la manifestation, dénaturant celle-ci et facilitant ainsi largement l'intervention soviétique...*

Les autorités d'occupation et la bourgeoisie allemande étaient profondément effrayées par le mouvement gréviste. Elles en comprenaient d'avance le caractère explosif, et le danger qu'il traverse la ligne de démarcation. Ce qu'elles cherchaient, c'étaient quelques incidents sanglants pour discréditer l'Armée soviétique...

La répression des troupes soviétiques, pour sévère qu'elle soit — on parle d'une trentaine de fusillés — n'en a pas moins gardé un caractère trop limité pour intimider effectivement les masses énormes qui ont pris conscience de leur propre force. »

(Idem, pp. 26-27.)

Autrement dit, les mouvements de masse doivent se subordonner à la prétendue « défense de l'U.R.S.S. » conçue à la manière pabliste : ils doivent « s'ajouter aux forces matérielles et techniques », et rien d'autre.

C'est à Pablo qu'il appartenait d'approfondir, si l'on peut dire, les mêmes conceptions, à l'occasion des révolutions de Pologne et de Hongrie. Dans son rapport, il écrivait :

« *...Aussi bien en Pologne qu'en Hongrie, nous avons assisté à l'action révolutionnaire spontanée des masses,*
LA PLUS AMPLE ET LA PLUS RICHE DEPUIS

LA REVOLUTION D'OCTOBRE, QUI A FAIT NAITRE LES ORGANES IMMORTELS DU VRAI POUVOIR PROLETAIRE DEMOCRATIQUE : LES COMITES DEMOCRATIQUES DE TOUTES SORTES DES MASSES EN ARMES.

Un tel pouvoir n'est jamais celui de la contre-révolution, QUI EN REALITE NE POURRAIT FRAYER SON CHEMIN QUE PAR UNE DEUXIEME PHASE DE LUTTE ARMEE PRECISEMENT CONTRE CE POUVOIR. ON A ETE LOIN D'UNE TELLE EVOLUTION, NON SEULEMENT DANS LE CAS DE LA POLOGNE, MAIS Y COMPRIS EN HONGRIE.

En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche — la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation.»

(« Quatrième Internationale », vol. 14, n^{os} 10-12, décembre 1956, p. 6.)

Nous voilà au cœur du problème. La révolution politique, dans les pays d'Europe occidentale, ne peut pas ne pas se dresser contre l'occupation ouverte ou voilée de ces pays par des troupes russes; elle ne peut pas ne pas liquider l'appareil du P.C. dépendant du Kremlin, ne pas couper tous les liens de dépendances qui subordonnent ces pays à la bureaucratie du Kremlin. C'est justement ce que Pablo condamne. Il approuve la révolution polonaise parce qu'elle a pu s'accommoder de la direction de Gomulka; qu'elle a profondément ébranlé l'appareil mais ne l'a pas pulvérisé; qu'elle a distendu les liens de dépendance par rapport au Kremlin sans les rompre; au fond, parce qu'elle s'est arrêtée en cours de route. Par contre :

« En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire, à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et dangers » (que la Pologne a évités)...

« Le manque de direction révolutionnaire consciente, ayant des racines parmi les masses, a fait que la situa-

tion révolutionnaire exceptionnellement favorable des premiers jours, avec partout la création de comités dominés par le courant prolétarien, n'a pu être exploitée, afin d'asseoir sur eux tout le pouvoir et de définir un programme de politique extérieure qui serait sinon acceptable du moins difficile à combattre par le Kremlin.

Au contraire, nous avons vu les éléments disparates du gouvernement Nagy, dont une bonne partie étaient des éléments éduqués dans la confusion et l'opportunisme stalinien, hésiter, abandonner successivement leur position antérieure, élargir la démocratisation dans tous les sens, donner des prétextes au Kremlin sinon l'alarmer effectivement.

Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe, sans avoir essayé au contraire de manœuvrer, face au Kremlin, à l'intérieur de ce camp...

Une véritable direction révolutionnaire qui aurait fait appel aux comités et au courant prolétarien des masses avec sincérité, avec audace aussi, aurait pu les convaincre de comprendre les limites de classe de la démocratisation et la nécessité de l'alliance sur un pied d'égalité avec l'U.R.S.S. »

(Idem, pp. 6-7.)

Voici un bel exemple du style direct et franc qui est le propre de Pablo : « Définir un programme de politique extérieure n'alarmant pas effectivement le Kremlin », tel est le contenu concret de toute cette phraséologie. Mais, précisément, une révolution prolétarienne victorieuse ne peut avoir ni programme intérieur, ni programme extérieur qui « n'alarme pas effectivement » le Kremlin. « L'alliance sur un pied d'égalité avec l'U.R.S.S. », peut-être ? Mais il ne s'agit pas d'une U.R.S.S. abstraite, état ouvrier pur et simple, il s'agit de l'U.R.S.S. réelle, état ouvrier dégénéré, dominé par une bureaucratie contre-révolutionnaire, contre laquelle se soulevaient les travailleurs hongrois. Tout le problème de la révolution hongroise consistait à donner tout le pouvoir aux conseils ouvriers, et à lier son développement à celui de la révolution polonaise notamment, non en s'alignant sur elle, mais en l'entraînant à sa suite, pour faire face à la bureaucratie du Kremlin.

La politique du Kremlin a précisément consisté, pour l'essentiel, à isoler la révolution hongroise de la révolution polonaise.

Il y est parvenu pour deux raisons : la première, parce que l'illusion Gomulka a freiné la révolution en Pologne (les préférences de Pablo pour ce bureaucrate « libéral » sont tout un programme) ; la deuxième, parce que les révolutionnaires hongrois, s'ils ont eu raison d'utiliser la crise qui déchirait le P.C. hongrois, n'ont pas compris, pas plus d'ailleurs que les révolutionnaires polonais, qu'il leur fallait constituer un parti à eux avec un programme clair ne laissant place à aucune illusion sur le rôle de la bureaucratie du Kremlin, un programme appelant à la lutte pour la réunion immédiate d'un congrès des conseils, revendiquant tout le pouvoir pour les Conseils ouvriers, un programme liant la révolution hongroise à la révolution polonaise, et à la lutte contre la bureaucratie du Kremlin et ses agents dans tous les pays du « glacis ».

Mais la IV^e Internationale n'avait-elle pas un rôle à jouer ? Comment se fait-il qu'au cours d'événements révolutionnaires d'une telle ampleur, elle ne soit pas intervenue pour dégager au moins les éléments d'une organisation révolutionnaire animée par un tel programme ? La réponse, nous la trouvons dans la fameuse déclaration citée plus haut ; sous prétexte que la révolution en Europe orientale vérifiait le programme de la révolution politique en U.R.S.S. et l'annonçait, cette déclaration éludait la question-clé pour le développement de cette révolution politique dans les pays du « glacis » : celle du retrait des troupes d'occupation russe ; elle distillait l'illusion de la « démocratisation réelle des partis communistes », elle donnait à croire que :

« Si les capitalistes n'ont rien à espérer d'un tel mouvement et se sentiront en réalité, réflexion faite, énormément inquiets de cette prodigieuse montée des véritables forces révolutionnaires sur tous les plans, les dirigeants soviétiques et ceux des différentes « démocraties populaires » et des Partis communistes ne pourront plus falsifier ou ignorer la signification profonde de ces événements. Ils sont obligés de persévérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles pour ne pas s'aliéner à jamais le soutien des masses et de provoquer des explosions encore plus fortes.

Ils ne pourront plus désormais s'arrêter à mi-chemin. »

(Ouvrage cité, p. 20.)

L'idée que la bureaucratie du Kremlin, « sous la pression des masses et ses besoins objectifs », se réformait elle-même, rejoignait

la conception pabliste de défense de l'U.R.S.S., « ligne stratégique de la IV^e Internationale ».

La défense de toutes les conquêtes révolutionnaires s'intègre dans la conception de l'unité de la révolution mondiale. Si, en des circonstances bien déterminées, elle peut impliquer la participation à la défense militaire de l'U.R.S.S., y compris sous la direction de la bureaucratie du Kremlin, c'est aller à l'encontre de la conception sur laquelle est fondé le programme de la IV^e Internationale que d'en faire l'axe de notre politique. La seule défense finalement décisive des conquêtes révolutionnaires, c'est la progression de la révolution prolétarienne, qui se heurte, non seulement à l'impérialisme, mais à la bureaucratie du Kremlin. Contre elle, nous avons à défendre la révolution politique des pays d'Europe orientale, à ouvrir une perspective révolutionnaire au prolétariat allemand, pris comme un tout, ce qui implique la lutte contre ces forces répressives qu'y sont les troupes d'occupation russes, tant qu'elles restent des instruments entre les mains de la bureaucratie. Autre chose est la façon de s'adresser à ces troupes, le travail révolutionnaire à y mener. Contre la bureaucratie du Kremlin, nous avons à ouvrir une perspective socialiste aux travailleurs d'Europe orientale et au prolétariat allemand. Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, en Europe orientale, que nous avons à défendre des conquêtes révolutionnaires directement contre la bureaucratie du Kremlin ; après la Yougoslavie, la Chine en est un brûlant exemple.

Voyons un peu, maintenant, de quelle incroyable façon Germain a « défendu » la révolution hongroise :

« La véritable erreur » (de Nagy) « est ailleurs. Voyant l'apparition de forces réactionnaires, il aurait pu s'appuyer avec plus de franchise et de sens tactique SUR LES SEULS ELEMENTS POPULAIRES, ouvriers et paysans. Au lieu de se laisser prendre à son tour dans un verbiage creux sur « l'unité nationale » et la « démocratie », il aurait dû organiser tout de suite la démocratie socialiste : convoquer par tous les moyens à Budapest un Congrès National des Conseils Ouvriers et en faire la base légitime de son pouvoir. Opposant ainsi un POUVOIR DEMOCRATIQUE ET OUVRIER ETABLI aux illusions et rêves parlementaires d'aucuns, il aurait pu préciser : élections libres avec la participation de tous les partis ? Oui, ELECTIONS POUR DES CONSEILS D'OUVRIERS ET DE PAYSANS PAUVRES, AVEC LA PARTICIPATION DE TOUS LES

PARTIS QUI RECONNAISSENT LA SOCIALISATION DES MOYENS DE PRODUCTION ET D'ECHANGE. Il aurait ainsi rendu l'intervention soviétique politiquement plus difficile et le jeu de la réaction infiniment plus compliqué...

Et puis, si jamais cette épreuve tournait mal, une intervention de l'armée soviétique, qui entourait de toutes parts le pays, restait toujours possible. Mais quelle différence entre une intervention russe demandée par les ouvriers hongrois en lutte contre la réaction, et une intervention contre l'ensemble du peuple qui résiste farouchement ! »

(« Quatrième Internationale », vol. 14, n° 10-12, décembre 1956, p. 28.)

Quel typique « intellectuel de gauche » ! La « réaction », en Hongrie, c'était la bureaucratie du Kremlin ! L'armée « soviétique », pourquoi ce nom ? Tout particulièrement dans ce cas, elle n'était pas l'armée « soviétique », mais une force de répression contre la classe ouvrière hongroise ! La condition pour que la classe ouvrière règle ses problèmes ? Que soit écartée toute menace d'intervention des forces répressives ! La raison pour laquelle la révolution hongroise a erré politiquement ? Parce que le « savantissime » Germain, docteur ès marxisme, a contribué à détruire, de toutes les façons possibles, la IV^e Internationale !

Mais il lâche le fin mot de sa pensée, en faisant de « l'armée soviétique » l'arbitre de la révolution prolétarienne ! Kroutchev, le bourreau de Budapest, archange du socialisme !

Voilà à quoi a promptement abouti le galimatias de la révolution-guerre, guerre-révolution.

Mais ce n'était pas la fin de ses mésaventures.

Pablo, Germain et consorts, néo-pacifistes

En 1951, « la progression des forces opposées à l'impérialisme » exigeait que les notions classiques du marxisme soient remises au musée des curiosités historiques au profit de la « notion de la révolution-guerre, de la guerre-révolution », et tant pis pour les « pacifistes ...qui se lamentent déjà sur le sort apocalyptique du

monde, sort qu'ils prévoient à la suite d'une guerre atomique... Ces cœurs sensibles n'ont aucune place parmi les cadres marxistes-révolutionnaires. »

En 1963, au « congrès mondial de réunification », Pablo produira de nouvelles thèses sur ce sujet :

« VIII. — L'acuité nouvelle grandissante prise par les antagonismes inter-impérialistes combinée à la puissance fantastique acquise par les armes atomiques pose la question de la guerre atomique dans une perspective nouvelle.

Du côté de l'impérialisme, ce sont toujours les Etats-Unis qui représentent de loin la principale force intéressée à la guerre, aussi bien par les nécessités, les structures mêmes de son économie, que par sa position internationale.

Mais, d'autre part, la puissance acquise par l'armement atomique de l'U.R.S.S., et plus particulièrement par sa supériorité accrue en matière de holdes intercontinentaux et cosmiques, fait peser une menace de mort certaine sur les Etats-Unis en cas d'attaque, y compris par surprise.

Dans l'état actuel des choses, et pour longtemps encore, la perspective d'une guerre atomique déclenchée par les Etats-Unis signifierait pratiquement l'anéantissement certain de ce pays sans que le reste du monde soit également nécessairement complètement détruit. » (?)
« D'autre part, les Etats-Unis ont désormais à combiner la poursuite de leurs préparatifs de guerre contre la vaste coalition des états ouvriers, de l'U.R.S.S. à la Chine » (textuel) « avec la lutte pour la domestication de la coalition atlantique dans laquelle agit, avec une violence accrue, l'élément désagrégateur et même carrément antagoniste du Marché commun.

Dans ces conditions, la tendance inhérente à l'impérialisme yankee vers la guerre contre-révolutionnaire doit composer, dans une certaine mesure, avec ces nouveaux éléments. Ce qui n'empêche pas que la menace de la guerre atomique générale se précise de nouveau chaque fois que des intérêts vitaux de l'impérialisme

se trouvent menacés par la progression de la révolution mondiale.

D'OU LA NECESSITE D'ENVISAGER TOUJOURS L'EVENTUALITE D'UNE GUERRE ATOMIQUE GENERALE, DECLENCHEE AU MOYEN DES ARMES ACTUELLES D'UNE PUISSANCE DESTRUCTIVE APOCALYPTIQUE, COMME UNE DEFAITE HISTORIQUE DE L'HUMANITE, ELIMINANT TOTALEMENT OU EN TRES GRANDE PARTIE LES PRECONDITIONS MATERIELLES ET CULTURELLES HISTORIQUEMENT ACQUISES pour la victoire et la construction du socialisme mondial.

Ces considérations impliquent donc une stratégie révolutionnaire capable à la fois d'éviter l'issue de la guerre atomique générale et d'affaiblir au maximum l'impérialisme jusqu'à le rendre pratiquement incapable d'envisager l'issue de la guerre.

Cette stratégie doit être menée par tous les secteurs à la fois de la révolution mondiale, états ouvriers, révolution coloniale, mouvement révolutionnaire des pays capitalistes avancés, selon les moyens et les conditions propres à chaque secteur.

FACE A DES CONSIDERATIONS ABSTRAITEMENT CORRECTES MAIS PRATIQUEMENT DEFAITISTES, QUI FONT DEPENDRE LA POSSIBILITE D'EVITER LA GUERRE ATOMIQUE DE LA VICTOIRE PREALABLE DE LA REVOLUTION AUX ETATS-UNIS, IL EST NECESSAIRE D'AFFIRMER AVEC FORCE QUE PRATIQUEMENT CETTE POSSIBILITE SE CREE PAR LA PROGRESSION DE LA REVOLUTION COLONIALE ET LE RENFORCEMENT CONTINU DES ETATS OUVRIERS. C'EST LE PROCESSUS CONJUGUE QUI PEUT HISTORIQUEMENT CREER ET CREE UN TEL ENCERCLEMENT STRATEGIQUE, ECONOMIQUE ET PSYCHOLOGIQUE, DE L'IMPERIALISME YANKEE EN PARTICULIER, RENDANT TOUTE TENTATIVE EVENTUELLE DE GUERRE ATOMIQUE UNE OPERATION DE SUICIDE UNILATERAL. » (Ce qui est souligné l'est par nous.)

(« Quatrième Internationale », 21^e année, n^o 19, 3^e trimestre 1963. — Numéro spécial du congrès de réunification, p. 67.)

C'est le fond même des thèses du Kremlin sur la « coexistence pacifique » : neutraliser l'impérialisme jusqu'à ce que le bastion principal de l'impérialisme se rende sans combat, devant la supériorité « matérielle et technique » écrasante des « états ouvriers » et de la « révolution coloniale ». L'U.R.S.S. étant le bastion des « états ouvriers » et des « forces matérielles et techniques », tous ceux qui, dans les « états ouvriers » et le « mouvement communiste », ne se subordonneront pas à la politique du Kremlin sont « objectivement des fauteurs de guerre ».

« *Le centre rénové de l'Internationale* » doit s'adresser « plus particulièrement aux jeunes générations pour organiser, entre autre, leur lutte contre les armes et la guerre atomique, pour le désarmement unilatéral », dit Pablo, ce cœur sensible (p. 69).

La guerre-révolution s'est retournée en son contraire, la compétition pacifique, jusqu'à ce que l'impérialisme se rende avec armes et bagages. Cela s'appelle désormais : une « stratégie qui doit être menée par tous les secteurs à la fois... selon les moyens et les conditions propres à chaque secteur ». Comme nous explique encore Pablo, « l'acuité prise par les antagonismes inter-impérialistes est actuellement telle » (que) « les dissensions intérieures profondes de la coalition menacent celle-ci d'un éclatement pratique » (p. 67) ; et « le Marché Commun est forcé de se développer de plus en plus en secteur le plus modernisé de l'économie capitaliste, et doté d'une puissance militaire propre, et naturellement avant tout atomique » (p. 66). La stratégie adaptée à chaque secteur est ainsi toute trouvée : jouer des antagonismes inter-impérialistes pour permettre le développement des « forces matérielles et techniques des états ouvriers ».

Si nous sommes à l'opposé de la guerre-révolution, le fil conducteur reste le même : la capitulation devant l'appareil du Kremlin.

Mais Pablo a été mis en minorité au « congrès mondial de réunification de la IV^e Internationale », après quoi, il a été suspendu par ses anciens collègues du brain trust de la révolution : le « S.I. ». Ceux-ci n'ont-ils pas trouvé le chemin de la rédemption ? Sont-ils revenus à une politique conforme au programme de fondation de la IV^e Internationale ?

Eux aussi ont renoncé au schéma de la guerre-révolution, révolution-guerre ; ils nous exposent « la dialectique actuelle de la révolution mondiale » (rien de moins) :

« Aussi longtemps que le rapport des forces du

à la révolution coloniale, à la lutte de classe dans les pays capitalistes, à la situation économique du capitalisme et aux progrès économiques des états ouvriers ne menace pas d'entraîner une fin immédiate du capitalisme, un nouveau compromis est toujours possible entre les dirigeants des deux principaux camps opposés. Aussi longtemps qu'ils ne seront pas en présence d'une menace immédiate majeure, l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique resteront tous deux face à face, luttant pour acquérir de meilleures positions ou pour éviter de tomber dans des positions plus mauvaises, pour renforcer leur puissance économique et militaire, pour acquérir de nouveaux alliés ou pour éviter d'en perdre d'anciens, recherchant toujours un compromis quand l'adversaire paraît prêt à plonger dans la guerre. C'est un jeu dangereux. Quelle est la sécurité de la « marge de sécurité » que chaque côté cherche à garder en réserve ? Elle peut être rompue à tout moment par une « erreur » ou par un « malentendu » ou par un acte de folie. »

(« Quatrième Internationale », numéro spécial du congrès de réunification, déjà cité, p. 27.)

La dialectique de la « majorité du S.I. », sinon celle de la révolution mondiale, a ceci de remarquable qu'elle omet toujours l'essentiel. Quelle est la menace majeure, pour la bureaucratie du Kremlin comme pour l'impérialisme ? La victoire de la révolution prolétarienne dans les pays économiquement développés. Leur antagonisme est subordonné à leur lutte commune contre de nouveaux développements révolutionnaires décisifs à l'échelle mondiale. Ils ne constituent pas les « deux principaux camps opposés ». La lutte des classes se développe aussi bien à l'intérieur du « camp » impérialiste que du « camp » de la bureaucratie du Kremlin. Les bureaucraties d'origine ouvrière ont réussi jusqu'à ce jour à freiner la lutte du prolétariat dans les pays capitalistes économiquement développés ; la bureaucratie du Kremlin et ses agences ont joué un rôle capital dans ce processus ; telle a été la condition première d'une stabilisation relative du capitalisme dans ces pays. C'est à partir de là que l'impérialisme a pu procéder à ses préparatifs de guerre, et menacer l'humanité de la destruction nucléaire.

Mais l'impérialisme a dû entreprendre ses préparatifs de guerre, alors que les rapports de classes étaient insuffisamment stabilisés en sa faveur, en Asie et essentiellement en Europe occidentale ;

cependant que la bureaucratie, en raison de son caractère contre-révolutionnaire, concevait ses préparatifs de guerre comme une course aux armements avec l'impérialisme ; le résultat a été d'aggraver les contradictions sociales en U.R.S.S. et dans les pays qu'elle contrôle, et de stimuler de puissants mouvements révolutionnaires : en France, grève générale en août 1953, puissants mouvements en septembre 1955 ; dans presque tous les pays d'Europe occidentale, grandes luttes ouvrières ; en Europe orientale, mouvements révolutionnaires directement dirigés contre la bureaucratie du Kremlin ; ces luttes révèlent une nouvelle disposition des forces de classes mondiales, qui domine l'antagonisme entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin.

Elles ont d'ailleurs été puissamment encouragées par la résistance du peuple coréen, directement soutenue par la Chine, et par l'écrasement de l'impérialisme français à Dien-Bien-Phu, qui a donné un nouvel élan à la révolution dans les pays coloniaux.

De ce point de vue, la bureaucratie du Kremlin est prête, à tout moment, à des compromis avec l'impérialisme, où, tout en reculant devant lui, comme, à l'intérieur, devant la pression des forces de classes prêtes à entamer profondément la planification et le monopole du commerce extérieur, elle s'efforce de garder l'essentiel de ses positions, au détriment du mouvement ouvrier d'Europe, des pays coloniaux et de la révolution chinoise, qu'elle livre pieds et poings liés à l'impérialisme, dans la mesure où cela est en son pouvoir.

La lutte contre l'impérialisme, et contre la possibilité qu'il aurait finalement de déclencher une troisième guerre mondiale ne consiste pas en spéculations savantes sur la « marge de sécurité » (et pourquoi pas le « téléphone rouge » ?), elle s'identifie à la lutte pour la révolution socialiste et la construction de la IV^e Internationale, à la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ; elle suppose que l'on dénonce toutes les illusions « pacifistes » et que l'on oppose la révolution prolétarienne à la guerre.

« C'est ce que nous disons », affirmeront les « majoritaires » du « S.I. », en citant la fin du chapitre IV de leur « *Dialectique actuelle de la révolution mondiale* » :

« En dernière analyse, seule la victoire du prolétariat dans les pays impérialistes les plus hautement développés, surtout la victoire du prolétariat américain, peut délivrer l'humanité du cauchemar de l'annihilation nucléaire. Telle est la solution révolutionnaire socialiste

que la IV^e Internationale oppose aux illusions utopiques de la « coexistence pacifique » et de la « victoire » dans une guerre nucléaire mondiale. L'alternative classique, socialisme ou barbarie, se ramène à une Amérique socialiste ou à la destruction nucléaire de la race humaine.

De cette manière, le marxisme révolutionnaire apporte à tous les secteurs du prolétariat une conception intégrée unique de la révolution mondiale, le soutien total aux guerres de libération menées par la révolution coloniale étant une contribution importante au désarmement futur de l'impérialisme par le prolétariat des pays impérialistes. Pour la même raison, des mots d'ordre transitoires d'une nature pacifiste unilatérale dans les pays impérialistes, loin d'être « réactionnaires » ou « utopiques » comme l'était le pacifisme de jadis, peuvent jouer un rôle extrêmement progressif pourvu qu'ils soient liés à d'autres mots d'ordre transitoires culminant dans la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir. »

Et voilà comment l'ogre révolutionnaire se transforme en souris. Il suffit de dire des mots d'ordre pacifistes qui étaient « hier réactionnaires ou utopiques » qu'ils sont aujourd'hui « révolutionnaires », pourvu qu'ils soient liés à des mots d'ordre de transition culminant dans la lutte pour le pouvoir, et vous obtenez la mention : bon pour la révolution mondiale ! Pourquoi étaient-ils hier une chose, et aujourd'hui le contraire ? Pour les besoins du fameux acrobate politique et docteur ès marxisme Ernest Germain, hier partisan de « la guerre-révolution ».

La « déclaration du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale sur le traité de Moscou » va d'ailleurs nous édifier :

« La IV^e Internationale, en mettant en lumière la portée réelle du traité de Moscou et en dénonçant toutes les déformations propagandistes intéressées, continue à lutter contre la menace d'une guerre nucléaire, selon la ligne tracée par son récent congrès de réunification, en demandant l'interdiction de tout armement nucléaire, la destruction des stocks existants, la suspension de toute sorte d'essais nucléaires, et en soutenant les mouvements de masse contre la guerre, plus spécialement la lutte qui, dans une série de pays capitalistes, se poursuit pour le désarmement nucléaire unilatéral et pour l'élimination des bases impérialistes de par le monde. Elle considère donc que les propositions faites par le

gouvernement de la République Populaire de Chine le 31 juillet 1963, concernant notamment la cessation de tous les essais nucléaires, la destruction des stocks existants, la suppression des bases militaires à l'étranger, la convocation d'une conférence représentative de tous les pays, constituant une base valable pour tous ceux qui veulent un désarmement nucléaire réel et non un simulacre visant à cacher des buts tout à fait autres et à semer des illusions dangereuses dans les masses.»

(« Quatrième Internationale », 21^e année, n^o 20, novembre 1963, p. 67.)

En d'autres termes, Pablo est pour la coexistence pacifique, style Moscou ; la « majorité » du « S. I. » est pour la « coexistence pacifique », style Pékin ; mais tous sont aujourd'hui convertis à la « coexistence pacifique ».

Que signifie « l'interdiction de tout armement nucléaire » ? A qui la demanderons-nous ? A l'impérialisme et à la bureaucratie du Kremlin ? Qui l'appliquera ? Qui se réunira en « une conférence représentative de tous les pays » ? Qu'est-ce qu'un désarmement nucléaire a de différent avec le désarmement tout court ? Mais il y aura les Chinois en plus ? Cela ne change rien à l'affaire.

La défense de la révolution chinoise contre les menaces que fait peser sur elle l'impérialisme, avec la complicité ouverte de la bureaucratie du Kremlin, ne s'identifie pas avec l'adoption des thèses pacifistes, héritées du stalinisme, de la bureaucratie chinoise, pas plus que la défense de la Yougoslavie ne s'identifiait avec la politique de Tito et du P.C.Y. C'est là une autre forme de capitulation, une autre forme de renoncement à la construction de la IV^e Internationale, au profit d'un nouveau substitut.

La bourgeoisie ne se désarmera pas elle-même, quelles que soient les « pressions » qu'exerce la classe ouvrière ; seule, la classe ouvrière peut la désarmer en s'armant elle-même et en conquérant le pouvoir.

Certes la lutte contre la guerre peut fournir un point de départ pour la lutte contre la bourgeoisie et son pouvoir. A condition de ne semer aucune illusion pacifiste, ce qu'on fait précisément en prônant les « conférences de désarmement » pour « l'interdiction des armes atomiques », avec ou sans la Chine.

Au Japon, la lutte concrète contre le traité d'alliance avec les U.S.A. a montré comment les masses pouvaient se mobiliser contre la préparation à la guerre ; son échec tient à ce que la lutte n'a

pas été reliée, à un certain niveau de son développement, au mot d'ordre du renversement révolutionnaire du gouvernement. L'appel aux gouvernements, car c'est des gouvernements en place qu'il s'agit lorsque l'on parle « d'une conférence représentative », des gouvernements impérialistes plus ceux de l'U.R.S.S. et de la Chine, sème l'illusion pacifiste habituelle sur la possibilité de convaincre l'impérialisme de désarmer. Avant la dernière guerre, cela s'appelait « désarmement général et contrôlé ».

Si le « S.I. » était en quête d'un programme de lutte contre la guerre, il pouvait consulter le programme de la IV^e Internationale :

« Il faut aider les masses, à l'aide de critères, de mots d'ordre et de revendications transitoires propres à faire apparaître la réalité, à distinguer de ce qu'il y a concrètement au fond de ces abstractions frauduleuses.

“DESARMEMENT” ? Mais toute la question est de savoir qui désarmera et qui sera désarmé. Le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre, c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais, pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers eux-mêmes soient armés... » (p. 29)

« La guerre est une gigantesque entreprise commerciale, surtout pour l'industrie de guerre. C'est pourquoi les “200 familles” sont les premiers patriotes et les principaux provocateurs de guerre. Le CONTROLE OUVRIER SUR L'INDUSTRIE DE GUERRE est le premier pas dans la lutte contre les fabricants de guerre.

Au mot d'ordre des réformistes : “impôt sur les bénéfiques de guerre”, nous opposons le mot d'ordre : CONFISCATION DES BENEFICES DE GUERRE et EXPROPRIATION DES ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR LA GUERRE. Là où l'industrie de guerre est “nationalisée”, comme en France, le mot d'ordre de CONTROLE OUVRIER conserve toute sa valeur : le prolétariat fait aussi peu confiance à l'Etat de la bourgeoisie qu'au bourgeois individuel.

Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois !

Pas de programme d'armements, mais un programme de travaux d'utilité publique !

Indépendance complète des organisations ouvrières à l'égard du contrôle militaire et policier !

Il faut arracher, une fois pour toutes, la libre disposition du destin des peuples des mains des cliques impérialistes avides et impitoyables qui agissent derrière le dos des peuples. En accord avec cela, nous revendiquons :

— Abolition complète de la diplomatie secrète ; tous les traités et accords doivent être accessibles à chaque ouvrier et paysan.

— Instruction militaire et armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des Comités ouvriers et paysans.

— Création d'écoles militaires pour la formation d'officiers venus des rangs des travailleurs, choisis par les organisations ouvrières.

— Substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une milice populaire en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes, etc... »

(Programme de transition, nouvelle édition, pp. 31-32.)

Ce programme de lutte contre la guerre se comprend en liaison avec le combat quotidien de la classe ouvrière qui, à chaque pas, l'oppose au pouvoir bourgeois comme à la politique des staliniens et des réformistes.

Enfin, la lutte contre les préparatifs de guerre met au premier plan le problème de la construction de la IV^e Internationale en opposition aux staliniens, aux réformistes, aux réformateurs et aux révisionnistes de tout poil.

Ce n'est certes pas ce que fait le « S. I. majoritaire », puisqu'en tournant le dos au programme de transition, il tourne le dos à la construction de la IV^e Internationale.

IV - Economisme et lutte des classes

« La plupart des apologistes vulgaires de l'U.R.S.S. telle qu'elle est sont enclins à raisonner à peu près ainsi : même en reconnaissant que le régime soviétique actuel n'est pas encore socialiste, le développement ultérieur des forces productives, sur les bases actuelles, doit tôt ou tard amener le triomphe complet du socialisme. Seul le facteur temps est en ce cas discutable. Est-ce donc la peine de faire tant de bruit ? Si incontestable que paraisse ce raisonnement, il est en réalité très superficiel. Le temps n'est nullement un facteur secondaire quand il s'agit d'un processus historique : il est infiniment plus dangereux de confondre le présent et le futur en politique qu'en grammaire. Le développement ne consiste pas, comme se le représentent les évolutionnistes vulgaires du genre des Webb, en l'accumulation planifiée et l'« amélioration » constante de ce qui est. Il comporte des transformations de la quantité en qualité, des crises, des bonds en avant et des reculs. Précisément parce que l'U.R.S.S. n'en est pas encore au premier stade du socialisme, système équilibré de production et de consommation, le développement n'y est pas harmonieux, mais contradictoire. Les contradictions économiques font naître les antagonis-

mes sociaux qui déploient leur propre logique sans attendre le développement des forces productives... »

(Léon Trotsky, « *La révolution trahie* ». Voir « *De la révolution* », p. 475.)

Ces lignes semblent avoir été écrites tout exprès à propos des positions développées par le « trotskyste » Germain, qui dans son article, « *Le 21^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.* », écrivait :

« Il y a près de dix ans que notre mouvement, au lendemain de la victoire de la révolution chinoise, avait affirmé que les rapports de forces avaient évolué de façon décisive en faveur du camp anticapitaliste... Rien de ce qui est arrivé depuis lors ne permet de réviser cette estimation ; au contraire, elle a été complètement confirmée par les événements. Cette évolution MONDIALE des rapports de forces — fonction autant de la victoire de la révolution chinoise et des progrès constants de la révolution coloniale que des progrès économiques réalisés en U.R.S.S. — a incontestablement raffermi à un degré inconnu avant 1941 le régime soviétique. Il est difficile cependant d'y voir une confirmation de la théorie selon laquelle il est possible d'achever le socialisme dans un seul pays. Car n'est-ce pas précisément l'EXTENSION INTERNATIONALE de la révolution qui a modifié les rapports de forces globaux entre les classes ?

Nous pouvons approuver Kroutchev lorsqu'il affirme qu'une restauration du capitalisme en U.R.S.S. peut être considérée comme exclue. Pareille restauration ne pouvait être fonction que d'un renforcement international des forces contre-révolutionnaires par rapport aux forces de la révolution. On ne peut guère prévoir ce renforcement dans un avenir prévisible.

Malheureusement, comme nous l'avons déjà dit dans le passé, le Kremlin est passé d'un extrême à l'autre — de la surestimation de la puissance impérialiste (qui caractérisa sa stratégie à l'époque stalinienne) à une sous-estimation non moins dangereuse. Si nous suivons Kroutchev lorsqu'il affirme qu'une restauration du capitalisme est impossible en U.R.S.S., nous ne le suivons pas lorsqu'il affirme que « la victoire du socialisme est définitive ». Car il a oublié qu'il y a, hélas, un autre terme à l'alternative : à savoir la destruction

réci-proque des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. dans une guerre nucléaire. »

(« Quatrième Internationale », 17^e année, n^o 6, mai 1959, p. 18.)

La conclusion, à elle seule, détruit les prémices du raisonnement, selon lesquelles : « *les rapports de forces ont évolué de manière décisive en faveur du camp anticapitaliste* ». Notons, en passant, le « camp anticapitaliste », composé, évidemment d'états « anticapitalistes ». Et poursuivons. Si le capitalisme dispose de forces suffisantes pour détruire l'humanité, cela signifie que, pour importantes que soient les conquêtes révolutionnaires, fruit de la lutte mondiale entre les classes antagonistes — entre les classes, et non les « camps » — elles ne sont nullement décisives. Qu'une classe dispose de l'arme atomique, cela fait partie des rapports de forces entre les classes. Les armes atomiques constituent une force par elles-mêmes. Mais ce n'est pas ici le point essentiel : une telle situation signifie que c'est le capitalisme qui dispose encore, et de loin, des forces productives les plus importantes dans le monde, que le prolétariat mondial n'a pas vaincu dans les pays capitalistes économiquement développés : donc que le prolétariat se trouve confronté avec le problème de la révolution prolétarienne dans ces pays. C'est cela, le point essentiel, et rien d'autre. Il est dérisoire d'estimer que les armes atomiques constituent la seule menace qui pèse, tant en U.R.S.S. qu'en Chine et en Europe orientale, sur les conquêtes ouvrières. La bourgeoisie, l'impérialisme continuent à disposer des forces productives les plus importantes : cela doit bien avoir quelques répercussions sur l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale !

C'est le bas niveau des forces productives et de la culture en U.R.S.S. qui, dans les conditions de l'encerclement capitaliste, sous la pression militaire, économique et politique de l'impérialisme, a donné naissance à la bureaucratie du Kremlin. Et comme « *les contradictions économiques font naître les antagonismes sociaux qui déploient leur propre logique sans attendre le développement des forces productives* », les contradictions sociales doivent, à leur tour, avoir quelque influence sur le développement des forces productives !

Le parasitisme de la bureaucratie du Kremlin, c'est là, plus que jamais, que réside la source principale des nombreuses contradictions économiques qui se développent en U.R.S.S. comme en Chine et en Europe orientale.

Plus exactement, c'est la gestion bureaucratique de l'économie qui barre la voie dans laquelle peut être abordée la question.

Ces contradictions sont bien connues : distorsion entre l'industrie des moyens de production et celle des biens de consommation, entre l'industrie en général et l'agriculture, pour ne citer que les principales. A leur tour, elles aiguïsent les contradictions sociales : sous la gestion bureaucratique, les différenciations sociales se développent avec la croissance même des forces productives.

Cet ensemble de contradictions économiques et sociales se répercutent les unes sur les autres et se multiplient les unes par les autres. C'est ce que soulignait Trotsky lorsqu'il écrivait :

« A côté du facteur économique qui commande dans la phase présente de recourir aux méthodes capitalistes de rémunération du travail, agit le facteur politique incarné par la bureaucratie elle-même. De par sa nature, celle-ci crée et défend des privilèges. Elle surgit tout au début comme l'organe bourgeois de la classe ouvrière. Etablissant et maintenant les privilèges de la minorité, elle s'attribue naturellement la meilleure part ; celui qui distribue les biens ne s'est encore jamais lésé. Ainsi naît du besoin de la société un organe qui, dépassant de beaucoup sa fonction sociale nécessaire, devient un facteur autonome et en même temps la source de grands dangers pour tout l'organisme social. »

(« La révolution trahie ». Voir « De la révolution », p. 516.)

L'équation posée par Germain :
révolution chinoise + révolution coloniale + progrès économiques
de l'U.R.S.S. — les bombes impérialistes = socialisme
masque une réalité économique et sociale infiniment plus complexe.
Les forces sociales ne s'alignent pas selon ce schéma volontairement simpliste.

La bureaucratie du Kremlin s'est engagée, il y a trente-six ans, dans une course désespérée pour « rejoindre et dépasser » le niveau économique des pays capitalistes avancés : caste parasitaire, elle redoute en effet les conséquences immédiates qu'auraient sur le prolétariat russe la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes économiquement développés ; elle ne peut donc défendre l'U.R.S.S. par les moyens de la lutte des classes internationales. Pire, elle doit, à un certain niveau de la lutte des classes, agir au moyen des instruments politiques qu'elle contrôle, les P.C., pour faire barrage à la révolution prolétarienne, jusques et y compris pour détruire les capacités de combat de la classe

ouvrière, dans une situation où, du fait de l'instabilité de la société bourgeoise, toute action d'importance des travailleurs met en cause l'existence du régime bourgeois. Elle est par conséquent obligée, à partir de forces productives qui, prises globalement, sont très inférieures à celles dont dispose l'impérialisme, de s'engager dans la course aux armements nucléaires, aux fusées intercontinentales et spatiales, tout en ne bénéficiant pas de la division mondiale du travail dont bénéficie l'impérialisme. Les spoutniks photographient la face inconnue de la lune ; mais la moindre mauvaise récolte de céréales jette dans de terribles embarras l'économie de l'U.R.S.S. La seule course aux armements est un facteur énorme de distorsion de l'économie de l'U.R.S.S., alors qu'elle est un régulateur, tout au moins jusqu'à un certain point, de l'économie capitaliste ; c'est pourquoi l'impérialisme peut l'utiliser pour faire pression sur la bureaucratie du Kremlin.

Ce n'est pas tout. La gestion de l'économie de l'U.R.S.S. par la bureaucratie a d'autres conséquences. Au fur et à mesure que se développent les forces productives, que s'accroissent la complexité et la diversité de l'économie, celle-ci s'accommode de moins en moins d'une direction bureaucratique. Il était possible, non pas, il est vrai, sans un énorme gaspillage de forces, de faire construire à coups d'oukases de Moscou le canal Staline par quelques dizaines de milliers de travailleurs forcés munis de pelles et de pioches. Il est impossible de diriger de la même manière la création et le développement de branches économiques entièrement neuves comme l'électronique. Les mesures successives, spasmodiques, de décentralisation et de recentralisation de l'économie prises par la bureaucratie depuis la mort de Staline témoignent de ses vains efforts pour ressaisir une réalité économique qui lui échappe de plus en plus. Le salut de l'économie planifiée exige aujourd'hui impérieusement l'élaboration démocratique du plan et le contrôle démocratique de son exécution, c'est-à-dire son élaboration et son contrôle par la masse des producteurs, seuls capables d'appréhender, dans toute leur complexité, les rapports économiques réels, les possibilités réelles de développement de l'économie, et d'orienter son développement vers une satisfaction croissante des besoins de la population tout entière.

Mais le contrôle de l'économie, dans un pays où les moyens de production industriels sont la propriété de l'état, est inévitablement l'apanage de ceux qui exercent le pouvoir politique. Le contrôle des masses travailleuses sur l'économie est incompatible avec le maintien des privilèges de la bureaucratie ; il est incompatible avec l'omnipotence politique de la bureaucratie ; il ne

pourra naître que du renversement révolutionnaire de la bureaucratie et de la restauration de la démocratie socialiste. C'est dans cette voie, et dans cette voie seulement, que l'économie planifiée peut être sauvée et approfondie, et le rythme du développement des forces productives accéléré.

Les progrès mêmes de l'économie en U.R.S.S., tant que celle-ci est gérée par la bureaucratie parasitaire ne se font pas dans le sens d'un renforcement automatique de la planification de l'économie et du développement ultérieur des forces productives, et bien moins encore d'une satisfaction croissante des besoins des masses. Ils l'obligent au contraire, avec les zigzags, mais toujours davantage depuis dix ans, à avoir recours aux « facteurs objectifs » (c'est ainsi que les théoriciens de l'aile droite de la bureaucratie baptisent les prix, les salaires et le marché), pour jouer le rôle de régulateurs de l'économie, au nom de la « rentabilité ». Cela revient à accroître le poids de la loi de la valeur (c'est-à-dire, en dernière analyse, de la pression sur l'U.R.S.S. du marché capitaliste mondial) relativement à cet instrument de direction consciente de l'économie qu'est la planification. Il ne s'agit pas là d'une évolution achevée, mais d'une tendance qui, liée à d'autres, donne un poids grandissant aux forces sociales pro-bourgeoises en U.R.S.S. Elle se heurte à d'autres tendances qui procèdent du prolétariat soviétique, dont la croissance est intimement dépendante du renforcement de la planification et d'un développement plus harmonieux des forces productives.

La bureaucratie du Kremlin n'est pas une couche sociale statique. Précisément parce qu'elle n'est pas une classe, ses caractéristiques sociales ne sont pas données une fois pour toutes. Plus le temps passe, et plus elle tend à donner une base infiniment moins fragile à ses privilèges que la simple détention du pouvoir politique : une base résidant dans les rapports de propriété. L'existence d'une classe ouvrière nombreuse et potentiellement puissante la pousse, tout au moins dans ses couches dominantes, à prendre de plus en plus appui sur ceux de ses membres qui participent directement à la gestion de l'économie, et dont la tendance est d'aboutir à la transformation des rapports de propriété.

« Deux tendances opposées », écrivait Trotsky en 1936, « grandissent au sein du régime : développant les forces productives — au contraire du capitalisme stagnant — il crée les fondements économiques du socialisme ; et passant à l'extrême, dans sa complaisance envers les dirigeants, les normes bourgeoises de la répartition,

il prépare une restauration capitaliste. La contradiction entre les formes de la propriété et les normes de la répartition ne peut pas croître indéfiniment. Ou les normes bourgeoises devront, d'une façon ou d'une autre, s'étendre aux moyens de production, ou les normes socialistes devront être accordées à la propriété socialiste. »

(« La Révolution trahie », ouvrage cité, p. 599.)

Au cours de son analyse de l'économie soviétique, Michel Varga montrait il y a deux ans que :

« L'économie soviétique est caractérisée, surtout depuis le commencement du plan septennal, par un effort de plus en plus visible pour rendre la production rentable. Mais la rentabilité économique se mesure sur le marché par les prix, qui sont régis par la loi de la valeur, au travers du jeu de l'offre et de la demande. Théoriquement parlant, et d'une façon abstraite, il y a antinomie absolue entre le système économique que régit la loi de la valeur et le système de la planification. Le but de la production, dans le premier cas, est le bénéfice ou profit, tandis que, dans le second, c'est la satisfaction des besoins de la société, en vue de la transformer en une société sans classes. La planification est la forme d'organisation de la production dans une société de TRANSITION. C'est pourquoi, dans la pratique d'une telle société, les deux systèmes doivent coexister et, à plus forte raison, dans une société arriérée et isolée. Cette coexistence n'est ni pacifique, ni harmonieuse, mais contradictoire, pleine d'éléments explosifs. Dans ce cas, la planification a ses limites, déterminées par la loi de la valeur. Mais la tâche de la planification consiste précisément à ne pas permettre le jeu aveugle de cette loi, mais, au contraire, à lui imposer un contrôle, tout en l'utilisant pour aboutir, en fin de compte, à l'extinction de la loi de la valeur. La bureaucratie stalinienne, l'histoire le prouve, ne connaît qu'antinomie absolue entre les deux systèmes. »

(« La Vérité », n° 525-526, octobre-novembre 1963, p. 98.)

La part de plus en plus importante donnée au marché, à la loi de la valeur, aux prix, aux normes de distribution bourgeoises, à la rentabilité des entreprises, à l'auto-financement qui, des kolkhozes, s'est étendue « à titre expérimental » à de nombreuses entre-

prises industrielles productrices de biens de consommation et s'étend constamment davantage, renforce les tendances pro-bourgeoises. Cela s'accompagne de transformations politiques de la plus grande importance, et l'on ne saurait en rien (comme le soulignait également Varga) comparer la politique économique actuelle de la bureaucratie à la N.E.P. de Lénine. La N.E.P. constituait effectivement un recul devant les tendances pro-bourgeoises dans l'économie ; mais elle était d'une part dictée par l'état de complète détérioration des forces productives au lendemain de la guerre impérialiste et de la guerre civile, elle se réalisait d'autre part sous le contrôle de la dictature du prolétariat. Par contre, l'extension du libéralisme économique d'aujourd'hui va de pair avec la définition de l'état existant en U.R.S.S., non plus comme étant la dictature du prolétariat, mais comme l'état « du peuple entier ».

Certes, il y a bien longtemps que l'état ouvrier a dégénéré, qu'il est devenu l'instrument de la dictature politique de la bureaucratie, mais la modification de la définition du rôle de l'état au moment où, de partout, montent et sont favorisées les tendances pro-bourgeoises dans l'économie, n'est pas accidentelle. L'état qui prétend être celui du « peuple entier », c'est, par excellence, l'état bourgeois, qui masque, sous l'égalité formelle des citoyens, la domination bourgeoise. « L'état du peuple entier » est destiné à permettre une plus grande pénétration politique, dans tous les organismes étatiques, des forces sociales pro-bourgeoises. Ces mêmes forces sociales expriment désormais ouvertement leurs positions et leurs revendications économiques. Après Liberman, ce sont aujourd'hui l'académicien Trapeznikov et toute une suite « d'éminents spécialistes de l'économie » qui partent en guerre, dans les colonnes de la *Pravda*, pour réclamer la généralisation de la rentabilité des entreprises, l'établissement pour elles de rapports directs avec le marché, leur auto-financement, l'accroissement du système des primes en matière de rétribution du travail. Ainsi, c'est la bureaucratie elle-même qui donne des moyens d'expansion aux tendances pro-bourgeoises issues de son propre sein, c'est-à-dire les appuie politiquement et les favorise économiquement. C'est ainsi que, le 1^{er} juillet 1965, le système des liens directs entre les usines et les magasins de détail a été étendu à toute l'industrie du vêtement et des chaussures ; et un éditorial du « *Troud* » du 2 juillet laisse entendre que le même système serait étendu prochainement à l'industrie mécanique.

Comment Germain et les siens voient-ils cette situation ? Écoutez plutôt leur langage :

« ...Il existe de vastes potentialités productives

encore inutilisées du fait que, d'une part, l'initiative démocratique des masses n'est mise en valeur que dans une mesure tout à fait limitée et, d'autre part, que la gestion bureaucratique provoque des phénomènes de sous-utilisation de l'outillage, des déséquilibres dans la production, des gaspillages très considérables, etc.

... Une des solutions envisagées fut la décentralisation en faveur de laquelle se prononçait **TOUT UN COURANT DU MOUVEMENT COMMUNISTE INSPIRE PAR L'EXPERIENCE YOUGOSLAVE** (souligné par nous). Dans ce sens fut effectuée la refonte de la structure industrielle de 1957. Mais si cette réforme a pu donner certains résultats en éliminant partiellement des inconvénients parmi les plus monstrueux, elle n'a pu éviter la reproduction du bureaucratisme dans les nouvelles structures économiques (régionales, etc.), ni l'apparition de féodalités locales tout aussi néfastes que les anciennes. C'est pourquoi, à la suite des résultats de cette réforme, de nouveaux changements ont eu lieu dans différentes directions entraînant une nouvelle restructuration des zones et des organismes de direction économiques. Dans la dernière période se sont surtout manifestées des tendances vers une nouvelle centralisation.

De là viennent certaines discussions et polémiques parmi les économistes et dirigeants soviétiques. Une tendance, face à la décentralisation, cherche à revenir à des formules de gestion plus centralisée, tandis qu'une autre tendance, considérant que les inconvénients nouveaux qui se sont manifestés sont dus à une insuffisante décentralisation, voudrait étendre la décentralisation. D'où aussi certaines discussions sur les fonctions accrues que devrait avoir le marché et certaines tendances à une autonomie plus grande de l'entreprise (là aussi sur les traces de l'expérience yougoslave).» (Résolution sur « le conflit sino-soviétique et la situation en U.R.S.S. et dans les autres états ouvriers » adoptée par le « congrès de réunification ».)

(« Quatrième Internationale », n° 19, 3^e trimestre 1963, p. 57.)

Ainsi, il s'agit de « discussions » à l'intérieur du mouvement communiste. Les sommets de la bureaucratie du Kremlin, qui, il y

a quelques années, écrasaient dans le sang la révolution des conseils ouvriers hongrois, le « S.I. » majoritaire les situe à l'intérieur du « mouvement communiste ». Leurs discussions sont des discussions techniques. Les rapports sociaux et les contradictions de classes que ces discussions reflètent, cela n'existe pas pour les auteurs de cette résolution. Il ne s'agit que de techniques économiques, pourquoi un savant économiste comme Germain ne s'assoierait-il pas à la table et ne participerait-il pas à la discussion entre « dirigeants communistes » ? Germain, qui de plus est « trotskyste », a évidemment quelque gêne à le faire ; il s'y essaie pourtant, et continue à « contester » l'affirmation de Kroutchev : Non, non !... le socialisme n'est pas encore réalisé en U.R.S.S. Voyons plutôt :

« Il est donc plus logique et davantage conforme à la tradition marxiste d'affirmer que nous nous trouvons, en U.R.S.S., en présence d'une SOCIÉTÉ DE TRANSITION entre le capitalisme et le socialisme, mais qui commence à se rapprocher du but, au fur et à mesure que l'essor des forces productives, l'élévation du niveau de vie et de culture et l'industrialisation de la campagne, permettent la solution des principales contradictions de cette phase. » Les travailleurs d'Union Soviétique qui viennent de voir rétablir le livret de travail seront heureux d'apprendre de la plume de Germain qu'ils se rapprochent du but socialiste. Suit le coup de chapeau au « trotskysme » dont nous aurons bientôt à apprécier la portée : *« Inutile d'ajouter que le renversement de la dictature (fût-elle légèrement libéralisée) de la bureaucratie et le rétablissement d'une démocratie soviétique pleine et entière, permettant par la suite son rapide dépérissement, sont des conditions SINE QUA NON pour l'ACHEVEMENT (le dernier coup de pinceau avant sortie d'usine) de la construction d'une société socialiste. »*

(Germain : « Le 21^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. », « Quatrième Internationale », n^o 6, mai 1959, p. 19.)

L'« achèvement de la construction socialiste » ! Ainsi, le pouvoir politique de la bureaucratie ne met pas en cause la marche de l'U.R.S.S. vers le socialisme : elle la gêne tout au plus. Le renversement révolutionnaire de la bureaucratie par les masses travailleuses n'est évidemment plus nécessaire.

Un autre savant économiste a écrit un « *Traité d'économie*

marxiste ». (A ce propos, nous ne savions pas qu'il existait une « économie marxiste ». Nous avons cru comprendre que Marx avait dégagé et formulé les lois historiques du mode de production capitaliste et de la disparition de celui-ci, qu'il était l'auteur d'une « Critique de l'économie politique », mais nullement d'une « économie », d'une théorie économique qui lui fût propre.) Il s'y réfère souvent à Marx et à Lénine, plus rarement à Trotsky. Cependant, nulle part il n'y parle, ni de la révolution politique nécessaire en U.R.S.S., ni des rapports entre le développement des forces productives en U.R.S.S. et la division internationale du travail, le marché mondial, ni des contradictions sociales qui s'y exacerbent en relation avec la lutte des classes mondiales. Cet illustre auteur s'appelle Ernest Mandel. Germain, « secrétaire de l'Internationale », s'il le connaît, devrait le morigéner, et lui apprendre qu'à moins d'être un « économiste distingué », un faiseur de bouquins, on ne peut ignorer que les processus économiques sont indissolublement liés aux processus sociaux et politiques à l'échelle mondiale. Ce qu'oublie totalement notre auteur, tout au moins lorsqu'il traite de l'U.R.S.S...

L'économie de l'U.R.S.S. et le marché mondial

Voici ce que Trotsky qui, il est vrai, souffrait de n'avoir lu ni Germain, ni Mandel, écrivait en 1928, à propos du développement économique de l'U.R.S.S., et de ses rapports avec le marché mondial :

« Par les chiffres des exportations et des importations, le monde capitaliste nous montre qu'il a d'autres moyens pour réagir que l'intervention militaire. La productivité du travail et du système social dans son ensemble étant mesurée dans les conditions du marché par le rapport des prix, l'économie soviétique est plutôt menacée par une intervention de marchandises capitalistes à bon marché que par une intervention militaire. Rien que pour cette raison, il ne s'agit nullement de remporter un triomphe isolé au point de vue économique sur "sa propre" bourgeoisie. « La révolution socialiste qui s'avance sur le monde entier ne consistera pas seulement en ce que le prolétariat de chaque pays triomphera de sa bourgeoisie. » (Lénine, "1919", vol. XVI, p. 388). Il s'agit d'un match, d'une lutte à mort, entre

deux systèmes sociaux, dont l'un a commencé à se construire en s'appuyant sur des forces productives arriérées tandis que l'autre repose encore aujourd'hui sur des forces de production d'une puissance infiniment plus grande.

Celui qui envisage comme "pessimisme" le fait de reconnaître que nous dépendons du marché mondial (Lénine disait franchement que nous lui sommes SUBORDONNÉS) trahit entièrement sa pusillanimité de petit-bourgeois provincial, craignant le marché mondial, et la misère de son optimisme local, espérant échapper à ce marché en se dissimulant sous les buissons, en se tirant d'affaires par ses propres ressources.

La nouvelle théorie (le socialisme dans un seul pays) considère comme une question d'honneur l'idée bizarre que l'U.R.S.S. peut périr à la suite d'une intervention militaire, mais en aucun cas en raison de son retard dans le domaine économique. Mais puisque dans une société socialiste les masses travailleuses doivent être bien plus disposées à défendre le pays que les esclaves du capital à l'attaquer, on se demande : comment pourrions-nous périr à la suite d'une intervention militaire ? parce que l'ennemi est infiniment plus fort au point de vue TECHNIQUE. Boukharine n'admet la prédominance des forces de production que par leur aspect militaire technique. Il ne veut pas comprendre que le tracteur FORD est tout aussi dangereux que le canon du CREUSOT, avec la différence que ce dernier ne peut agir que de temps à autre, tandis que le premier fait continuellement pression sur nous. En outre, le tracteur sait qu'il a derrière lui le canon comme ultime réserve.

Nous, le premier Etat ouvrier, nous sommes une partie du prolétariat mondial et, avec celui-ci, nous **DEPENDONS** du capitalisme mondial. Le bon petit mot "liaison", indifférent, neutre, châtré par les bureaucrates, n'est mis en circulation que pour dissimuler le caractère, extrêmement pénible et dangereux pour nous, de ces "liaisons". Si nous produisons aux prix du marché mondial, notre dépendance vis-à-vis de celui-ci, tout en restant une dépendance, serait infiniment moins rigoureuse qu'à présent. Mais malheureusement, il n'en est pas ainsi. Le monopole du commerce extérieur témoigne lui-même

du caractère cruel et dangereux de notre dépendance. L'importance décisive que ce monopole a pour notre construction du socialisme se déduit précisément du rapport des forces défavorables pour nous. Mais on ne peut oublier un seul instant que le monopole du commerce extérieur ne fait que régulariser notre corrélation avec le marché mondial, mais ne la supprime pas.

« Aussi longtemps que notre république des Soviets » — écrit Lénine — « demeure une MARCHÉ ISOLEE de tout le monde capitaliste, croire à notre indépendance économique complète, à la disparition de certains dangers, serait faire preuve d'esprit fantasque et d'utopisme. »

(Vol. XVII, p. 409 ; souligné par Trotsky.)

Par conséquent, les dangers essentiels sont la conséquence de la situation objective de l'U.R.S.S. en tant que "marche isolée" de l'économie capitaliste qui nous est hostile. Toutefois ces périls peuvent grandir ou décroître. Cela dépend de l'action de deux facteurs : notre construction socialiste d'une part et l'évolution de l'économie capitaliste, d'autre part. Evidemment, EN DERNIERE ANALYSE, c'est le second facteur, c'est-à-dire le sort de l'ensemble de l'économie mondiale, qui a une importance décisive. »

(« L'Internationale communiste après Lénine », pp. 141 à 143.)

Pour Germain, il semble bien que la question soit plus ou moins dépassée, puisque, comme nous l'avons vu un peu plus haut : « il y a près de dix ans (que) les rapports de forces (ont) évolué de façon décisive en faveur du camp anti-impérialiste, et aux dépens du camp impérialiste ». (« Le 21^e Congrès du P.C. de l'U.R. S.S. », « Quatrième Internationale », n^o 6, mai 1959, p. 18.) Quant à la résolution sur « La situation internationale et nos tâches » du « Congrès mondial de réunification », adoptée par cette « majorité internationale » dont Germain est l'éminent porte-parole, après avoir réaffirmé que « depuis 1960 les rapports de forces globaux ont continué » (souligné par nous) « à évoluer de manière défavorable à l'impérialisme » (« Quatrième Internationale », n^o 19, troisième trimestre 1963, p. 35), elle conclut son analyse de la « situation économique mondiale » en ces termes :

« Dans l'ensemble, la situation économique mondiale renferme donc toujours les grands traits spéci-

fiques soulignés par des documents antérieurs de l'Internationale :

— *Contradiction croissante entre le développement économique accéléré des pays impérialistes et retardé des pays coloniaux et semi-coloniaux, ce qui élargit constamment le fossé entre le niveau de développement économique et le niveau de vie des masses de ces deux zones principales de l'économie capitaliste mondiale, et ce qui fournit la base objective d'un élargissement constant de la révolution coloniale ;*

— *Contradiction croissante entre le rythme de croissance élevé des Etats ouvriers et le rythme de croissance beaucoup plus fluctuant — et tendant généralement à baisser — des pays impérialistes ;*

— *Contradiction et concurrence interimpérialistes croissantes, par suite de la baisse générale du taux de profit et du rétrécissement progressif des débouchés.»*

(Idem, p. 38.)

Si le « *rythme de croissance* » est vraiment, pris à part, le facteur déterminant, il faut alors conclure que c'est au cours des deux premiers plans quinquennaux que l'U.R.S.S. a livré et gagné la bataille décisive contre l'impérialisme. En fait, ce qui compte, ce qui est décisif, ce sont les rapports entre l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers bureaucratisés, d'une part, et le capitalisme international sur le marché mondial d'autre part, et leurs implications sur le développement des contradictions économiques, sociales et politiques à l'intérieur de l'U.R.S.S. Certes, le « *rythme de croissance* » de l'économie, ou plus exactement de l'industrie de l'U.R.S.S. confirme ce qu'écrivait Trotsky il y a trente ans :

« Le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du "Capital", mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe. »

(« La Révolution trahie ». Voir « De la révolution », p. 449.)

Mais il ajoutait aussitôt :

« Les coefficients dynamiques de l'industrie soviétique sont sans précédents. Mais ni ce soir NI DEMAIN (souligné par nous) ils ne trancheront la question... La question posée par Lénine : "Qui l'emportera ?" est

celle du rapport des forces entre l'U.R.S.S. et le prolétariat révolutionnaire du monde d'une part, les forces intérieures hostiles et le capitalisme mondial de l'autre.»

(*Idem*, pp. 449-450.)

La question n'est pas davantage tranchée aujourd'hui ; bien au contraire, l'élévation relative du niveau économique de l'U.R.S.S., sans que pour cela ce niveau ait dépassé celui des pays capitalistes les plus avancés, a plutôt pour effet d'accroître « *le caractère cruel et dangereux de la dépendance* » de son économie à l'égard du capitalisme mondial. Cela se manifeste, nous l'avons indiqué plus haut, par la distorsion croissante de l'économie de l'U.R.S.S. qu'engendre la course aux armements. Mais ce n'est là qu'un aspect du problème. Le commerce international de l'U.R.S.S. témoigne dans son ensemble de sa dépendance « *cruelle et dangereuse* » à l'égard du capitalisme mondial. Cédons un instant la parole à Michel Varga :

« La balance du commerce extérieur soviétique en 1958 est déficitaire dans cinq rubriques... pour les machines et équipements, minerais et concentrés, matières premières textiles et produits semi-finis, denrées alimentaires, tissus - vêtements - chaussures... Dans les circonstances actuelles, où l'industrie chimique joue un rôle de plus en plus important, l'U.R.S.S. se trouve dans l'incapacité totale d'équiper cette industrie. D'où l'objectif du plan septennal concernant le commerce extérieur : l'importation accrue d'équipements pour l'industrie chimique, et de textiles artificiels. Cela équivaut à des achats de licences, donc à des dépenses astronomiques, se chiffrant par millions de dollars. »

(« *La Vérité* », n^{os} 525-526 d'octobre-novembre 1963, pp. 53-54.)

Et Varga fait remarquer un peu plus loin que l'U.R.S.S. est obligée d'utiliser comme moyens de paiement des matières premières, telles le pétrole, qu'elle vend à l'Occident « *de 49 à 53 roubles par tonne, tandis que, pour les démocraties populaires, l'U.R.S.S. vend la même tonne de 70 à 100 roubles* ». (*Idem*, p. 62), et des ventes d'or, qui constituent d'ailleurs une contribution non négligeable à l'équilibre compromis du dollar (Nous renvoyons, à ce sujet, à l'étude de Varga).

Nous ne pouvons examiner ici dans le détail la dépendance économique croissante du « *monde stalinien* » à l'égard du « *régime capitaliste* », pour parler comme le chef, ou l'ex-chef, de l'école révi-

sionniste. Il nous suffira d'en avoir exposé la nature et souligné l'importance. Recommandons pourtant à Ernest Germain (et l'auteur du « *Traité d'économie marxiste* » déjà cité ferait bien de l'imiter) de méditer ce problème, et notamment la signification profonde de ce seul fait : jusqu'à ces derniers temps, l'U.R.S.S. avait pu se contenter, pour financer le développement de ses échanges sur le marché mondial, d'obtenir de divers pays capitalistes des crédits à court et moyen terme. Elle se porte maintenant demanderesse de prêts massifs à long terme. Qu'est-ce que cela signifie ?

1° Le développement même de l'économie de l'U.R.S.S. accroît, répétons-le, sa dépendance par rapport au marché mondial. Plus se développent les forces productives en U.R.S.S. et plus elles doivent participer de la division internationale du travail. En d'autres termes, elles aussi étouffent dans le cadre des frontières nationales.

2° De ce point de vue, ce qui devient de plus en plus important, c'est le rendement comparé du travail humain en U.R.S.S. et dans les pays capitalistes les plus avancés.

3° La structure des échanges, le fait que l'U.R.S.S. soit obligée, pour développer son économie, d'avoir recours à des crédits à long terme que lui consentirait l'impérialisme, démontrent que c'est ce dernier qui domine toujours le marché mondial. Aujourd'hui, plus que jamais, l'économie soviétique est plutôt menacée par l'entrée des marchandises capitalistes à bon marché que par une intervention militaire ; et non seulement celle des marchandises, mais également, sous une forme ou sous une autre, celle des capitaux. La pression militaire s'intègre dans cet ensemble.

4° A l'heure actuelle, le développement des échanges de l'U.R.S.S. avec l'Occident met à nu les faiblesses de l'économie de l'U.R.S.S. et les contradictions internes de la gestion bureaucratique de son économie, tandis qu'il est un facteur de stabilité pour l'économie capitaliste : les travailleurs de l'Union Soviétique produisent de la plus-value pour le capitalisme mondial.

5° Pour autant que l'impérialisme mondial pourrait, de façon décisive, maîtriser à son profit les rapports de forces entre les classes (et la bureaucratie du Kremlin fait tout ce qui dépend d'elle pour qu'il y parvienne), la pression militaire, économique et politique sur l'U.R.S.S. se multiplierait au cours des années à venir, au fur et à mesure qu'augmentera le besoin impérieux qu'éprouvent les principales puissances capitalistes d'exporter marchandises et capitaux.

La bureaucratie du Kremlin ne peut-elle plus trahir ?

Mais avant d'aller plus loin, il n'est pas inutile de revenir un peu sur le fameux « camp anti-impérialiste » et sur l'une des idées-force de Pablo comme de Germain, qui s'exprime, entre autres, au point 9 des thèses intitulées « Montée et déclin du stalinisme » et adoptées par le 4^e congrès mondial » pabliste en 1954 :

« Mais la montée révolutionnaire internationale, avant tout la victoire de la révolution chinoise, détruit la possibilité pour la bureaucratie soviétique d'arriver à des compromis d'ensemble avec l'impérialisme... Placée entre la menace impérialiste et la révolution chinoise, la bureaucratie soviétique se vit obligée de s'allier à la République Populaire de Chine, issue de cette révolution, contre l'impérialisme. Ceci impliqua la reconnaissance de facto de l'autonomie et l'indépendance du P.C. chinois et de la République Populaire de Chine, de la co-direction sino-soviétique sur tout le mouvement communiste en Asie. Ceci marqua l'ouverture d'une phase nouvelle de la situation mondiale dans laquelle se trouve placée la bureaucratie soviétique, situation caractérisée par l'exacerbation des contradictions de classes internationales et par l'évolution des rapports de forces entre les classes de façon de plus en plus favorable à la révolution. **CETTE SITUATION NOUVELLE LIMITE DE PLUS EN PLUS LA CAPACITE DE MANŒUVRES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DE LA BUREAUCRATIE** (souligné par nous). Celle-ci ne peut plus utiliser l'ensemble de la révolution coloniale comme monnaie d'échange afin d'arriver à un accord général avec l'impérialisme. »

(Amendements au document « Montée et déclin du stalinisme » adoptés par le « 4^e congrès mondial ». « Quatrième Internationale », vol. 12, n^{os} 6-8, juin-août 1954, p. 5.)

Cela fut écrit en 1954, au lendemain de l'écrasement, par les forces armées de la bureaucratie du Kremlin, de la lutte révolutionnaire du prolétariat de l'Allemagne orientale, et jette une lumière singulière sur la « déclaration du S.I. » du 25 juin 1953, citée plus haut.

Ce texte ne prête d'ailleurs guère à confusion : quelles que

soient ses intentions subjectives, la bureaucratie du Kremlin, aux yeux de nos révisionnistes, a changé de « camp ». En 1933, la capitulation sans combat du Parti communiste allemand devant l'hitlérisme avait constitué le test décisif, avec l'absence de toute réaction ultérieure dans les rangs de l'I.C. contre cette politique, qui avait amené Trotsky à conclure que cette dernière était passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, comme il devait l'écrire dans le « Programme de transition ». Germain et Pablo ont résolulement substitué à cette thèse fondamentale du trotskysme la thèse opposée : la bureaucratie du Kremlin ne peut plus trahir la révolution, « objectivement », elle se situe du côté de la révolution.

La réalité n'a pas tardé à démentir de nouveau cruellement la thèse de Pablo, Germain et consorts : intervention armée contre la révolution hongroise d'abord, ensuite rupture avec la Chine, politique coloniale de la bureaucratie du Kremlin, politique des P.C. dans les pays capitalistes occidentaux, il n'y a que l'embarras du choix. La bureaucratie du Kremlin n'a jamais été aussi cyniquement « du côté de l'ordre bourgeois » dans le monde entier que dans la dernière période.

La rupture de Moscou avec Pékin est, à cet égard, du plus haut intérêt.

Les intérêts de la bureaucratie du Kremlin s'opposent directement à la solution des problèmes que pose l'industrialisation de la Chine ; elle ne veut ni ne peut en assumer la charge. C'est ce que signifie la rupture des relations économiques avec la Chine. Cependant, le destin de la révolution chinoise est étroitement dépendant de l'industrialisation du pays, mais cette industrialisation exigeait la collaboration des pays les plus développés, donc la victoire de la révolution prolétarienne dans ces pays. Le blocus économique de la Chine, les menaces de laisser les mains libres à l'impérialisme en cas de guerre contre celle-ci, l'aide apportée par Moscou à la bourgeoisie indienne, etc., tout cela a un sens précis : la bureaucratie du Kremlin a choisi de contribuer, par tous les moyens dont elle peut disposer, à la restauration, d'une façon ou d'une autre, du capitalisme en Chine.

Pour des gens qui ont proclamé, dès 1950-1954, que la bureaucratie du Kremlin n'était plus capable de trahir, la manière dont la résolution majoritaire du « Congrès mondial de réunification » de 1963 traite de ce problème est une véritable dérobade :

« LA CAUSE fondamentale du conflit sino-soviétique réside précisément dans les nécessités différentes des deux directions (du P.C. de l'U.R.S.S. et du P.C.

chinois) : l'une exprimant les besoins d'une bureaucratie repue à la tête d'un pays économiquement développé, l'autre se trouvant à la tête d'une société encore très pauvre et qui ne peut compter sur une aide importante de l'U.R.S.S. La recherche d'accords, et surtout d'un accord global avec l'impérialisme de la part de la bureaucratie soviétique, s'oppose à la recherche de la part des dirigeants chinois d'une aide accrue et de meilleures défenses face aux fortes pressions de l'impérialisme. C'est à partir de ces nécessités différentes que découlèrent les divergences qui se sont manifestées entre Chinois et Soviétiques sur des questions essentielles de la politique internationale à l'heure présente et qui ont amené les Chinois à dénoncer dans des termes très vigoureux l'orientation de Kroutchev aussi bien que celle de ses partisans de par le monde (Togliatti, Thorez, P.C. indien, P.C. des Etats-Unis.)

(« Quatrième Internationale », 21^e année, n^o 19, p. 54.)

Quelle profondeur ! « C'est à partir de nécessités différentes que se sont manifestées les divergences entre Chinois et Soviétiques. » C'est là, incontestablement, une thèse difficile à réfuter. Germain a beaucoup appris à l'école de Pablo qui, après s'être risqué à annoncer, à l'automne de 1950, que la guerre était inéluctable à brève échéance, jugea opportun de préciser ultérieurement (voir sa brochure « La guerre qui vient ») que « la guerre est possible à partir de 1953 ».

Mais à quoi tendent les « fortes pressions de l'impérialisme » sur la Chine ? Sur quelles bases un accord global entre l'impérialisme et la bureaucratie de l'U.R.S.S. (accord exclu, il est vrai, nous l'avons vu, par le « 4^e congrès mondial ») peut-il se faire, sinon au détriment des conquêtes de la révolution chinoise ? Sinon, par conséquent, au prix de la consolidation mondiale de l'impérialisme, et finalement de sa pénétration en Chine même ?

L'intervention de la bureaucratie inspire d'ailleurs aux « germanistes » des réflexions non moins profondes (et non moins significatives) :

« Kroutchev a été obligé (le pauvre) d'assurer une aide à des mouvements révolutionnaires, mais il l'a fait de façon insuffisante (un mauvais point), timorée (poltron), en fonction de l'obtention d'accords, soit avec l'impérialisme, soit avec la bourgeoisie des pays sous-

développés ou après que la révolution ait déjà obtenu des succès décisifs. »

(Idem, p. 53.)

Souslov lui-même est plus précis. Il disait à ce propos dans le rapport au C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. qu'il a présenté le 14 février 1964, sous le sous-titre « *Voie de développement non capitaliste* » (Souslov n'est pas encore aussi à gauche que Germain : au lieu d'« anti-capitaliste », il n'en est encore qu'à « non capitaliste ») :

« Il est absurde de dire que la tâche d'une insurrection armée se pose aux travailleurs d'Algérie, du Ghana, du Mali et de certains autres pays. Une telle indication signifie, en réalité, un appel à soutenir les réactionnaires qui cherchent à renverser ces gouvernements. Et que peut apporter cette indication dans les pays tels que, par exemple, l'Indonésie ou Ceylan ? »

C'est clair : c'est contre la révolution prolétarienne, pour le maintien du régime capitaliste dans ces pays, que la bureaucratie du Kremlin apporte son aide économique et politique aux « bourgeoisies nationales ».

Nous sommes loin du tableau tracé par Germain, lorsqu'il affirmait que « *la victoire de la révolution chinoise, les progrès constants de la révolution coloniale, les progrès économiques réalisés en U.R.S.S.* » ont définitivement fait pencher la balance du côté du socialisme. L'intervention sciemment contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin est un facteur qui joue dans le sens de l'impérialisme. Il a une très grande importance, et l'impérialisme en est parfaitement conscient, mais pas Germain. Les processus économiques ne jouent pas dans l'abstrait.

Dans le mode de production capitaliste, les forces productives entrent en contradiction avec la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales. Ces contradictions fondamentales nourrissent la lutte des classes qui, à son tour, réagit sur les processus économiques. En U.R.S.S., en Chine, dans les pays d'Europe orientale, le développement des forces productives sur la base de la propriété étatique des moyens de production entre en contradiction de plus en plus violente avec la gestion bureaucratique et le « socialisme dans un seul pays » ; ces contradictions alimentent les antagonismes sociaux, qui à leur tour réagissent sur les processus économiques.

Les contradictions économiques de l'impérialisme, de l'U.R.S.S., de la Chine, des pays d'Europe orientale, les antagonismes sociaux,

la lutte des classes dans ces pays se combinent. C'est dans leur unité contradictoire qu'il faut s'efforcer de les saisir.

La crise historique du capitalisme aiguise la lutte des classes dans tous les pays économiquement arriérés, comme dans les pays capitalistes avancés. La seule possibilité, pour l'impérialisme, de surmonter cette crise pour une étape historique, serait de restaurer le capitalisme dans les pays qui ont échappé à ce mode de production. Seule la victoire du prolétariat dans les pays capitalistes avancés peut jeter bas l'impérialisme. La survie de l'impérialisme fait peser une menace mortelle sur les conquêtes révolutionnaires dans le monde. Mais la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés constitue une menace tout aussi mortelle pour la bureaucratie du Kremlin ; et cela d'autant plus que les forces productives de l'U.R.S.S., du fait même de leur croissance, étouffent sous la gestion bureaucratique, et aspirent à nouer des liens plus étroits avec le marché mondial et la division mondiale du travail, enfin qu'il existe un puissant prolétariat russe. Sa hantise de la révolution prolétarienne amène la bureaucratie à soutenir les « bourgeoisies nationales » contre le prolétariat, à utiliser les P.C. d'Europe occidentale pour tenter de liquider la capacité de combat des classes ouvrières de ces pays (nous y reviendrons), à s'efforcer d'amener la direction du Parti Communiste Chinois à capituler devant l'impérialisme. Il s'agit bien d'une politique qui aide l'impérialisme à surmonter sa crise. La pénétration de l'impérialisme en Chine, qu'elle se fasse grâce à une capitulation de la direction du P.C.C. sous la pression conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin (et de la propre hantise des bureaucrates chinois eux-mêmes devant les effets éventuels sur les masses chinoises, de la victoire de la révolution dans les pays capitalistes avancés), ou par le moyen d'une intervention militaire en Chine, le prolétariat des pays capitalistes comme celui de l'U.R.S.S. étant neutralisés par la politique du Kremlin et des partis staliniens, serait une grave défaite pour le prolétariat mondial, dont il est bien difficile de mesurer toutes les conséquences.

Notre pronostic reste alternatif

Cela suffisait pour démontrer qu'il n'y a pas de crise irréversible de l'impérialisme. Mais cette politique internationale de la bureaucratie du Kremlin rejoint celle qu'elle pratique en U.R.S.S., le tout ne pouvant être dissocié des rapports économiques de l'U.R.

S.S., de la Chine et des pays d'Europe orientale avec l'impérialisme sur le marché mondial.

La domination par la bureaucratie du Kremlin des états ouvriers déformés d'Europe orientale constitue un obstacle majeur à l'édification d'une planification unifiée du développement économique de ces pays, à l'harmonisation de leur économie autrement dit. La bureaucratie de chacun de ces pays, et ceci d'autant plus que celle du Kremlin a dû, à la suite de la révolution hongroise, leur lâcher du lest, défend ses intérêts spécifiques (l'exemple roumain est démonstratif) et tend à nouer des relations pour son propre compte sur le marché mondial : la banque des pays de l'Est, après plusieurs années, en est encore à sa phase de gestation, la coordination économique reste extrêmement partielle. Le mur de Berlin est comme le symbole des forces centrifuges, expression des contradictions, économiques et sociales, qui déchirent l'Europe orientale. Les difficultés économiques de la Pologne, extrêmement dépendante du marché mondial pour ses exportations, sont révélatrices. Seule une planification commune, équilibrée, élaborée volontairement, sans contrainte, c'est-à-dire débarrassée du contrôle du Kremlin et de la gestion bureaucratique « locale », pourrait rendre cette dépendance moins lourde. Dans l'état actuel des choses, ici aussi se renforcent par suite des difficultés économiques les tendances pro-bourgeoises, et la bureaucratie les favorise consciemment.

La croissance des forces productives en U.R.S.S. exige leur liaison de plus en plus grande avec le marché mondial et leur participation à la division internationale du travail ; cela n'est pas moins vrai en Europe orientale : autrement dit, le développement économique de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale entre en contradiction de plus en plus aiguë avec les frontières nationales. La barrière que constitue le monopole du commerce extérieur, la planification à l'échelle d'un pays, fût-il aussi vaste que l'U.R.S.S., entre en contradiction avec les forces productives. A plus ou moins long terme, ces obstacles doivent sauter. Mais qui les fera sauter, comment, et au profit de qui ?

Les tendances pro-bourgeoises, que favorise en U.R.S.S. la bureaucratie elle-même, parce qu'elle est devenue incapable de trouver d'autres régulateurs de l'économie que les lois « objectives » du marché, et qu'elle y voit un contre-poids à la classe ouvrière, tendront tôt ou tard à faire leur liaison directe avec le marché mondial dominé par l'impérialisme, et en même temps leur liaison politique avec celui-ci. La gestion bureaucratique y conduit.

L'autre terme de l'alternative c'est, en effet, que l'intégration

économique de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale, leur participation directe à la division mondiale du travail, soient le fruit de la révolution prolétarienne victorieuse, de l'instauration du pouvoir des Conseils ouvriers et des Etats-Unis socialistes d'Europe ; cette solution, répétons-le, la bureaucratie la combattra par tous les moyens, car elle signifie sa propre liquidation.

Que le régime bureaucratique de l'U.R.S.S. soit en crise, cela ne signifie nullement que la bureaucratie a cessé d'être et d'agir. Cette crise constitue au contraire, pour elle, une raison impérieuse de s'appuyer de plus en plus sur l'impérialisme contre la classe ouvrière mondiale, y compris la classe ouvrière de l'U.R.S.S., tout en s'efforçant de le contenir. La réciproque est également vraie. En pratique, l'impérialisme a soutenu la bureaucratie du Kremlin, en lui laissant les mains totalement libres contre la révolution hongroise, en la laissant atténuer les contradictions les plus explosives en U.R.S.S. même et en Europe orientale, en levant enfin partiellement les interdits qui pesaient sur ses échanges avec l'U.R.S.S. au cours de ces dix dernières années, tout en maintenant constamment sa pression sur l'U.R.S.S.

Mais il y a, ne n'oublions pas, une différence majeure entre la bureaucratie du Kremlin et la bourgeoisie mondiale : la bourgeoisie est une classe reposant sur un mode de production spécifique, sur des rapports de propriété spécifiques qui constituent ses assises historiques ; la bureaucratie est une excroissance sociale, historiquement conjoncturelle, socialement parasitaire, ne s'appuyant ni sur un mode de production, ni sur des rapports de propriété spécifiques, n'ayant ni mission historique à remplir, ni idéologie qui lui soit propre. L'évolution « idéologique » de la bureaucratie et de ses agents internationaux, les dirigeants des P.C., présente le plus grand intérêt à cet égard. Le rejet des thèses de Lénine sur l'état, l'affirmation de la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme, la proclamation du « goulach » comme but du socialisme, la transformation de la « coexistence pacifique » stalinienne en coopération pacifique, le dialogue avec l'église catholique, etc., démontrent la puissance des forces pro-bourgeoises à l'intérieur de la bureaucratie. Par crainte de la révolution, par hantise de son propre prolétariat, la bureaucratie du Kremlin recule pas à pas devant l'impérialisme, accentue partout son action contre-révolutionnaire et développe les conditions de la liaison entre l'impérialisme et les forces restaurationnistes qui s'affirment ouvertement en U.R.S.S., sous son patronage. Le monopole du pouvoir politique qu'elle détient, l'importance de son intervention dans l'économie de l'U.R.S.S., ne permettent pas de la traiter comme quantité négligeable, comme

un élément passif, qui est agi et qui n'agit point, ainsi que semble le faire Germain. Son rôle est considérable, au contraire, à la fois dans la lutte mondiale des classes et dans l'évolution intérieure, économique et sociale, de l'U.R.S.S.

Lorsque Germain affirme, nous l'avons vu, que « *la restauration du capitalisme en U.R.S.S. peut être considérée comme exclue* » parce que l'« *évolution mondiale des rapports de forces — fonction autant de la victoire de la révolution chinoise et des progrès constants de la révolution coloniale, que des progrès économiques réalisés en U.R.S.S.* » est pratiquement irréversible, c'est là une conception aussi foncièrement anti-marxiste que l'étude abstraite des processus économiques, indépendamment des rapports sociaux et de la lutte des classes, qu'il pratique à propos de l'U.R.S.S., en isolant en plus de l'économie mondiale.

L'histoire ne consiste pas dans un affrontement quasi-mythologique de « forces objectives » opérant dans l'empyrée de la « réalité objective tout court », sous l'œil émerveillé, abasourdi ou consterné d'une humanité réduite au rôle d'observateur. Rien n'est plus éloigné du marxisme que cette conception fataliste. « *Le ressort de l'histoire* », aujourd'hui bien plus encore qu'à aucune autre époque, c'est « *l'homme vivant et agissant* », selon l'expression justement fameuse de Marx. « *Les hommes font leur propre histoire* », écrit-il au début de sa principale œuvre historique, « *mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé* ».

L'histoire est faite de l'affrontement de classes sociales qui luttent, agissent et pensent, et, dans cette lutte, par cette action, par ces pensées, modifient les « forces objectives » et les « rapports de forces » les mieux établis. Dans la lutte pour la révolution socialiste, la conscience qu'acquière les masses exploitées de leur fonction historique, le niveau atteint par cette conscience, c'est là, en dernière analyse, le facteur qui décidera du destin de l'humanité.

La conception d'une histoire qui, au moins dans les grandes lignes, serait écrite à l'avance, cette conception est profondément étrangère au marxisme.

**

« *Ainsi, le régime de l'U.R.S.S. renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'ETAT OUVRIER DEGENERÉ. Tel est le diagnostic social.* »

(« Programme de transition », nouvelle édition, p. 46.)

Cherchez bien dans les textes de Pablo et de Germain, vous y trouverez des régimes « anti-capitalistes » et, le plus souvent, des « états ouvriers », mais le qualificatif « dégénéré » a, en général, disparu : il s'est volatilisé, subtilisé par les prestidigitateurs en lutte de classes Pablo-Germain.

« Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'état ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme... »

Les déclarations publiques d'anciens agents du Kremlin à l'étranger, qui ont refusé de rentrer à Moscou, ont irréfutablement confirmé, à leur manière, qu'au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchévisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Les éléments fascistes contre-révolutionnaires en général, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de compradores pensent, non sans raison, que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions privilégiées qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur au nom de l'assimilation de la « civilisation occidentale », c'est-à-dire du capitalisme. »

(Idem, p. 46.)

N'en doutons pas, nos pablistes vont s'exclamer : « Mais justement, depuis la mort de Staline, la bureaucratie est engagée dans un "cours libéral" : dénonciation des crimes de Staline, du culte de la personnalité, de la violation de la légalité soviétique, etc. » Il ne faudrait pas oublier les limites politiques de ce libéralisme... Pour elle-même, pour assurer la sécurité de chacun de ses membres contre l'omnipotence du pouvoir que représentait Staline, pour tenter de dénouer les contradictions les plus criantes du régime, la bureaucratie s'est engagée dans un cours plus libéral et plus souple. Mais quelles sont les limites de ce cours « libéral » ? Les ouvriers hongrois, entre autres, les ont éprouvées ; et, aujourd'hui,

d'hui encore, il y a des travailleurs d'Allemagne orientale emprisonnés pour leur participation à Juin 53. En U.R.S.S. même, les barrières à ne pas franchir, y compris dans l'art et la littérature, sont tracées, et puis surtout ce « libéralisme » ne s'est nulle part traduit par la concession du moindre droit politique à la classe ouvrière. C'est le régime du paternalisme musclé, la trique est à la portée de la main, l'asile d'aliénés a remplacé, pour les opposants, le camp de concentration, et, à l'ombre du « libéralisme » bureaucratique, les mêmes tendances fondamentales de la bureaucratie se perpétuent et se développent.

La « rénovation révolutionnaire du mouvement communiste international »

Pour considérer que l'alternative posée par Trotsky dans le programme de transition est dépassée, il faut être arrivé aux mêmes conclusions que Pablo :

« VI. - Face à l'économie capitaliste qui évolue de manière de plus en plus saccadée, de récession en récession, et qui manque de souffle, particulièrement dans les pays les plus industrialisés, l'économie des états ouvriers, l'U.R.S.S. en tête, se développe, sur la base d'un taux d'expansion continue, et très élevé, qui, d'ores et déjà, garantit l'inévitabilité du dépassement prochain de la production globale de l'ensemble des pays capitalistes avancés.

A elle seule, l'U.R.S.S. rattrapera dans les quelques années à venir la production totale des Etats-Unis, et bientôt après y compris le niveau par tête d'habitant.

Ces victoires économiques des Etats ouvriers, grandement facilitées par le processus de la déstalinisation en U.R.S.S., par la planification amorcée sur la quasi totalité des Etats ouvriers, planification quoique toujours bureaucratique et à l'avantage particulier de l'U.R.S.S., ainsi que par les échanges accrus avec le reste du marché mondial, sans qu'elles puissent par elles seules assurer la victoire sur le capitalisme, auront des répercussions de plus en plus sensibles sur le processus de

déstalinisation dans les Etats ouvriers, sur l'aide économique à apporter aux pays s'engageant dans le développement socialiste, facilitant cet engagement, sur le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés, stimulant son réveil révolutionnaire et son engagement dans la lutte pour le socialisme.»

(Thèses minoritaires sur « La nouvelle situation internationale et les tâches de la IV^e Internationale » présentées par Pablo au « Congrès mondial de réunification » de 1963. « Quatrième Internationale », n^o 19 du 3^e trimestre 1963, pp. 66-67.)

Pablo nous affirme que ce n'est plus qu'une question de quelques années pour que la production de l'U.R.S.S. dépasse globalement celle des Etats-Unis, bien plus, que le « niveau » (donc le rendement de travail) par tête d'habitant deviendra aussi dans les quelques années à venir supérieur en U.R.S.S. à ce qu'il est aux Etats-Unis. Il ne s'arrête pas en si bon chemin :

« IX. - Dix ans après la mort de Staline, le processus de déstalinisation, en U.R.S.S. en particulier, a pris une telle ampleur qu'il est devenu non seulement irréversible, mais qu'il a déjà jeté les bases de la rénovation révolutionnaire de l'ensemble du mouvement communiste international.

Ce sont les conditions économiques et culturelles nouvelles propres à l'U.R.S.S., en interaction avec les nouvelles conditions révolutionnaires dans le monde, qui agissent de plus en plus puissamment pour que les masses soviétiques et leur nouvelle avant-garde en formation rentrent dans la scène révolutionnaire mondiale comme un des principaux facteurs qui, dans les années à venir, contribueront à la rénovation radicale du mouvement communiste international.

L'U.R.S.S. ne s'achemine pas vers une ère plus "réformiste", se laissant distancer sur le plan du leadership révolutionnaire par n'importe quel autre Etat ouvrier, mais au contraire vers un rôle plus ferme, décidé et clair dans le soutien de la révolution mondiale.

Le "krouchtévisme" lui-même évoluant depuis son apparition continuellement — en moyenne — plus à gauche, est destiné à être dépassé davantage dans cette

direction, sous la pression révolutionnaire montante en U.R.S.S. et dans le monde.»

(*Idem*, p. 68.)

Le révisionnisme pabliste aboutit ainsi à son terme.

Si les forces productives de l'U.R.S.S. sont en passe de dominer le marché mondial, si la « *rénovation révolutionnaire de l'ensemble du mouvement communiste international* » est en cours de façon irréversible, alors bien des conclusions doivent en être tirées.

Tout d'abord, la thèse de Trotsky sur les rapports entre l'économie de l'U.R.S.S. et le marché mondial doit être inversée. C'est l'U.R.S.S. qui, d'ici peu de temps, va dominer le marché mondial et, économiquement, l'impérialisme. Bien qu'au prix de terribles contradictions économiques et sociales, le développement des forces productives à partir des nouveaux rapports de production hérités de la révolution d'Octobre n'a pu se réaliser en U.R.S.S. que sous la protection de la lutte des classes internationale, et aussi, jusqu'à la fin de la deuxième guerre impérialiste, en raison des divisions internes de l'impérialisme. L'U.R.S.S. a tenu, *malgré* le bas niveau de ses forces productives : l'impérialisme constituait un menace mortelle pour les rapports de production existant en U.R.S.S., parce qu'il disposait des forces productives dominantes, *en dépit* de la lutte des classes qui, à maintes reprises, l'ébranlait profondément et entravait la réalisation de ses plans contre-révolutionnaires. La domination du marché mondial par l'U.R.S.S. désarticulerait complètement l'économie capitaliste en multipliant en son sein les forces centrifuges à un point inégalé jusqu'à ce jour. Tous les courants d'échange tendraient à être subordonnés à l'économie de l'U.R.S.S. L'intégration des économies des pays d'Europe orientale dans une unité supérieure, elle-même intégrée à l'économie de l'U.R.S.S., ne poserait plus aucun problème. L'industrialisation de la Chine elle-même se présenterait sous un angle différent, elle soulèverait infiniment moins de difficultés.

Il faudrait en conclure que, sur le fond, Staline avait raison. Le socialisme serait en voie de réalisation dans un seul pays. Car, si les forces productives de l'U.R.S.S. dominaient le marché mondial, la question capitale de la contradiction entre les normes de distribution et la propriété collective des moyens de production tendrait à se résoudre par le développement de normes socialistes de répartition : la base matérielle devenant suffisante pour le socialisme, l'existence de la bureaucratie ne serait plus qu'une bien faible et provisoire entrave.

Il en serait à bien plus forte raison ainsi si, comme nous le dit Pablo, la bureaucratie a commencé à disparaître d'elle-même « sous la pression révolutionnaire montante en U.R.S.S. et dans le monde ». Il ne s'agirait plus alors de révolution, mais d'évolution, de simple réformisme. Les contradictions économiques et sociales en U.R.S.S. commenceraient à disparaître. Nous devrions voir s'éteindre les contradictions au sein de l'industrie, comme entre l'industrie et l'agriculture. Le rôle du marché, de la loi de la valeur, des prix et des salaires devrait s'atténuer. La différenciation entre travail manuel et intellectuel, entre ville et campagne devrait commencer à déperir.

Mais si tout cela était vrai, si, en plus, « l'U.R.S.S. (prise comme un tout, Kremlin en tête) s'achemine vers un rôle plus ferme, décidé et clair, dans le soutien de la révolution mondiale » (et il n'y aurait plus aucune raison pour qu'il n'en soit pas ainsi), alors les armes atomiques de l'impérialisme ne seraient plus qu'épouvantails à moineaux. La dislocation de l'économie capitaliste, l'exemple de l'U.R.S.S. s'acheminant vers le socialisme, la disparition ou le dépérissement des contradictions économiques et sociales, associés à la « rénovation radicale du mouvement communiste international », en auraient vite fait de l'impérialisme, y compris de l'impérialisme américain.

La réalité est bien différente. Kroutchev lui-même témoigne contre Pablo lorsqu'il réclame des crédits à long terme à l'impérialisme ; lorsqu'il prône le renforcement des normes bourgeoises de répartition comme « excitant » économique, etc., etc. Souslov, dans le rapport déjà cité, déclare, sans donner d'autres chiffres : « Si, en 1950, la part des pays socialistes dans la production industrielle mondiale a été voisine d'un cinquième, aujourd'hui elle en représente plus d'un tiers. » Ce qui signifie que la part des pays capitalistes est de 67 % contre 33 % pour les « pays socialistes ». Cette estimation est certainement considérablement forcée ; elle ne tient pas compte de la structure de la production industrielle ; la prédominance totale de l'impérialisme s'exprime parfaitement par la seule comparaison de la production d'énergie électrique de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis :

*Production annuelle d'énergie électrique
en milliards de kilowatts-heure*

	1953	1954	1955	1956	1957
	—	—	—	—	—
U.R.S.S.	134	151	170	192	210
Etats-Unis	514	545	629	684	716

(« La Vérité », n^{os} 525-526, p. 56.)

Ces chiffres viennent à l'appui des indications données par Varga :

« Pour revenir à la modernisation de l'industrie, en 1961, deuxième année du plan, selon l'économiste américain Warren Nutter, la production industrielle globale n'atteignait que 30 % environ de la production américaine, au lieu de 60 %, comme l'affirment les économistes soviétiques. En même temps, cet auteur établit que, contrairement à ce qui se passe pour le taux de croissance, qui est supérieur en U.R.S.S., les Etats-Unis développent leur avance sur le terrain de la productivité. C'est ainsi qu'en 1913, la productivité du travail en Russie était les 24,4 % de celle des Etats-Unis : ce rapport n'est plus que 21 % en 1955. Même si nous n'accordons pas une valeur absolue à ces estimations, la vérité n'en est pas éloignée... »

(Idem, p. 52.)

Ce qui le prouve encore, c'est que Kroutchev recommandait à toute occasion de s'inspirer des méthodes américaines de travail ; c'est, enfin, la remise en vigueur du livret de travail, pour tenter de fixer l'ouvrier à l'usine et lutter contre la fluidité de la main-d'œuvre. Mais peut-être Pablo n'a-t-il jamais mis les pieds dans une usine ? Il saurait sinon qu'il y a une loi qui relie directement les méthodes coercitives de travail et la productivité du travail, même à outillage et technique égaux, loi que l'on peut formuler ainsi : *le rendement du travail est inversement proportionnel aux moyens de coercition utilisés pour enchaîner l'ouvrier à l'entreprise.* Nous n'insisterons pas ici sur la thèse pabliste du dépérissement, sous la « *pression révolutionnaire montante* », de la bureaucratie du Kremlin, alors qu'elle revient, dans la tradition de Staline, aux pires méthodes coercitives contre les travailleurs, ni sur le « *leadership révolutionnaire* » de l'U.R.S.S. s'identifiant au « *kroutchévisme* », qui, « *en moyenne, évolue continuellement plus à gauche* », ni sur « *la rénovation révolutionnaire de l'ensemble du mouvement communiste international* ». Ce qui nous importe, ce sont les conclusions auxquelles Pablo veut aboutir.

C'est d'abord qu'il faut soutenir la bureaucratie du Kremlin dans sa tentative de faire capituler la bureaucratie chinoise devant l'impérialisme :

« IX. - (...) Quand à la tentative de présenter les positions de la bureaucratie chinoise, globalement prises, comme les plus déterminantes pour influencer la réno-

vation révolutionnaire du mouvement communiste international, il faut fermement rejeter ces conclusions tirées à la légère, confusionnistes, et qui ne sauraient que discrediter la IV^e Internationale.

L'attitude négative, hostile même, prise par la bureaucratie chinoise contre le processus déterminant de la déstalinisation en U.R.S.S., son alliance avec le régime albanais sanglant, ainsi qu'avec les staliniens endurcis de l'U.R.S.S. et d'ailleurs ; les critiques et les calomnies, toutes staliniennes, qu'elle formule contre les conceptions yougoslaves enrichissantes du marxisme concernant l'auto-gestion, le dépérissement de l'Etat et la manière en générale d'aborder à les problèmes de la construction du socialisme dans le cadre d'un pays, en particulier sous-développé ; le maintien de sa position absurde et extrêmement dangereuse sur la guerre atomique générale... »

(« Quatrième Internationale », n° 19, troisième trimestre 1963, p. 68.)

Suit une longue diatribe dénonçant « l'opportuniste théorique et pratique » de la bureaucratie chinoise.

« L'opportuniste théorique et pratique » de la bureaucratie chinoise est une chose, son alliance avec le régime albanais également, mais la critique de Pablo poursuit une fin évidente : parant la bureaucratie du Kremlin de vertus révolutionnaires, elle dresse un acte d'accusation contre le P.C. chinois dont le but ne peut être que de l'exclure du « mouvement communiste » dont il empêche la « rénovation révolutionnaire ». Or, quels que soient les tares et même les crimes de la bureaucratie chinoise, le blocus économique de la Chine, les menaces proférées à son encontre par l'aile marchante de la « rénovation révolutionnaire du mouvement communiste », les « libéraux » du Kremlin, le feu vert donné par ceux-ci à l'impérialisme contre les conquêtes de la révolution chinoise pose, pour les marxistes, une question concrète. Pablo l'ignore. Par contre, il ne manque pas de reprendre à son compte les accusations du Kremlin, et de dénoncer la Chine comme fauteur de guerre.

Le personnage est ainsi définitivement classé : de révisionniste, il est devenu un instrument de la bureaucratie du Kremlin. Avec les moyens dont il dispose, il prend place dans la ronde contre-révolutionnaire. La « révolution sous toutes ses formes » a conduit Pablo directement dans les rangs de la contre-révolution.

La seconde conclusion qui se dégage des thèses pablistes à leur terme, c'est la liquidation du mouvement trotskyste. Bien plus, la IV^e Internationale n'a été qu'une gigantesque erreur : l'U.R.S.S. est à la veille du socialisme, la bureaucratie du Kremlin dépérit, la révolution politique n'a pas de sens, le « mouvement communiste international se rénove radicalement ». Les trotskystes peuvent, tout au plus, devenir les valets de gouvernements du type de celui de Ben Bella, à l'instar de Pablo lui-même :

« X. - (...) L'importance majeure à l'étape actuelle de la Révolution mondiale du secteur de la révolution coloniale se trouve ainsi confirmée, impliquant le devoir pour la IV^e Internationale de s'implanter plus sérieusement que par le passé dans ces régions où résident incontestablement son développement et son avenir immédiat. (...) »

XI. - (...) Ce qui implique, entre autres, que le centre rénové de l'Internationale s'installe quelque part dans ces régions... »

(Idem, p. 69.)

Autrement dit, qu'il s'installe à Alger, sous le contrôle du fonctionnaire de Ben Bella, Pablo. Certes, les récents événements d'Algérie ont montré que le métier de laquais comportait des aléas — mais quel métier n'en a pas ?

Quant à la « révolution » dans les pays capitalistes avancés, c'est une affaire dont se chargeraient les agents « rénovés » de la bureaucratie du Kremlin, les dirigeants des P.C. : en trente années d'expérience, ils ont en effet acquis un sérieux tour de main pour étrangler tout mouvement révolutionnaire.

Voilà les fruits du révisionnisme poussé à ses dernières conséquences.

Révolution politique, « auto-gestion », « auto-réforme »

Mais Pablo s'est trouvé en minorité au « Congrès mondial de réunification », il vient d'être suspendu par le « Secrétariat unifié », nouvelle mouture du « S. I. ». Germain, Frank et leurs associés de la réunification ne veulent pas être pris pour des « pablistes ». A preuve, le chapitre III, intitulé comme il se doit : « Les tâches des

marxistes révolutionnaires », de la résolution du « Congrès de réunification » sur « *Le conflit sino-soviétique et la situation en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers* », qui commence en ces termes :

« Les marxistes révolutionnaires ont avant tout le devoir de développer sans cesse leur critique révolutionnaire de la bureaucratie et de son régime, quelles que soient les formes où ce régime se manifeste actuellement. La IV^e Internationale ne dissimule pas que son but stratégique pour l'U.R.S.S. et les démocraties populaires d'Europe orientale reste la révolution politique anti-bureaucratique afin de réaliser le programme précisé dans le Programme de Transition (1938) et dans les documents ultérieurs de notre mouvement international. »

(*Idem*, p. 63.)

Que voilà d'excellentes intentions ! Elles n'éliminent pourtant pas la nécessité de quelques questions préliminaires. Comment se fait-il que, pendant plus de dix ans, Germain et Frank aient nié l'existence du pablisme ? Le pablisme a des origines, des racines : quelles sont-elles ? Quelles ont été, pour la IV^e Internationale et ses organisations, les effets du rôle dirigeant qu'y a joué Pablo ? Il a été pendant plus de douze années votre « secrétaire général », votre « guide » théorique et politique, sur la ligne définie par lui dans « *Où allons-nous ?* », ligne qu'il n'a fait, aujourd'hui, que développer jusqu'à ses ultimes conséquences. Voilà des questions pertinentes, qui pourtant, comme bien d'autres, risquent fort de rester sans réponse. Car la seule que pourraient y faire Germain, Frank, et leurs associés de la « réunification », la voici : Pablo va trop loin, trop vite, trop ouvertement ; nos routes commencent à diverger ; la fonction politique qui est la nôtre exige que nous gardions le style et la méthode qui firent les beaux jours du « pablisme », et qui consistent à enrober le révisionnisme de phrases « trotskystes » ; il nous faut continuer à barrer la route à la reconstruction d'une authentique IV^e Internationale, car nous n'existons politiquement qu'en gardant le masque du « trotskysme ». Où puiserions-nous nos phrases révolutionnaires, si nous cessions de vivre en parasites du capital théorique et politique du trotskysme, surtout maintenant que le « trotskysme » — avec les guillemets convenables, bien entendu — commence à être bien porté dans les « milieux de gauche » ?

Il faut ici souligner qu'avant que Pablo n'allât « trop loin », le « S. I. » unanime de la belle époque a pris, à propos des perspectives du développement économique comparé de l'U.R.S.S. et des

Etats-Unis (pour ne citer que cet exemple), des positions à peine moins dithyrambiques que celles du Pablo minoritaire de 1963.

Bornons-nous à deux citations. En 1959, un proche collaborateur de Germain, Henri Vallin, écrivait dans un article intitulé « Du 20^e au 21^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. » :

« Malheureusement pour les apologistes du capital, l'industrie soviétique continue de progresser à un rythme au moins double de celui de la croissance des pays capitalistes les mieux placés — et elle conserve ce taux de croissance même lorsqu'elle atteint le niveau de développement de la puissance industrielle du monde. Frappés de stupeur, les capitalistes découvrent maintenant la magie de la progression géométrique... On est saisi de vertige. Telle est pourtant la dynamique irréversible de l'économie planifiée, même freinée par la bureaucratie.

Pour évaluer les perspectives ouvertes à l'U.R.S.S. par les objectifs du plan septennal, on peut partir de l'hypothèse que ces objectifs seront atteints. »

(« Quatrième Internationale », n° 5, février 1959, p. 35.)

On sait de reste aujourd'hui, alors que le « grand septennat » va s'achever, que lesdits objectifs ne seront nullement atteints. Henri Vallin était-il lui-même « frappé de stupeur », comme un vulgaire capitaliste, devant la « magie de la progression géométrique » ? Toujours « pris de vertige », il écrit un peu plus loin :

« Il est cependant probable que la production des textiles et des industries alimentaires par tête d'habitant soviétique dépassera en 1965 celle des principaux pays d'Europe occidentale. Le niveau d'industrialisation et le standing de vie de pays comme l'Autriche, l'Italie, voire les Pays-Bas, pourrait être atteint ou approché à ce moment en U.R.S.S. »

(Idem, p. 36.)

Plus loin encore :

« ...Il n'en reste pas moins qu'au cours des cinq dernières années, le niveau de vie du peuple a connu un progrès absolument sensationnel (...). Pendant cette période (le septennat), le peuple soviétique acquerra la base matérielle d'une vie civilisée, comparable à celle de nombreux pays d'Europe centrale et occidentale. »

(Idem, pp. 37-38.)

Mais laissons H. Vallin plongé dans son vertige géométrique,

et écoutons la voix très officielle du « 6^e congrès mondial », dont les décisions engagent d'autant plus Germain, Frank et C^{ie} qu'elles ont, nous disent-ils, été adoptées à la « quasi-unanimité » (« *Quatrième Internationale* », n^o 12, 1^{er} trimestre 1961, p. 5), et ce, en l'absence de Pablo, emprisonné à Amsterdam. Le dit « 6^e congrès mondial » a adopté une résolution intitulée « *Tendances et perspectives de l'économie mondiale* » dont le 18^e point est consacré à « *La compétition économique entre les Etats ouvriers et les pays capitalistes* ». On peut y lire :

« ...Les 10 à 20 années à venir s'annoncent comme la dernière période historique pendant laquelle les Etats capitalistes conserveront une certaine avance sur l'économie des Etats ouvriers.

Mais cette avance ira constamment en se rétrécissant. Et, au fur et à mesure que les récessions s'amplifieront, que l'écart entre la capacité de production et la production courante s'élargira dans une série croissante de branches industrielles capitalistes et que la révolution coloniale aura arraché de plus en plus de pays au marché mondial capitaliste, cette supériorité pourra être interrompue par de brèves phases pendant lesquelles les Etats ouvriers se hisseront déjà au même niveau de production courante que les Etats capitalistes. »

(Idem, p. 42.)

Et, un peu plus loin, dans le paragraphe 19 consacré à « *La compétition sur le marché mondial* » :

« La compétition passera peu à peu du domaine des matières premières à celui des produits finis. Déjà, l'U.R.S.S. est un gros exportateur de machines et de biens d'équipement dans divers pays semi-coloniaux. Elle pourrait développer énergiquement ces exportations, même vers des pays capitalistes avancés, et y joindre sous peu l'exportation massive de biens de consommation bon marché (montres, machines à coudre, bicyclettes et motocyclettes, matériaux de construction, appareils de radio et de télévision, etc.). Elle pourra également mettre en question le monopole anglo-américain d'instruments et d'appareillages pour l'industrie nucléaire sur le marché mondial. »

(Idem, p. 43.)

Après cela, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle !

Poursuivons maintenant l'examen de la résolution « majoritaire » déjà citée de 1963 :

« Dans le conflit sino-soviétique et, plus généralement, dans les polémiques actuelles au sein des partis communistes, la IV^e Internationale condamne de la façon la plus énergique l'emploi de moyens d'Etat pour résoudre des questions théoriques et politiques. Elle condamne notamment les mesures économiques prises par la direction kroutchéviennne à l'égard de la Chine et de l'Albanie. Elle souligne à nouveau la nécessité d'une séparation entre la politique de l'Etat ouvrier et celle du Parti communiste. Elle condamne le fait que les divergences et les conflits entre directions de partis provoquent des représailles et des ruptures sur le plan des Etats. »

(Ouvrage cité, p. 63.)

Une fois de plus, Germain, Frank et consorts voient le monde à l'envers. Les arguments « *théoriques et politiques* » des dirigeants de l'U.R.S.S. ne sont qu'une tentative de justifier la politique de l'état ouvrier *dégénéré* (ils ont encore oublié ce détail) géré par la bureaucratie parasitaire, contre-révolutionnaire, prête à immoler à l'impérialisme les conquêtes de la révolution chinoise sur l'autel de la « coexistence pacifique ». Les arguments « *théoriques et politiques* » des dirigeants chinois ne peuvent pas davantage être considérés en eux-mêmes, car ils ne sont pas non plus l'expression des intérêts du prolétariat mondial ; ils ne font que refléter la nécessité, pour les bureaucrates chinois, de se défendre contre les conséquences de la politique de la bureaucratie du Kremlin en ce qui les concerne, sans pourtant risquer que ne soit remise en cause leur gestion bureaucratique des conquêtes de la révolution chinoise.

Indépendamment de ce contexte, ce « *conflit* » sur des « *questions théoriques et politiques* » est totalement inintelligible. « *Condamner* » dans l'abstrait « *le fait que les divergences et les conflits entre directions de partis provoquent des représailles et des ruptures sur le plan des Etats* », ce n'est pas seulement faire de la morale à peu de frais, c'est masquer l'essentiel : c'est faire comme s'il s'agissait de divergences entre organisations qui se propose-

raient toutes comme objectif la lutte pour la révolution socialiste mondiale ; et tout cela pour se donner finalement le ridicule de distribuer les bons et les mauvais points :

« ...La ligne chinoise... est globalement plus progressive que celle des kroutchéviens... Toutefois, la IV^e Internationale critique la direction chinoise sur d'autres questions d'importance très grande : appréciation sur les conséquences possibles d'une guerre nucléaire, attitude envers certaines bourgeoisies nationales de pays sous-développés, caractérisation de l'Etat ouvrier yougoslave, attitude sur le problème de la déstalinisation, etc. »

(Idem, p. 63.)

On peut ainsi ignorer à la fois le véritable attentat contre la Chine que constitue la politique du Kremlin, et les raisons de défendre « inconditionnellement » la Chine, c'est-à-dire indépendamment des « thèses » chinoises et des bons ou mauvais points qu'elles méritent ; raisons de même nature que celles dont Trotsky s'inspirait pour ne pas repousser la possibilité « d'un front unique avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste ». On peut également passer sous silence l'impasse où sa politique conduit la bureaucratie chinoise ; le caractère antimarxiste des positions théoriques et politiques qu'elle exprime ; la véritable nature de la crise du stalinisme ; les problèmes qu'elle pose, pourquoi et comment la IV^e Internationale et son programme représentent la seule issue pour le prolétariat mondial, ce qui, finalement, enlève toute possibilité d'utilisation tactique éventuelle des « thèses » chinoises ou autres aux « marxistes révolutionnaires ».

La clé de cet examen apparemment farfêlu du conflit (idéologique) sino-soviétique n'est pas loin :

« Dans le cadre du mouvement communiste international, la IV^e Internationale (...) soutient la nécessité d'une conférence internationale du mouvement communiste, qui soit préparée par une large discussion démocratique avec la participation de toutes les tendances marxistes révolutionnaires. La IV^e Internationale doit avoir le droit de participer à une telle conférence. »

(Idem, p. 63.)

Les choses s'éclairent, Germain, Frank et leurs associés réunifiés se situent, comme Pablo lui-même, « dans le cadre du mouvement communiste international », pêle-mêle avec Kroutchev hier, Kossy-

guine aujourd'hui, Mao-Tsé-toung, les ombres de Thorez et de Togliatti, Gomulka, Kadar, Ulbricht et tant d'autres « marxistes révolutionnaires ».

Fameux « *mouvement communiste* » : la grande majorité en est liée à la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin et s'aligne sur elle, forme avec elle un appareil contre-révolutionnaire sans précédent dans l'histoire ; les autres, tels Tito ou Mao-Tsé-toung, défendent des intérêts particuliers, qui ne peuvent pas davantage être identifiés à ceux du prolétariat mondial.

Mais la crise du stalinisme ? s'écriront nos « majoritaires ». La crise du stalinisme n'a jamais signifié que les appareils contre-révolutionnaires cessent ou cesseront de l'être. Elle signifie que, devant l'affrontement des classes hostiles, pris dans des contradictions insurmontables, les appareils craquent et qu'ils seront brisés ; que, partant, ils libéreront alors des militants révolutionnaires susceptibles de contribuer à la construction d'un authentique mouvement communiste international, la IV^e Internationale. Cela ne se fera toutefois pas indépendamment de l'activité de celle-ci et de son aptitude à montrer, en théorie et en pratique, les visages multiples de la contre-révolution, à aider les militants staliniens en crise à comprendre la nature foncièrement anti-communiste, malgré les étiquettes, des appareils bureaucratiques.

Outre qu'une « *conférence internationale du mouvement communiste* » ne pourrait être qu'une tentative de surmonter les contradictions entre appareils aux dépens du mouvement ouvrier, ce mot d'ordre vise à détourner les militants des Partis communistes de la recherche d'une issue qui leur soit propre : il revient à leur dire : « Ton salut est dans et par les appareils. » Demander la « participation de la IV^e Internationale » à une telle conférence, c'est manifestement rêver tout éveillé. Pauvre Germain ! Ni Tito, ni Kroutchev, ni Mao ne recourront à ton arbitrage. C'est aussi vouloir faire de la IV^e Internationale la cinquième roue des appareils bureaucratiques ; c'est dire à tout militant communiste qui cherche une issue : « Vois ! nous-mêmes, "terribles trotskystes", n'aspérons qu'à revenir bien sagement dans le giron de la grande famille. » C'est, en trois mots, la plus ignoble trahison, et c'est précisément cela le pablisme.

« Mais nous sommes pour la révolution politique en U.R.S.S. ! », ergotera la « majorité » du « S. U. » (ex « S. I. »). Continuons :

« En Union soviétique, les marxistes révolutionnaires doivent lutter à l'étape actuelle surtout pour étendre et approfondir le processus de déstalinisation, obliger la

bureaucratie à faire des concessions plus substantielles aux masses et à l'intelligentsia.»

(Idem, p. 63.)

« Obliger la bureaucratie à faire des concessions plus substantielles ! » Vous avez bien lu. Nous nageons en plein réformisme : faire « pression » sur la bureaucratie pour qu'elle fasse des « concessions ». Alors que tout marxiste sait que, même en régime capitaliste, les réformes sont le sous-produit des luttes révolutionnaires.

Toute la récente histoire des luttes engagées par le prolétariat d'Europe orientale, qui préfigurent ce que sera la révolution politique en U.R.S.S. (sans que, toutefois, l'identification puisse être totale, en raison des questions particulières que posent ces pays) illustre que, seule, la lutte révolutionnaire, la mobilisation des masses, oblige la bureaucratie à reculer, puis fait éclater l'appareil.

En Allemagne de l'Est, en Pologne, c'est l'action révolutionnaire des masses qui a contraint la bureaucratie à reculer, à faire des « concessions ». L'action des masses a utilisé les contradictions de l'appareil, mais sans parvenir à le briser : appuyé sur les baïonnettes du Kremlin, l'appareil a finalement réussi à briser l'action des masses. En Hongrie, l'action des masses avait réussi à briser l'appareil, c'est pour cela qu'elle fit la révolution. Dans le peu de temps qu'elle eut pour se développer, elle liquida l'appareil ; elle ne le réforma pas.

« Le droit des ouvriers à défendre leurs revendications par la grève sera soutenu non pas d'une façon abstraite, mais en partant des expériences et des mouvements qui ont effectivement eu lieu. »

(Idem, p. 63.)

Que signifie ce galimatias ? « Le droit des ouvriers à défendre leurs revendications par la grève » sera soutenu, « non pas d'une façon abstraite », mais par la grève, l'action de masse elle-même ; « les expériences des mouvements qui ont effectivement eu lieu », toute l'histoire du mouvement ouvrier, montrent qu'il n'existe pas d'autre méthode ; le droit de grève, comme tout autre droit, ne se conquiert que par la pratique de ce droit.

« (Les marxistes révolutionnaires) lutteront aussi pour la liberté d'information et notamment pour le droit des citoyens soviétiques de connaître directement et complètement les positions différentes qui existent ou pourront exister dans les organismes du parti et de l'Etat. Il en sera de même en ce qui concerne les différentes positions qui existent dans les partis communistes. »

(Idem, p. 63.)

Ici encore la seule manière de lutter pour le « *droit d'information* » est d'informer soi-même. Mais, pour nos « unifiés », le droit à l'information se réduit au droit de connaître les « *différentes positions qui existent ou pourront exister dans les organismes du parti et de l'Etat* ». La lumière doit venir des institutions de la bureaucratie elle-même : c'est ce qui se passe au sein de la bureaucratie qui est déterminant. L'essentiel ce sont les conflits internes de la bureaucratie, l'action des masses n'étant qu'une force d'appoint. Une politique révolutionnaire établit au contraire le rapport inverse : utilisation des contradictions de la bureaucratie, pour faciliter le mouvement des masses qui fera exploser et détruira cette bureaucratie. Il ne reste plus à la « IV^e Internationale » qu'à s'intégrer dans les conflits de la bureaucratie en soutenant l'aile considérée comme « progressive » et d'attendre que celle-ci active des « réformes » — et un strapontin à la fameuse conférence !

Il nous faut maintenant revenir sur cette petite phrase : « *Il faut plus particulièrement insister sur la critique des conséquences néfastes de la gestion bureaucratique dans l'économie et mettre en avant la nécessité d'organismes de contrôle et de gestion ouvrière dans les entreprises.* » (*Idem*, p. 63.) Cela se rapporte aux organismes créés par la bureaucratie elle-même, ainsi la fameuse « *autogestion ouvrière* » en Yougoslavie, dont Germain fait une panacée.

C'est sympathique, l'« *autogestion ouvrière* ». Malheureusement l'« *autogestion ouvrière* » ne peut exister que là où le pouvoir politique est exercé par la classe ouvrière. L'« *autogestion* » octroyée par les bureaucrates n'est qu'une tentative de river le travailleur à l'horizon de son entreprise, qu'il ne peut pas contrôler effectivement, quelle que soit la « loi », car le fonctionnement de son entreprise est subordonné à l'ensemble du fonctionnement de l'économie et de l'état ; qui plus est, à l'intérieur de l'entreprise, le travailleur reste subordonné au parti, qui est le parti de la bureaucratie régnante. La classe ouvrière, pour remplir son rôle historique, doit d'abord prendre conscience de sa propre existence en tant que classe. La fameuse « *autogestion* » n'est qu'une tentative de l'en empêcher en l'atomisant. Cette décentralisation de l'économie par le haut se résout en une tentative de lier le sort des travailleurs à la prospérité de « leur » entreprise prise individuellement.

A cet égard, il est intéressant de se référer à la lutte entre le gouvernement Kadar et les conseils ouvriers hongrois. Dans sa brochure « *La formation du Conseil central ouvrier de Budapest en 1956* », Balázs Nagy l'explique :

« *...Il lui fallut (à Kadar) briser le pouvoir croissant des conseils ouvriers. Suivant le décret sur les*

comités révolutionnaires, une décision gouvernementale parut le 13 novembre, concernant les conseils ouvriers. Elle énonça que les conseils ouvriers avaient droit de prendre une décision concernant les affaires de l'entreprise que le directeur devait réaliser, **SI ELLE N'ETAIT PAS EN CONTRADICTION AVEC LES LOIS ET LES DECRETS EN VIGUEUR** (Il ne faut pas oublier qu'à ce moment-là, la quasi-totalité des lois et des décrets promulgués depuis 1950 étaient en vigueur. Par conséquent, cette décision est une contradiction en elle-même.). La décision stipule que les conseils avaient le droit de se prononcer sur les problèmes de salaire et de décider de la distribution d'une partie du bénéfice de l'usine. Finalement, elle précisa que les ouvriers devaient élire leurs conseils dans les trois semaines à venir.

Le gouvernement essaya de cantonner l'activité des conseils dans les problèmes purement économiques, les écartant ainsi de la sphère politique. Il se moqua des ouvriers en déclarant que même dans le domaine économique, le conseil doit rester dans le cadre de la juridiction actuelle. Qui plus est, ce décret imposa aux ouvriers le gouvernement comme un organe jouissant du droit de prescrire ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire. Cela est net, surtout là où le décret laisse entendre que les conseils étaient des organes d'usine, que l'idée de construire des conseils d'arrondissement ou même central était absurde et que, par conséquent, il n'y avait qu'un organe national ou central, celui du gouvernement.»

(Ouvrage cité, pp. 13-14.)

Ainsi Kadar, voulant briser les conseils ouvriers, les limite à des fonctions économiques. Germain et consorts ne vont pas manquer de protester, en citant la même brochure de Balázs Nagy :

« Le 31 octobre 1956... eut lieu une réunion ouvrière où furent présents les délégués de vingt-quatre grosses entreprises... Cette réunion adopta une décision qui résume en neuf points « les principes des droits et des activités des conseils ouvriers ».

Le premier point déclare que « l'usine appartient aux ouvriers » et le deuxième fixe que « l'organe suprême dirigeant de l'entreprise est le conseil ouvrier démocratiquement élu par les travailleurs ».

Il est à noter que les cinquième, sixième et septième points définissent les droits du Conseil ouvrier, droits qui consistent à :

- a) approuver et ratifier chacun des plans de l'entreprise ;
 - b) décider la fixation et la détermination de la base de salaire ;
 - c) décider de tout contrat de transport à l'étranger ;
 - d) décider du déroulement de toute opération de crédit ;
 - e) arbitrer sur le commencement et la cessation d'embauche concernant tous les salariés ;
 - f) engager le directeur de l'entreprise, responsable devant le conseil ouvrier. »
- (Idem, pp. 4-5.)

Et, plus loin :

« Ces conseils ouvriers élus par la démocratie directe représentèrent les travailleurs et les usines et formulèrent les revendications ouvrières. Leur autorité reposa sur l'idée qui naquit lors de leur fondation tout au début de la révolution, lorsque « ... la pensée vint tout de suite que si, en Yougoslavie, de tels conseils ouvriers se construisaient et prenaient la propriété des usines en leurs mains, cela pourrait également se produire chez nous. »

(Idem, p. II.)

Toute la question est de ne pas confondre la forme et le contenu. Les conseils ouvriers hongrois surgissaient de la lutte des travailleurs comme instruments de cette lutte. S'ils se référaient aux « conseils » yougoslaves, institués d'en haut par la loi, sous le contrôle de la bureaucratie, ces « conseils »-là étaient pourtant tout autre chose.

C'est une banalité de constater que les mêmes mots peuvent recouvrir un contenu totalement différent. La différence qui sépare « l'autogestion » yougoslave et les organismes mis en place à cet effet par le gouvernement yougoslave ou la Ligue des Communistes de Yougoslavie, des revendications et des organismes mis en place par les travailleurs hongrois, est assez analogue à celle qui sépare les syndicats surgis de la lutte des classes des « syndi-

cats » construits par en haut par les gouvernements bonapartistes ou fascistes. Dans un cas, il s'agit d'organismes de contrôle sur la classe ouvrière, dans l'autre, des organisations élémentaires de classe des travailleurs. Une juste appréciation de ces différences fondamentales est indispensable, y compris pour pouvoir utiliser tactiquement les contradictions internes qui peuvent s'y développer.

Cependant, dans un article paru en juillet 1958, « *Le nouveau programme des communistes yougoslaves* », Germain développe une argumentation remarquable tellement elle est spécieuse :

« Même si l'on suppose (ce n'est pas une supposition, c'est un aveu) que la plupart des conseils ouvriers sont en fait télécommandés par la Ligue des Communistes de Yougoslavie, dont les militants, membres du conseil, prennent les véritables décisions, il y a quelque chose de fondamental qui est changé par rapport au système encore en vigueur en U.R.S.S. Dans le système stalinien, l'effort de "convaincre" le peuple (c'est-à-dire l'effort de propagande !) SUIT l'application de la décision ; dans le système yougoslave, il doit maintenant la PRECEDER. La différence est de taille, et elle transforme, même dans le pire des cas, les conseils ouvriers en une gigantesque école de la démocratie socialiste. »

(« Quatrième Internationale », n° 3, juillet 1958, pp. 24-25.)

Fort bien. Et cette « gigantesque école de la démocratie socialiste » a abouti... à quoi ?

« Les thèses du congrès des conseils ouvriers ne nient point que le système des conseils ouvriers soit encore loin de fonctionner de façon parfaite. Elles constatent que la décentralisation économique a engendré des tendances au particularisme et à "l'égoïsme d'entreprise" (tendance anarcho-syndicaliste). Elles constatent qu'au sein même des conseils ouvriers de puissantes tendances bureaucratiques se sont développées, dont les racines plongeraient dans l'insuffisance du développement des forces productives du pays. »

(Idem, p. 25.)

Curieuses « écoles de la démocratie socialiste », qui développent le particularisme et le bureaucratisme ! Les constatations qu'est obligé de faire Germain lui-même confirment qu'il n'y a pas un gramme de « démocratie socialiste » dans les « conseils » yougo-

slaves, précisément parce que la démocratie socialiste se conquiert ; elle n'est jamais octroyée par en haut.

Les conseils ouvriers hongrois étaient surgis de la lutte des masses, c'est pourquoi leur revendication de « l'usine aux ouvriers » n'était pas le moins du monde entachée d'« économisme ». Les conseils ouvriers s'engagèrent immédiatement dans la lutte politique. Ils se fédérèrent, s'organisèrent, constituant un second pouvoir face au gouvernement, et tinrent longtemps tête au gouvernement Kadar après le 4 novembre 1956, date de la seconde intervention russe. Dans le cadre de la planification économique basée sur la propriété étatique des moyens de production, il n'y a pas de pouvoir économique en soi, le pouvoir économique ne peut pas être dissocié du pouvoir politique ; le lien entre le pouvoir économique et politique est évident.

« La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INEGALITE SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail ! »

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de presse se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DEMOCRATIE SOVIETIQUE. »

(« Programme de transition », nouvelle édition, p. 49.)

Ainsi, les revendications économiques sont le tremplin de la lutte politique et vont de pair avec elle. Et, par-dessus tout, ce n'est pas à la bureaucratie qu'il faut demander des « réformes ». Toutes les revendications expriment les besoins objectifs des masses ; elles sont un appel à leur mobilisation et à leur action contre la bureaucratie et pour son renversement.

Que devient donc, chez nos pablistes sans Pablo, la « révolution politique » ? Il n'en reste plus que les mots. C'est sans doute Joseph Hansen qui l'a expliqué le plus clairement dans sa critique du livre de Deutscher, « *Le prophète banni* » (3^e tome de sa biographie de Trotsky). Il écrit :

« Deutscher soutient toujours qu'une « réforme progressive » est plus probable qu'une « explosion révolutionnaire ». Mais il reconnaît que ceci ne peut être

qu'une hypothèse. On ne peut en définitive avoir que « peu ou pas de certitude ». Il écrit finalement : « En tout cas, l'auteur de cet ouvrage préfère laisser à un historien de la prochaine génération le soin d'émettre le jugement définitif sur la théorie de Trotsky d'une révolution politique. »

Je n'ai pas l'intention de me lancer maintenant dans une discussion avec Deutscher sur "auto-réforme" ou "révolution politique", qui constitue une question ardue. Je vais seulement évoquer la question fondamentale. **L'IMMINENCE D'UNE REVOLUTION POLITIQUE N'EST PAS EN QUESTION** (souligné par nous), et ce n'est pas là-dessus que porte le désaccord. Il s'agit en fait d'une discussion de PRINCIPE, qui porte sur le caractère de la CASTE DIRIGEANTE de l'Union soviétique. D'après Trotsky, il ne s'agissait pas seulement d'une bureaucratie, mais de quelque chose de plus, quelque peu semblable à une classe par sa rapacité et son besoin de monopoliser le pouvoir, mais sans les bases économiques et la stabilité économique d'une véritable classe. Une telle formation sociale est-elle susceptible, de son propre gré, d'apporter aux masses des formes réelles de démocratie prolétarienne ? Trotsky pensait que non, dans ce sens que la mise en œuvre effective de la démocratie prolétarienne signifierait la liquidation de la bureaucratie en tant que couche sociale bénéficiant de privilèges particuliers. Une réponse négative impliquait en elle-même que la révolution politique était la seule ressource laissée aux masses pour intervenir en vue de leur propre pouvoir. Ce fait ne signifiait pas nécessairement une "explosion violente" bien qu'il implique nécessairement un profond bouleversement sous l'initiative des masses.

Aucune des concessions accordées jusqu'ici par les héritiers de Staline n'a mis en cause le monopole politique détenu par la caste bureaucratique. Les conclusions de Trotsky sembleraient donc avoir été confirmées par la nature des réformes elle-même.

Pour le mouvement trotskyste mondial, l'accord de Deutscher sur la validité du programme de Trotsky entraîne en principe la possibilité d'une collaboration pratique avec lui, même si l'action, en ce qui le concerne,

ne peut jamais aller au-delà du travail pour la « réforme progressive ». Puisque les tenants de la « réforme progressive » et ceux de la « révolution politique » ont en vue le même but — l'instauration d'une démocratie prolétarienne dans les Etats ouvriers —, une base de coopération suffisamment large existe entre eux. On pourrait ajouter à ceci que c'est sans doute au cours du processus dans lequel les masses soviétiques chercheront à obtenir des réformes toujours plus importantes qu'elles détermineront finalement dans les faits qui a vu le plus clairement, et qui a plus ou moins succombé aux illusions quant à la manière dont pourra en définitive être rectifiée la déviation stalinienne de la structure politique. »

(« Quatrième Internationale », n° 21, février-mars 1964, pp. 47-48.)

Hansen commence par dire qu'une discussion sur « auto-réforme » (position de Deutscher) ou « révolution politique » est ardue, ensuite il nous affirme « l'accord de Deutscher sur le programme de Trotsky » ! C'est incroyable ! En fait, ce n'est pas Deutscher qui est d'accord avec « le programme de Trotsky », ce sont Hansen, Germain et Frank qui sont d'accord avec les positions de Deutscher. En effet, on peut mettre le signe égal entre auto-réforme et réforme progressive : dans les deux cas, on assiste à une transformation progressive du régime. Dans le premier cas, c'est de son mouvement propre que la bureaucratie se réforme et disparaît progressivement, absorbée par la « démocratie prolétarienne » ; dans le second cas, on y ajoute la « pression des masses », mais la bureaucratie disparaît également progressivement au fur et à mesure que croît la « démocratie prolétarienne ». C'est bien la position de Hansen-Germain-Frank, clairement exprimée par Hansen (et implicite dans toutes les thèses des « majoritaires du congrès de réunification »). Le processus à venir étant celui « dans lequel les masses soviétiques chercheront à obtenir des réformes toujours plus importantes », Hansen est bien d'accord avec Deutscher puisque « l'imminence d'une révolution politique n'est pas en question » (autrement dit, ladite révolution n'est pas à l'ordre du jour). D'ailleurs, la « révolution politique » n'est pas nécessairement « une explosion violente » — c'est-à-dire qu'elle n'est pas une révolution, mais une succession de réformes.

Le tour est joué : la révolution politique est escamotée, les prestidigitateurs en lutte des classes gardent cependant la formule en réserve. Elle peut être utile. Je suis « trotskyste », vive la révo-

lution politique ! Je suis pabliste, vivent les réformes ! La divergence entre le « S.U. » et Pablo réside en ceci : pour Pablo, la « *rénovation révolutionnaire du mouvement communiste* » est pour ainsi dire un fait accompli sous la direction de Kroutchev ; pour Germain-Hansen-Frank, elle est en cours, et « plutôt » sous la direction de Mao-Tsé-toung, quoique... Il faut garder une porte de sortie. Cette « divergence » a des raisons politiques, mais ils ont un tronc commun qui constitue précisément l'essence du pablisme : la capitulation devant les appareils.

L'optimisme à bon marché, signe distinctif de la capitulation

« Tous les indices nous portent à croire que les événements amèneront infailliblement un conflit entre les forces populaires, accrues par le développement de la culture, et l'oligarchie bureaucratique. Cette crise ne comporte pas de solution pacifique. On n'a jamais vu le diable se rogner les griffes de son plein gré. La bureaucratie soviétique n'abandonnera pas ses positions sans combat ; le pays s'achemine manifestement vers une révolution. »

En présence d'une pression énergique des masses, et étant donné la différenciation sociale des fonctionnaires, la résistance des dirigeants peut être beaucoup plus faible qu'elle ne paraît devoir l'être. Sans doute ne peut-on se livrer, à ce propos, qu'à des conjectures. Quoi qu'il en soit, la bureaucratie ne pourra être écartée que révolutionnairement et ce sera, comme toujours, au prix de sacrifices d'autant moins nombreux qu'on s'y prendra plus énergiquement et plus hardiment. Préparer cette action et se mettre à la tête des masses dans une situation historique favorable, telle est la tâche de la section soviétique de la IV^e Internationale...

Plus que jamais, les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celle de l'Europe et du monde (...). Si la bureaucratie soviétique réussit, avec sa perfide politique des « fronts populaires », à assurer la victoire de la réaction en France et en Espagne — et

l'Internationale communiste fait tout ce qu'elle peut dans ce sens — l'U.R.S.S. se trouvera au bord de l'abîme et la contre-révolution bourgeoise se trouvera plutôt à l'ordre du jour que le soulèvement des ouvriers contre la bureaucratie. Si, au contraire, malgré le sabotage des réformistes et des chefs « communistes », le prolétariat d'Occident se fraie la route vers le pouvoir, un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire de l'U.R.S.S. »

(« La Révolution trahie ». Voir « De la révolution », p. 628.)

Voilà donc comment Léon Trotsky posait l'alternative de la révolution politique ou de la contre-révolution bourgeoise en U.R.S.S. La révolution politique, ce ne sont pas des « réformes successives », c'est l'exercice de la violence par le prolétariat contre la bureaucratie. Il est possible que la résistance de la bureaucratie soit moins grande que l'on ne pense ; mais, tout bien pesé, cela dépend de la conscience qu'aura le prolétariat de la nécessité de l'abattre par la révolution. C'est la tâche de la IV^e Internationale de ne semer aucune illusion sur la possibilité d'une réforme de la bureaucratie, de constituer un parti indépendant face au P.C. de l'U.R.S.S., devenu le parti de la bureaucratie. Germain, Frank et autres « unifiés » s'intègrent au contraire dans le « mouvement communiste international », vident de sa réalité la « révolution politique » en la transformant en une succession de « réformes » et, après cela, ils osent encore s'intituler « Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale ».

Nous n'avons, pour notre part, aucune raison de modifier la façon dont Léon Trotsky posait le problème ; pas même en ce qui concerne les deux termes de l'alternative : révolution politique ou contre-révolution bourgeoise. Les faits les ont totalement confirmées. L'U.R.S.S. se trouva effectivement « au bord de l'abîme » au cours de la seconde guerre mondiale : la lutte héroïque du prolétariat soviétique, la résistance intrinsèque des rapports de propriété issus de la révolution d'Octobre, les divisions de l'impérialisme, puis, à la fin et immédiatement après la guerre, la crise révolutionnaire qui ébranla ce dernier l'ont sauvée. Ce sursis ne signifie pourtant pas que le problème est résolu.

Les crises conjuguées de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin poussent à un alignement des forces de classe à l'échelle mondiale. Nulle part, l'impérialisme n'est parvenu à stabiliser de façon décisive à son profit les rapports entre les classes, nulle part il n'a infligé au prolétariat des défaites tant soit peu comparables à celles des années 1930 ; la révolution hongroise a annoncé la

révolution politique en U.R.S.S. ; les besoins objectifs de la révolution chinoise posent le problème de la révolution mondiale ; les progrès de l'économie soviétique exigent de plus en plus le développement de ses liens avec le marché mondial et la division internationale du travail ; ils s'accroissent de moins en moins de la planification bureaucratique ; le prolétariat de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale a crû en nombre, en puissance et en culture. Ce sont toutes ces sources qui alimentent la crise du stalinisme.

Les mouvements révolutionnaires des années 1950 ont montré comment de nouveaux développements révolutionnaires tendraient à se rejoindre et à se renforcer mutuellement, les uns surgissant, dans les pays économiquement développés, les autres dans les pays dominés par l'impérialisme. En ce sens, on peut affirmer que la situation mondiale contient potentiellement une crise révolutionnaire mondiale inégalée. On peut et on doit aller plus loin. Les contradictions internes de l'impérialisme le mènent à des conflits de classe de très grande envergure ; la politique que suit la bureaucratie du Kremlin, soumise à la pression de l'impérialisme, pour faire face aux contradictions économiques et sociales croissantes en U.R.S.S. comme en Europe orientale renforce finalement les antagonismes sociaux. Pour le prolétariat de l'U.R.S.S., d'Europe orientale, de Chine, le renforcement des tendances pro-bourgeoises, à la limite la destruction de la planification économique et la restauration du capitalisme signifieraient la subordination de l'économie de ces pays à celle de l'impérialisme, et mettrait donc en cause l'existence même de millions et de millions de prolétaires. Cela est inconcevable sans une gigantesque lutte des classes. Les travailleurs de ces pays trouveront des alliés naturels dans ceux des pays capitalistes avancés, et leurs luttes tendront à se rejoindre. Mais, à l'inverse, les forces pro-bourgeoises de ces pays jouissent de l'appui de plus en plus ouvert de la bureaucratie du Kremlin qui dispose du pouvoir politique et elles s'appuient sur l'impérialisme mondial ; de plus, les prolétaires des pays capitalistes avancés doivent briser les appareils bureaucratiques de toute nature qui les paralysent.

La crise du stalinisme est le signe que la bureaucratie du Kremlin ne peut survivre en tant que telle à la gigantesque lutte des classes qui se prépare. Elle ne dit pas, par elle-même, qui en sortira vainqueur. Faut-il répéter, avec le programme de transition : « *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* » ? Toutes les conditions de la victoire de la révolution socialiste existent sauf une, précisément la plus importante, celle de

l'existence d'une direction révolutionnaire du prolétariat. En son absence, toute situation révolutionnaire peut se transformer en son contraire : c'est ce qu'enseigne l'histoire de l'humanité depuis un demi-siècle. La crise de la bureaucratie du Kremlin ouvre aujourd'hui la possibilité de résoudre cette question. Cela suppose que les trotskystes soient capables de s'engager sans réserve dans la lutte contre les appareils, de réaffirmer leur programme, de le défendre contre les révisionnistes, et de s'en servir pour reconstruire la IV^e Internationale.

L'« optimisme » de commande des Pablo-Germain-Frank-Hansen ne vaut pas un sou. Sous ce masque, on trouve la renonciation aux tâches révolutionnaires au profit d'un « objectivisme » qui n'est que capitulation devant les appareils. *« Il est infiniment plus dangereux à confondre le présent et le futur en politique qu'en grammaire. »* Pour reconstruire la IV^e Internationale, il faut mener une lutte sans merci contre les liquidateurs.

V - L'économisme et la théorie de l'état

D'une analyse erronée à la révision de la méthode

A l'issue de la deuxième guerre mondiale, l'état de décomposition des régimes bourgeois d'Europe était extrême. Seul, l'impérialisme américain émergeait de la guerre avec une puissance inégalée. L'impérialisme allemand, après avoir dominé l'Europe, s'écroulait. Il avait dans une large mesure anéanti le vieil appareil d'état en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Autriche et en Yougoslavie, et son effondrement entraînait largement celui des états roumain, bulgare et hongrois. L'avance de l'armée « rouge » devait stimuler la lutte des masses de ces pays. Ainsi s'établissait, à l'Est de l'Europe, une situation révolutionnaire qui participait de la crise générale que connaissait le capitalisme dans cette Europe où il est né.

En Europe orientale, les masses prenaient les armes, s'emparaient des terres, s'approprièrent les usines, tendaient à former des comités, embryon d'un pouvoir prolétarien. Le premier souci de la bureaucratie du Kremlin fut de briser l'action autonome des masses, dans tous les pays que l'armée russe occupa, tant par ses propres moyens militaires et bureaucratiques qu'en y utilisant les P.C. afin d'exercer elle-même le pouvoir, derrière une façade de

gouvernements autonomes auxquels étaient intégrés les restes des partis bourgeois de ces pays.

Dans cette situation, le « II^e congrès mondial » crut pouvoir conclure en 1948 :

« 24. - L'Etat des pays du "glacis" reste un Etat bourgeois :

a) Parce que sa **STRUCTURE** reste *bourgeoise* : nulle part la vieille machine bureaucratique de l'Etat bourgeois n'a été détruite. Les staliniens ont seulement occupé la place des couches déterminées de l'appareil étatique bourgeois ;

b) Parce que sa **FONCTION** reste *bourgeoise*. Alors que l'Etat ouvrier défend la propriété collective des moyens de production, issue d'une révolution socialiste victorieuse, l'Etat des pays du "glacis" défend une propriété qui, malgré ses formes diverses et hybrides, reste fondamentalement de nature *bourgeoise*.

La bureaucratie soviétique a été et reste forcée de maintenir la structure et la fonction *bourgeoises* de l'Etat, non seulement parce que leur destruction n'est possible qu'à travers la mobilisation révolutionnaire des masses, mais également pour défendre sa propre exploitation particulière des travailleurs de ces pays. Là où elle est forcée de passer à une mobilisation limitée des masses dans des organes potentiels de double pouvoir (comités d'action en Tchécoslovaquie), elle insiste tant par son action que par sa propagande sur le fait que ces organes ont pour fonction non de se substituer aux organes d'Etat, mais seulement de les épauler. Tout en gardant ainsi sa structure et sa fonction *bourgeoises*, l'Etat des pays du "glacis" présente en même temps une **FORME EXTREME DE BONAPARTISME**, l'appareil d'Etat stalinisé n'ayant pas seulement acquis une large indépendance par rapport à la bourgeoisie comme par rapport au prolétariat, de par l'équilibre et la progression progressive de ces deux classes, mais également et surtout de par sa liaison intime avec l'appareil étatique soviétique et le poids dominant que cet appareil possède actuellement en Europe orientale suivant les rapports de forces internationaux. Du caractère bourgeois de l'Etat des pays du "glacis" résulte la nécessité de la destruction violente de sa machine bureaucratique

comme condition essentielle pour la victoire de la révolution socialiste dans ces pays. »

(Thèses sur « l'U.R.S.S. et le stalinisme » adoptées au « 2^e congrès mondial ». « Quatrième Internationale », vol. 6, n^{os} 3-4-5, mars-mai 1948, p. 39.)

Certes, le problème — le premier grand problème théorique posé au mouvement trotskyste international depuis l'assassinat de Trotsky — n'était pas aisé à résoudre. Force nous est pourtant de constater que ces conclusions étaient fausses. En fait, les états du « glaciais » représentaient une « *forme extrême de bonapartisme* », mais dont l'essence sociale était prolétarienne. Leur origine complexe faisait de ces états, à la fois le produit de mouvements révolutionnaires décapités par la bureaucratie, sans être parvenus à instaurer un pouvoir central, et le prolongement de l'état ouvrier dégénéré de l'U.R.S.S., qui accusait ici le côté bourgeois de sa nature contradictoire, renforcé encore par l'utilisation, comme contrepoids au prolétariat, des restes des classes dirigeantes autochtones et de leurs états. Dans le cas où le poids des restes de la bourgeoisie s'avéra trop lourd, une mobilisation extrêmement contrôlée des masses fut nécessaire pour les éliminer, comme en Tchécoslovaquie. Par contre, là où la révolution prolétarienne s'était largement développée, sous la conduite d'un parti d'origine ouvrière, comme en Yougoslavie, la nature de classe prolétarienne de l'état s'y manifestait avec infiniment plus de netteté, encore que cet état fut, lui aussi, atteint de déformations bureaucratiques en raison du caractère bureaucratique du parti dirigeant, de sa formation stalinienne, de la pression exercée par la bureaucratie du Kremlin, enfin de la majorité paysanne de la population.

Dans une situation internationale où la bourgeoisie mondiale, profondément ébranlée, ne pouvait intervenir, et où la classe ouvrière des pays économiquement développés d'Europe occidentale était, soit atomisée comme en Allemagne, soit neutralisée par les appareils réformistes et staliniens en dépit de la crise profonde de l'impérialisme, où, enfin, le prolétariat russe épuisé par la guerre n'était pas en état de mettre en question le pouvoir de la bureaucratie — l'action militaro-bureaucratique du Kremlin s'était avérée suffisamment efficace pour donner à ces états les pires traits, les pires traits bourgeois, de l'état ouvrier dégénéré de l'U.R.S.S.

Chose remarquable, c'est essentiellement sur ce qui subsistait des rapports bourgeois de propriété en Europe orientale que la résolution du « II^e congrès mondial » se fondait pour caractériser la nature sociale des états du « glaciais ». Cette méthode rompait avec celle de Marx, de Lénine et de Trotsky, selon laquelle il faut partir des processus sociaux et politiques pour analyser la nature de l'état.

C'est ainsi que Trotsky a pu écrire :

« La société bourgeoise a maintes fois changé, au cours de sa carrière, de régimes et de castes bureaucratiques sans modifier ses assises sociales. Elle a été prémunie contre la restauration de la féodalité et des corporations par la supériorité de son mode de production. Le pouvoir ne pouvait que seconder ou entraver le développement capitaliste ; les forces productives, fondées sur la propriété privée et la concurrence, travaillaient pour leur propre compte. Au contraire, les rapports de propriété établis par la révolution socialiste sont indissolublement liés au nouvel Etat qui en est le porteur. La prédominance des tendances socialistes sur les tendances petites-bourgeoises est assurée non par l'automatisme économique — nous en sommes encore loin — mais par la puissance politique de la dictature. Le caractère de l'économie dépend donc entièrement de celui du pouvoir. »

La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée. Le lien obligé entre les trusts et entre les usines au sein des trusts se romprait. Les entreprises les plus favorisées seraient livrées à elles-mêmes. Elles pourraient devenir des sociétés par actions ou adopter toute autre forme transitoire de propriété telle que la participation des ouvriers aux bénéfices (que contient en germe, notons-le en passant, l'« auto-gestion » yougoslave). Les kolkhozes se désagrègeraient également, plus facilement encore. La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture. »

(« La Révolution trahie ». Voir « De la révolution », p. 603.)

Les origines sociales d'un état et les processus politiques au travers desquels il s'est constitué sont d'une importance capitale ; il en est de même des transformations de cet état, particulièrement lorsqu'il est d'origine prolétarienne ; selon qu'il dépérit ou qu'au contraire ses traits bourgeois se renforcent, les processus économiques qui s'y déroulent peuvent paraître « techniquement » semblables, ils n'en expriment pas moins une réalité sociale totalement différente.

C'est pourquoi le renforcement des tendances à l'économie de marché, à la régulation de l'économie à partir de la loi de la valeur, *s'accompagnant de la pénétration dans l'état des forces sociales ouvertement pro-bourgeoises surgies de la bureaucratie*, a aujourd'hui, en U.R.S.S., une importance infiniment plus grande qu'une analyse « purement économique » ne permettrait de le voir.

Mais revenons aux états du « glacié ». L'erreur commise dans la résolution du « 2^e congrès mondial » allait avoir des suites importantes quant à l'apparition et la croissance du « pablisme ». Comme il fallut bien, par la suite, reconnaître la transformation de la structure économique et sociale de ces pays et lui trouver une explication, c'est dans l'action « militaro-bureaucratique » du Kremlin que Pablo trouva le facteur déterminant de cette transformation. La question est extrêmement complexe : en effet, après avoir brisé l'action autonome des masses, c'est effectivement l'action « militaro-bureaucratique » du Kremlin qui a achevé l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie. Mais elle n'a pu le faire qu'autant que, *préalablement*, l'action révolutionnaire des masses avait cassé ce qui subsistait de l'appareil d'état bourgeois, et commencé cette expropriation.

La guerre soviéto-finlandaise de 1939-1940 eut entre autres conséquences celle de provoquer une crise au sein du Socialist Workers Party. Subissant la pression de l'opinion publique petite-bourgeoise unanime à dénoncer l'agression de la méchante U.R.S.S. contre la petite Finlande, une tendance minoritaire se forma, dirigée par Max Schachtman (et James Burnham, dont, l'évolution devait bientôt l'amener de façon accélérée à l'extrême droite de l'éventail politique). Elle remettait en cause les positions programmatiques de la IV^e Internationale, d'abord sur la défense inconditionnelle (c'est-à-dire indépendante des crimes du Kremlin) de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, puis sur la nature de l'état soviétique, état ouvrier dégénéré. Trotsky intervint dans cette discussion par une série d'articles, réunis par la suite en volume sous le titre « *Défense du marxisme* », qui constituent sa dernière grande œuvre. Il y poursuit et y approfondit encore l'analyse de la nature de l'U.R.S.S., état ouvrier dégénéré, et de sa fonction dans la lutte des classes mondiale.

On y trouve notamment la clé qui permet de comprendre ce qui s'est passé dans le « glacié soviétique » d'Europe orientale à l'issue de la deuxième guerre mondiale :

« La résolution (de la minorité), afin de punir les staliniens de leurs crimes incontestables, emboîte le pas aux démocrates petits-bourgeois de toutes nuances, et ne consacre pas un seul mot au fait que l'armée rouge

exproprie en Finlande les grands propriétaires terriens, et instaure le contrôle ouvrier, tout en préparant l'expropriation des capitalistes.

Demain, les staliniens étrangleront les ouvriers finlandais. Mais, en ce moment, ils donnent une impulsion gigantesque à la lutte de classe sous sa forme la plus aiguë — ils sont contraints de donner cette impulsion.

(...) Les espoirs qu'éveille l'armée rouge au sein des masses finlandaises s'avèreront illusoires, à moins que n'intervienne la révolution internationale ; la collaboration de l'armée rouge avec les pauvres ne durera qu'un temps ; le Kremlin tournera bientôt ses armes contre les ouvriers et les paysans finlandais. »

(« In defense of marxism », p. 57.)

La marche des événements a, il est vrai, été différente en Europe orientale, mais la dynamique des forces sociales y est la même. Les mouvements révolutionnaires y précédèrent ou y accompagnèrent l'entrée de l'armée de l'U.R.S.S. : mais ce sont bien ces mouvements qui portèrent le coup décisif aux anciennes classes possédantes et à l'état bourgeois. Et si, dès l'arrivée de l'armée « soviétique », les staliniens commencèrent à « étrangler » les travailleurs, il faut retenir que, dans tous les cas, des actions de masse ont constitué le préalable indispensable à l'expropriation économique et politique de la bourgeoisie ; il faut retenir également que les staliniens n'ont pu, à l'étape immédiatement consécutive, étrangler les travailleurs, que parce qu'ils avaient pu empêcher toute victoire de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés.

Ce sont ces deux éléments qui ont donné ses caractéristiques spécifiques à l'évolution de l'Europe orientale : des révolutions inachevées, des états ouvriers caricaturalement déformés, dominés par des appareils bureaucratiques étroitement subordonnés au Kremlin.

La bureaucratie peut-elle assurer la mission historique des masses exploitées ?

La théorie selon laquelle « l'assimilation structurelle » des pays d'Europe orientale à l'U.R.S.S. (c'est-à-dire l'assimilation de leur structure à celle de l'U.R.S.S.) avait été réalisée par le moyen de l'intervention « *militaro-bureaucratique* » du Kremlin allait porter des

fruits empoisonnés dans l'évolution ultérieure du « S. I. ». La mission historique de la classe ouvrière consiste à abattre le capitalisme et à édifier le socialisme. Si la bureaucratie du Kremlin a pu, « objectivement », réaliser la première partie de cette tâche et entreprendre la réalisation de la seconde en Europe orientale — pourquoi pas dans le monde entier ? En même temps, les « nationalisations » devenaient le critère permettant d'affirmer la nature de classe prolétarienne de l'état.

Alors qu'il était encore trotskyste — plus pour longtemps, il est vrai — Ernest Germain envisagea pendant quelques semaines de s'opposer à Pablo. A cette fin, il rédigea, au début de 1951, un document intitulé : « *Dix thèses* », et conçu comme une réplique à ce véritable manifeste du révisionnisme que Pablo venait de publier sous le titre : « *Où allons-nous ?* »

La neuvième de ces « *Dix thèses* » présente l'intérêt de faire appel à la conception marxiste selon laquelle la nature de classe d'un état est le produit de la dynamique des forces sociales qui lui ont donné naissance, et non du pourcentage atteint par les « nationalisations » :

« La méthode au moyen de laquelle notre mouvement a résolu la question de la nature de classe de la Yougoslavie, dans la résolution adoptée par le 9^e plenum du C.E.I., se rattache en ligne droite à sa tradition marxiste-léniniste, déjà défendue avec succès dans sa solution de la question de l'U.R.S.S. La résolution du 9^e plenum résout la question yougoslave en partant des forces réelles de CLASSE et non de rapports de propriété ISOLEES de leur origine historique. Elle "légalise" en même temps la formule de "gouvernement ouvrier et paysan" pour désigner certaines étapes transitoires entre la décomposition du pouvoir de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature du prolétariat, la construction d'un appareil d'Etat d'un type nouveau. Cette formule, inscrite dans notre programme de transition, a depuis démontré toute son utilité dans le cas de la Chine, où notre mouvement l'utilise pour caractériser l'étape actuelle du développement de la révolution chinoise. Elle fait partie de notre bagage programmatique nécessaire pour comprendre des phénomènes de transition propres à notre époque. »

La discussion internationale actuellement en cours au sujet de la nature de classe des pays du glacie ne pourra être conclue positivement qu'à condition que ne soit pas abandonné l'acquis théorique qui a constitué

son point de départ. Tout le monde ayant admis, au début de la discussion, que nous avons affaire, dans le glacis, avec des pays dominés par la bureaucratie soviétique DEPUIS 1944, au cours de cette domination, des transformations de structure ont été opérées dans ces pays dans le cadre de la politique d'assimilation structurelle poursuivie par la bureaucratie. La difficulté consiste en ceci : déterminer à quel moment, dans ce processus d'assimilation structurelle, s'opère la transformation de quantité en qualité. Au cas où une révolution prolétarienne se produit dans un pays, le fait même de cette révolution nous dispense de rechercher d'autres critères pour démontrer le changement de domination d'une classe vers une autre ; l'exemple yougoslave en est une nouvelle preuve. Nous pouvons très bien concevoir que le prolétariat, après la prise du pouvoir dans certains pays, y maintienne la propriété privée des moyens de production dans certains secteurs pendant toute une période. La nationalisation COMPLETE des moyens de production n'est même pas un fait en U.R.S.S. Une nationalisation GENERALISEE peut seulement servir de preuve de l'existence d'un Etat ouvrier, aucun Etat bourgeois n'étant censé pouvoir prendre ces mesures. »

Mais la suite du texte ouvrait déjà la porte au pablisme :

« Dans le glacis, le problème est tout autre : il n'y a pas eu de révolution prolétarienne (ce qui est vrai si l'on ajoute : se développant jusqu'au bout et aboutissant à la prise du pouvoir par les travailleurs), et la question à déterminer — la forme du passage du pouvoir d'une classe à une autre — est compliquée du fait que la bureaucratie y a exercé effectivement le pouvoir DES LE DEBUT (ce qui n'a pu se faire que parce que l'appareil d'état bourgeois était préalablement démantelé, et c'est ainsi qu'il fallait résoudre la question de l'origine sociale du pouvoir). C'est dans ce sens (pour déterminer le moment de l'assimilation structurelle) que nous avons soulevé la question de la planification et la suppression des frontières EFFECTIVES... l'intégration EFFEC-TIVE de leur économie dans la planification soviétique, de leur armée dans l'armée soviétique, qui terminera le processus d'assimilation structurelle. »

Deux questions sont ici mélangées : celle de la nature de classe

des états du glacis et celle de l'assimilation structurelle. En fin de compte, Germain fait dépendre la nature de classe des états du glacis de leur assimilation structurelle par l'U.R.S.S.

La « *résolution sur le caractère de classe des pays européens du glacis soviétique* » adoptée par le « 3^e congrès mondial » (1951) allait être un assemblage confusionniste de thèses contradictoires :

« Sur le plan ECONOMIQUE cette évolution a épousé la ligne fondamentale d'un début de coordination et de planification effective entre leurs économies, d'une part, et celle de l'U.R.S.S. d'autre part, qui ont considérablement atténué leur dépendance de l'économie et du marché capitalistes internationaux. »

Depuis 1949 on assiste à la mise en exécution d'une série de plans à longue portée (cinq à six ans) qui, au fur et à mesure de leur réalisation, détachent ces pays d'une partie de leurs liens avec le marché capitaliste extérieur et fusionnent progressivement leur économie en un tout de plus en plus organiquement lié à l'économie planifiée de l'U.R.S.S. »

(« Quatrième Internationale », vol. 9, n^{os} 8-10, août-octobre 1951, p. 41.)

Ainsi, la marche à l'assimilation structurelle apparaissait comme une manifestation de la politique du Kremlin ; alors que, au contraire, la domination de ces pays par la bureaucratie du Kremlin constitue un obstacle à l'assimilation structurelle. Celle-ci suppose en effet l'harmonisation des économies des divers pays en fonction d'une division rationnelle du travail, ce qui est incompatible avec l'existence d'oppressions nationales et de rapports de dépendance.

La volonté du Kremlin d'empêcher que ne se réalise en Europe orientale un ensemble économique doué d'une certaine puissance et de sa dynamique propre, et l'étroitesse nationale bornée des cliques au pouvoir se sont traduites en fait par cette caricature du « *socialisme dans un seul pays* » : la « *construction du socialisme* » dans chaque pays d'Europe orientale pris à part, et coupé du marché mondial. Leur dépendance de fait à l'égard de ce marché s'est alors manifestée indirectement par des distorsions économiques inouïes, considérablement aggravées par leur subordination à l'économie de l'U.R.S.S. Dans la même résolution du « 3^e congrès mondial », on lisait plus loin :

« ...C'est avant tout en raison de leur même base économique, de la structure essentiellement commune à tous les pays du glacis, caractérisée par de nouveaux RAPPORTS DE PRODUCTION ET DE PROPRIETE »

PROPRES A UNE ECONOMIE ETATISEE ET PLANIFIEE, ESSENTIELLEMENT SEMBLABLES A CEUX DE L'U.R.S.S., que nous devons considérer ces Etats comme étant actuellement des Etats ouvriers déformés. »

(Idem, p. 42.)

La méthode correcte de Germain (« partir des forces réelles de classe et non des rapports de propriété isolés de leur origine historique ») était donc abandonnée, pour aboutir à cette conclusion purement pabliste :

« ...Il est nécessaire de reconnaître que l'Internationale s'est vue empêchée d'avoir une appréciation exacte de l'évolution dans le glacis, du rythme et de l'ampleur de l'assimilation, par suite d'une série de considérations restrictives comme celles qui ont été indiquées dans les « Thèses sur l'U.R.S.S. et le stalinisme » du 2^e congrès mondial, affirmant que « la véritable destruction du capitalisme (dans le glacis) n'est possible qu'à travers la mobilisation révolutionnaire des masses et l'élimination des formes particulières d'exploitation que la bureaucratie a introduites dans ces pays ». D'autre part, dans la résolution du 7^e plenum du C.E.I. (mai 1949) sur « L'évolution des pays du glacis », où était envisagée plus positivement la perspective possible d'une assimilation structurelle achevée par l'action propre de la bureaucratie stalinienne, on insistait encore sur « la suppression des frontières, qu'elle s'effectue par l'incorporation de certains ou de tous ces pays à l'U.R.S.S., ou qu'elle s'effectue par la constitution d'une fédération balkano-danubienne formellement indépendante de l'U.R.S.S., mais véritable cadre unifié pour la planification de l'économie.

Il s'est avéré que l'action révolutionnaire des masses n'est pas une **CONDITION INDISPENSABLE** pour que la bureaucratie puisse détruire le capitalisme dans des conditions exceptionnelles analogues et dans un climat international comme celui de la "guerre froide". »

(Idem, pp. 42-43.)

Conclusion d'autant plus importante qu'elle s'imbriquait dans la perspective pabliste de la révolution-guerre, et cadrerait avec la conception de la « révolution sous toutes ses formes » !

Une révolution bien gênante

L'action contre-révolutionnaire « militaro-bureaucratique » du Kremlin avait, dès l'origine, imprimé de telles tares à ces états ouvriers, elle engendrait de telles distorsions dans leur économie qu'elle semait les germes du soulèvement des travailleurs contre la bureaucratie, de la révolution politique, dont la perspective apparaissait ainsi, d'une certaine façon, comme le prolongement des actions de masse de 1943-1945.

N'ayant pas vu, ou en tout cas pas apprécié à sa juste valeur cette action révolutionnaire des masses des années 1943-1945, la direction de la IV^e Internationale attribuait un rôle moteur et finalement révolutionnaire, dans les pays du glacis, à la bureaucratie du Kremlin. De plus, elle considérait "l'assimilation structurelle" comme accomplie, ce qui lui permettait d'identifier l'Europe orientale et l'U.R.S.S., faisant abstraction de toute question nationale.

Notre mouvement était donc désarmé devant les développements de la situation qui n'allaient pas tarder à se produire. Il fut surpris par la montée révolutionnaire, qui s'exprima d'abord, en 1953, en Tchécoslovaquie, puis en Allemagne orientale. Lorsqu'elle se produisit, le « S. I. » pabliste, au lieu de mettre au centre de son activité la lutte pour le droit à disposer d'eux-mêmes des peuples d'Europe orientale, publia une déclaration générale, dont nous avons parlé plus haut, sur la révolution politique, qui omettait les problèmes concrets qu'elle posait dans ces pays, notamment celui du retrait des troupes russes, comme s'il s'était agi de l'U.R.S.S. elle-même.

Les luttes révolutionnaires des travailleurs d'Europe orientale, culminant avec la révolution hongroise, allaient cependant obliger les pablistes à faire un grand pas à « gauche » sur cette question. Dans les thèses intitulées « *Déclin et chute du stalinisme* », présentées par Germain au « 5^e congrès mondial » (1957) et adoptées par celui-ci, on lit :

« 18. - *La bureaucratie soviétique avait usurpé le pouvoir sous le drapeau du "socialisme dans un seul pays"; c'est sous le drapeau du véritable internationalisme prolétarien basé sur la stricte égalité entre toutes les nations, que triomphera la révolution politique contre la bureaucratie. La bureaucratie a empoisonné les relations entre les différents Etats ouvriers, ainsi que les relations entre les différentes nationalités à l'intérieur*

de l'U.R.S.S., par sa brutalité chauvine grand-russe et ses préjugés petits-bourgeois bornés.

La IV^e Internationale condamne la conception stalinienne selon laquelle la subordination des intérêts du prolétariat mondial aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin serait le critère de l'internationalisme prolétarien. Elle rejette également la thèse centriste, anti-léniniste, selon laquelle le chauvinisme de la grande nation oppresseuse ne serait condamné qu'au même titre que le nationalisme des petites nationalités opprimées. Tout en levant partout le drapeau de la solidarité internationale des prolétaires, elle distingue entre le chauvinisme grand-russe (et grand-han) inconditionnellement réactionnaire, et le nationalisme des petites nations opprimées par la bureaucratie, qui n'est souvent qu'une déformation de la juste révolte des masses contre l'oppression nationale dont elles furent l'objet et qui ne peut modifier la nature objectivement progressive de leur lutte d'émancipation.

C'est pourquoi la IV^e Internationale défend le mot d'ordre des Républiques socialistes soviétiques indépendantes et souveraines de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, d'Ukraine, de Géorgie, de Lithuanie, de Lettonie et d'Esthonie, tout en préconisant en même temps la confédération, sur un pied de stricte égalité, de tous ces Etats ouvriers, en une ou plusieurs fédérations démocratiques d'Etats ouvriers.

Un Etat ouvrier démocratique éduquera les travailleurs et la jeunesse dans l'esprit du respect total envers la personnalité culturelle de tous les peuples auxquels il assurera un essor illimité. Il combattra sans relâche toute manifestation de chauvinisme, de haine nationale ou raciale, d'antisémitisme, etc. Il s'efforcera d'accroître en toute occasion l'intérêt, la solidarité et la participation consciente des travailleurs de l'Etat ouvrier aux luttes des prolétaires de tous les autres pays du monde. Toute tendance au "repli national", à la subordination des intérêts de la révolution internationale à une défense de l'Etat ouvrier, si important ou progressif qu'il soit, est toujours un signe de déformation bureaucratique. »

(« Quatrième Internationale », numéro spécial de décembre 1957, pp. 97-98.)

Ce pas à gauche était en réalité essentiellement formel et déclaratoire. Étaient et demeuraient oubliés (on ne saurait penser à tout) les problèmes concrets soulevés par les luttes révolutionnaires des prolétaires d'Europe orientale et par la révolution politique dans ces pays, ainsi que la manière concrète dont s'y exerce l'oppression de la bureaucratie du Kremlin, à savoir : la présence des troupes de l'armée russe et des multiples organes « *militaro-bureaucratiques* », obstacle essentiel à la révolution politique, question que nous avons déjà abordée plus haut.

En même temps, le point 13 de ces thèses comportait un curieux paragraphe :

« Comme en pratique les frontières entre la classe ennemie et les classes laborieuses ne sont pas nettement tracées ; comme de nombreuses conditions objectives peuvent amener l'ennemi de classe à s'appuyer sur les courants les plus conservateurs de ces classes laborieuses, l'avant-garde révolutionnaire peut être amenée parfois devant un choix douloureux : ou bien admettre qu'une situation dangereuse se développe pour l'Etat ouvrier, ou bien employer, pour écarter ce danger, des méthodes qui sapent gravement la confiance des travailleurs dans l'avant-garde et dans leur Etat. Sans vouloir énoncer des vérités absolues ni des dogmes, la IV^e Internationale déclare que, sur la base de l'expérience passée, il est absolument clair qu'un Etat ouvrier a constamment à faire face à DEUX DANGERS aussi longtemps que la victoire mondiale du socialisme n'est pas assurée : le retour de la contre-révolution capitaliste et l'affirmation de la dégénérescence bureaucratique. »

(Idem, p. 94.)

Arrêtons-nous un instant :

Ainsi donc, « aussi longtemps que la victoire mondiale du socialisme n'est pas assurée », il y a « deux dangers : le retour de la contre-révolution capitaliste et l'affirmation de la dégénérescence bureaucratique », explique Germain dans ses thèses. Qu'en pense donc Germain dans le rapport qu'il fait pour présenter ses thèses ?

« Répéter en 1953 ce qui avait été vrai en 1933, à savoir que l'U.R.S.S. pouvait connaître soit le rétablissement du capitalisme, soit la victoire de la révolution politique, c'était transformer la théorie trotskyste d'un instrument d'analyse de la réalité en une collection de formules rituelles. C'était refuser de trancher une question qui

avait déjà été tranchée pour toute une période historique à Stalingrad, à Belgrade, à Pékin, à Dien-Bien-Phu et sur le Yalu, où le capitalisme avait reçu des coups tellement puissants que sa restauration à court terme en U.R.S.S. n'était plus du domaine du possible.»

(Idem, p. 104.)

Qui a raison ? Germain, auteur de thèses ou Germain rapporteur des mêmes thèses ? Question angoissante ! Germain est-il un savant marxiste, aux raisonnements inaccessibles au commun des mortels, ou un funambule politique ?

Continuons à lire la fin de ce même paragraphe du point 13 ; nous trouverons peut-être une réponse :

« Plus l'Etat est faible, plus la pression ennemie est forte et plus la confiance de la grande majorité des travailleurs ainsi que leur initiative politique font défaut, et plus toute mesure de contrainte exercée contre des parties de la propre classe sape la confiance de celle-ci dans l'Etat et ouvre la porte à la dégénérescence bureaucratique. C'est pourquoi il est du devoir du parti révolutionnaire de se soumettre au verdict démocratique des soviets, même quand ceux-ci commettent des erreurs graves que l'expérience permettra à la masse des travailleurs de reconnaître et de corriger tôt ou tard. C'est seulement dans cet esprit que le principe : TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS, comme base d'organisation de l'Etat ouvrier, prendra tout son sens.

En développant le programme de la révolution politique pour le rétablissement de la démocratie ouvrière dans les Etats ouvriers, la IV^e Internationale maintient inébranlablement le principe de la défense de tous les Etats ouvriers contre l'impérialisme. Elle combattra tous les efforts de celui-ci pour exploiter la révolution politique (!) dans ses propres intérêts contre-révolutionnaires. Ces efforts s'accroîtront dans la mesure où la révolution politique progressera. Cela rend d'autant plus urgente notre tâche d'explication permanente de notre position traditionnelle en la matière aux masses et aux cadres communistes. »

(Idem, p. 94.)

Quel salmigondis !

Le lecteur comprendra cependant que *« l'impérialisme peut*

exploiter la révolution politique dans ses propres intérêts en s'appuyant sur les courants les plus conservateurs des classes laborieuses ». Et que, bien que « développant le programme de la révolution politique », « la IV^e Internationale maintient inébranlablement le principe de la défense de TOUS les états ouvriers contre l'impérialisme ».

C'est qu'il y a eu cette très fâcheuse révolution hongroise qui (point 10) « a éclaté dans des conditions beaucoup plus défavorables que celles qui ont permis la victoire (?) de la première étape de la révolution polonaise ». Bien sûr, bien sûr ! « Ce caractère plus spontané de la révolution en Hongrie a donné une forme prolétarienne classique à ses moyens de lutte et d'organisation... Les interventions militaires soviétiques... ont été des crimes... Mais le caractère essentiellement spontané de l'insurrection du 23 octobre et l'absence d'une direction révolutionnaire... ont permis de libres manifestations de tous les courants de la population, la réapparition de partis petits-bourgeois, voire un début d'activités contre-révolutionnaires qui ont fourni à l'intervention du Kremlin un semblant de justification et un alibi saisi au vol. » La vie est dure. Nos germanopablistes sont dans la confusion la plus noire : position inconfortable pour le « brain trust » de la « révolution mondiale ». Mais nous allons le voir, ils sauront se tirer d'affaire.

Il y a révolution politique et révolution politique

Dans le paragraphe III des mêmes thèses, intitulé « Le programme de la IV^e Internationale pour la révolution politique », on lit :

« ... Il ne s'agit pas d'un programme de revendications immédiates ou transitoires, qui pourraient conduire aux premières actions de masse contre la dictature bureaucratique. De telles revendications, suivant en général la ligne des revendications incorporées dans le Programme de transition pour l'U.R.S.S. doivent être élaborées par les marxistes révolutionnaires de l'Union soviétique et des pays de « démocratie populaire », sur la base des conditions concrètes qui existent dans ces pays... »

(Idem, p. 93.)

Alors, de quoi s'agit-il ?

« Le programme esquissé ci-dessous est celui que les marxistes révolutionnaires présentent aux masses déjà réveillées et politiquement actives, à la veille, pendant et au lendemain de l'éclatement de la révolution politique. »

Sauf erreur, de façon extrêmement résumée, le programme de transition pour l'U.R.S.S., c'est précisément le programme de la révolution politique. Sauf erreur également, les luttes révolutionnaires d'Europe orientale, qui ont atteint leur sommet avec la révolution hongroise, c'est précisément cela, la révolution politique. Alors, que signifie ce méli-mélo ?

« Un tel programme (doit s'appuyer sur) les expériences, aussi bien positives que négatives (Quelles sont ces expériences positives et surtout ces expériences négatives ?) ...des pays dits de « démocratie populaire » et des revendications avancées par l'avant-garde prolétarienne et par la jeunesse révolutionnaire en lutte ouverte contre la dictature bureaucratique pour l'affirmation d'un véritable pouvoir soviétique (notamment les 16-17 juin 1953 à Berlin-Est et dans toute la D.D.R. ; fin mai 1953 en Tchécoslovaquie ; les révoltes à Vorkhouta et dans les autres camps de travail forcé en U.R.S.S. depuis le deuxième semestre 1953 ; la grève de juin 1956 à Poznan, etc., etc.). »

Point final. Nous savons du même coup ce qui est surtout négatif : la révolution hongroise. Le sphinx Germain a livré son secret par omission... : la révolution hongroise a été quelque chose de négatif, il ne fallait pas la faire.

L'attitude qu'il prend face à la révolution et ses problèmes constitue évidemment le test décisif pour un révolutionnaire. Ce test, Germain l'a passé comme un centriste qu'il est. La IV^e Internationale « s'indigne » du « chauvinisme de grande nation », le « nationalisme des petites nations opprimées n'est souvent qu'une déformation de la juste révolte des masses » ; « Républiques socialistes soviétiques indépendantes... » ; « Tout le pouvoir aux soviets ! » « Vive la révolution politique ! » ; oui, mais il faut « défendre tous les Etats ouvriers contre l'impérialisme » ; « la révolution hongroise comportait un début de contre-révolution », en un mot, elle était inopportune. Voilà comment raisonne un centriste.

Un trotskyste, lui, constate qu'en U.R.S.S. comme en Europe

orientale, le plus grand ennemi de la révolution prolétarienne, c'est la bureaucratie du Kremlin ; qu'en Europe orientale elle a étranglé la révolution une première fois en 1943-1945, et une deuxième fois en 1953-1956 ; que, par son action « *militaro-bureaucratique* », elle fait renaître à chaque instant les forces pro-bourgeoises ; que « *l'assimilation structurelle* » ne peut se faire que dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; que la révolution politique est la seule façon d'achever la révolution prolétarienne en balayant les tendances pro-bourgeoises et la bureaucratie. Il soutient inconditionnellement la lutte engagée par les travailleurs de ces pays, en mettant en avant la revendication très concrète du retrait des troupes oppressives de la bureaucratie du Kremlin. La meilleure défense des états ouvriers, c'est la révolution politique.

Mais un centriste oublie rapidement ses « *douloureux problèmes* ». Des siècles (six ans) après la révolution hongroise et les thèses « *Déclin et chute du stalinisme* », en 1963, dans la « *Résolution adoptée par le congrès de réunification de la IV^e Internationale* » sur « *Le conflit sino-soviétique et la situation en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers* », Germain écrit :

« *Après la nouvelle ligne adoptée par l'U.R.S.S. en 1956-1957 dans ses rapports avec les démocraties populaires, le facteur national, si important dans l'après-guerre et jusqu'y compris l'affaire hongroise, joua un rôle décroissant. (Témoin, le mur de Berlin !)* Au fur et à mesure que les vestiges des anciennes classes dominantes disparaissent et que les démocraties populaires acquièrent une structure analogue à celle de l'Union soviétique, les conflits et problèmes propres à celle-ci ont tendance à se produire également dans les démocraties populaires, bien que sous des formes spécifiques à ces pays. »

(« *Quatrième Internationale* », n° 19, 3^e trimestre 1963, p. 62.)

Germain nous avait bien laissé entendre que la révolution hongroise était une sombre affaire dont le *deus ex machina* était « *les vestiges des anciennes classes dominantes* ». Il n'y a plus (ou presque plus) d'oppression nationale ; par des moyens qui ne sont plus (ou presque plus) *militaro-bureaucratiques*, la bureaucratie du Kremlin réalise « *l'assimilation structurelle* », donc plus besoin (ou presque plus) de « *Républiques socialistes soviétiques indépendantes...* » (voir la liste), etc., etc.

Quant au « *programme* » de la « *révolution politique* », programme

ultra-démocratique, mais qui faisait abstraction des questions concrètes de la révolution politique en Europe orientale, il est remisé au magasin des accessoires.

La révolution politique met à l'ordre du jour les Etats-Unis socialistes d'Europe

La réalité est très différente des conceptions germano-pablistes (ou germano-non pablistes). Même s'il s'est assoupli (et c'est là un sous-produit de la révolution hongroise), le contrôle de la bureaucratie du Kremlin demeure. Le mur de Berlin est l'expression la plus évidente et la plus accentuée des contradictions économiques, sociales et politiques qui s'accumulent en Europe orientale. Aucun des problèmes qui ont été à l'origine des mouvements révolutionnaires de 1953-1956 n'est résolu. Les bureaucraties autochtones, même si elles s'efforcent d'obtenir du Kremlin un meilleur traitement, ne lui sont pas moins indissolublement liées par leur origine et leur histoire. Cela est particulièrement évident dans le cas de l'Allemagne orientale, dont l'économie est bien plus déséquilibrée encore que celle des autres démocraties populaires, à cause de la division de l'Allemagne : le décalage entre les niveaux de vie des ouvriers d'Allemagne orientale et d'Allemagne occidentale, les liens historiques, culturels et humains entre les deux moitiés de l'Allemagne rendent l'oppression bureaucratique insupportable et font du problème de la réunification allemande une question essentielle pour le prolétariat européen.

Mais ce qui s'exprime de façon si aiguë en Allemagne, c'est, en dernière analyse, l'impossibilité de perpétuer la coupure de l'Europe en deux. La conception de l'assimilation structurelle de ces pays à l'U.R.S.S., comprise à la façon de Germain, n'est qu'une rêverie métaphysique : l'Europe orientale n'est pas l'U.R.S.S. et ne saurait le devenir. L'oppression nationale que subissent les peuples d'Europe orientale s'exprime aussi dans le fait que ceux-ci demeurent artificiellement séparés du reste de l'Europe par la bureaucratie du Kremlin, à l'encontre de l'histoire ; loin de s'atténuer avec le temps, les effets de cette séparation deviennent de plus en plus intolérables, en raison même du développement économique. Le développement harmonieux des forces productives et la marche vers le socialisme en Europe orientale sont conditionnés par plusieurs facteurs qui se combinent : libre détermination des peuples

de ces pays, harmonisation de leurs économies par une planification commune, coopération volontaire sur cette base avec l'U.R.S.S., renaissance des liens économiques, culturels et autres noués par l'histoire avec les autres pays d'Europe — particulièrement, réunification de l'Allemagne !

La victoire de la révolution politique dans ces pays est indispensable à la solution de ces problèmes. Elle jouerait un rôle déterminant dans l'extension de la révolution politique en U.R.S.S., mais aussi de la révolution sociale en Europe, et particulièrement en Allemagne de l'Ouest. De ce point de vue également, elle est capitale pour le développement harmonieux de l'économie de ces pays et leur marche vers le socialisme, étroitement dépendants de la liaison avec l'Europe occidentale. Leur libération de la tutelle de la bureaucratie du Kremlin est décisive, et est une des tâches majeures de la révolution politique dans ces pays — et non leur « *assimilation structurelle* » directe à l'U.R.S.S. Cette question se trouve au cœur du programme de la révolution politique dans ces pays. Les trotskystes doivent lui donner des réponses concrètes. Germain, comme Pablo, s'en garde bien, car, loin d'identifier les pays d'Europe orientale à l'U.R.S.S., un programme authentique de la révolution politique pour ces pays doit commencer par : A bas le partage de l'Europe en zones d'influences ! A bas Yalta ! A bas Potsdam ! Retrait de toutes forces d'occupation, publication de tous les accords, aussi bien militaires et économiques que politiques ! Pas de diplomatie secrète entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme, pas plus qu'entre « états ouvriers ».

Le programme de la révolution politique en Europe orientale doit unir dialectiquement la lutte contre la bureaucratie oppressive du Kremlin à la perspective des Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe. « *L'assimilation structurelle* » directe des pays d'Europe orientale à l'U.R.S.S. ne fait que camoufler l'oppression nationale qu'ils subissent, et la subordination à la bureaucratie du Kremlin de ses protagonistes.

Cuba : un « état ouvrier » d'origine bourgeoise

Ayant, comme nous l'avons vu, rompu avec la méthode marxiste d'analyse, le « S.I. » allait bientôt « approfondir » sa méthode au cours des années suivantes, en caractérisant comme état ouvrier

tout état qui procéderait à des nationalisations d'une certaine étendue.

Au « 6^e Congrès mondial », en janvier 1961, Cuba allait avoir droit à une telle promotion (résolution « sur la nature de la révolution cubaine ») :

« 3. - Dans la période éminemment transitoire que traverse actuellement la révolution, Cuba a cessé d'être un Etat capitaliste et est effectivement devenu un Etat ouvrier par l'application des mesures d'étatisation d'octobre 1960. Cette caractérisation sociologique se base essentiellement sur les trois facteurs suivants :

a) Après les mesures de nationalisation des entreprises et des propriétés étrangères, la bourgeoisie cubaine, tout en ayant perdu son pouvoir politique, gardait sa position économique, et la nouvelle structure post-révolutionnaire lui permettait même de continuer à accumuler sa plus-value. Mais après les décisions gouvernementales du 14 octobre, le pouvoir économique de la bourgeoisie indigène est aussi éliminé et la propriété capitaliste, y compris des sucreries, disparaît pratiquement dans l'île. Il est vrai que des secteurs de moyenne et de petite propriété devraient, en principe, subsister et même jouir d'une certaine aide, mais ils représentent, surtout dans un pays comme Cuba, un élément économique et social tout à fait secondaire qui, dans les conditions données, ne saurait être décisif du point de vue de la caractérisation sociale.

b) La réforme agraire n'a pas impliqué et n'impliquera probablement pas à une échéance courte une socialisation véritable des rapports à la campagne, qui d'ailleurs, jusqu'ici, n'a pas été réalisée non plus en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers. Mais il s'agit quand même d'une réforme très avancée qui élimine la propriété impérialiste et les latifundia capitalistes et crée une structure coopérative très large, en voie de développement rapide. Par l'intermédiaire de l'I.N.R.A., l'Etat a d'autre part la possibilité d'intervenir et de jouer un rôle de contrôle, en évitant que des éléments petits-bourgeois potentiellement capitalistes puissent exploiter à leur avantage les contradictions inévitables à cette étape dans la structure agricole nouvelle (différenciation économique des coopératives, conflits d'inté-

rêts entre les paysans membres des coopératives et ceux qui ne le sont pas, hiatus entre la structure coopérative agricole et celle où la propriété paysanne subsiste, etc.).

c) L'Etat a établi essentiellement un monopole du commerce extérieur et peut exercer aussi, par cette voie, une influence décisive dans la vie économique du pays. (Cette mesure est d'autant plus importante que Cuba est un pays où le commerce extérieur a joué et joue encore un rôle capital.)

Par conséquent, à Cuba s'est formé un Etat ouvrier d'origine particulière et de type nouveau.»

« Quatrième Internationale », n° 12, 1^{er} trimestre 1961, p. 72.)

Tout état ouvrier est appelé à procéder, à échéance relativement courte, à l'expropriation économique de la bourgeoisie dans les secteurs essentiels de l'économie. Mais la réciproque n'est pas nécessairement vraie : pour si importantes que soient les mesures de nationalisation, elles ne suffisent pas à caractériser l'état qui y procède comme un état ouvrier. (Elles n'en sont d'ailleurs pas non plus une caractéristique nécessaire, à preuve la Commune de Paris, ou encore l'état soviétique jusqu'au minimum au 28 juin 1918, date du décret de nationalisation générale de l'industrie.)

Ce qui compte, c'est de savoir de quelle classe sociale il est issu, par quels processus sociaux et politiques il s'est constitué, quels sont les liens qui continuent à l'unir à la classe sociale dont il est originaire. Cela seul permet de caractériser socialement l'état et, compte tenu du contexte non seulement national mais international, de comprendre le contenu de classe des mesures économiques qu'il prend.

Ce n'est pas seulement parce qu'en U.R.S.S. existe la propriété étatique des moyens de production et le monopole du commerce extérieur que l'état reste un état ouvrier. C'est l'origine sociale et historique de la propriété étatique des moyens de production qui en fait un trait caractéristique de l'état ouvrier. L'état ouvrier issu de la révolution d'Octobre a exproprié la bourgeoisie. Puis cet état a monstrueusement dégénéré, il a développé toujours davantage certaines caractéristiques bourgeoises, mais il continue à reposer sur les rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre. Trotsky a établi soigneusement la filiation sociale de la bureaucratie elle-même. Elle est issue des organes de l'état ouvrier : de l'appareil économique, du parti, des syndicats, de l'état, et jusqu'à

présent elle n'a pu s'affranchir totalement de son origine. Dans « *La révolution trahie* », il procède à une coupe sociale de l'U.R.S.S., qui montre à la fois les origines prolétariennes de la bureaucratie du Kremlin, et comment elle s'est différenciée du prolétariat.

Plus loin, il écrit :

« En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution victorieuse, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore la renverser. Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluctabilité de la révolution mondiale. »

(« De la révolution », p. 604.)

La monstrueuse dégénérescence de l'état ouvrier a développé au plus haut point ses caractéristiques bourgeoises : « *En tant que force politique consciente, la bureaucratie thermidorienne a trahi la révolution* », et cela se manifeste actuellement en U.R.S.S. même par l'appui qu'elle donne aux forces sociales pro-bourgeoises qui tendent à remettre en cause les rapports de propriété issus de la révolution d'Octobre. Mais aujourd'hui encore, elle n'a pu s'affranchir de la classe sociale dont elle est née, des rapports de propriété institués par l'état surgi de la révolution prolétarienne. Elle ne pourrait le faire qu'en tranchant ses racines, qui plongent dans la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'au prix de son propre éclatement, en affrontant les forces vives du prolétariat.

La différenciation sociale qui s'accroît l'y pousse. La force du prolétariat soviétique, dont l'existence est liée à celle des nouveaux rapports de production existants, la retient : révolution politique et contre-révolution bourgeoise sont, de ce fait, toutes deux à l'ordre du jour, et la question ne peut se régler qu'au travers de la lutte des classes en U.R.S.S. et dans le monde entier.

L'origine sociale de l'état, de la bureaucratie, les rapports sociaux de production et de propriété forment un tout, au sein duquel se développent les contradictions économiques et sociales : c'est cet ensemble contradictoire qui permet de caractériser

l'U.R.S.S. comme un état ouvrier dégénéré, et non un aspect isolé des autres.

Si importantes qu'aient été les nationalisations à Cuba, il ne suffit pas de constater, comme le fait ensuite la résolution citée, que *« l'appareil du vieil Etat bourgeois a été essentiellement détruit par la révolution. Cette destruction s'est exprimée surtout sous la forme d'une destruction de l'appareil de répression militaire et policier »* pour donner à l'état cubain le qualificatif d'état ouvrier. Jusqu'à quel point l'ancien appareil d'état bourgeois a-t-il été détruit ? De quelles classes sociales sont surgis les nouveaux organes du pouvoir ? Quelle couche sociale exerce le pouvoir ? De quelle base sociale le « Mouvement du 26 juillet » est-il l'expression politique ? La résolution déclare elle-même : *« Mais le vieil appareil n'a pas été remplacé par un appareil correspondant aux nouveaux rapports de force, par un appareil démocratique basé sur les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. »* C'est incroyable ! Il ne s'agit pas de « rapports de forces ». Cette expression est utilisée uniquement pour éviter que ne soit posée la question : démocratique ou non, de quelle classe sociale est issu le nouvel appareil d'état ? La suite également ne fait qu'éviter les questions précises auxquelles il faut répondre : *« Du point de vue du fond, l'Ejército rebelde — dont le rôle est loin d'être purement militaire — et les milices ont assuré une forme spécifique, bien que tout à fait insuffisante (!) de rénovation de l'appareil, sur une base de classe paysanne, ouvrière et petite-bourgeoise radicale. »*

Quel fatras ! Quel appareil a été rénové ? Qu'est-ce qu'une *« base de classe paysanne, ouvrière et petite-bourgeoise radicale ? »* Il s'agit tout au plus d'une coalition de classes. Mais quelle classe dirige cette coalition et s'appuie sur les autres ? La petite-bourgeoise radicale ! C'est ce qu'annoncent un peu plus loin nos pablistes :

7. - *La direction fidéliste est née comme une équipe jacobine à la composition sociale et à l'idéologie non prolétariennes et petites-bourgeoises, mais elle s'est liée dès le début avec les masses paysannes puis, successivement, surtout après la prise du pouvoir, aussi avec les masses prolétariennes... Sur le plan idéologique, malgré leurs théorisations, imbues d'éclectisme, fondamentalement petites-bourgeoises (« L'HUMANISME »), Fidel et ses compagnons n'ont jamais exprimé une idéologie carrément capitaliste.»*

(Idem, p. 73.)

Le marxisme ne se débite pas en tranches. Une idéologie « non prolétarienne et petite-bourgeoise », même si elle n'est pas « carrément capitaliste », ne saurait être qu'anti-marxiste. La direction fidéliste et les masses petites-bourgeoises citadines et paysannes qu'elle représente ont été beaucoup plus loin qu'elles ne l'avaient prévu (et que nous ne pouvions le prévoir) dans leur lutte contre l'impérialisme et la faible grande-bourgeoisie indigène. Pour ce faire, elles ont dû s'appuyer sur le prolétariat cubain. Cette possibilité, bien que considérée comme improbable, n'était pas, on le sait, théoriquement exclue par notre programme :

« Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

(« Programme de transition », nouvelle édition, pp. 36-37.)

La direction fidéliste, le « Mouvement du 26 juillet », devenu ensuite « Parti uni de la révolution socialiste » après fusion avec les staliniens, la structure de l'état édifié sont-ils devenus pour cela ouvriers ? Non. Ils ont dû gauchir considérablement, faire appel au soutien des travailleurs, aller jusqu'à inciter ou laisser se constituer des organismes comme les milices. Mais ce ne sont pas les travailleurs qui ont le pouvoir ; les organes du pouvoir restent de type bourgeois ; le parti au pouvoir reste un parti d'origine sociale petite-bourgeoise.

Nous ne poursuivrons pas ici l'étude de l'état cubain et du gouvernement cubain : cela a été fait dans un rapport publié par « Informations internationales », n° 4 (décembre 1961). Le gouvernement de Cuba est un « gouvernement ouvrier et paysan » dont la possibilité théorique avait été prévue par le programme de transition. Si un tel gouvernement ouvrier et paysan suppose l'existence d'organismes d'origine ouvrière, ces derniers cohabitent de façon antagoniste avec l'appareil étatique bourgeois, ou ce qu'il en reste ; il s'institue ainsi une situation de double pouvoir. A défaut d'un parti ouvrier révolutionnaire, cet antagonisme social fondamental peut se trouver masqué, les organismes d'origine ouvrière domestiqués, cependant que, derrière eux, se reconstitue un nouvel appareil d'état bourgeois.

L'exemple historique de l'Espagne de 1936, utilisé par l'étude parue dans « *Informations internationales* », montre comment peut se reconstituer un appareil d'état bourgeois, bien qu'existent des organes embryonnaires du pouvoir ouvrier, donc une situation de double pouvoir, est particulièrement bien choisi. En Espagne, après les journées de juillet 1936, les travailleurs avaient constitué des comités, des milices, ils avaient entre leurs mains la possibilité de saisir le pouvoir. Les paysans, en Estramadure notamment, avaient exproprié les grands propriétaires fonciers, les ouvriers s'étaient emparés des usines. En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire luttant pour la dictature du prolétariat, l'appareil d'état bourgeois s'est reconstitué. Bien plus, c'est, pour ainsi dire, sous la protection des organismes qui étaient appelés à devenir ceux du pouvoir ouvrier, organismes dirigés par l'U.G.T., la C.N.T., les socialistes, les anarchistes et le P.O.U.M., que s'est reconstitué le pouvoir bourgeois, pour ensuite les détruire les uns après les autres.

A Cuba, les organismes prolétariens constituant des éléments de double pouvoir sont infiniment moins développés qu'ils n'étaient en Espagne ; le régime du parti unique donne au « Parti uni de la révolution socialiste » le monopole de la vie politique. Comment peut-on conclure, dans ces conditions, malgré l'ampleur des nationalisations et le monopole du commerce extérieur, que l'état cubain est un état ouvrier, sinon en falsifiant la méthode d'analyse marxiste ?

« Il est vrai que les J.U.C.E.I., formées dans la province d'Oriente et qui s'étendent à toute l'île pourraient, si elles étaient, à une étape ultérieure, formées de représentants élus et révocables des ouvriers et des paysans, constituer les cadres d'un état des conseils. C'est ainsi, et à juste titre, que les trotskystes avaient vu la possibilité de transformer en organismes d'un pouvoir « soviétique » les pouvoirs révolutionnaires régionaux de l'Espagne de 1936, le comité central des milices de Catalogne, le comité exécutif populaire du Levant, etc. On sait que, faute d'un parti révolutionnaire, parce que les anarchistes n'aient le problème de la nature de l'état, et parce que le P.O.U.M. a pris pour la « dictature du prolétariat » ce qui était en réalité une situation de double pouvoir, ces organismes ont servi de moule à la restauration de l'ancien appareil d'état bourgeois en zone républicaine. Ces deux possibilités existent aujourd'hui à Cuba pour les J.U.C.E.I... »

Il est (...) impossible de suivre la majorité du S.W.P. quand elle affirme que la « guerre civile serait maintenant nécessaire pour rétablir à Cuba des rapports de propriété capitalistes ». Car cela n'est vrai que si on entend une telle restauration dans la forme du retour de la terre et des usines à LEURS ANCIENS PROPRIETAIRES. Car elle peut se faire par d'autres voies, ne serait-ce que par celle d'un *modus vivendi* entre Wall Street et la Havane qui réintégrerait Cuba dans le marché U.S. sans même toucher à la propriété nationalisée. La réforme agraire parachevée, les coopératives agricoles, du fait de leurs besoins en débouchés, peuvent jouer le rôle de courroie de transmission de la pression impérialiste pour obtenir une indemnisation ou un remboursement qui permettraient à l'impérialisme de remettre la main sur la plus-value produite par les prolétaires cubains.

C'est assez dire que la question des rapports de propriété, comme celle de la nature de l'Etat cubain, ne peuvent être réglés indépendamment du rapport de forces international et des relations de la révolution et du gouvernement ouvrier et paysan cubains avec les U.S.A. et l'U.R.S.S. »

(« Informations internationales », n° 4, p. 12.)

Ainsi conclut le rapport de la section française (chapitre consacré à « la nature de l'état cubain »). Cette conclusion prend en considération les profonds bouleversements consécutifs à la révolution cubaine, et la lutte extrêmement poussée que Fidel Castro, expression de la petite-bourgeoisie cubaine, a menée contre l'impérialisme.

Mais l'origine petite-bourgeoise de la couche dirigeante n'est pas négligeable. Elle donne un caractère tout à fait spécifique à la révolution cubaine, telle qu'elle s'est développée jusqu'à présent. La bureaucratie en U.R.S.S., en Chine, en Europe orientale, est socialement issue de la classe ouvrière. Entre toutes ces bureaucraties ayant une même origine sociale, mais dont la formation est historiquement différente, il faut déjà savoir distinguer. A bien plus forte raison n'est-il pas possible de leur assimiler plus ou moins la couche dirigeante de l'état cubain, pas plus qu'il n'est possible d'assimiler à un état ouvrier déformé ou dégénéré (ou non développé) l'état cubain. Le retour de Cuba dans l'orbite impérialiste ne pose absolument pas les mêmes problèmes que pour

l'U.R.S.S., la Chine et les pays d'Europe orientale : la petite-bourgeoisie cubaine s'appuyant sur la paysannerie n'aurait pas à couper les racines sociales que possèdent les bureaucraties de ces pays dans la classe ouvrière.

Ben Bella + Boumedienne = Etat ouvrier

Toute erreur dans la méthode n'est pas nécessairement l'expression d'un cours révisionniste, l'expression de la pression de forces sociales hostiles. Elle peut résulter d'une incapacité théorique dont il faut chercher les racines — particulièrement lorsqu'elles sont le fait d'organisations, et non seulement d'individus. Elles ont en effet alors leur propre logique et tendent à se répercuter sur l'ensemble de la politique pratiquée par ces organisations. Si enfin l'activité politique concrète n'oblige pas à reposer les problèmes et à revenir à une saine méthode en extirpant les racines des erreurs commises (surtout lorsqu'il ne s'agit pas seulement d'erreurs politiques, mais d'erreurs dans la méthode même), alors la situation devient grave, et la gangrène menace. Il ne s'agit plus alors d'une simple erreur, mais d'un premier abandon qui risque de s'amplifier et d'aboutir à la chute dans le révisionnisme.

C'est, nous l'avons vu, ce qui s'est passé à partir de la substitution, dans l'analyse de la nature de classe des états d'Europe orientale, de la méthode « économiste » à la méthode marxiste consistant à « *partir des forces réelles de classes et non des rapports de propriétés isolés de leur origine historique* » en les situant dans leur cadre mondial. Après l'état cubain, ce sera le tour de l'état algérien de bénéficier d'une promotion sociale par la grâce de la résolution adoptée par le « Secrétariat international », le 21 avril 1963, sur « *La nouvelle phase de la révolution algérienne* » :

« 5. - *A la suite des dernières mesures adoptées et en cours d'application, l'Algérie est entrée dans une phase éminemment transitoire du point de vue de ses structures économiques et sociales, phase dont l'aboutissement sera l'instauration d'un Etat ouvrier.* »

(« Quatrième Internationale », n° 19, 3° trimestre 1963, p. 71.)

Il n'y a plus l'ombre d'une tentative d'analyser la dynamique des « forces réelles de classe » qui a engendré l'état algérien. Il suffit que :

« *Les décisions adoptées au cours des dernières semaines par le gouvernement Ben Bella... correspondent aux exigences et aux aspirations les plus profondes des masses, et avant tout des masses de paysans*

pauvres... Elles consolident substantiellement un secteur socialisé vital pour le développement de la révolution algérienne... En expropriant les propriétés au-dessus d'une certaine limite sans considération pour la nationalité des propriétaires... (le gouvernement algérien confirme) la portée non seulement anti-impérialiste mais aussi anti-capitaliste de l'orientation actuelle de la direction algérienne... Par l'adoption du décret capital sur l'autogestion des entreprises industrielles et des exploitations agricoles vacantes... la révolution algérienne a ainsi renoué avec les meilleures traditions de démocratie ouvrière et paysanne... Sur le plan idéologique aussi, l'aile la plus avancée de la direction algérienne, dont Ben Bella, Boumedienne et leurs collaborateurs apparaissent comme les éléments les plus représentatifs, a marqué de nouveaux progrès... L'aboutissant sera l'instauration d'un état ouvrier.»

(Idem, pp. 70-71.)

Ce qu'il fallait démontrer ! Dommage que la démonstration soit bancale et que même les données fournies soient grossièrement falsifiées ! « L'état, c'est moi », disait Louis XIV ; « la nature de classe de l'état, ce sont mes progrès idéologiques », auraient pu dire B.B. et B., si l'on en croit le « S.I. ».

Nos « marxistes révolutionnaires » ont oublié qu'au lendemain des accords d'Evian, ce fut l'exode de la population d'origine européenne qui, créant un vide social, altéra le processus de transmission de pouvoir de l'ancienne administration coloniale au nouvel appareil d'état en formation de la déjà faible bourgeoisie algérienne prévu par ces accords. Les décrets qui exproprient les propriétés au-dessus d'une certaine limite, comme celui sur l'autogestion n'ont été promulgués qu'après que les fellahs aient occupé les terres et quelquefois chassé leurs anciens propriétaires. M. Goué a pu écrire dans « *Le monde diplomatique* » de septembre 1963 :

« Il semble bien que, pendant les premiers mois de son existence, le gouvernement algérien ait agi avec une extrême prudence. La seule mesure qui ait été prise a consisté à faire cultiver par les fellahs les terres « vacantes », c'est-à-dire celles qui risquaient de n'être pas exploitées. Mais les droits des propriétaires étaient alors réservés... En divers endroits, les fellahs ont occupé les terres abandonnées, empêchant le métayer algérien

qui avait passé accord avec le propriétaire européen de labourer les champs. Il est probable que les responsables algériens n'avaient pas entièrement tort lorsqu'ils déclaraient, après la nationalisation de plusieurs grands domaines, qu'ils avaient dû se résoudre à de telles mesures pour éviter les troubles.

Bien souvent, le gouvernement s'est borné à entériner, purement et simplement, les initiatives prises par les paysans. C'est ainsi que les comités de gestion, qui dirigent légalement l'exploitation de certaines propriétés, ont été à l'origine spontanément créés par les fellahs. Les dirigeants n'ont fait que codifier une expérience qui tendait à se généraliser.

Tout cela explique vraisemblablement les contradictions qu'on peut relever entre les nombreux et différents décrets concernant les biens vacants. »

(Cité par M. Aklouf, « Classes sociales et état en Algérie », « La Vérité », n° 527, février-avril 1964, pp. 29-30.)

« Les dirigeants n'ont fait que codifier... », tout est là. Mais qui codifie, comment et au profit de qui ? C'est le gouvernement de Ben Bella qui codifiait, et son pouvoir reposait essentiellement sur l'Armée nationale populaire, dont M. Aklouf analysait la formation :

« L'armée des frontières, regroupée en Tunisie et au Maroc, fortement dotée d'un matériel moderne, structurée comme une armée régulière, avec sa hiérarchie d'officiers sortis des écoles militaires françaises ou égyptiennes, son règlement intérieur, ses casernes, ses recrues, son chef tout-puissant, Boumedienne, qui n'a jamais milité en Algérie et a passé toute la guerre à l'extérieur. Il fut nommé par Boussouf chef d'état-major en 1960, non pour ses talents militaires, mais parce qu'il joua un rôle décisif dans la répression du « complot des colonels », vaste soulèvement de cadres et de soldats dirigé contre le G.P.R.A. qui refusait d'envoyer des armes à l'intérieur. Par des méthodes bureaucratiques et répressives, il sélectionna un appareil militaire qui finit par coiffer toute l'A.L.N. extérieure et garda son autonomie vis-à-vis du G.P.R.A.... »

Après la signature des accords d'Evian, la crise éclata ouvertement entre l'A.L.N. des frontières et le

G.P.R.A., qui chercha alors à s'appuyer sur les willayas de l'intérieur, tellement délaissées pendant la guerre. Mais les objectifs du G.P.R.A. et ceux des willayas étaient contradictoires. Le G.P.R.A. n'avait d'autre ambition que de se faire valoir auprès de l'impérialisme français comme l'équipe la plus apte à faire respecter les accords d'Evian ; dans le phénomène du « willayisme » s'exprimait la volonté des combattants de ne pas se contenter d'une indépendance formelle, de bâtir leur propre pouvoir. Et le caractère social différent de l'armée des frontières s'est clairement exprimé dans la violence avec laquelle elle a œuvré à écraser « les militants de l'intérieur ».

L'A.L.N. de Tunisie entre en Algérie et s'installe facilement en willaya I (Aurès) et en willaya VI (Sud algérois). L'A.L.N. du Maroc entre facilement en willaya V (Oranie), très peu active. Elle exerce une répression féroce sur les cadres et les militants de « l'Organisation politique et administrative », qualifiés de harkis, et liquide toutes les structures du F.L.N. Mais lorsqu'elle s'avance vers Alger, l'A.L.N., illusionnée par la décomposition du G.P.R.A., se heurta en septembre à Boghari (1.300 morts) aux militants aguerris et résolus des willayas II, III et IV, tandis que Yacef Saadi, encerclé par les forces de la « Zone autonome d'Alger », capitulait dans la Casbah. Boumedienne, qui n'avait jamais utilisé son matériel lourd contre les Français, osa l'employer contre les djounouds. Mais, après Boghari, un grand nombre de cadres et de soldats quitta l'armée des frontières, soit en se faisant démobiliser, soit en emportant les armes. Les vides furent comblés par les débris de la force locale (harkis, mercenaires...). Les cadres algériens demeurés au service de l'armée française vinrent, d'un commun accord entre l'état-major français et celui de « l'Armée nationale populaire », combler les vides laissés par les cadres révolutionnaires.

L'A.N.P. est devenue une armée régulière, pléthorique (100.000 hommes), avec son budget énorme, son matériel lourd fourni par la France, l'Égypte ou les pays de l'Est, sa hiérarchie et ses cadres soigneusement épurés, provenant pour l'essentiel de l'armée française, des écoles égyptiennes ou des frontières, avec des diffé-

rences de soldes marquées entre les soldats, les sous-officiers et les officiers (le soldat gagne 20.000 AF, pouvoir d'achat élevé en Algérie compte tenu de la misère générale, le sergent, 53.500 AF, l'adjudant 107.000 AF.) Il ne nous a pas été possible de connaître les soldes des officiers).

L'A.N.P. possède sa presse intérieure et sa revue mensuelle, "El Djeich".

A côté de l'armée, la gendarmerie, la police et la sûreté générale sont devenues des annexes de l'A.N.P. depuis que Boumedienne est ministre de la défense nationale et vice-président du Conseil. »

(Idem, pp. 52-54.)

Telle est la colonne vertébrale du pouvoir en Algérie. « Les décisions adoptées au cours de ces dernières semaines (mars 1963) » qui enthousiasmaient si fort nos pablistes n'étaient que des contre-feux tendant à limiter les conquêtes des fellahs algériens, à les dénaturer et à prévenir tous nouveaux pas en avant. La logique du mouvement d'occupation des terres, des comités de gestion s'instituant de leur propre mouvement tant dans l'agriculture que dans l'industrie était de se centraliser de lui-même, de dépasser les fonctions économiques de gestion du domaine ou de l'entreprise pour se hisser aux fonctions politiques, et de servir d'ossature à un nouvel appareil d'état. Le rôle de l'U.G.T.A. pouvait être capital en ce sens :

« A Boufarik, l'équipe de l'U.G.T.A., menée par Si Mahmoud Bouamra, a, dès le mois de juin 1962, pris l'initiative de la réforme agraire. Quand les colons sont partis, déclarait Bouamra à « L'Ouvrier Algérien » (n° 2, 19 octobre 1962), j'ai été trouver les autorités, mais personne ne voulait prendre ses responsabilités et, d'ailleurs, la plupart des autorités n'étaient pas encore en place, c'est alors que j'ai pris l'initiative de mettre la caisse de l'U.G.T.A. à la disposition des paysans, à condition qu'ils organisent des comités de gestion et qu'ils prennent toutes les dispositions utiles. Chaque ferme a sa comptabilité et la plus riche de toutes, Sainte-Marguerite (2.600 ha), nous sert de banque. »

(« Etudes anticolonialistes ». Voir Aklouf, article cité, p. 48.)

Indépendamment de la conscience qu'en avaient les militants

de l'U.G.T.A., cette orientation, si elle avait été généralisée, aurait posé la question du pouvoir politique. Seule, la confusion théorique et politique des meilleurs militants de l'U.G.T.A. les empêchait de le voir clairement et d'en tirer les conséquences, notamment en organisant la classe ouvrière en parti politique indépendant. Mais cette situation ne pouvait se prolonger, et le nouveau pouvoir d'état qui se constituait ne pouvait tolérer que l'U.G.T.A. préserve un fonctionnement indépendant. C'est contre celle-ci, malgré ses insuffisances et ses limitations, que le nouveau pouvoir, au moment même où, selon le « S.I. », il était en bonne voie d'instaurer un état ouvrier, passa à l'offensive.

Le Congrès de l'U.G.T.A. se tint du 17 au 20 janvier 1963. Le bureau politique du F.L.N. imposa un discours d'ouverture de Ben Bella, discours dans lequel celui-ci eut l'occasion de manifester ces « progrès idéologiques » qui allaient faire l'admiration du « S.I. ». De ce discours, « Informations ouvrières » du 2 février 1963 cite le passage suivant :

« Dans l'intérêt du pays, dans sa phase d'édification, il faut absolument qu'il n'y ait qu'une seule pensée politique. C'est le parti (épuré et domestiqué) qui doit élaborer la pensée politique du pays... L'unité politique suppose nécessairement que toutes les organisations algériennes, et notamment les syndicats, se soumettent à une discipline nationale. Il faut se garder de certaines tentatives qui existent en Afrique et qui portent un nom : l'ouvriérisme. Le congrès aura atteint son but si, dans ses prochaines assises, 80 % des délégués portent le turban, c'est-à-dire qu'ils seront des paysans. »

On sait comment, le 19 janvier, Ben Bella fit occuper la tribune du congrès par des hommes à lui ; l'ancienne direction de l'U.G.T.A. fut expulsée, et une direction docile installée à sa place. De tout cela, bien entendu, le « S.I. », dans sa « déclaration » du 21 avril suivant, ne soufflera pas mot.

C'est après cette mise au pas de l'U.G.T.A. que seront pris les décrets de mars sur l'autogestion. Ils la codifient pour la désamorcer. Les comités de gestion sont dépourvus de pouvoirs politiques, le rôle dirigeant est assumé par le directeur, nommé par le gouvernement, la commercialisation des produits est assurée par un office gouvernemental. La question essentielle est donc bien celle de l'origine de classe de l'appareil d'état, et des processus sociaux et politiques au cours desquels il a pris naissance : il n'est pas issu des masses, il s'est, au contraire, constitué contre elles.

Et il y a une différence de taille avec ce qui s'était produit à Cuba. A Cuba, l'impérialisme américain est passé à l'offensive contre la révolution fidéliste, obligeant, pour se défendre, la direction fidéliste à exproprier les sociétés étrangères et les grands propriétaires fonciers, à faire appel aux masses. Cela ne suffit pourtant pas pour caractériser l'état cubain comme étant un état ouvrier. En Algérie, ce n'est pas pour résister à une offensive de l'impérialisme que la direction Ben Bella a pris les décrets sur l'autogestion : bien au contraire, elle a bénéficié, à partir des accords d'Evian, de l'appui le plus total de l'impérialisme dominant, l'impérialisme français, et de l'aide compréhensive de l'impérialisme américain lui-même. Dans les conditions données, après le départ des « Pieds noirs », le gouvernement Ben Bella, s'appuyant sur le nouvel appareil d'état, défendait aux moindres frais les intérêts du capitalisme français et mondial en Algérie et au Sahara.

Et M. Aklouf pouvait donc conclure son étude en ces termes :

« C'est un fait que la France contrôle 80 % de l'économie algérienne, que le gouvernement ne bouleverse pas les structures agricoles (par exemple en lançant un plan d'arrachage de la vigne), qu'il ne touche pas au Code des investissements et à la politique énergétique et minière, élaborée dans l'intérêt de l'impérialisme français. Qu'en un mot cet état défend les rapports capitalistes de propriété sous la forme prédominante qu'ils connaissent en Algérie : la domination du capital étranger, qu'il s'agit d'un ETAT BOURGEOIS... »

La bourgeoisie nationale n'a pas les moyens de gouverner directement. Elle doit s'en remettre à une bureaucratie politique parasitaire pour qu'elle construise un véritable appareil d'état. Cet état dispose au sens strict du terme, joue pour cette bourgeoisie un rôle de TUTEUR, assurant ou tentant d'assurer par l'animation d'un secteur nationalisé les conditions d'un développement économique. Par là-même, cet état dispose d'une relative autonomie : c'est en ce sens que le régime de Ben Bella, élevé au-dessus des diverses classes sociales et jouant de leur contradiction, est un régime BONAPARTISTE. Qu'il ne satisfasse pas toutes les couches de la bourgeoisie algérienne est une évidence, mais elles sont bien contraintes, pour l'heure, de s'en contenter. Ce type de régime, appuyé par un parti unique, se retrouve, avec certes des variantes, dans nombre de pays ayant récemment accédé à une indépendance formelle. »

(Article cité, p. 61-62.)

On sait que, tout récemment, les « progrès idéologiques » de Boumedienne ont pris un tour particulier, qui les distingue nettement de ceux de Ben Bella. « La Vérité » reviendra dans un prochain numéro sur ces événements, et nous ne les mentionnerons plus ici, sinon pour souligner que l'analyse de l'A.N.P. faite par M. Aklouf, et que nous venons de citer, contient les éléments nécessaires pour les expliquer. Quant aux funambules du « S. U. », nous ne doutons pas qu'ils ne parviennent avec aisance à situer ces événements dans le cadre de leur conception de l'état algérien, état (presque) ouvrier, et qui va bientôt l'être tout à fait.

L'élite au pays des merveilles

Mais l'admirable théorie qui fait déterminer la nature de classe d'un état par l'évolution idéologique de ses dirigeants n'a pas été appliquée qu'à l'Algérie, et est aujourd'hui une des thèses les plus chères des révisionnistes. C'est sans doute dans la résolution du « 6^e congrès mondial » pablo-germaniste intitulée « *Bilans, problèmes et perspectives de la Révolution coloniale* », qu'elle s'exprime le plus complètement. Rappelons, à toutes fins utiles, que ce document remarquable, adopté en janvier 1961, engage aussi bien Germain, Frank et les leurs que Pablo et les siens.

La notion même de « révolution coloniale » est directement contradictoire avec l'analyse marxiste de notre époque ; elle procède bien plutôt de la notion petite-bourgeoise d'un « tiers-monde », avec ses lois spécifiques, qui vient ainsi s'ajouter aux deux premiers mondes, ceux que Pablo appelle « régime capitaliste » et « monde stalinien ». Chacun de ces trois « mondes » juxtaposés ayant ses lois propres de développement. Cette conception triadique de notre époque préside aujourd'hui à toutes les analyses des divers théoriciens petits-bourgeois : elle est, en particulier, implicite dans les innombrables résolutions produites par le « S. I. » ou « S. U. » révisionniste.

Pour le « régime capitaliste », on y parle encore de révolution prolétarienne, à seule fin, il est vrai, d'en déplorer le retard et de faire porter aux masses la responsabilité de ce retard. Dans le « monde stalinien », nous l'avons vu, c'est la déstalinisation, « irréversible », « irrésistible », etc., etc., qui fait l'admiration générale, sous le signe de l'auto-réforme de la bureaucratie, ou de son aile

gauche, à laquelle est ainsi dévolu le rôle principal sur la scène de l'histoire dudit « monde stalinien ». Enfin, le tiers-monde est en proie à la « révolution coloniale », objet d'un culte encore plus fervent, qui se manifeste par d'innombrables et fastidieuses litanies telles que :

« La montée continue de la Révolution coloniale pendant la dernière décennie a contrasté de manière frappante avec la stagnation prolongée du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés. L'essor de la révolution coloniale, etc., etc. »

(« Quatrième Internationale », n° 12, p. 46.)

Mais y a-t-il trois mondes, ou un seul ? Pour Marx, la réponse n'était pas douteuse. Un des traits spécifiques de la société capitaliste est d'avoir créé un marché mondial, tendant ainsi à unifier le monde. La lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie est un phénomène mondial qui domine tous les aspects particuliers, notamment nationaux, de l'histoire de notre époque. La révolution prolétarienne est une perspective mondiale unique, bien loin d'être réservée à tel ou tel type de pays. Au stade impérialiste du capitalisme, cette réalité devient encore plus essentielle :

« A notre époque, qui est celle de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'économie et de la politique MONDIALES dirigées par le capital financier, il n'est pas un seul parti communiste qui puisse établir son programme en prenant seulement ou principalement comme point de départ les conditions ou les tendances de l'évolution de son pays... Le parti révolutionnaire du prolétariat ne peut se baser que sur un programme international correspondant au caractère de l'époque actuelle, celle du couronnement et de l'écroulement du capitalisme. Un programme communiste n'est nullement une somme de programmes nationaux ou un amalgame de leurs traits communs. Il doit prendre directement pour point de départ l'analyse des conditions et des tendances de l'économie et de l'état politique du monde, prises comme un tout, avec leurs liens et leurs contradictions, c'est-à-dire avec la dépendance mutuelle opposant ses composantes entre elles. A l'époque actuelle, infiniment plus que pendant la précédente, le sens dans lequel se dirige le prolétariat du point de vue national doit se déduire et ne peut se déduire que de la direction prise dans le domaine international, et non pas vice-versa. C'est en cela que

consiste la différence fondamentale qui sépare au point de départ l'internationalisme communiste des diverses variétés de socialisme national.»

(Trotsky, « L'I.C. après Lénine », édition française, pp. 95-96.)

Donc, pas de « révolution coloniale » : une perspective mondiale unique, la révolution prolétarienne, prenant dans chaque pays ou type de pays, notamment dans les colonies ou ex-colonies, une forme particulière, spécifique, mais qui revêt le même contenu de classe. Et un seul acteur sur la scène de l'histoire est apte à réaliser cette perspective : le prolétariat, les masses travailleuses et exploitées. « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Voilà le point de vue du marxisme.

Mais pour les théoriciens révisionnistes de la « révolution coloniale », à quelle classe, à quel groupe social est dévolu le rôle principal dans cette « révolution » ? La résolution du « 6^e congrès mondial », déjà citée plus haut, répond sans équivoque :

« ...En l'absence d'une structure de classe de type classique, d'une bourgeoisie et même d'une petite-bourgeoisie organiquement structurée, les élites restreintes qui existent, quelques intellectuels, quelques fonctionnaires, quelques cadres syndicaux, quelques commerçants et hommes d'affaires, constituent potentiellement, sinon déjà de fait, des couches nouvelles de compradores, sur lesquelles se base l'espoir de l'impérialisme de les voir se développer et se stabiliser en tant que telles.

Mais, d'autre part, la faiblesse économique et politique, encore extrême, de ces élites restreintes, face à un mouvement de masses puissant, avide de réformes et de solutions radicales, ainsi que la conscience de ces élites de leur possibilité de miser sur les rivalités des impérialistes et sur l'antagonisme Est-Ouest les poussent à un rôle SUI GENERIS non seulement politique, mais également social dans le sens plus précis suivant :

N'ayant pas encore pris forme et racine dans la société africaine en transformation rapide, ces élites constituent, à l'étape actuelle, plus que l'embryon d'une classe néo-bourgeoise : c'est l'embryon d'une BUREAUCRATIE D'ETAT...

Ce rôle social spécifique propre à la société africaine actuelle peut aussi bien évoluer vers un caractère

nettement bourgeois que vers un caractère quasi-prolétarien, selon la force du mouvement des masses, et les rapports avec l'impérialisme et les Etats ouvriers. La Guinée de Sekou Touré est l'exemple le plus avancé à l'heure actuelle de ce phénomène. Le Kenya de Jomo Kenyatta peut s'avérer demain un exemple analogue, ainsi que le Kamerun, les territoires sous contrôle portugais, ET AUTRES (souligné par nous — tous les espoirs nous sont permis !)

Dans tous ces exemples, l'ELEMENT FONDAMENTAL DE L'EVOLUTION FUTURE EST L'ETAT ET LA COUCHE QUI L'ADMINISTRE (souligné par nous)...

D'où le rôle spécifique de la couche indigène restreinte qui accède au pouvoir et contrôle l'Etat...

Cette couche détient une FORCE EN SOI, L'ETAT (souligné par nous), sans subir l'influence précise ni le contrôle d'une classe dirigeante, dont elle serait le mandataire.

C'est par la gestion de l'Etat que cette couche se développe et acquiert une importance sociale, et non pas par les besoins intrinsèques de la production ni par son rôle dans la production. »

(« Quatrième Internationale », n° 12, pp. 60-61.)

Quelle prodigieuse contrée, l'Afrique noire !

— Qu'est-ce que l'état ?

— L'instrument d'une classe pour l'oppression d'une autre, répondent les marxistes.

— Et les classes ?

— Le produit d'un mode de production déterminé. Elles plongent donc leurs racines dans les conditions matérielles d'existence des hommes qui les constituent, dans leurs rapports sociaux de production.

— Qu'est-ce que l'état ?

— Une force en soi, que détient l'élite, répondent les germanopablistes.

— Et l'élite ?

— Elle a un rôle « sui generis ». Elle est plus que l'embryon

d'une classe néo-bourgeoise : c'est l'embryon d'une bureaucratie d'état. Elle se développe en gérant l'état. Elle n'a pas de rôle dans la production. Elle ne subit ni l'influence ni le contrôle d'une classe dirigeante. Elle n'a encore pris ni forme ni racine dans la société. Extrêmement faible, elle constitue l'élément fondamental de l'évolution future. Elle peut aussi bien devenir bourgeoise (nettement) que quasi-prolétarienne (confusément?). Ce qui détermine son évolution, elle ne peut le trouver à l'extérieur d'elle-même, puisqu'étant l'élément fondamental, non dans ses bases sociales objectives (elle n'en a pas), mais dans son intériorité subjective.

— Qu'est-ce donc que l'histoire de notre époque ?

— L'histoire de la lutte de classe du prolétariat mondial contre la bourgeoisie, répondent les marxistes.

— L'histoire de l'évolution spirituelle de l'élite, répondent les germano-pablistes.

En Afrique noire, bien sûr. Rien qu'en Afrique noire !

Bien entendu, Boumedienne, avec ses « progrès idéologiques », est citoyen de l'Afrique noire ; le « marxiste naturel » Castro aussi. Quant à Tito, il n'a tenu qu'à lui...

Oui, vraiment, prodigieuse contrée, contrée de prodiges que l'Afrique noire !

Le contenu concret, si l'on ose dire, n'est d'ailleurs que trop clair. La crise historique de l'humanité se réduisant à l'évolution spirituelle de l'élite qui gère l'état, il suffit donc, pour résoudre la crise historique, que l'élite choisisse ses conseillers au sein du « S. I. »-« S. U. ». C'est gagné d'avance — car qui oserait prétendre que Pablo ou Germain n'appartienne pas à l'élite ? Et Frank, donc !

VI - Le « néo-trotskyisme » en quête d'un « néo-programme »

Des changements sans précédent.

« *Sur de nouveaux problèmes de la révolution socialiste en Europe* », tel est le titre alléchant d'un article de P. Frank, où l'on peut lire :

« *NOUS-MEMES, TROTSKYSTES, DEVONS à ce propos, comme nous le verrons plus loin, REAJUSTER NOTRE PROGRAMME A LA SITUATION NOUVELLE QUI S'ESQUISSE* » (souligné par nous).

(« Quatrième Internationale », n° 16, juillet 1962, p. 45.)

Comme on le voit, il ne s'agit pas d'une bagatelle : « Réajuster le programme ». La réalité de la IV^e Internationale s'est manifestée d'abord par son aptitude à élaborer ce programme. S'il faut le « réajuster », c'est qu'il s'est produit des bouleversements fondamentaux. P. Frank nous le dit :

« ...Il faut aborder les perspectives du mouvement ouvrier européen en tenant compte que les générations qui désormais joueront le rôle principal considèrent comme normal, non comme du superflu, le niveau de vie

tel qu'il s'est établi dans les dernières années, et qu'elles ne sont plus sous l'emprise des vieilles directions traditionnelles à la façon que l'on avait connue dans l'immédiat après-guerre. Il y a sans aucun doute toujours un décalage qui se produit entre les générations, **MAIS IL EST TRES DOUTEUX QU'IL SE SOIT PRODUIT DANS TOUTE L'HISTOIRE DU CAPITALISME DES CHANGEMENTS AUSSI IMPORTANTS PENDANT UNE DUREE MALGRE TOUT AUSSI LIMITEE** (souligné par nous), changements qui se sont produits pendant la vie de tous ceux qui, en Europe, dépassent la quarantaine. »

(Idem, p. 47.)

Ainsi, il s'est produit au cours de ces dernières décennies des changements comme il ne s'en était jamais produit dans toute l'histoire du capitalisme en si peu de temps. Aucun doute, il ne peut s'agir que de changements structurels de la société capitaliste, et non seulement au niveau de ses superstructures, ni, bien sûr, d'une période de « prospérité » qui, même prolongée, relève de la conjoncture. Car, P. Frank nous l'a fort bien expliqué quelques paragraphes plus haut :

« Au fond, toute l'argumentation des frigidaires et des scooters (censés corrompre la classe ouvrière européenne) a pour point de départ une explication des rapports sociaux à partir de la consommation et non de la production. Il y a bien longtemps que Marx, dans « l'Idéologie allemande », faisait remarquer qu'agir ainsi c'était ignorer les conditions réelles de l'activité des hommes, et que cela ne pouvait conduire qu'à des conceptions réactionnaires. »

(Idem, p. 45.)

« (Il s'agit d'une) situation nouvelle (qui) pose des problèmes nouveaux pour le mouvement ouvrier. En particulier, pour notre propre mouvement, cela se résume dans une nécessité de réexaminer notre Programme de transition, non de changer sa conception d'ensemble (bien sûr ! on est trotskyste ou on ne l'est pas !) de mots d'ordre mobilisateurs correspondant à la logique du développement du mouvement des masses et portant celui-ci hors du cadre capitaliste, jusqu'à la conquête du pouvoir, mais dans le sens d'adapter ce programme aux **NOUVELLES CONDITIONS, AUX NOUVEAUX SENTIMENTS DES MASSES, AU NOUVEAU**

NIVEAU A PARTIR DUQUEL PARTIRONT LES
INEVITABLES LUTTES DE DEMAIN (souligné par
nous).»

(Idem, p. 47.)

Il est clair que la « nouvelle situation », les « nouvelles conditions », les « nouveaux sentiments des masses » ne peuvent être déterminés que par « les conditions réelles de l'activité des hommes » par « les rapports sociaux » qu'il faut expliquer « à partir de la production et non de la consommation ». Quelle est donc cette « nouvelle situation » ?

« Il n'est pas nécessaire que nous démontrions la différence qualitative entre la planification dans un régime où le pouvoir capitaliste a été aboli et la planification dans un régime capitaliste. Nous n'avons également pas besoin de démontrer que les néo-capitalistes (qu'ils soient les « jeunes patrons » prétendument plus intéressés à la gestion qu'à la production, ou des réformistes de diverses nuances) développent dans ce domaine une politique visant seulement à améliorer le système capitaliste, non à l'abolir. Mais nous devons comprendre que s'ils donnent une telle importance à cette question (de la « planification démocratique »), ce n'est pas seulement parce qu'elle répond à leurs propres préoccupations, mais aussi parce que cela traduit l'existence au sein d'une couche de militants ouvriers d'idées plus ou moins confuses, plus ou moins élaborées, sur la place qu'ils occupent dans la production et dans l'organisation de celle-ci, soit au niveau de l'entreprise, soit au niveau de l'économie dans son ensemble.

A présent, il n'y a pas de chômeurs, mais le plein emploi ; cependant, les travailleurs, plus particulièrement les militants, ressentent que ce qui se passe dans les entreprises et dans l'économie, à l'exception de bagatelles qui relèvent des comités d'entreprise, est en dehors de leur décision, à commencer même par les salaires... »

(Idem, p. 48.)

A vrai dire, nous sommes assez déçus. Est-ce nouveau ? Les travailleurs constatent que ce qui se passe dans l'économie, à commencer par leurs salaires, est en dehors de leur pouvoir de décision : est-ce là une nouveauté ?

Actualité du programme de transition.

Apparemment rien, absolument rien de neuf là-dedans, encore moins de quoi justifier le « réajustement du programme ». Dès 1933-1934, il y a trente ans, dans « *Où va la France* », Trotsky expliquait qu'il fallait, face aux « planificateurs capitalistes », élaborer des revendications de transition pour mobiliser les masses et s'opposer aux positions des « planificateurs » fascistes ou réformistes. Nous nous permettons de le rappeler à P. Frank, trois chapitres, rien que trois chapitres du Programme de transition sont consacrés à ces questions. Quelques extraits en suffiront à rafraîchir la mémoire de Frank :

« La nécessité d'un "contrôle" sur l'économie, d'une "direction" étatique, d'une "planification" est maintenant reconnue — au moins en paroles — par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite-bourgeoise... les fascistes... les sociaux-démocrates... les ingénieurs et les professeurs (qui) cherchent à devenir des "technocrates" ...

Les projets de limitation de l'absolutisme des "patrons de droit divin" restent de lamentables farces tant que les propriétaires privés des moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs les machinations de l'exploitation, du pillage, de la tromperie. L'abolition du "secret commercial" est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie...

Aucun fonctionnaire de l'Etat bourgeois ne peut mener à bout ce travail, quels que soient les pouvoirs dont on veuille l'investir... Les COMITES D'USINES, ET SEULEMENT EUX (souligné par nous) peuvent assurer un véritable contrôle sur la production, en faisant appel — en tant que conseillers et non comme "technocrates" — aux spécialistes honnêtes et dévoués au peuple...

L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire — du point de vue des intérêts des travailleurs et non de ceux des exploités — est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans que les ouvriers plongent leurs regards dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son

ensemble. AINSI (souligné par nous) le contrôle ouvrier deviendra L'ECOLE DE L'ECONOMIE PLANIFIEE. Par l'expérience, par le contrôle, le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée, quand l'heure en aura sonné...

...Nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopoleuses de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisations" consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le RACHAT ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front Populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ;
- 4) Nous relient le problème de l'expropriation à celui de la conquête du pouvoir par les ouvriers et les paysans.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans L'AGITATION quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue PROPAGANDISTE, sous la forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par différents stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'OBJET DES REVENDICATIONS TRANSITOIRES EST DE PREPARER LE PROLETARIAT A RESOUDRE LE PROBLEME (souligné par nous).

...Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts de toute la nation, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seule,

l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'Etat mettront dans les mains de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels, et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique...

Cependant, l'ETATISATION DES BANQUES ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'état lui-même passe des mains des exploiters aux mains des travailleurs.»

(« Programme de transition », nouvelle édition, pp. 18-22.)

Rien, dans ce système de revendications transitoires, n'est conjoncturel. Il répond aux problèmes avec lesquels le prolétariat est confronté au cours de la période de la crise historique du régime capitaliste, crise historique qui ne cesse pas d'opérer et de s'approfondir, y compris dans les moments de haute conjoncture (dont il faudrait d'ailleurs montrer les ressorts), et qui ne se terminera qu'avec la conquête du pouvoir par le prolétariat dans le monde entier. C'est dans la crise de la société bourgeoise elle-même, en donnant une expression consciente aux intérêts et aux aspirations des travailleurs, que le programme de transition trouve les éléments de leur mobilisation.

Il est frappant de constater à quel point, plus de vingt-cinq ans après son élaboration, il répond aux besoins actuels de la classe ouvrière. La « nécessité d'un contrôle sur l'économie », « d'une planification », de la « nationalisation » de toute une série d'industries de base s'est imposée à la bourgeoisie, qui a dû y recourir dans ses efforts pour sauver le système capitaliste dans son ensemble. Mais, réalisée par des gouvernements « libéraux » bourgeois, du type du « tripartisme » (M.R.P.-S.F.I.O.-P.C.F.), ou utilisée ensuite par des gouvernements divers jusqu'à un gouvernement de type bonapartiste (De Gaulle), elles se sont avérées n'être qu'un « pillage planifié du peuple », et la plus-value produite par les travailleurs des industries « nationalisées » fait retour, dans l'ombre propice « du secret commercial », par de multiples voies, aux trusts pourtant grassement indemnisés. Les « machinations de l'exploitation, du pillage, de la tromperie », demeurent dissimulées aux producteurs et aux consommateurs. Le contrôle ouvrier sur l'industrie peut, seul, apporter la lumière dans ces profondes ténèbres. L'expropriation de toute une série de branches de l'industrie : l'industrie chimique, toute l'industrie lourde, l'industrie de l'automobile, toutes les industries

relevant de l'énergie atomique, de l'électronique, de l'aviation, des hydrocarbures, des industries du bâtiment, etc. ; l'expropriation de toutes les banques et leur fusion en une banque unique ne s'imposent pas moins que la réalisation d'un plan de production. En même temps que la concentration des terres, la différenciation sociale dans les campagnes met également à l'ordre du jour le problème de l'alliance des ouvriers et paysans, qui doit trouver son expression dans les revendications dont les grandes lignes sont fournies par le programme de transition.

Un programme fondé sur la « prospérité »

Aussi peut-il apparaître étonnant de constater que P. Frank insiste :

« Autrement dit, notre Programme de transition, qui contient encore (admirez cet encore : Malgré son râtelier, ses rhumatismes et ses béquilles, il est « encore » alerte, le vieux !), vingt-cinq années après avoir été écrit, tant de choses valables pour les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière européenne (sic) doit être complété par une série de revendications correspondant à la situation nouvelle résultant des progrès qui sont intervenus entre temps par suite d'une période exceptionnelle de haute conjoncture. »

(Article cité, p. 49.)

Premier sujet d'étonnement. P. Frank nous avait expliqué que « l'argumentation des frigidaires et des scooters a pour point de départ une explication des rapports sociaux à partir de la consommation... et que cela ne pouvait conduire qu'à des conceptions réactionnaires », et le voici qui veut modifier le programme de transition en fonction d'une période exceptionnelle de haute conjoncture ! Pour mieux comprendre, reportons-nous quelques lignes plus haut, où Frank nous explique : « A présent, l'Europe occidentale capitaliste connaît non le chômage mais le plein emploi... Sans se livrer à des exagérations, on peut dire qu'il y a eu un relèvement général du niveau de vie (les frigidaires et les scooters auxquels certains, plus « réactionnaires » que Frank, ajoutent la télévision et même l'automobile), même s'il y a encore dans tous les pays des couches laborieuses au standard de vie encore bas relativement à la moyenne de l'Europe occidentale ». C'est ce qui fait que les

travailleurs ont à aborder des problèmes qui ne sont, « pour recourir à un langage philosophique, pas seulement les problèmes de la seule aliénation économique ». Mais Frank procède ainsi à une révision fondamentale de la méthode marxiste sur laquelle repose le Programme de transition ; il abandonne l'analyse des rapports sociaux et de leurs contradictions en fonction du mode de production et de ses contradictions au profit d'une méthode subjective et finalement réactionnaire, qui aboutit à ces prolétaires en blouses blanches, sans mulette ni casquette, si chers à MM. Mallet et C^{ie}, précisément parce qu'à leurs yeux ce ne sont plus des prolétaires au vrai sens du terme. S'il en était réellement ainsi, c'est radicalement qu'il faudrait modifier le programme, non seulement les mots d'ordre qu'il contient, mais la méthode avec laquelle il est construit. Il nous semble reconnaître chez Frank l'écho « trotskyste » des positions du stalinien Togliatti, qui écrivait peu avant sa mort, dans son « Testament » :

« Les communistes doivent liquider toute forme de dogmatisme, affronter et résoudre de façon nouvelle les problèmes nouveaux, employer des méthodes de travail adaptées à un milieu politique et social se transformant continuellement et rapidement... Au fur et à mesure que les tentatives de programmation capitaliste deviennent plus poussées, la position des syndicats devient plus difficile. Un élément substantiel de la programmation est en effet ce qu'on appelle « la politique des revenus », qui englobe une série de mesures visant à entraver le libre développement de la lutte pour les salaires, par un système de contrôle du niveau des salaires par l'Etat, et par la défense de les augmenter au-delà d'une certaine limite. C'est une politique qui fera faillite (l'exemple hollandais est intéressant) ; mais elle ne peut être contre-carrée que si les syndicats savent travailler avec fermeté et intelligence, en reliant eux aussi leurs revendications immédiates à la lutte pour des réformes économiques et pour un plan économique dans l'intérêt des travailleurs et des couches moyennes de la société. »

Programme et réalités politiques

Tout cela devient lumineux lorsque l'on replace les préoccupations « programmatiques » de P. Frank dans la situation politique concrète. A quel type appartiennent ces « militants » qui « ressen-

tent que ce qui se passe dans les entreprises et dans l'économie, à l'exception de bagatelles qui relèvent des comités d'entreprise, est en dehors de leur décision, à commencer même par les salaires ? Et quels remèdes proposent-ils ?

Chacun le sait : il s'agit des partisans des « réformes de structures » de la C.F.D.T., des « planificateurs » du P.S.U. Ils préconisent : la « contestation », de l'entreprise jusqu'aux organismes du plan ; la présence « contestataire » des syndicats au sein de commissions de toutes sortes, des Commissions de développement économique régional, notamment ; l'extension des « pouvoirs » des comités d'entreprise ; un « contreplan » ; une « politique des revenus » (des salaires), mais avec un « droit de regard sur l'ensemble de l'économie » des organisations syndicales en France, la « co-gestion » en Allemagne. Ils seraient tout prêts à contresigner ces quelques lignes de feu Togliatti : *exiger « un développement et une coordination des revendications immédiates et des propositions pour une réforme de la structure économique (nationalisations, réformes agraires, etc.) dans le cadre d'un développement général économique à opposer à la programmation capitaliste. Ce ne sera certainement pas encore un plan socialiste, parce que les conditions d'un pareil plan sont absentes, mais c'est une forme nouvelle et un nouveau moyen de lutte pour le socialisme »*. C'est là la façon dont staliniens et réformistes couvrent les processus de subordination des syndicats à l'état. Déjà en 1940, Trotsky écrivait, dans « *Les syndicats à l'époque de la décadence de l'impérialisme* » :

« Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'état.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'état n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats.

Le capitalisme monopoleur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur le commandement central. Les cliques capitalistes à la tête de trusts puissants, de syndicats, de consortiums bancaires, etc..., contrôlent la vie économique de la même hauteur que le fait le pouvoir d'état, et, à chaque instant, ils ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour,

les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement uni au pouvoir. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes — c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée — la nécessité de s'adapter à l'état capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui. »

C'est précisément cela que nous sommes en train de vivre dans tous les pays capitalistes économiquement développés, et sous une forme particulièrement aiguë en France. Le capitalisme français « centralisé », et qui, pour les besoins de la concurrence internationale, doit se centraliser plus encore, tente, intimement uni au pouvoir, de transformer les organisations syndicales en prolongements de l'appareil d'état, en courroies de transmission de la politique « sociale » du pouvoir. En France, c'est même la question politique principale du moment. Le pouvoir bonapartiste n'a laissé subsister que l'ombre de l'ancien régime parlementaire ; par sa réforme administrative, il reconstitue, en somme, en l'adaptant, l'ancien système napoléonien ; par la réforme de l'enseignement, il domestique strictement l'université à l'état ; par la réforme de la loi électorale, qui complète la réforme administrative, il vide de toute substance l'ancienne administration municipale, aux pouvoirs déjà limités, mais qui, correctement utilisée par le mouvement ouvrier, pouvait, dans certaines conditions, fournir des points d'appui à l'action des travailleurs. Cependant, toutes ces structures, ce renforcement du contrôle de l'état bourgeois sur toute la vie économique, sociale et politique, ne peuvent prendre leur plein effet tant que la classe ouvrière sera capable de combattre. Quelles que soient leurs tares, les organisations syndicales sont des organisations élémentaires de la classe ouvrière, qu'elle utilise et qui lui sont indispensables pour préparer et engager ses luttes, surtout lorsqu'elle combat en retraite. Pour la classe ouvrière, il est vraiment capital que les organisations syndicales conservent aujourd'hui leur indépendance par rapport à l'état ; pour la bourgeoisie, qu'elles la perdent.

Il est impossible de considérer cette question de façon statique. La centralisation des capitaux et la concentration du pouvoir d'état donnent au grand capital une unité de combat inégalée jusqu'alors. Des contradictions subsistent au sein de la bourgeoisie, mais elles restent subordonnées, dans la conjoncture politique d'aujourd'hui, à l'impérieux besoin du capitalisme d'en finir avec le mouvement

ouvrier indépendant. En face de cela, la lutte parcellaire est impuissante. C'était pourtant le mode de combat spécifique du réformisme conséquent de toutes nuances, parce que, s'attaquant à un patron ou à une branche d'industrie particulière, il ne mettait pas directement en cause l'existence même de la société bourgeoise.

Il faut mobiliser la classe ouvrière en tant que classe, et la dynamique de la lutte fait que, même lorsque le prolétariat part d'une position défensive, en se dressant comme classe face à la bourgeoisie, à son état et à son gouvernement, il tend à mettre en cause le pouvoir bourgeois. Or, il serait certes faux de croire que les appareils de toutes natures des organisations ouvrières consentent de bon gré à voir leur rôle réduit à celui de courroies de transmission, de prolongements de l'appareil d'état bourgeois. Mais la seule alternative est une lutte qui mettrait en cause l'existence même du régime capitaliste : et ils ne peuvent s'y résoudre.

Une version « trotskyste » du togliattisme

Il y a les « idéologues » directs de l'intégration des syndicats à l'état : les « sociologues » théoriciens de la « nouvelle classe ouvrière », les partisans de la « planification démocratique » ; il y a ceux qui sont contraints par l'impuissance du réformisme à capituler. Le rôle politique des Togliatti consiste à couvrir d'une phraséologie « socialiste » la capitulation. Le rôle de P. Frank, Germain et autres consiste à la couvrir d'une phraséologie « trotskyste ». Togliatti parle « *des revendications immédiates et des propositions pour une réforme de la structure économique* » ; et il ajoute : « *...c'est une forme nouvelle et un nouveau moyen de lutte pour le socialisme* ». Ainsi justifie-t-il la participation syndicale à tous les organismes d'intégration à l'état. Frank écrit : « *En raison du retard de la révolution socialiste en Europe et des développements et changements qui se sont produits DANS LES CONDITIONS DE LA CLASSE OUVRIERE* (souligné par nous) *le point de départ des grandes luttes pour le pouvoir se fera à un niveau plus élevé... C'est en tenant compte de ces changements que nous devons réadapter le Programme de transition dans le sens que nous devons le compléter et formuler ces problèmes nouveaux, ces revendications nouvelles de façon à les lier à la question du pouvoir, en un mot à leur donner le caractère de mots d'ordre de transition.* » Et il ajoute : « *Il va de soi que, dans l'état actuel de notre mouvement, alors que*

nous sommes avant tout un mouvement de cadres politiques, il ne s'agit pas pour nous d'entrer dans le détail des questions soulevées. » (Article cité, p. 49.)

Superbe ! Pour un «cadre politique», «il va de soi», au contraire, qu'il faut donner une formulation très concrète et très précise (ce que Frank appelle détail). Le programme de transition qui contient «encore tant de choses valables» n'y manque pas. «*Ne pas entrer dans le détail des questions soulevées*» n'a qu'un sens, celui de laisser les autres développer librement leur orientation de participation aux organismes d'intégration, en leur fournissant une couverture «théorique trotskyste». «Pardon!» s'écriera Frank, dressé sur ses ergots, «*j'ai rejeté la planification démocratique*». Voire : il écrit qu'il y a une «*différence qualitative entre la planification dans un régime où le pouvoir capitaliste a été aboli et la planification dans un régime capitaliste*». Oui mais, quantitativement, n'y aurait-il pas, dans la «*planification démocratique*», certaines «*réformes de structure*» dignes d'un programme de transition «new-look»? Et quand bien même Frank dénoncerait-il la planification démocratique? Frachon, au congrès de la C.G.T. de 1963, l'a «dénoncée» contre Lebrun, qui en est ouvertement partisan. Le secrétaire général de la C.G.T. n'en collabore pas moins étroitement à l'intégration des syndicats dans l'état, par sa politique de présence dans les organismes intégrationnistes, et toute la duplicité que constitue la politique des «réformes de structure». Cette fois Frank montera sur un tabouret et hurlera qu'il a écrit : «*Des revendications nouvelles de façon à les lier à la question du pouvoir, à leur donner le caractère de mots d'ordre de transition*»; et même : «*Sur le plan des entreprises, une autre question commence à être posée de façon plus concrète que par le passé, celle du contrôle ouvrier.*» «*Mots d'ordres de transition*», «*contrôle ouvrier*», «*question du pouvoir*», voilà qui fait «trotskyste.» Mais l'astuce est un peu grosse. Il y a longtemps que les bureaucrates du mouvement ouvrier ont appris à utiliser les mots en les vidant de leur substance, en leur donnant un contenu radicalement différent de leur contenu primitif. Trotsky note dans : «*Les syndicats à l'époque de la décadence de l'impérialisme*» :

«*La nationalisation des chemins de fer et des puits de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme. C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon, d'une part contre l'impérialisme étranger et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des puits de pétrole sous le contrôle*

des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière qui est bien indépendante des travailleurs, mais, en retour, complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière et à la faire travailler davantage au service des « intérêts communs » de l'Etat, qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats, en tant qu'organes de la lutte des classes, et à la remplacer par la bureaucratie syndicale comme **ORGANE DE DIRECTION DE L'ETAT BOURGEOIS SUR LES OUVRIERS** » (souligné par nous).

Nous avons choisi délibérément cette citation et l'exemple sur lequel elle s'appuie. D'abord, parce que cet exemple éclaire la signification de toute une série de « nationalisations » dans les pays économiquement arriérés et le rôle dévolu aux bureaucraties d'origine ouvrière, ensuite parce que c'est loin d'être le pire des cas. Dans les pays capitalistes d'Europe, en France en particulier, il ne s'agit pas, pour la bourgeoisie, de lutter contre l'impérialisme étranger, moins encore de donner aux bureaucraties ouvrières la gestion de quoi que ce soit, il s'agit seulement d'utiliser « la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'état bourgeois sur les ouvriers ». Ce qui n'empêche pas le genre de « militants » qui s'intéressent à la « productivité », à la « croissance de l'économie » (d'une économie qui n'est pas asexuée, mais qui est l'économie capitaliste), qui posent des « problèmes nouveaux » (à la vérité passablement rabâchés) de parler de « contrôle ouvrier ». Nous débouchons au cœur du problème. Que signifie le contrôle ouvrier tel qu'il est conçu par le programme de transition ? La réponse est claire et nette : « Les comités d'usine, et seulement eux peuvent assurer un véritable contrôle sur la production » ; et encore : « Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale de son ensemble ». Le contrôle ouvrier suppose que le prolétariat s'organise en tant que classe, en rupture avec et en opposition à toutes les formes de gestion et de pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, en même temps qu'il sert de levier pour cette organisation du prolétariat. Il en est ainsi d'ailleurs de tous les mots d'ordre de transition. Ce qui fait qu'ils sont des mots d'ordre de transition, c'est qu'ils appellent à l'organisation du prolétariat en tant que classe,

s'opposant à la bourgeoisie en tant que classe, et débouchent ainsi sur la question de la lutte pour le pouvoir du prolétariat.

Mettre en avant le mot d'ordre du contrôle ouvrier exige la lutte pour que les organisations ouvrières rompent tout lien avec la bourgeoisie, rompent avec tous les organismes de coopération ouverte ou masquée ; ce qui a, à l'heure actuelle, un sens extrêmement concret : il faut en finir avec la « participation », fût-elle qualifiée de « contestataire », depuis les comités d'expansion régionale jusqu'au conseil économique et social, en finir avec la « co-gestion », dénoncer les « accords contractuels », et ainsi de suite. La brûlante actualité du programme de transition ne s'est jamais manifestée avec autant de force et d'évidence. Alors, pourquoi P. Frank éprouve-t-il le besoin de le « réadapter » ? Sinon pour les mêmes raisons que Togliatti veut « liquider toute forme de dogmatisme, affronter et résoudre de façon nouvelle des problèmes nouveaux ». A cette fin, lorsque l'on est « trotskyste », « secrétaire de la IV^e Internationale », il faut continuer à parler de « revendications de transitions liées à la question du pouvoir », en donnant à cette formule un tout autre contenu. La revendication de transition devient : accroître la participation de la classe ouvrière aux responsabilités de la « société », sa pénétration au sein du système économique et politique bourgeois.

Nous n'inventons rien. Reprenons la phrase : « *Sur le plan des entreprises, une autre question commence à être posée de façon plus concrète que par le passé, celle du contrôle ouvrier et de la gestion ouvrière* », et lisons-la jusqu'à la fin : « *du fait que dans ce domaine les ouvriers ont conscience qu'ils n'ont rien obtenu de substantiel* ». Dans différents domaines les ouvriers ont obtenu quelque chose de substantiel, il faut aussi que, dans le domaine du contrôle et de la gestion, ils obtiennent quelque chose de substantiel ! Voilà ce que nous dit Frank. Ce n'est pas mettre en cause la société bourgeoise, c'est s'y intégrer par le biais des « réformes de structures » de l'entreprise et de l'état dont est si friand Germain.

Deux méthodes

L'auteur du « *Traité d'économie marxiste* », Ernest Mandel, a écrit dans la revue « *Les Temps modernes* » d'août-septembre 1964, un article intitulé « *L'apogée du néo-capitalisme et ses lendemains* ».

Voici comment il y caractérise ce qu'il veut bien nommer le « *néo-capitalisme* » :

« 1) *L'accroissement du rythme de l'innovation technologique et la réduction de la durabilité du capital fixe*

rendent nécessaire le calcul, aussi exact que possible, de l'amortissement et de l'usure « morale » du capital et une planification à long terme plus précise des prix de revient, ce qui est aujourd'hui possible grâce aux rapides progrès du calcul électronique et grâce à l'application de cette technique à la prévision économique en général (recherche opérationnelle, etc.) ;

2) La troisième révolution industrielle, comme celles qui l'ont précédée, se traduit à son tour par une formidable augmentation de la productivité industrielle ou, en d'autres termes, par une nouvelle contradiction aiguë entre une capacité de production apparemment illimitée et les limites de la demande réelle, c'est-à-dire du marché. La réalisation de la plus-value se heurtant à des difficultés croissantes, il en résulte une AUGMENTATION CONTINUE DES COÛTS DE VENTE, d'où le développement continu des techniques de marketing, d'étude des marchés, de calcul de l'élasticité de la demande, etc. (et des bouffonneries moins subtiles de la publicité) ;

3) La nécessité d'éviter à tout prix la répétition d'une crise du type de celle de 1929 étant devenue une question de vie ou de mort pour le capitalisme dans les conditions actuelles de guerre froide et de progression des forces anti-capitalistes dans le monde entier, l'État fait de plus en plus largement appel aux techniques anticycliques ainsi qu'aux techniques de création de pouvoir d'achat et de redistribution des revenus. La garantie — directe ou indirecte — du profit privé par l'État est devenu un des traits prédominants du capitalisme contemporain, cette garantie pouvant aller de la subvention à l'industrie privée — selon des modalités très diverses — à la « nationalisation des pertes » ;

4) La combinaison de ces différents facteurs se traduit par l'introduction dans l'économie capitaliste des techniques de planification ou, plus exactement, des techniques de programmation indicative, qui ne sont autre chose que l'établissement, par les groupements patronaux, de prévisions intégrées de la demande et de la production (basées sur la projection des tendances actuelles, rectifiée par les calculs d'élasticité de la demande) et qui contribuent à donner une assise rela-

tivement plus rationnelle aux investissements capitalistes. »

Ce qui nous intéresse d'abord, c'est la méthode de notre économiste « marxiste ». Comparons-la à celle de Lénine lorsqu'il écrivait « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* ». On y lit, dès le début du chapitre VII intitulé : « *L'impérialisme, stade particulier du capitalisme* » :

« ...*L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des PROPRIETES ESSENTIELLES du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des qualités essentielles du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs antinomies ; quand sur toute la ligne sont FORMES ET REVELES LES ELEMENTS D'UNE EPOQUE DE TRANSITION DU CAPITALISME A UNE STRUCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE SUPERIEURE* » (ce qui est souligné, l'est par nous).

(« *L'impérialisme...* », Editions sociales, p. 79.)

En d'autres termes, les « *propriétés essentielles du capitalisme en général* » se retrouvent dans « *les éléments d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* ». « *S'il était nécessaire de définir aussi brièvement que possible l'impérialisme, il faudrait dire qu'il est le stade monopoleur du capitalisme* », écrit Lénine un peu plus loin. Le capitalisme reste fondamentalement le capitalisme, sans pour autant que ses traits soient invariables. La modification est d'une importance capitale en ce qu'elle annonce un nouveau mode de production, « *un stade supérieur de l'organisation de la production* » :

« *Quand une grosse entreprise devient gigantesque et organise méthodiquement, en tenant un compte exact des données multiples, la fourniture des deux tiers ou des trois quarts de toutes les matières premières nécessaires à des dizaines de millions d'hommes, quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières aux lieux de production les mieux appropriés, et que séparent parfois des centaines et des milliers de verstes ; quand un centre unique a la haute main sur tous les stades successifs du traitement des matières premières, jusques et y compris la fabrication de toute une*

série de variétés de produits finis ; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs... il est évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production.»

(Idem, pp. 113-114.)

La « socialisation » de la production est contraignante pour le capitalisme. Il ne l'a pas voulue, elle s'est imposée à lui.

Telle n'est pas la méthode de Mandel. Pour lui, « *une planification à long terme... est aujourd'hui possible grâce aux rapides progrès du calcul électronique et grâce à l'application de cette technique à la prévision économique* ». Non, ce ne sont ni « *la réduction de la durabilité du capital fixe* », ni « *les rapides progrès du calcul électronique* », qui rendent nécessaire et possible la planification à long terme du prix de revient, mais « *la socialisation de la production* ». Le « *calcul électronique* » est présenté par Mandel comme l'élément sauveur, alors qu'il n'est qu'un outil, qu'il est seulement possible d'utiliser grâce à la « *socialisation de la production* ». Les traits du capitalisme de monopole mis en évidence par Lénine se sont considérablement accentués. A tel point que l'état a DU devenir un facteur majeur de l'activité économique : « *La garantie — directe ou indirecte — du profit privé par l'état est devenue un des traits prédominants du capitalisme contemporain* ».

Ce n'est pas une querelle de mots que nous cherchons à Mandel. Celui-ci, au point 2 déjà cité, écrit : « *La troisième révolution industrielle se traduit à son tour... par une nouvelle contradiction aiguë entre une capacité de production apparemment illimitée et les limites de la demande réelle* », contradiction qui trouve sa solution aux points 3 et 4 cités ci-dessus.

En d'autres termes, les contradictions fondamentales du mode de production capitaliste se sont émoussées. L'intervention consciente rendue possible par le calcul électronique et l'intervention de l'état permet au capitalisme de maîtriser ces propres processus. Il passe du règne de la nécessité à celui de la liberté. Il lui fallait « *à tout prix éviter une crise du type de celle de 1929* » : il y est parvenu. Mandel précise à l'occasion : « *Le néo-capitalisme connaît et connaît des dépressions, mais plus de nouvelles crises comparables à celle de 1929* » (Conférence faite au « Cercle K. Marx », à Paris, le 12 janvier 1964).

Reprenons Lénine : « *La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme... ; le monopole est exactement le contraire de la*

libre concurrence... En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus, et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions particulièrement aiguës et violentes, des frictions, des conflits.» (Idem, p. 79.)

La « socialisation de la production », se réalisant sur la base du mode de production capitaliste, reproduit, à un niveau bien plus élevé, ses contradictions fondamentales. Telle est la dialectique historique du mode de production capitaliste. Et vient immédiatement l'attaque violente contre Kautsky : « *Du point de vue purement économique* », écrit Kautsky, « *il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une phase nouvelle, où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, la phase de l'ultra-impérialisme.* » (Idem, p. 84.) Lénine commente : « Les propos de Kautsky, absolument vides de contenu, sur l'ultra-impérialisme ne font, entre autres, qu'encourager l'idée profondément erronée et portant de l'eau au moulin des apologistes de l'impérialisme, que la domination du capital financier atténue soi-disant les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les renforce ». (Idem, pp. 84-85.)

Chez Mandel, le capitalisme, grâce à l'intervention de l'état et du calcul électronique, à la planification, à la programmation, a les moyens d'éviter les crises du type de 1929. C'est pourquoi il l'appelle le « néo-capitalisme ». Grâce aux techniques anti-cycliques, à la création de pouvoir d'achat, à la redistribution des revenus il a surmonté au moins en partie la contradiction entre sa capacité de production illimitée et les limites de la demande réelle. Ce qui est faux de toute évidence.

L'intervention de l'état prouve au contraire que le capitalisme se trouve devant des contradictions renforcées, plus aiguës. La contradiction entre le caractère social de la production et « *les rapports de l'économie privée et de la propriété privée (qui) constituent une enveloppe qui ne correspond plus à son contenu, qui nécessairement doit pourrir...* » (idem, p. 104) a atteint un nouveau stade. Sous l'apparence du rationnel, l'irrationnel est au contraire passé à un stade « supérieur ». Les dépenses militaires directes ou indirectes de l'état et leurs effets cumulatifs sont devenus un facteur essentiel de la croissance des forces productives et du progrès technique. L'état bourgeois draine toutes les richesses de la nation au profit de l'économie capitaliste ; il est devenu d'autant plus indispensable à la défense des intérêts de chaque bourgeoisie « nationale », que *l'enveloppe des frontières nationales* est en contradiction avec la division internationale du travail. Les « oligo-

poles » expriment l'internationalisation de la production, ce qui contraint le capital à « coopérer » sur l'arène internationale, coopération contradictoire au sein de laquelle chaque impérialisme « national » défend ses intérêts spécifiques face aux autres impérialismes. L'état bourgeois, au moyen de la « politique des revenus » et de l'intégration des syndicats à l'état, doit se subordonner étroitement la classe ouvrière pour maintenir le taux de profit menacé.

Redistribution des revenus, élargissement du pouvoir d'achat, « techniques anti-cycliques » sont des aspects superficiels de l'économie capitaliste. Le moteur de l'économie capitaliste reste la production, la réalisation de la plus-value, l'accumulation du capital. Le maintien d'un taux de profit élevé exige un taux d'exploitation sans précédent. Cela n'est pas contradictoire, pour un temps, avec une amélioration relative et partielle du pouvoir d'achat des masses (encore faudrait-il examiner la question à l'échelle mondiale). Mais cela n'a rien à voir avec « l'élargissement du pouvoir d'achat et la redistribution des revenus » par l'état, qui corrigerait ainsi la tendance du capitalisme à développer sans autres limites que les possibilités techniques les forces productives, tandis que le marché ne s'étend pas proportionnellement.

Chaque ouvrier qui travaille aux pièces ou au boni en sait apparemment plus long sur cette question que le « marxiste » Mandel. En augmentant son rendement, il peut augmenter son salaire dans l'immédiat ; une nouvelle machine plus perfectionnée peut, en certaines circonstances, lui permettre de gagner, au moins temporairement, davantage, et pourtant il est en même temps davantage exploité. C'est dans les périodes de haute conjoncture que le pouvoir d'achat des travailleurs s'est généralement élevé, et qu'il y a eu de nouveaux revenus, contribuant à élargir de façon absolue le marché. Mais cette élévation du pouvoir d'achat était subordonnée à la croissance de la masse de la plus-value et du taux de la plus-value, donc du taux d'exploitation.

D'autre part, l'élévation du pouvoir d'achat n'est pas, depuis la fin de la guerre, un phénomène continu. A juste titre, Mandel souligne combien l'énorme masse de forces de travail à bon marché dont disposait à la fin de la guerre le capitalisme allemand a joué un rôle fondamental dans sa reconstruction et son nouveau développement, parce que ces ouvriers lui ont assuré un taux de profit très élevé. Pendant des années, bien qu'à un moindre degré, la politique de collaboration directe au pouvoir des partis et syndicats ouvriers a permis à la bourgeoisie de maintenir les travailleurs à un niveau de vie plus bas que celui d'avant-guerre, facilitant ainsi

la reconstruction de l'économie capitaliste. Cette condition n'était toutefois pas suffisante, et d'autres facteurs économique-politiques furent indispensables, telle la puissance et la domination du capitalisme américain, qui lui donnait la possibilité de réinjecter sous diverses formes des crédits à l'économie européenne, essentiellement par le truchement des divers états, et d'imposer une discipline indispensable pendant la restructuration du marché mondial. Ce n'est que bien après, au cours des années cinquante, que le pouvoir d'achat des masses dépassa son niveau d'avant-guerre en Europe occidentale. La politique des revenus, que tentent d'imposer états et gouvernements européens, s'efforce au contraire d'accélérer la tendance qui existe depuis quelques années à l'abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière pour sauvegarder un taux de profit élevé.

De la « crise finale » à l'absence de crise

Dans une très large mesure, l'intervention de l'état a été le salut du mode de production capitaliste et la source de la « prospérité » de ces vingt dernières années. Germain, Frank et Pablo démontraient, en 1944-1947, par un raisonnement mécanique, qu'il était impossible que l'économie capitaliste se restructure. Ils avaient oublié que les maîtres du marxisme, Trotsky en premier, s'étaient dressés contre la conception de la « crise finale » du capitalisme. « *Il n'y a pas de situation impossible pour la bourgeoisie* », disait Lénine. De vingt années de « prospérité », Mandel conclut tout aussi mécaniquement, mais à l'envers : il n'y aura plus de crise de type de 1929, seulement des récessions, en raison des techniques anti-cycliques, de l'intervention de l'état, etc... Il oublie de nous dire que les récessions sont les signes précurseurs de l'accumulation des contradictions fondamentales au sein de la « prospérité ». D'autres signes précurseurs en sont les crises de la livre et surtout du dollar. Les processus monétaires ne sont que les reflets des processus économiques fondamentaux.

Dans le processus d'accumulation du capital entre les mains des monopoles, l'inflation a, certes, joué un rôle énorme. Mais l'inflation n'est qu'un aspect des contradictions du mode de production capitaliste, qui se concentrent au niveau de l'état. L'intervention de l'état bourgeois dans l'économie capitaliste pour la défense du profit privé a, comme contre-partie, une inflation chronique, qui tend à se transformer en inflation galopante. Elle finit par affecter l'ensemble du système de paiements internationaux mis sur pied

par les états bourgeois au lendemain de la guerre. Elle se manifeste par la crise de la livre et du dollar, qui menace de dislocation le système des paiements internationaux, exprimant ainsi le déséquilibre des échanges internationaux, et pouvant conduire à la rupture du marché mondial.

Personne ne peut dire aujourd'hui si une crise du type de 1929 se reproduira. Cela ne dépendra pas seulement de facteurs économiques, mais aussi de la lutte mondiale entre les classes ; pour tenter de la prévenir, l'impérialisme peut passer à un stade plus ou moins poussé de la militarisation de l'économie, jusqu'à l'économie de guerre ; il s'efforcera de maintenir un front uni impérialiste pour accroître la pression sur l'U.R.S.S., la Chine, l'Europe orientale, et enfin d'exporter ses contradictions en mettant en cause la planification dans ce pays.

S'il n'y a pas eu de « crise finale » du capitalisme, cela ne tient pas aux « techniques » qu'il a employées, mais à ce que la classe ouvrière, paralysée à l'échelle mondiale par les directions réformistes et stalinienne, n'a pu en finir avec lui. Le capitalisme a « surmonté » sa crise, mais en concentrant au niveau de l'état ses contradictions. C'est-à-dire que l'intervention « consciente » de la bourgeoisie, loin de lui permettre de dominer son mode de production, prouve qu'elle est dominée par lui. Elle fait de l'état bourgeois quelque chose de plus qu'un organe de répression. Il intervient dans tous les domaines de la vie économique, sociale et politique, mais il le fait, contradictoirement, pour permettre la survie du mode de production capitaliste. L'intervention de l'état n'est pas « technique », elle est chargée d'un contenu social, qui procède de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, celle qui oppose le travail payé et le travail non payé, la « socialisation de la production » et l'appropriation des moyens de cette production, celle qui, selon l'expression de Marx, fait que le mort (le capital, travail mort accumulé) saisit le vif (la force de travail vivante). Cette intervention était indispensable à la réalisation d'une nouvelle et formidable accumulation de capital, laquelle aboutit à la nécessité, d'une part, de trouver des débouchés aux capitaux et aux marchandises ainsi créées, de l'autre de surexploiter la classe ouvrière pour maintenir un taux de profit élevé. L'automatisation va multiplier ces contradictions par un coefficient énorme. Aucun moyen « technique » ne résoudra ces contradictions, seulement la lutte des classes.

Mandel soutiendra sans doute qu'il dit aussi tout cela : « *L'augmentation continue des salaires est en contradiction flagrante avec la*

nécessité d'un taux de profit élevé... le développement de l'automatisation vise à reconstituer l'armée de réserve industrielle... la solution d'ordre socio-politique consiste à exercer une forte pression sur les syndicats, soit par une politique de blocage volontaire des salaires, soit en limitant par la loi les possibilités de négociation et le droit de grève ». Mais que devient alors « la création de pouvoir d'achat et la redistribution des revenus par l'état » Il écrit aussi : « La planification néo-capitaliste ne va pas dans le sens d'une croissance harmonieuse et ne sert pas davantage les intérêts de la nation... Cependant, si les succès que le néo-capitalisme a remportés constituent à coup sûr un tableau brillant, ses contradictions, se surajoutant en quelque sorte aux contradictions générales du mode de production néo-capitaliste — car celles-ci ne sont nullement éliminées par le néo-capitalisme — n'en apparaissent pas moins avec évidence ». Nous savons fort bien que Mandel a une place de choix dans la tradition pabliste des thèses éclectiques et contradictoires, juxtaposant une conception correcte à une conception révisionniste. Le tout est de dégager sa ligne réelle.

Un état socialement indéterminé.

La suite de son article va finir de nous éclairer. A la programmation néo-capitaliste nous dit-il, les socialistes

doivent opposer l'idée de la planification socialiste, qui ne s'en distingue pas seulement du point de vue technique (avec le volume largement accru des investissements directs de l'Etat, et l'existence d'un important secteur public nationalisé et autogéré n'ayant pas pour objet la défense du profit privé, ce qui permet de substituer la planification impérative à la planification indicative), mais comporte d'abord des différences qualitatives d'ordre social : une série d'objectifs de production d'ordre prioritaire doit être sélectionnée démocratiquement par le mouvement ouvrier afin d'offrir à tous les grandes chances de la médecine gratuite, des logements convenables et des loisirs enrichissants, et afin de permettre à la classe ouvrière de l'Occident d'apporter sa nécessaire contribution à l'émancipation des peuples coloniaux en les aidant à se libérer de l'oppression et de l'exploitation étrangères, du sous-développement, de la faim, du manque d'industrie et du manque d'instruction ».

Un vrai morceau choisi dans une anthologie de discours électoraux sociaux-démocrates. Tout y est : « *Des logements, des écoles et des stades* » ; le couplet classique sur les « *nationalisations* », les « *investissements de l'état* » ; s'y ajoute le « *secteur autogéré* » et la « *planification impérative au lieu d'indicative* » chère à la C.F.D.T. et aux hommes du « *contre-plan* » du P.S.U. Quelques lignes plus loin, nous lisons : « *Combattre davantage l'incapacité du néo-capitalisme à réformer la structure autocratique de l'entreprise, qui est une des causes principales de l'aliénation du travail dans l'industrie moderne* ». Voici donc la démocratie au niveau de l'entreprise, baptisée pour les besoins de la cause « *contrôle ouvrier... seule réponse efficace que l'on puisse opposer à la programmation capitaliste* », car que vient faire ici cette clause de style : « *(il) est le premier pas vers la gestion ouvrière dans une économie socialisée (les travailleurs devraient refuser toute forme d'association aux responsabilités, tant que l'économie reste une économie capitaliste)* » ? Ou celle sur les « *contradictions du néo-capitalisme, qui se surajoutent aux contradictions générales* » ; clauses de style, et de plus attrape-nigauds. En effet, tout au long de son article, du début à la fin, Mandel a « *omis* » le problème de l'ETAT et de sa nature sociale. Il est « *l'état* », rien de plus !

Germain, Pablo, Frank, lorsqu'ils parlent des « *états ouvriers* » oublient les qualificatifs « *dégénérés ou déformés* ». Mandel, traitant du « *néo-capitalisme* » et du rôle capital joué actuellement par l'état dans l'économie capitaliste, tout au long d'un article de 17 pages, « *omet* » le qualificatif « *bourgeois* ». Ni l'un ni l'autre de ces faits ne sont dus au hasard. Rappelons ce que Trotsky écrivait dans « *Les syndicats à l'époque de la décadence de l'impérialisme* » : « *Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de leur côté* ». Il n'y a pas que les bureaucrates du mouvement syndical qui agissent ainsi. Mandel, dans son domaine, s'y emploie également. Reprenons l'idée de la planification socialiste », version Mandel : « *l'Etat* — L'ETAT BOURGEOIS — accroît ses investissements et constitue « *un important secteur public nationalisé et autogéré n'ayant pas pour objet la défense du profit privé, ce qui permet de substituer la planification impérative à la planification indicative* », en vue d'atteindre « *une série d'objectifs de productions prioritaires... sélectionnés démocratiquement par le mouvement ouvrier* ». La « *tâche* » consistait à libérer l'état de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant du côté des bureaucrates. Mais, à partir du moment où l'état réalise « *de larges nationalisations* », un « *secteur autogéré* », et la « *planification impérative au lieu d'indicative* », il

n'est plus l'état bourgeois, dira Mandel. Somme toute, sa nature sociale mute de l'intérieur grâce aux réformes de structure.

L'état bourgeois, dans des conditions données, pourrait être contraint à réaliser et de « larges nationalisations » (voir la France) et la « planification impérative ». Ce peut être le cas en particulier pour faire face à une crise économique, sociale ou politique de vaste envergure. Agissant ainsi, l'état bourgeois défendrait toujours les intérêts fondamentaux du capitalisme. Ce serait une démonstration éclatante de la nécessité d'exproprier la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie, en tant que classe, ne peut être expropriée que si l'état bourgeois est détruit et remplacé par un état issu du prolétariat. Mais le « secteur auto-géré », la « série d'objectifs prioritaires sélectionnée démocratiquement par le mouvement ouvrier » ? C'est certainement un des aspects les plus dangereux des théories de Mandel. Il ne peut y avoir de « secteurs auto-gérés » ni « d'objectifs prioritaires sélectionnés démocratiquement par le mouvement ouvrier » indépendamment de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. A cela se rattache cette autre position de Mandel : « réformer la structure autocratique de l'entreprise ». Dans la situation actuelle, cela signifie participer aux « réformes de structures », s'inscrivant dans le cadre de l'état bourgeois, qui tendent à instituer la « communauté d'entreprise » et la « planification démocratique », le tout étant sacré : « contrôle ouvrier ».

La fonction politique du néo-capitalisme.

Même s'il dit ici et là le contraire, l'idée-clef chez Mandel est la suivante : le capitalisme a réussi à surmonter ses contradictions grâce à l'intervention de l'état qui « régularise la production ». Il est vrai qu'il « assure la rationalisation des investissements des oligopoles » (quel savant, tout de même, ce Mandel) « pour la seule défense du profit privé », ce qui est très mal de sa part. Cependant, agissant comme un facteur de régulation de l'économie, il peut être utilisé autrement. Il faut « contester » à tous les niveaux de l'économie et de l'état (bourgeois) les « techniques de planification économique », pour en user soi-même. Les « réformes de structure » remplacent ainsi la révolution, ou plus exactement elles lui sont identifiées.

Kautsky, lui non plus, ne prétendait pas que le super-impérialisme pouvait être guidé par autre chose que par la recherche du profit. Il suggérait (suggérait seulement) que ledit « super-impéria-

lisme » pouvait parvenir à une exploitation plus rationnelle du monde. De là il suggérait (seulement) que les contradictions pourraient être affaiblies, et certains « objectifs sociaux » atteints. Il écrivait : « *La politique impérialiste actuelle ne peut-elle pas être supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux, l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier international ? Cette nouvelle phase du capitalisme est en tout cas concevable. Est-elle réalisable ? Il n'existe pas encore de prémices indispensables pour nous permettre de trancher la question* ». (Cité par Lénine, o. c., p. 105). Cela suffisait pour que Lénine fasse ce commentaire :

... *Le très sage Kautsky, pour rassurer les ouvriers et les réconcilier avec les social-chauvins passés aux côtés de la bourgeoisie, sépare deux anneaux de cette seule et même chaîne ; il sépare l'union pacifique (et ultra-impérialiste, voire ultra-ultra-impérialiste d'aujourd'hui) de toutes les puissances pour « pacifier » la Chine... d'avec le conflit non pacifique de demain, lequel préparera pour après-demain une nouvelle alliance universelle « pacifique » en vue du partage, par exemple, de la Turquie, etc. Au lieu de la liaison vivante des périodes de paix impérialiste et des périodes de guerres impérialistes, Kautsky offre aux ouvriers une abstraction morte, afin de les réconcilier avec leurs chefs morts. »*

Le très sage Mandel, lui, affirme que « *la répétition d'une crise du type de 1929 étant devenue une question de vie ou de mort pour le capitalisme... l'Etat fait de plus en plus largement appel aux techniques anti-cycliques, ainsi qu'aux techniques de création du pouvoir d'achat et de redistribution des revenus... Qu'il ne connaîtra plus de nouvelles crises du type de 1929* ». Il dissimule ainsi le fait que, de toutes façons, sous quelques formes qu'elles se produisent se préparent de nouvelles crises économiques, sociales et politiques d'autant plus aiguës que, grâce à l'intervention de l'état bourgeois, le capitalisme a pu se survivre « *dans la prospérité* » depuis vingt ans. Il dissimule surtout le fait que la nature de classe de l'état bourgeois n'a fait que s'affirmer avec le développement de son rôle économique et social. La théorie du « *néo-capitalisme* » joue chez Mandel le même rôle, que la théorie du « *super-impérialisme* » jouait chez Kautsky. Il offre aux ouvriers « *une abstraction morte, afin de les réconcilier avec leurs chefs morts* » : celle d'un état asexué, utilisable, aujourd'hui par les capitalistes, demain par le prolétariat, avec les mêmes « *techniques de planification* ».

Des « réformes de structure » à la destruction du mouvement ouvrier.

Tout cela est une vieille histoire, à ceci près que le réformisme classique a pris son essor au cours de la période ascendante du capitalisme, alors qu'actuellement, tous les problèmes du mouvement ouvrier aboutissent à l'alternative : détruire l'état bourgeois ou se faire détruire par lui. Se faire détruire ne signifiant pas nécessairement, tout au moins au premier stade, la disparition formelle, mais l'intégration à l'état. Voyons une fois encore comment Trotsky abordait ces problèmes :

« ...A l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts journaliers de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'état sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. »

(Les syndicats à l'époque de la décadence de l'impérialisme.)

C'est strictement ainsi que les appareils syndicaux agissent. A preuve, cet extrait d'une conférence de presse tenue par la Fédération nationale des cheminots C.G.T. le 24 février 1964, au cours de laquelle les responsables proposèrent un « plan de gestion démocratique » :

« L'Etat acquiert la totalité des titres de propriété de la S.N.C.F. et, en conséquence, les représentants des anciennes compagnies sont évincés du conseil d'administration. Un conseil d'administration triparti est mis en place et comprend : des représentants de l'Etat démocratique, des représentants du personnel élus par lui,

des représentants des usagers désignés par les milieux de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, par les associations d'usagers populaires.

Il est attribué un pouvoir de contrôle sur la gestion aux représentants des organisations syndicales représentatives et ce à tous les niveaux : direction générale, direction des grands services et des régions, directions d'arrondissements et d'établissements.

Ces représentants ont accès à tous les dossiers : trésorerie et comptabilité, accords commerciaux, investissements, projets de modernisation, achats, etc.

En outre, des représentants du personnel S.N.C.F. sont délégués au conseil d'administration de chaque société filiale de la S.N.C.F.

Dans le cadre des orientations générales fixées par l'Etat démocratique, la S.N.C.F. dispose de l'autonomie financière, commerciale, tarifaire et salariale compatible avec son rôle de service public.

Le budget d'exploitation de la S.N.C.F. est établi selon le principe d'équilibre entre les recettes et dépenses, il exclut toute prévision de déficit ».

Ce qui signifie en clair : « Faites-nous participer à la gestion (la co-gestion) et nous disciplinerons les travailleurs aux orientations générales fixées par l'Etat démocratique », « l'Etat démocratique » étant, bien entendu, l'état bourgeois. Les dirigeants syndicaux entrent ainsi dans le jeu des discussions sur la « planification démocratique », et formulent ainsi à leur manière le « contrôle ouvrier ». Ce sont des « revendications » « réformistes », présentées à la manière « réformiste », défendues de façon « réformiste » ; elles laissent toutes possibilités à l'état bourgeois de les « satisfaire » partiellement : « un conseil d'administration triparti, l'Etat démocratique, les représentants des syndicats, les représentants des usagers désignés par les milieux de l'industrie, de l'agriculture et du commerce (charmant euphémisme pour désigner les trusts) et appliquant les orientations générales fixées par l'Etat ». Elles ont comme contre-partie obligatoire la démobilité et la démoralisation de la classe ouvrière, qui permettra finalement à « l'Etat démocratique » de procéder à la destruction du mouvement ouvrier.

Au bout, il y a l'édification de l'état totalitaire, qui tendrait à détruire la classe ouvrière en tant que classe sociale capable d'agir

et de résoudre à sa manière les questions économiques, sociales et politiques. Alors, peut-être, les contradictions accumulées en vingt années de « prospérité » trouveraient une « solution » différente qu'une crise du type de celle de 1929. Car il y a toujours des « solutions » pour le capitalisme, s'il peut, dans la lutte des classes, écraser la classe ouvrière. L'une d'elles, c'est, quelles qu'en soient les méthodes, la destruction de l'économie planifiée en U.R.S.S., en Chine, et en Europe orientale.

Mais Mandel ne veut pas cela. Kautsky non plus ne voulait pas l'hitlérisme et la seconde guerre mondiale. Mandel a-t-il des circonstances atténuantes ? Oui, car Kautsky fut dans sa jeunesse, jusqu'à la veille de la première guerre impérialiste, l'un des plus grands connaisseurs du marxisme et de ses plus brillants défenseurs. A la fin de sa vie, il n'était plus qu'un « marxologue ». Mandel, lui, est loin d'avoir d'avoir achevé la sienne...

« **Néo-capitalisme** », « **néo-trotskyistes** »,
« **néo-programme** »

Cependant, on crie au viol, à l'assassin. Vous n'avez rien compris ! Vous escroquez ! Vous falsifiez ! Pierre Frank comme Mandel, qui lui fournit sa nourriture théorique, ne cessent de répéter : « *revendications de transition* », « *question du pouvoir* », etc. Fort bien. Pourquoi ne mettent-ils pas au centre de toute leur ligne la rupture avec la bourgeoisie, la dénonciation de l'état bourgeois, le problème de l'état ? Pourquoi veulent-ils, du programme de transition, ne plus garder (Frank, article cité, p. 49) que « *les choses (encore) valables pour les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière européenne* » (lesquelles ?) et le « *compléter (le réviser) par une série de revendications nouvelles résultant des progrès qui sont intervenus entre temps par suite d'une période exceptionnelle de haute conjoncture* » (lesquelles ?)

Des revendications ayant pour axe « *le contrôle ouvrier (qui est une initiation à la planification socialiste et démocratique, la seule réponse efficace que l'on puisse apporter à la programmation capitaliste* » répondent en chœur Frank et Mandel, plagiant Trotsky en le déformant. S'il s'agit de contrôle ouvrier, point n'est besoin, nous l'avons vu, de « *compléter* » (de réviser) le Programme de transition. Le contenu révolutionnaire du contrôle ouvrier tient à ce qu'il est lié aux « *comités d'usine* », instruments indispensables

de lutte. Et, dit encore le programme de transition : « Dès le moment de l'apparition du comité dans l'usine, il s'établit en fait une dualité de pouvoir. Par son essence même elle est quelque chose de transitoire, car elle renferme en soi deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien ». (Nouvelle édition, p. 17.)

Deux pouvoirs dans l'entreprise ne peuvent pas plus coexister que deux pouvoirs politiques. Il ne se peut pas, non plus, que coexistent le pouvoir d'état bourgeois et le pouvoir « économique » ouvrier dans l'entreprise. Il y a un lien indissoluble entre le contrôle ouvrier et la constitution d'organismes du pouvoir politique prolétarien, s'opposant à l'appareil d'état bourgeois, tendant à le détruire et à se substituer à lui.

Le programme de transition est précisément d'une brûlante actualité, il est extrêmement concret, parce qu'il est l'expression programmatique de cette nécessité. Voilà pourquoi P. Frank et Mandel veulent le « compléter » (le réviser). Leur « contrôle ouvrier, initiation à la planification socialiste » se situe dans le cadre de l'état bourgeois — c'est « l'apprentissage de la gestion », comme disent les sociaux-démocrates. Une telle conception a été toujours une duperie ; mais aujourd'hui, c'est en plus mettre le doigt dans l'engrenage de la domestication de la classe ouvrière par l'état bourgeois, l'intégration des syndicats à l'état.

« Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble. » Le contrôle ouvrier ne peut se développer réellement qu'au niveau de l'économie tout entière, et nullement limité à une usine, un trust, etc. « Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra l'ECOLE DE L'ECONOMIE PLANIFIEE. » (*Idem*, p. 20.) Les comités d'usines constituent des organismes de combat pour les travailleurs. Ils sont les organes embryonnaires du pouvoir de la classe ouvrière. La lutte pour le contrôle ouvrier est inséparable de la lutte pour le pouvoir du prolétariat. C'est ainsi que le Programme de transition conçoit le mot d'ordre du contrôle ouvrier.

Il n'existe pas de néo-capitalisme. Les traits de l'impérialisme se sont particulièrement accentués en ce qui concerne le rôle de l'état. Chaque lutte importante de la classe ouvrière débouche immédiatement sur la question de l'état. En d'autres termes, les contradictions économiques et sociales du mode de production capitaliste s'expriment de plus en plus directement sous forme politique. Jamais il n'est apparu aussi clairement que « la politique, c'est de l'économique concentrée » (Lénine). C'est ce qui donne au Pro-

gramme de transition, dont « *la tâche consiste en une mobilisation systématique pour la révolution prolétarienne* », sa pleine signification.

Les traits nouveaux ou accentués de l'impérialisme ne font qu'exprimer « *les propriétés essentielles du capitalisme* » avec plus d'acuité. Le « *néo-capitalisme* », expression reprise à la terminologie des « *savants* » petits-bourgeois, sert ici une tentative de donner une base « *objective* » au « *néo-trotskyisme* ». Le révisionnisme devait remettre en cause la définition scientifique donnée par Marx et Lénine de l'état. Les staliniens révisent ouvertement Lénine avec leur « *théorie* » du passage pacifique du capitalisme au socialisme. Les « *néo-trotskyistes* » révisent Trotsky et veulent un « *néo-programme* ». Tous rejoignent le réformisme le plus éculé... Mais à l'heure où « *le capitalisme monopoleur... réclame de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière... qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique au sein de la classe ouvrière* ». (Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste.)

VII - Le pablisme et le «mouvement réel des masses»

Il y a apparemment un abîme entre les vues développées par Pablo dans l'éditorial du numéro de janvier 1951 de « Quatrième Internationale » (voir plus haut, p. 31) et cette appréciation de P. Frank : « *L'argument principal de ceux qui prononcent l'oraison funèbre de la classe ouvrière européenne réside à la fois dans L'ABSENCE DE GRANDES LUTTES REVOLUTIONNAIRES DE SA PART DEPUIS UNE QUINZAINE D'ANNEES* (donc depuis 1947) et dans une prétendue corruption par l'automobile, les frigidaires, les vacances... etc. » (Article cité, p. 40). Ce qui est souligné l'est par nous). En fait, il y a continuité entre les deux positions. Pablo couvrait sous un déluge verbal sa capitulation devant les appareils. D'un trait de plume, Frank raye quinze années de lutte des classes, au cours desquelles en France, en Belgique, en Italie, en Espagne, pour ne citer que les pays où les luttes eurent le plus d'ampleur, la classe ouvrière posa dans l'action la question du pouvoir. En procédant ainsi, Frank veut couvrir la politique de capitulation devant les appareils du centre international pabliste. Le théorème est simple : Il n'y a pas de luttes révolutionnaires, l'action politique s'est concentrée au sein des appareils, donc nous ne pouvions que participer à cette vie politique-là. Tout autre type d'intervention n'était qu'aventure.

L'affirmation de P. Frank est tout simplement mensongère. Ce n'est pas une question d'appréciation politique : il s'agit de faits.

Pour ne prendre que deux pays où Germain-Frank-Mandel ont sévi, la France et la Belgique :

— En France : grève généralisée en novembre-décembre 1947 ; grève des mineurs en octobre-novembre 1948 ; grève générale d'août 1953 ; grèves de l'été 1955 ; grève des mineurs de mars 1963.

— En Belgique : grève générale sur la « question royale » en 1950 ; grève générale contre le service de deux ans en 1952 ; grève générale de décembre 1960-janvier 1961.

La falsification pure et simple des faits est devenue une nécessité politique pour les pablistes, s'ils veulent faire oublier qu'ils se sont rangés du côté des appareils contre les masses dans la lutte des classes. Du même coup, ils tentent de rejeter sur le dos du prolétariat la responsabilité de la stabilisation momentanée du capitalisme en Europe occidentale, alors que c'est seulement la trahison des appareils qui a abouti à cette stabilisation.

Août 1953 en France, et la grève générale belge de décembre 1960-janvier 1961 nous fournissent des exemples types de la politique pabliste.

Août 1953 : les masses, les appareils, les trotskystes, les pablistes

Depuis la fin de 1947 jusqu'au 4 juin 1952, l'appareil stalinien a utilisé l'énorme potentiel révolutionnaire accumulé dans les profondeurs du mouvement ouvrier français pour faire pression sur la bourgeoisie française qu'il s'efforçait de détacher de l'alliance atlantique. Les mouvements qu'il déclenchait devaient répondre à deux conditions : avoir une puissance suffisante pour ébranler la bourgeoisie, être limités et soigneusement contrôlés pour ne pas mettre en cause le régime capitaliste lui-même, pour ne pas risquer que la classe ouvrière prenne conscience de sa force et déborde l'appareil. Les grèves de novembre-décembre 1947 mettront en action, mais par vagues successives à objectifs limités et souvent particuliers, les forces les plus importantes du prolétariat. La grève des mineurs d'octobre-novembre 1948 sera strictement limitée à cette corporation ; mais de véritables batailles rangées mettront aux prises, dans les régions minières, les forces de répression, se comptant par dizaines de milliers, et les mineurs. D'autres grèves de moindre envergure eurent lieu, en 1950 et 1951. Enfin, le 28 mai 1952, à

l'occasion de la prise de commandement du S.H.A.P.E. par le général Ridgway, ancien commandant des troupes américaines en Corée, le P.C.F., sous l'égide du « Mouvement de la paix », mobilisa 50.000 militants ouvriers pour une manifestation « dure ». La manifestation présentait un caractère aventuriste certain. Elle était préparée sur la ligne de la guerre froide, qui fait passer à l'intérieur de la classe ouvrière une délimitation selon la division du monde en « blocs ». Elle s'inscrivait dans une politique qui n'ouvrait aucune autre perspective à la classe ouvrière que de contraindre la bourgeoisie française à collaborer avec le Kremlin, plutôt qu'avec Washington. Malgré tout, contre des dizaines de milliers de policiers et de C.R.S., pendant des heures, les manifestants tiendront la rue, au prix de sanglants affrontements. Et le gouvernement ayant arrêté pour quelques jours Jacques Duclos (sous le prétexte d'un complot, le « complot du pigeon voyageur »), la C.G.T. déclencha le 4 juin une grève générale de protestation à laquelle participèrent presque exclusivement les militants du P.C.F., et qui souligna l'isolement où la politique de l'appareil les avait conduits.

L'énergie révolutionnaire dilapidée au cours de ces quelques années est incalculable. Cette seule période suffirait pour démontrer combien mensongères sont les affirmations de Frank et autres sur l'absence de luttes révolutionnaires au cours de ces quinze dernières années. (Il faut d'ailleurs relever qu'à l'époque, Frank brandissait la première page de l'« Humanité », avec la photographie d'une des manifestations organisées par le P.C.F. dans cette période (celle du 12 février 1952), au 10^e plenum du Comité Exécutif International, pour impressionner les membres de cet organisme, et les convaincre que, la guerre civile ayant pratiquement commencé en France sous la direction du P.C.F., il était plus qu'urgent d'y pratiquer l'« *entrisme sui generis* »).

Présenter les choses comme le fait Frank aujourd'hui ne peut avoir qu'une signification : les masses n'étaient pas capables d'agir, de combattre, de mettre à l'ordre du jour le renversement de la bourgeoisie. Le simple examen des faits montre, au contraire, que rarement un prolétariat a fait preuve d'autant de combativité. Mais cette combativité, canalisée par l'appareil stalinien sur une ligne fondamentalement contre-révolutionnaire, ne pouvait que s'épuiser en vain. Soutenue par l'impérialisme américain, bénéficiant du concours actif des appareils réformistes, la bourgeoisie française put faire face. En vérité, l'étonnant est que la classe ouvrière ne soit pas sortie brisée de pareilles épreuves. Ce qui témoigne, au contraire de ce que soutient Frank, que tout était possible à cette époque.

Au cours des derniers mois de 1952 et des premiers mois de

1953, la bourgeoisie française se crut assez forte pour esquisser une offensive contre la classe ouvrière. Elle procéda à l'arrestation de militants de la C.G.T. et du P.C.F. : Le Léap fut incarcéré, Frachon poursuivi, d'autres encore. Fin juillet 1953, ce furent les décrets Laniel qui portaient atteinte aux régimes de maladie et de retraite des fonctionnaires et des travailleurs des services publics. Près de cinq millions de travailleurs répliquèrent par une grève générale spontanée, en passant par-dessus les appareils syndicaux.

L'initiative partit de postiers F.O. de Bordeaux. Ils transformèrent un « mouvement de protestation » décidé par les syndicats en une grève totale. Ils utilisèrent le central téléphonique pour appeler les postiers de la France entière à la grève. Ce fut une trainée de poudre. Non seulement les postiers débrayèrent, mais le gaz, l'électricité, la S.N.C.F., la R.A.T.P., les mineurs, etc... En huit jours, c'était la grève générale de tous les services publics et de la fonction publique. A une assemblée de délégués F.O. de la R.A.T.P., un délégué du dépôt de Montrouge disait : *« Les bus rentraient, impossible de s'y opposer, les gars nous auraient roulé dessus. »*

C'est la grève ! ... Et quelle grève ! ...

« L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres professionnels, corporatifs et locaux, en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de TOUT le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d'une épidémie. La contagion s'étend d'usine en usine, de corporation en corporation. Toutes les couches de la classe ouvrière se répondent, pour ainsi dire, l'une à l'autre... C'est la GREVE. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique des révolutions. »

(L. Trotsky, « Où va la France ? ». Ecrits, tome II, p. 142.)

Ce qu'écrivait Trotsky à propos de juin 1936, il aurait pu le répéter en août 1953. C'est la grève ! Et quelle grève ! Les gros bataillons sont constitués par les couches de travailleurs qui sont directement soumises à l'autorité de l'état.

Pour la sauvegarde du mode de production capitaliste, l'état

a dû prendre en mains toute une série d'industries de base, énergie et transports. S'ajoutant aux travailleurs des services administratifs et des P.T.T., ce sont les travailleurs de ces industries qui se dressent contre l'état bourgeois. En prenant directement sous son contrôle une grande partie de la classe ouvrière, l'état bourgeois a perdu du même coup son apparence d'arbitre. « *A bas Laniel !* » (le chef du gouvernement de l'époque) signifie « *A bas le patron, à bas l'état !* » réunis sous le même bonnet. L'état bourgeois voit, en quelque sorte, une partie de ses propres organes se dresser contre lui. Peut-on imaginer plus éclatante démonstration de la concentration au niveau de l'état des contradictions économiques et sociales du mode de production capitaliste ? Partout elles débouchent directement sur le plan politique.

Ce ne fut pas l'avis des Frank-Pablo-Germain, eux qui pourtant, l'année précédente, voyaient la révolution française commencée sous la direction du P.C.F. Dans une « Note politique n° 2 » de leur groupe français, datée du 12 septembre 1953, donc après la grève, les pablistes (c'est-à-dire Frank, Privas, etc.) écrivaient :

« Il n'y a pas de doute que le mouvement de grève a souffert d'un manque terrible de politisation sur le problème précis des perspectives gouvernementales et de la généralisation des luttes comme moyen d'imposer un changement de régime et l'instauration d'un gouvernement au service des travailleurs. »

Fort bien ! Mais précisément les trotskystes français, eux, un mois plus tôt, combattaient sur la ligne que définit par exemple un de leurs tracts, daté du 11 août 1953 :

« Il faut que les directions syndicales C.G.T. et F.O., et politiques P.S. et P.C.F. de la classe ouvrière réalisent un COMITE NATIONAL D'ACTION pour impulser, développer la grève générale illimitée de la fonction publique et des travailleurs des services publics qui chassera le gouvernement Laniel.

Tout atermoiement, toute hésitation dans cette voie porterait atteinte aux besoins des travailleurs et compromettrait les possibilités de victoire que recèle le mouvement des masses.

CHASSER LE GOUVERNEMENT LANIEL, c'est porter le coup décisif contre la politique du grand capital, de ses représentants, qu'il s'appellent Pinay, Raynaud,

E. Faure ou Mendès-France, unanimes pour les décrets-lois.

CHASSER LE GOUVERNEMENT LANIEL par l'action des masses, c'est ouvrir la voie à un gouvernement représentatif des travailleurs, au service des travailleurs, émanation du Comité National d'Action des Partis ouvriers et des Syndicats, **QUI DENONCERAIT LE PACTE ATLANTIQUE, ARRETERAIT LA GUERRE D'INDOCHINE, ACCORDERAIT L'INDEPENDANCE AUX PEUPLES COLONIAUX OPPRIMES.**

Vive la grève générale illimitée de la fonction et des services publics !

Vive le Front Unique Ouvrier !

Pour un gouvernement d'union des organisations syndicales et politiques des travailleurs ! »

Cette ligne politique était définie dès le 11 août, au moment où la grève s'était généralisée à tous les services publics et à toute la fonction publique. Au sein même de la grève, du « mouvement réel des masses » cher à Pablo, les trotskystes luttèrent :

- pour que les bureaux confédéraux donnent l'ordre de grève générale à tous les travailleurs des services publics et de la fonction publique), comme à ceux de l'industrie privée ;
- pour le Front unique des centrales syndicales à tous les échelons ;
- pour la formation de comités de grève à tous les échelons
- pour la formation d'un Comité national de la Grève générale regroupant les représentants des comités de grève des corporations, des régions, et des bureaux confédéraux ;
- pour une manifestation centrale des grévistes, à Paris et dans toutes les villes de France.

Ils ne se contentaient pas de défendre cette orientation par écrit. Dans les usines, ils luttèrent pour un débrayage immédiat, pour la formation de Comités de grève, et pour impulser toute initiative allant dans le sens de la réalisation, par les travailleurs eux-mêmes, de la grève générale, de son organisation, de manifestations, etc... Là où leur influence s'exprimait au niveau régional, elle se traduisait par des initiatives prises par les comités de grève et qui leur donnaient le caractère d'organismes embryonnaires du pouvoir ouvrier : à Nantes par exemple.

Le contenu politique de la grève ne pouvait être affirmé seulement sur un plan propagandiste. Ce procédé peut, en certains cas, n'être que la couverture d'une politique fausse. Surtout lorsque la classe combat, le test d'une politique correcte, c'est beaucoup moins la propagande générale prise en soi, ou même l'agitation par tracts, que leur utilisation pour l'intervention et l'action « au sein du mouvement réel des masses » ; cette intervention et cette action donnent, à leur tour, toute leur valeur aux perspectives les plus générales, elles leur confèrent une signification concrète, parce que liée directement à l'action.

Il n'y a pas deux plans différents sur lesquels se déroulerait une politique révolutionnaire : celui de la propagande générale où l'on « politise », et celui de l'activité au sein même du mouvement. Et surtout lorsque la classe ouvrière tout entière s'engage dans le combat, il ne peut être toléré aucune solution de continuité entre ces deux domaines.

« La politique, c'est l'affaire des partis »

Reprenons la note politique n° 2 des pablistes. Après la phrase déjà citée, on lit :

« Mais ce serait une grave erreur que de reprocher à la C.G.T. de ne pas avoir ouvert cette perspective, ou même de ne pas avoir mené une certaine propagande pour ces objectifs. Et cela pour la raison que ces tâches sont essentiellement du ressort des partis politiques qui, dans le mouvement ouvrier, n'ont pas le même rôle que les syndicats. »

Suffocant ! « C'est la grève... le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. » Les travailleurs employés par l'état bourgeois mettent en cause son existence même, posent par conséquent, dans l'action directe, le problème politique central, celui du pouvoir, et la C.G.T. ne doit pas même mener une certaine propagande pour un gouvernement des travailleurs ! Elle ne doit même pas dire qu'il faut renverser Laniel, que c'est possible, que la victoire totale est à ce prix. Elle doit moins encore proposer à toutes les organisations ouvrières de s'unir pour mener ce combat, ce qui reviendrait à poser leur candidature au pouvoir, en s'appuyant sur la classe ouvrière en lutte et sur les organisations consti-

tués par elle dans et pour la lutte. Voilà la position des pablistes. Et ils osent se dire trotskystes.

Trotsky, lui, écrivait en 1940 : « A l'époque actuelle, les syndicats... ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière » (Les syndicats à l'époque de la décadence de l'impérialisme). Les auteurs de la « Note politique n° 2 » du groupe pabliste français nous donnent leurs raisons :

« Par ailleurs, à cause de la division syndicale et de l'attitude anti-cégétiste des dirigeants F.O. et des syndicats de catégories, une telle attitude de la C.G.T. aurait eu comme conséquence inéluctable de mettre en péril l'unité si difficilement réalisée. A signaler, à ce propos, que la rupture syndicale dans la S.N.C.F., perpétrée tout d'abord par le syndicat des cadres, eut comme origine un discours gauche de Tournemaine, secrétaire général de la fédération C.G.T., qui indiqua nettement que l'objectif de la grève, c'était le renversement de Laniel... Le programme de la grève, compte tenu de l'état actuel du mouvement ouvrier français, devait correspondre exactement à ce que voulaient les travailleurs... De ce point de vue, Raymond Guyot avait raison, à l'assemblée des responsables de cellules et de sections de la région parisienne, de dire : nous tenons à l'unité autant qu'à la prune de nos yeux. »

Nous avons ici un condensé des platitudes sociales-démocrates et stalinienne sur l'unité syndicale et, au-delà, sur le Front Unique Ouvrier. D'abord et avant tout, la scission syndicale a été le produit de la politique de collaboration de classe suivie par les dirigeants C.G.T. comme par les dirigeants F.O. Pour les seconds, c'est l'évidence. Mais la scission n'a été possible que parce que les premiers, pendant plus de trois ans, de 1944 à 1947, pratiquèrent une politique qui étouffait les organisations syndicales, y empêchait toute vie réelle, toute possibilité d'expression démocratique, pour passer ensuite à une politique où se mêlaient un aventurisme de forme à l'opportunisme du fond. Ils avaient brisé la dynamique de la lutte de classe des travailleurs pour imposer leur politique de collaboration au gouvernement bourgeois de reconstruction de l'économie et de l'état bourgeois ; ensuite, ils passèrent à une politique de pression sur la bourgeoisie. La théorie comme l'histoire nous apprennent que briser la dynamique de la lutte des classes, c'est toujours préparer les conditions de la scission du mouvement ouvrier.

La question de l'unité syndicale comme celle du Front Unique Ouvrier ne peuvent être traitées abstraitement. Ce ne sont ni les concessions, ni l'absence de concessions, qui assurent, par elles-mêmes, l'unité réelle du mouvement des masses (car c'est à cela que se réduit finalement l'unité du mouvement ouvrier). De grandes concessions peuvent être, à un moment donné, indispensables pour assurer l'unité ouvrière. En d'autres cas, le maintien de l'unité exige au contraire que les problèmes soient posés dans toute leur ampleur. La règle est que l'unité se réalisera d'autant plus que la politique développée correspondra aux besoins de l'action, de la lutte à engager ou déjà engagée.

Front Unique et opportunisme

En août 1953, pour ordonner leur lutte, les travailleurs avaient besoin d'une perspective politique clairement exprimée. La question décisive était celle du pouvoir, donc celle d'un mot d'ordre de gouvernement. Il n'aurait pas suffi que les directions syndicales, la C.G.T. en particulier, ouvrent la perspective du renversement du gouvernement Laniel. Mais il était indispensable qu'elles le fassent, pour donner toute sa signification à la grève, appeler à la grève générale toute la classe ouvrière, appeler à la constitution de comités de grève à tous les échelons, jusqu'au comité national de grève et aux manifestations de masse, et contraindre ainsi les dirigeants de F.O. à réaliser le *Front unique* ou à se démasquer. La clé du Front unique ouvrier, c'était de donner toute sa force à l'initiative des masses. Il ne faut pas oublier que la grève générale résultait de l'initiative des travailleurs qui étaient passés par-dessus les frontières des organisations syndicales. Agir ainsi était la seule façon de donner au mouvement sa puissance. Et c'est en se fondant sur cette puissance que l'on pouvait réaliser un front de classe solide. En même temps, donner toute sa puissance à la grève ouvrait de fait la lutte pour le renversement révolutionnaire de Laniel. Une politique ne se découpe pas en tranches. Ouvrir la perspective du renversement de Laniel, donner toute sa puissance à la grève, réaliser le Front unique des organisations syndicales et le Front unique de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrières : ces quatre points n'étaient, en réalité, que quatre aspects d'une seule et même politique de classe.

En un certain sens, une organisation syndicale est un Front

unique permanent des masses travailleuses, à la différence d'un parti, qui, lui, est l'organisation d'une avant-garde, constituée sur la base d'un programme achevé, qui embrasse l'ensemble des problèmes de la révolution prolétarienne dans leurs dimensions internationales, avec sa discipline et les méthodes d'organisation qui lui sont propres. De là découle que l'organisation syndicale doit aborder les problèmes politiques d'une façon différente : beaucoup plus directement en fonction de l'action immédiate. Mais elle ne peut échapper aux problèmes politiques. Et ne pas les poser, c'est, en fait, choisir une certaine politique. Il en était ainsi en ce qui concerne la C.G.T. en août 1953.

Dans une « *Note politique n° 1* », datée du 25 août 1953, le groupe pabliste français (fonctionnant, ne l'oublions pas, sous le contrôle direct et étroit du « S. I. ») affirmait :

« Dans l'ensemble, la politique de la C.G.T. a été correcte en ce sens qu'elle a agi sans sectarisme, sans tenter d'introduire des mots d'ordre autres que ceux formulés par les grévistes eux-mêmes, et qu'elle a contribué à impulser une véritable politique d'unité d'action jusqu'à l'échelon des fédérations, en soutenant par ailleurs l'initiative des grands partis ouvriers qui réclamaient la convocation de l'Assemblée (alors en vacances). Les mots d'ordre lancés par la C.G.T. permettaient une action réelle et l'unité à la base. Mais la critique essentielle qu'il lui faut adresser — critique évidemment non secondaire — c'est qu'elle n'a pas mené la politique de Front unique syndical jusqu'à l'échelon de la confédération. »

Quelques exemples vont suffire à illustrer « *la politique dans l'ensemble correcte de la C.G.T.* ». Nous l'avons vu, c'est à l'initiative des postiers de Bordeaux qu'a démarré la grève générale. Le 5 août, la Fédération postale F.O. lançait le mot d'ordre de grève générale illimitée de la corporation. La fédération C.G.T., elle, appuyait le mouvement, mais sans lancer le mot d'ordre de grève générale, bien que ses militants le lui aient demandé. A la R.A.T.P., un premier débrayage était imposé par les travailleurs le vendredi 7 août. Alors que de TOUS les dépôts, terminus, ateliers, etc..., depuis le matin 8 heures, l'ordre de grève était réclamé à TOUS les syndicats — le premier qui donnera l'ordre de grève sera suivi par TOUT le personnel — il faudra attendre 11 h. 20 pour que, ensemble, ils donnent l'ordre de grève. L'enthousiasme était incroyable, bientôt suivi d'amertume et de colère : l'ordre de grève était limité jusqu'au soir minuit. La grève s'étendait comme une

traînée de poudre : électriciens, gaziers, cheminots, travailleurs de la R.A.T.P., etc..., débrayaient spontanément au cours de la journée du mardi 11 août ; alors les organisations syndicales, sur proposition de la C.G.T., donnèrent un ordre de grève de 24 heures pour le lendemain mercredi, qu'ils renouvelleront le jeudi, et ainsi de suite.

Au cours de la phase ascendante du mouvement, l'appareil de la C.G.T. fut, à tous les niveaux, le poids lourd de la grève. Il lui aurait suffi de prendre la tête, de proposer un programme général de la grève, d'appeler partout à la formation de Comités de grève, jusqu'au comité central de la grève générale, de donner l'ordre de grève générale, d'appeler la grève à prendre possession de la rue, de l'unifier en coulant dans une puissante manifestation de masse toutes les corporations en lutte pour en faire la classe en marche. « Gauchisme ? » Qui ne se rend pas compte de ce que signifient cinq millions de travailleurs se mettant en grève spontanément, par leurs propres moyens, n'a jamais participé à une grève ou est imperméable à la compréhension de la lutte des classes. Les revendications mises en avant par les travailleurs eux-mêmes ? Il suffisait, dans la période ascendante du mouvement, de prononcer à une tribune : « *A bas Laniel !* », pour être applaudi frénétiquement. En portant atteinte aux régimes de maladie et de retraite, le gouvernement fournissait — par une faute de calcul tactique — le mot d'ordre unificateur, *commun*, qui permettait, après des années de mouvements partiellisés, le combat « tous ensemble ». Les travailleurs l'utilisaient — à défaut d'autres, que se refusaient à lancer les directions ouvrières. Voilà ce que prouvaient la grève et la façon dont elle s'était réalisée. Non seulement la classe ouvrière était prête à reprendre toute revendication au niveau le plus élevé, mais le mouvement en avait besoin pour garder son unité et croître en puissance.

Au service direct de l'appareil stalinien

L'orientation vers le renversement révolutionnaire du gouvernement Laniel était la condition d'une intervention dans la grève susceptible de lui donner toute sa puissance.

C'est parce qu'à Nantes, l'U.D.F.O. et les militants ouvriers révolutionnaires (les trotskystes au premier rang) avaient cette orientation qu'ils jouèrent un rôle moteur dans la grève. Toute la métallurgie, les cheminots, les postiers, les travailleurs du gaz, de

l'électricité, les municipaux, le bâtiment, l'habillement... étaient en grève. Le Comité central de grève faisait apposer sur les murs de la ville une affiche déclarant : « *La réquisition, sous quelque forme que ce soit, est illégale... dans certains secteurs (les pouvoirs publics) tentent d'utiliser la troupe. Fraternelisez avec les soldats.* » Tel était Nantes, en août 1953, à l'heure de la grève générale.

En d'autres endroits, là où l'appareil pesait relativement le moins lourd, se constituèrent également des comités de grève, qui, comme celui de Creil, assumaient les fonctions d'un pouvoir embryonnaire, notamment en prenant en charge le ravitaillement de la population.

L'obstacle à la généralisation de cette situation à la France entière, ce furent les appareils, et principalement celui de la C.G.T. dans la mesure où il était le plus puissant d'entre eux.

Il n'y a pas eu de politique de la C.G.T. « *correcte dans l'ensemble* » et de « *politique du P.C.F. qui portait grand préjudice au mouvement... politique très fautive et tout à fait en deçà des aspirations du mouvement ouvrier et surtout de son avant-garde stalinienne* » (« Note politique n° 1 » du groupe pabliste). La politique du P.C.F. et celle de la C.G.T. étaient en totale harmonie. Il y avait entre eux division du travail ; les pablistes assurant bénévolement une part de ce travail. La « Note politique n° 1 » ne recule devant aucun argument pour expliquer pourquoi les métallos parisiens n'ont pas participé à la grève :

« *En ce qui concerne la grève dans la métallurgie, celle-ci n'a, en fait, pas pris d'ampleur ESSENTIELLEMENT parce que les ouvriers — spécialement ceux de chez Renault — qui rentraient de vacances, étaient sans ressources et que cette situation a incontestablement pesé sur eux, mais aussi parce que la direction stalinienne, qui avait une attitude TIMOREE (sic) n'ouvrirait aucune perspective de luttes.* »

Ainsi, on ne peut contester que la direction stalinienne (laquelle ? celle de la C.G.T. ou celle du P.C.F. ?) a eu une attitude « timorée », mais c'est un élément secondaire : si la métallurgie n'est pas entrée dans la grève générale, c'est que les métallos n'avaient pas de fric. Et, pour brocher sur le tout, la « Note politique n° 2 » des mêmes auteurs s'en prend à « *La Vérité* », organe des trotskystes, qui paraissait alors comme journal, et qui, dans son n° 319 du 30 août, a osé écrire que « *les chefs ont... sciemment saboté, désorganisé, liquidé la grève de la METALLURGIE et spécialement de*

chez RENAULT qui aurait donné à la grève générale une tête révolutionnaire » ... « Le plus important », écrivent les franko-pablistes, « c'est l'autre aspect de la ligne de ce groupe, à savoir : sa stalino-phobie ridicule... leur aventurisme et leur falsification de ce qu'a été vraiment la politique de la C.G.T. » Mais les stalinophiles pablistes veillaient. Ils ont « contre-attaqué chez Renault » : c'est-à-dire qu'ils ont, par tract, attaqué les trotskystes et approuvé la « politique correcte de la C.G.T. », trouvant ainsi une excellente occasion d'appliquer l'orientation définie par Pablo au 10^e plenum du C.E.I. : « Afin de s'intégrer dans le mouvement réel des masses, de travailler et de rester par exemple dans les syndicats de masses « les ruses » et les « capitulations » sont non seulement admises, mais nécessaires. » (« Quatrième Internationale », vol. 10, n^{os} 2-4, février-avril 1952, p. 56.) A cette nuance près que le « mouvement réel des masses » allait à l'encontre des appareils. Contre lui et contre les trotskystes, qui exprimaient clairement les nécessités de la lutte, les pablistes se mettaient au service de la bureaucratie contre-révolutionnaire.

Quand Mandel faillit marcher sur Bruxelles.

Le très sage Mandel et son journal « La Gauche » devaient donner, pour leur part, un autre récital dans l'art et la manière de trahir le « mouvement réel des masses » au profit des appareils. Cette affaire a été examinée en détail dans un article de Gérard Bloch : « Quelques enseignements de la grève générale belge », publié par « La Vérité » à l'automne 1961 et l'hiver 1962 (n^{os} 522 et 523). Nous y renvoyons le lecteur, et nous nous bornerons ici à quelques indications.

« La Gauche » du 24 décembre 1960 écrit, sous la signature d'Ernest Mandel :

« La grève se dirige davantage contre le Gouvernement en tant que représentant collectif de la classe capitaliste que contre tel ou tel secteur du patronat. Incontestablement le mouvement vise au renversement du Gouvernement. Mais par quoi le remplacer ? »

Nous avons, dans « La Gauche », proposé une formule claire : GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS APPUYE PAR LES SYNDICATS. »

Ainsi donc, lancer le mot d'ordre d'un « *Gouvernement représentatif des travailleurs au service des travailleurs, émanation du Comité national de grève des partis ouvriers et des syndicats* », c'était du gauchisme aventuriste en France en août 1953 ; cela ne le serait-il plus en Belgique en décembre 1960 ? Mais Mandel pourrait, à juste titre, nous répondre que nous entendons, sous les mêmes vocables, des choses différentes. « *Les travailleurs* », ajoute-t-il, « *craignent que, si le gouvernement tombe à l'occasion de la crise sociale actuelle, le Parti Socialiste Belge entre dans une nouvelle coalition pour que le pays ne devienne pas ingouvernable* », ce qui, à ses yeux, ne serait acceptable qu'à deux conditions : « 1° que le nouveau gouvernement abandonne la "loi unique" (loi réactionnaire dont l'adoption avait provoqué la grève générale) ; 2° que l'essentiel des réformes de structures soit retenu en tant que plate-forme ministérielle ».

D'ailleurs, poursuit Mandel, « *il suffirait que les députés démocrates-chrétiens écoutent la voix de leurs propres électeurs, qu'ils s'alignent, sous la pression de la grève, sur les aspirations de leurs propres mandants, pour qu'une nouvelle majorité parlementaire se dégage au moins sur ces deux questions* ». Gérard Bloch peut remarquer :

« *Au mot d'ordre de classe qui jaillissait spontanément dans les meetings et défilés : « A bas le Gouvernement Eyskens ! » (comme en France, en août 1953 : « A bas le Gouvernement Laniel ! ») « et que les révolutionnaires se devaient de concrétiser en appelant les travailleurs à imposer par la grève générale un gouvernement P.S.B. appuyé par les syndicats, Mandel a substitué une alternative dont les deux termes sont, l'un comme l'autre, vulgairement réformistes, vulgairement parlementaristes... »*

(« *La Vérité* », n° 522, p. 72.)

Toute l'orientation de Mandel au cours de la grève générale belge va suivre cette pente. Le 1^{er} janvier 1961, « *La Gauche* » titre en rouge : « *Organisons la marche sur Bruxelles.* » Fort bien, mais cette marche doit s'effectuer dans la plus stricte clandestinité, explique « *La Gauche* » du 7 janvier : « *Toute marche qui voudrait se concentrer sur un seul jour et se heurter à (la) concentration de forces répressives serait naturellement une folie.* » Alors, que faire ? « *Wallons, Flamands, envoyez dès maintenant de grosses délégations dans la capitale* », échelonnées sur plusieurs jours, ce qui « *placerait le gouvernement devant un dilemme terrible : ou bien*

il laisse passer, et alors 200 à 300.00 travailleurs se trouveraient bien vite concentrés dans la capitale... ou bien il installe ses barrières, et alors il désorganise et arrête lui-même tout le trafic dans le pays pendant plusieurs jours, sinon pendant une semaine, contribuant ainsi à sa manière à l'arrêt total de toute activité économique, au triomphe de la grève générale». Mais c'est encore trop. « La Gauche » du 14 janvier écrira : « Il nous est reproché d'avoir lancé le mot d'ordre de marche sur Bruxelles... Comme nous constatons que cette revendication n'a pas été reprise par les dirigeants, nous nous inclinons, mais nous rappelons qu'au moment où notre annonce de la semaine passée a paru, aucune indication n'était encore connue à ce sujet. »

— Mille excuses ! Nous ne savions pas que, même sous la forme émasculée que nous lui avons donnée, le mot d'ordre de marche sur Bruxelles pouvait être explosif, et donner de mauvaises idées aux travailleurs. Les « dirigeants » estiment qu'il ne faut pas jouer avec le feu, nous nous inclinons, en leur adressant tous nos regrets. Voilà le sens de ce qu'écrivit Mandel. Incontestablement, Pablo ne trouverait rien à lui reprocher, lui qui, au « 10^e plenum du C.E.I. », recommandait la « capitulation » !

Il est indispensable, à chaque étape, de proposer des formes d'organisation des travailleurs en lutte correspondant aux objectifs immédiats que la lutte s'assigne ; c'est le développement même du mouvement qui doit déterminer les formes concrètes et la formulation des mots d'ordre que lance l'avant-garde révolutionnaire. Dans la grève générale belge, en même temps qu'il s'agissait d'ouvrir la perspective du renversement révolutionnaire du gouvernement Eyskens, et d'appeler dans ce but à la marche sur Bruxelles, mot d'ordre d'action formulé par les grévistes eux-mêmes, il était indispensable de lancer, comme mot d'ordre d'organisation de la classe en lutte, celui du *Congrès des comités de grève* : ces comités de grève existaient partout, mais, tant qu'ils restaient isolés les uns des autres, l'appareil les dominait parce qu'il était la « représentation » nationale et centralisée du mouvement.

Que propose Mandel ? « Un congrès extraordinaire de la F.G.T.B. », qui « peut seul décider de la reprise éventuelle du travail », Mandel a toute une situation de retard. Gérard Bloch tire la conclusion qui s'impose :

« Proposer le 24 décembre, comme seule perspective d'une direction nationale de la grève, un congrès extraordinaire de la F.G.T.B., c'est proposer que la grève générale reste sous le contrôle d'une direction bureaucratique qui n'a qu'un objectif : la défense de la démo-

cratie parlementaire, le rétablissement de l' « ordre », la rentrée des ouvriers au travail. »

(Idem, p. 90.)

Tout au long de ce mouvement, Mandel a donné sa mesure, comme Germain avait donné la sienne en 1951. Ce dernier écrivait ses « 10 thèses » pour s'opposer à Pablo au sein du Comité Exécutif International. Ces thèses furent reprises par l'organisation française et soumises en son nom au « 3^e congrès mondial ». Germain vota contre ses propres thèses et pour les positions de Pablo. En 1951-1952, il fut le proconsul de Pablo au sein du Bureau Politique de l'organisation trotskyste de France (le P.C.I.). Il y fit preuve de « fermeté ». Mandel pouvait-il, au cours de la grève générale belge, faire moins au service de Renard et de l'appareil de la F.G. T.B. que Germain ne fit au service de Pablo ? Avouons qu'avec un pareil maître il a bien quelques circonstances atténuantes. Ce qui n'est pas une raison pour le considérer comme un révolutionnaire.

Nous pouvons apprécier maintenant quelle marchandise recouvre l'affirmation de Frank : « *Absence de grandes luttes révolutionnaires* (de la classe ouvrière européenne) *depuis une quinzaine d'années* ». Le rapport dialectique entre les luttes du prolétariat, la direction révolutionnaire, le rôle des appareils traîtres, la capacité de l'impérialisme de se survivre est escamoté.

Ainsi donc, hier, raisonnant mécaniquement, Pablo pouvait écrire :

« La bureaucratie soviétique est acculée au combat final et décisif ; le mouvement stalinien est partout pris entre cette réalité et les réactions de masses devant la crise sans cesse aggravée du capitalisme. »

Dans ces CONDITIONS NOUVELLES, que la bureaucratie n'a pas créées volontairement, mais qu'elle subit obligatoirement, le stalinisme fait réapparaître des TENDANCES CENTRISTES qui prendront le dessus sur l'OPPORTUNISME DROITIER... »

(« Quatrième Internationale », rapport de Pablo au « 10^e plenum du C.E.I. », vol. 10, n^{os} 2-4, février-avril 1952, p. 55.)

Et il avait précisé un peu plus haut, dans le même texte, qu'une perspective semblable s'appliquait à toutes les organisations ouvrières :

« LES CONDITIONS OBJECTIVES NOUVELLES dans lesquelles se déroule actuellement la lutte pour le »

socialisme déterminent une dynamique nouvelle du mouvement spontané des masses. Ces conditions objectives ont placé et placent d'autre part constamment le mouvement politique organisé du prolétariat (donc les organisations syndicales, sociales-démocrates, staliniennes, etc...), les différents courants et organisations dans lesquels il se manifeste, dans des conditions objectives également NOUVELLES, c'est-à-dire des conditions qui DETERMINENT DE NOUVELLES REACTIONS DE LEUR PART, INDEPENDAMMENT DE TEL OU TEL DESIR OU PLAN DE LEURS DIRECTIONS.»
(Idem, p. 50.)

En d'autres termes, la thèse centrale du programme de transition selon laquelle «*la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire était dépassée. Par ses propres voies, chaque prolétariat contraindrait, «indépendamment de tel ou tel désir ou plan de (sa) direction», cette direction à lutter pour le socialisme. Après cela, s'il existait encore, formellement un mouvement se réclamant de la IV^e Internationale, c'est que la fonction politique du révisionnisme ne s'accommode pas d'unité dans la pensée théorique et politique. Ainsi, le «socialisme dans un seul pays» était directement contradictoire, sur le plan théorique, avec l'existence de l'I.C. Staline n'en maintint pas moins l'existence formelle de celle-ci jusqu'en 1943. Il en avait besoin de deux façons : comme instrument de sa politique internationale, comme fiction canalisant les aspirations de centaines de milliers de militants. Si la théorie pabliste de «la dynamique nouvelle du mouvement spontané des masses», des «conditions objectives nouvelles» s'emparant des directions et plus forte que «leurs plans et leurs désirs» ne s'accompagnait pas d'une renonciation ouverte à la IV^e Internationale (certains partisans de la première heure de Pablo, telle Michèle Mestre, avaient d'ailleurs été formellement plus conséquents), c'est uniquement parce que ce nom servait de carte de visite politique au «S. I.» Pablo-Germain-Frank, et qu'y renoncer aboutissait à laisser la place libre aux véritables trotskystes. En fait, le «mouvement spontané des masses» n'était qu'une formule destinée à donner un semblant de vraisemblance au nouveau rôle attribué aux directions traîtres. Le contenu réel, c'était l'alignement sur les appareils identifiés au «mouvement réel des masses». A partir de là, toutes les capitulations étaient à l'ordre du jour. Non seulement les capitulations, mais l'activité, bien réelle cette fois, contre le «mouvement réel des masses».*

Et aujourd'hui, c'est «l'absence de grandes luttes révolution-

naires du mouvement ouvrier pendant une quinzaine d'années » que Frank met en avant pour rejeter sur les travailleurs les responsabilités des appareils traîtres. Sous ces variations, il y a une constante : la lutte bien réelle pour entraver la construction de partis ouvriers révolutionnaires, et détruire la IV^e Internationale.

L'application de la ligne pabliste à Ceylan

La politique pratiquée par Frank au cours de la grève d'août 1953 en France, celle pratiquée par Mandel au cours de la grève générale belge, nous fournissent des exemples de l'application de la ligne pabliste dans les pays capitalistes avancés. En Angleterre, leur alignement devait s'effectuer sur l'aile bévaniste d'abord, l'aile droite du Labour Party ensuite. Nous n'y insisterons pas, nos camarades de la S.L.L. exposant dans leurs documents ces questions en détail.

La participation des dirigeants du Lanka Sama Samaya Party (section ceylanaise du « S. I. ») au Gouvernement Bandaranaike était également contenue en germe dans les conceptions pablistes. Ainsi, dans son rapport au « 10^e plenum du C.E.I. », que nous venons de citer, Pablo disait :

« Aux camarades de Bolivie et de Ceylan, l'Internationale dit actuellement : le pouvoir est à votre portée, non pas d'ici dix ans, mais immédiatement, dans les quelques années à venir, sinon cette année même. (Ceci plus particulièrement pour Ceylan.) »

Appréciation simplement trop optimiste ? Non, il s'agit d'autre chose. Pablo poursuit :

« Il dépend en grande partie de votre politique dès maintenant, de votre audace, de votre activité quotidienne à la tête des masses pour la défense de leurs revendications quotidiennes, de votre programme hardi pour demain, de gagner leur majorité, MEME UNE MAJORITE PARLEMENTAIRE, et de constituer un gouvernement ouvrier, premier pas vers une véritable prise du pouvoir à Ceylan, appuyée sur la mobilisation et l'organisation révolutionnaire des masses. »

(Idem p. 51.)

Dès 1952 les pablistes, donnaient ainsi leur blanc-seing à la

perspective d'une majorité parlementaire à Ceylan constituant un gouvernement ouvrier. Reprise constamment, cette idée de la venue au pouvoir par les moyens du parlementarisme allait guider l'essentiel de l'activité du Lanka Sama Samaya Party. Le n° de « *Quatrième Internationale* » de septembre-octobre 1959 publie sans aucune critique la résolution adoptée par un congrès du L.S.S.P. Il y est écrit :

« Les illusions des masses dans le bulletin de vote comme moyen de parvenir au pouvoir politique et d'accomplir la transformation sociale sont extrêmement répandues et réelles... Il y a une revendication étendue dans la classe ouvrière et les masses laborieuses généralement que le parti devrait miser sur une majorité aux prochaines élections générales... le parti doit comprendre clairement que la lutte pour une majorité parlementaire est en premier lieu un combat pour gagner le contrôle d'un appareil d'Etat (sic) qui peut être utilisé aux fins de la lutte des masses et qu'une majorité parlementaire ne peut être une substitution à la mobilisation des masses révolutionnaires. »

(« *Quatrième Internationale* », 17^e année, n° 7, septembre-octobre 1959, p. 93.)

Il est possible que les travailleurs de Ceylan aient des illusions parlementaires. Mais, de toute évidence, il est clair que, depuis des années et des années, les dirigeants du L.S.S.P., eux, non seulement, avaient des illusions quant à la possibilité pour eux d'accéder au pouvoir par des voies parlementaires, mais encore qu'ils ne visaient à rien d'autre qu'à prendre le contrôle de l'appareil d'état bourgeois ceylanais. Dans la résolution adaptée par la conférence des 20-22 juillet 1962 du L.S.S.P., on lira alors :

« Le L.S.S.P., ayant aidé non seulement électoralement mais aussi politiquement à amener le gouvernement S.L.F.P. (Sri Lanka Freedom Party) au pouvoir, a élaboré un cours tactique par rapport à ce gouvernement qui a été résumé en une assurance en trois points aux masses. Le L.S.S.P. s'est engagé : a) à soutenir toute action progressive du gouvernement S.L.F.P. ; b) à défendre le gouvernement S.L.F.P. contre le sabotage par l'U.N.P. et les forces de la réaction ; c) à résister de façon intransigeante à tout effort de quelque secteur que ce soit pour arracher aux masses les positions qu'elles avaient conquises. »

(« *Quatrième Internationale* », n° 17, décembre 1962, p. 62.)

Qu'ils en soient venus là n'a rien d'étonnant. Se plaçant sur le terrain du parlementarisme bourgeois, il était dans l'ordre qu'ils choisissent de soutenir un « gouvernement progressif » en l'opposant à un « gouvernement réactionnaire ».

Ce soutien encore conditionnel d'un gouvernement bourgeois préparait l'entrée du L.S.S.P. dans un autre gouvernement bourgeois plus « à gauche ». Aussi lit-on dans la même résolution : « *Dans les huit premiers mois environ de l'existence du gouvernement S.L.F.P., l'accent du L.S.S.P. a été mis sur le premier aspect de la tactique. Ce fut pendant cette période que le Parti a voté pour le discours du Trône et pour le budget.* »

La critique que le « Secrétariat International » fit de la politique du L.S.S.P. est révélatrice. Dans une déclaration datée du 10 septembre 1960, le « S.I. » écrivait :

« *Tout en tenant compte des arguments des camarades ceylanais, et en prenant en considération le fait que leur politique peut être caractérisée, d'une façon générale, comme une politique de soutien critique, le Secrétariat International n'a pas manqué pour sa part, d'exprimer au L.S.S.P. son désaccord à la fois sur sa récente politique électorale et sur sa politique envers le S.L.F.P. après les élections de mars et de juillet. En particulier, le Secrétariat International pense que l'accord de non-contestation, étendu en un accord de soutien mutuel, implique le danger de créer des illusions sur la nature du S.L.F.P. parmi les larges masses, et qu'une attitude de soutien d'un gouvernement comme celui de Mme Bandaranaike ne peut être que critique, et par conséquent limitée aux mesures progressives réellement proposées et adoptées.* »

(« Quatrième Internationale », n° 11, octobre-novembre 1960, p. 90.)

Le principe du soutien d'un gouvernement bourgeois comme celui de Mme Bandaranaike est admis, bien que « *ne pouvant être que critique et limité aux mesures progressives* ». Il suffit de mettre les arêtes de côté lorsqu'on mange du poisson. L'ennui est que la chose est moins facile en politique, le risque est grand qu'elles vous restent dans la gorge. Le parti ouvrier révolutionnaire ne peut soutenir un gouvernement quelconque qu'autant que celui-ci est un gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat, les seules mesures vraiment progressives consistant à réaliser « *le programme* »

le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier... armer le prolétariat..., désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, ... instaurer le contrôle sur la production, faire tomber sur les riches le fardeau principal des impôts et briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire... Les communistes (étant) également disposés, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement ouvrier (c'est-à-dire réalisant le programme élémentaire ci-dessus) non communiste » (IV^e congrès de l'I.C., résolution sur la tactique de l'I.C.). La critique du « S.I. » est typiquement pabliste : les conditions objectives nouvelles obligent le gouvernement Bandaranaike à des mesures progressives. Que le L.S.S.P. lui apporte un soutien critique et limité. Il n'y a aucune raison que, les conditions devenant plus objectives et plus nouvelles, le L.S.S.P. n'aille pas plus loin, c'est une question de degré et non de principe. La critique n'est pas fondamentale, elle est circonstancielle.

La politique du parti le plus important de l'Internationale pabliste aurait dû être discutée à fond par les organisations la composant, ainsi que par les organismes de cette internationale. En 1952 la « direction internationale » et son proconsul dans le bureau politique français Germain, agissant au nom du « bureau du S. I. », organisme trinitaire Pablo-Germain-Frank, qui, bien qu'ignoré dans les progrès statuts du « 2^e congrès mondial », s'arrogeait tous les pouvoirs, outrepassait le mandat que lui avait conféré le 3^e Congrès Mondial et formulait oukase sur oukase à l'encontre de l'organisation française. Il est vrai qu'il s'agissait alors de tenter de détruire l'organisation française en lui imposant l'« entrisme sui generis ». L'attitude de la direction pabliste allait être tout autre vis-à-vis de la direction du L.S.S.P. Une résolution de 16 lignes fut publiée dans « Quatrième Internationale » (n^o 12, premier trimestre 1961, p. 15) à l'issue du « 6^e Congrès mondial » (1961) de l'organisation pabliste, qui reprenait le contenu de la « Déclaration » que nous venons de citer. Et sur la résolution de 24 pages consacrée aux « Bilan, problèmes et perspectives de la Révolution coloniale », dont nous avons parlé plus haut, exactement quatre lignes furent consacrées à la politique du L.S.S.P. :

Pour que le L.S.S.P. joue pleinement son rôle, il doit raffermir sa structure bolchévique et mieux se lier aux masses paysannes, grâce à un travail systématique parmi elles, appuyé sur l'influence ouvrière du Parti, et conduit sur la base d'un programme concret de revendications économiques et politiques transitoires. »

(Idem p. 56.)

Ce fut avec l'appui du « S.I. », et après le « Congrès Mondial de réunification » qu'en 1963 le L.S.S.P. forma un « Front Uni de Gauche » avec le P.C. qui avait soutenu le gouvernement Bandaranaike et le M.E.P. qui avait participé à ce gouvernement en 1956. Gerry Healy a écrit, dans « The Newsletter » des 4 et 11 juillet 1964, deux articles où il montre comment ce « Front Uni de Gauche » fut le tremplin utilisé par le L.S.S.P. pour participer au gouvernement Bandaranaike ; la décision de participer au gouvernement fut prise à la conférence du 7 juin 1964 du L.S.S.P. par 507 délégués contre 75, 159 membres qui s'opposaient à cette politique quittant la conférence. Les articles de G. Healy ayant été publiés dans « Informations Internationales », n° 14, nous n'insisterons pas plus longuement et y renverrons nos lecteurs.

Reproduisons seulement ici ce passage d'une lettre du « S.U. » du début de 1964, citée par G. Healy, et qui montre comment le « S.U. », en l'occurrence Germain, Frank et leurs associés de la réunification couvrirait, au nom de « l'unité », la politique des dirigeants du L.S.S.P. :

« Le Congrès de réunification (Juin 1963) a donné à la direction nouvellement unifiée la responsabilité de faire tout son possible pour cimenter les liens rétablis après une longue scission, et d'œuvrer pour une nouvelle cohésion et une stabilité dans le mouvement trotskyste mondial. Cela nécessite une certaine détente organisationnelle, pour un certain temps, et demande un effort sérieux pour améliorer les conflits internes dans les différentes sections et dans les composants du mouvement uni — surtout les conflits hérités du passé —, afin d'aider, tous, à prendre un nouveau départ. Tout cela a été expliqué et admis par les délégués qui assistaient au Congrès de réunification. »

« L'attitude du « S.U. » vis-à-vis de la situation à Ceylan, comme partout dans le mouvement, est déterminée par les considérations générales votées par le Congrès de réunification. »

« Le « S.U. », comme le dit le camarade Anderson, n'a pas du tout modifié « fondamentalement » les critiques adressées au L.S.S.P. au cours du 7^e Congrès Mondial. Ce qu'il a fait, c'est de faire confiance à la direction du L.S.S.P. pour tenir compte de ces critiques. La lettre envoyée au L.S.S.P. n'avait l'intention, ni de les condam-

ner publiquement, ni de les inviter à participer à une bagarre de fraction, comme le camarade Anderson semble le croire. Les critiques contenues dans cette lettre y étaient mises, avec bonne volonté, par les représentants du mouvement trotskyste mondial qui faisaient confiance au L.S.S.P. pour y réfléchir avec soin. Le « S.U. » a essayé de maintenir son attitude de loyauté et de camaraderie à l'égard de la section ceylanaise, tout en admettant, franchement, que ses propres membres tendraient à sympathiser, politiquement, avec l'aile gauche du L.S.S.P... »

« Cependant, le « S.U. » pense qu'il serait faux pour lui, en tant qu'organe du mouvement entier, de repousser les déclarations de la majorité du L.S.S.P., et de refuser de leur accorder le temps nécessaire pour prouver, dans l'action, la sincérité de leur position par rapport au Front Uni de Gauche, et aussi pour démontrer la bonne foi de leurs promesses.

« Premièrement, nous échaufferions délibérément l'ambiance dans le L.S.S.P. en y injectant un fractionnisme poussé. Deuxièmement, en portant ces questions sur l'arène publique, nous exacerberions encore plus la situation. Une politique décisive de ce genre mettrait en danger et détruirait peut-être, même, les rapports fraternels entre le « S.U. » et la direction du L.S.S.P. L'aboutissement pourrait être néfaste à la IV^e internationale et au L.S.S.P., y compris son aile gauche, qui n'a aucun intérêt à mettre en question l'unité du parti, en créant des tensions internes excessives ou toute autre sorte de tension. »

(Cité par « Informations internationales », n° 14, pp. 18-19.)

Cette politique vient de porter ses fruits amers. Le Lanka Sama Samaya Party est mort en tant que parti ouvrier révolutionnaire. Il faudra reconstruire un parti marxiste à Ceylan. Au moment où, le 21 mars 1964, à la suite de l'accord des différentes organisations syndicales sur un programme en 21 points, une énorme manifestation se déroulait à Colombo qui pouvait être le point de départ d'une lutte de masse pour le pouvoir, les dirigeants du L.S.S.P. se préparaient à participer au gouvernement Bandaranaike. Un an plus tard, par les voies les plus légales et les plus parlementaires, l'United National Party, parti d'extrême droite, accédait au pouvoir.

Un « éloge » qui se veut funèbre.

La politique du L.S.S.P. est la version ceylanaise de la politique d'adaptation aux appareils, dont Frank et Germain ont donné la version française en août 1953, et en décembre 1960-janvier 1961 la version belge.

En France et en Belgique, le « mouvement réel des masses » entrainait en conflit avec les appareils. Les pablistes se sont faits les laquais des appareils contre le « mouvement réel des masses ». En France, ils ont combattu ouvertement les trotskystes qui luttèrent pour donner une expression consciente au débordement des appareils par la grande masse de la classe ouvrière, et pousser l'action le plus loin possible. En Belgique, ils ont canalisé autant qu'il était en leur pouvoir le « mouvement réel des masses » au profit de l'appareil de la F.G.T.B., en s'alignant sur la fausse gauche représentée par Renard. A Ceylan, c'est directement qu'ils sont venus au secours de la bourgeoisie et de l'appareil d'état bourgeois, alors que se préparait une profonde crise révolutionnaire.

Ils contribuaient ainsi dans l'immédiat soit à l'échec, soit à la défaite pure et simple du mouvement. Sans aucun doute, leur contribution fut des plus importantes. C'est l'évidence à Ceylan, mais cela ne l'est pas moins en France. Il faut mesurer l'importance historique — et nous pesons nos termes — de l'intervention du mouvement « trotskyste » officiel en flanc-garde des appareils, ou directement de la bourgeoisie, dans les processus de la lutte des classes, au moment précisément où le « mouvement réel des masses » entre en conflit avec ses appareils. Les spéculations ne sont pas notre fait. Mais l'activité des pablistes à l'échelle internationale, leur lutte contre les organisations trotskystes, leurs efforts pour les liquider, leur intervention concrète dans la lutte des classes partout où ils se manifestèrent furent incontestablement parmi les facteurs essentiels qui empêchèrent la cristallisation et l'organisation d'un avant-garde apte à devenir, à son tour, une force motrice dans la lutte des classes, la crise de la société bourgeoise et la crise du stalinisme.

Lorsque Frank parle de « l'absence de grandes luttes révolutionnaires... depuis une quinzaine d'années » dans les pays capitalistes avancés, il ne ment pas, seulement il masque encore le fait que ces quinze dernières années ont souligné la nécessité historique de la lutte pour la construction de partis bolchéviques et d'une Internationale basée sur le Programme de transition — les deux étant inséparables — dans le cours même de la lutte des classes. Malgré leur ampleur, les grandes luttes du prolétariat ont reflué faute de tels

partis et d'une telle Internationale. Ainsi la société bourgeoise a-t-elle pu surmonter ses crises. Depuis 1953 surtout, toutes les grandes luttes du prolétariat à l'échelle internationale ont mis celui-ci aux prises, soit de façon directe comme en Europe orientale, soit dans le cours de la lutte (août 53, septembre 55, grève des mineurs de mars 63 en France, grève générale belge, etc.) et de façon plus ou moins ouverte, avec les appareils sociaux-démocrates et staliniens, créant ainsi au sein de la classe ouvrière des conditions favorables qui n'avaient jamais existé auparavant pour la construction de tels partis et d'une telle Internationale. Il ne manquait au rendez-vous que l'organisation dont ce devait être la tâche. Pire, les « trotskystes » Frank-Germain-Pablo (là où les conditions étaient de ce point de vue politiquement les plus favorables, c'est-à-dire dans les pays capitalistes avancés d'Europe), combattaient, au nom de la « IV^e Internationale », contre la construction de cette nouvelle direction révolutionnaire.

Leurs forces réelles ne rendent pas compte de leur importance politique. Trotsky aimait à citer cette phrase de Spinoza : « Ni rire ni pleurer, mais comprendre ». Il nous faut comprendre ce que signifie cet « *Eloge du trotskysme* » publié par Pablo dans ce même numéro de « Quatrième Internationale » où Frank se prononçait pour la révision du programme du trotskysme. Voici ce qu'écrivait le « secrétaire général de la IV^e Internationale » :

« Sous la pression conjointe des nouvelles réalités de la situation internationale et de la révolution chinoise, la direction krouchtévienne de la bureaucratie soviétique, afin de sauvegarder son influence sur le mouvement ouvrier international et les peuples coloniaux, s'est vue obligée d'opérer un tournant d'importance historique, au moins par rapport à la révolution dans les pays semi-coloniaux et coloniaux. Outre l'aide économique et militaire accordée à ces pays, et qui constitue un apport parfois décisif pour la consolidation de la révolution dans ces pays, cette direction s'est vue également obligée de reconnaître la justification des « guerres de libération » c'est-à-dire d'admettre le concept de guerre-révolution, forme à travers laquelle se réalise l'émancipation nationale et sociale des pays semi-coloniaux et coloniaux à notre époque. A quand l'extension de ce concept dans les pays capitalistes avancés ? Ce n'est certainement qu'une question de temps, car tout marche actuellement incroyablement vite, et la pression révolutionnaire se renforce selon une progression géométrique. Ainsi la débâcle de la politique menchévique

stalinienne, qui, des décennies durant, a su paralyser le mouvement ouvrier international et détruire des chances réelles pour l'élargissement de la base de la révolution mondiale, est actuellement en train de devenir manifeste et totale. »

(« Quatrième Internationale », n° 16, juillet 1962, p. 40.)

Les thèmes centraux du pablisme sont ici réaffirmés en toute clarté. La conclusion devrait être que c'est désormais une utopie que de vouloir constituer des partis trotskystes, un anachronisme que de se réclamer de la IV^e Internationale. Mais non : il s'agit d'un « *Eloge du trotskysme* ». Cela signifie que ces chevaux de retour de la capitulation devant les appareils et la bourgeoisie vont combattre le trotskysme au nom du « trotskysme », la reconstruction de la IV^e Internationale au nom de la « IV^e Internationale ». Août 53, la grève générale belge, la politique du L.S.S.P., l'orientation définie par les pablistes soutenant comme la corde soutient le pendu les mouvements révolutionnaires d'Allemagne orientale, de Pologne, la révolution hongroise, etc., autant d'illustrations du rôle politique du pablisme.

VIII - Reconstruire la IV^e Internationale

Canonisation de Trotsky - Liquidation du trotskysme

Le procès de canonisation de Trotsky est en cours. Le « Trotsky » de Deutscher en illustre le mécanisme. Son titre est un programme : « Le prophète armé... désarmé... banni ». Les staliniens avaient donné de Trotsky une image diabolique, et embaumé Lénine. Suppôt du diable, archange du bien, c'est tout un. Ce procès est entamé parce qu'il faut désarmer le trotskysme. Hier, Isaac Deutscher peignait un Staline immoral, mais « constructeur du socialisme ». Il décrit aujourd'hui un Trotsky, sublime d'abnégation, « héros » d'une grande tragédie révolutionnaire. »

Trotsky n'est ni le héros d'une tragédie antique, dominé par une fatalité qu'il ne comprend pas, ni l'homme pratique au sens vulgaire. Il pensait avec Marx (8^e thèse sur Feuerbach) que « *Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution dans la vie pratique humaine et dans la compréhension de cette vie pratique.* » « *Connaître les causes rationnelles de ce qui s'accomplit et y trouver sa place* », écrivait-il dans l'avant-propos de son autobiographie, « *est la première obligation d'un révolutionnaire. Et telle est aussi la plus haute satisfaction personnelle à laquelle puisse aspirer celui qui ne confond pas sa tâche avec les intérêts du jour présent.* »

La grandeur de Trotsky est de ne jamais avoir dissocié la pensée de l'action accordée au processus historique, et de n'avoir pu trouver son équilibre qu'à cette condition, quel que fut le prix immédiat à payer.

Du jeune président du soviet de Petrograd, en 1905, au constructeur de l'armée rouge, au fondateur de la IV^e Internationale, l'homme s'enrichit constamment. Il reste constamment le même. Il est le combattant révolutionnaire, ni archange, ni prophète, ni démon. L'écrivain de « *Littérature et révolution* » est le rédacteur du « Programme de transition » : aucune solution de continuité entre les deux.

A : « *Toute la culture est en crise, de ses fondements économiques aux plus hautes sphères de l'idéologie* », répondent : « *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise par la crise historique de la direction du prolétariat* » et « *La crise de la civilisation humaine ne peut être résolue que par la IV^e Internationale* ».

La méthode de Deutscher est connue. Elle est celle-là même qui faisait écrire à Lénine :

« *Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur NOM d'une certaine auréole afin de « consoler » les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son CONTENU, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire.* »

(« *L'état et la révolution* », Editions d'état de Moscou, p. 8.)

Ce processus, pour s'accomplir, a besoin de témoins de moralité en la personne d'anciens disciples des maîtres. Les organisations révolutionnaires ne vivent pas en dehors de la société qu'elles combattent. La dialectique du mouvement historique s'applique également à elles. En leur sein, la lutte est constante entre leur tâche révolutionnaire et l'adaptation à la société qu'elles se sont données pour mission de détruire. Nul programme, nulle forme d'organisation, n'est en soi une garantie suffisante contre la décomposition théorique et politique. C'est, en dernier ressort, la lutte vivante qui décide. La IV^e Internationale n'a pas échappé à cette règle. A sa naissance, elle portait en elle des contradictions, comme tout organisme vivant. Le

développement de la lutte des classes, sur lequel sa prise réelle fut toujours faible, l'a dominée et finalement fait craquer. En particulier, la destruction de la section russe, exterminée dans les camps de Staline, l'assassinat de Trotsky, le rideau de fer s'abattant entre les travailleurs d'U.R.S.S., d'Europe orientale et ceux des pays capitalistes économiquement développés l'affaiblirent considérablement. Ce qui caractérisait la IV^e Internationale, ce qui lui donnait sa force théorique et politique, qui ne supprimait pas sa faiblesse organisationnelle mais pouvait lui permettre de la surmonter, c'était son programme, où s'exprimait l'unité de la lutte des classes mondiale, dont elle se devait d'être l'expression consciente, au sens marxiste du terme qui unit la conscience à l'action. L'adoption de la conception des blocs n'eut pas moins d'importance pour le devenir de la IV^e Internationale que celle de la théorie du socialisme dans un seul pays pour la III^e Internationale. Elle acceptait comme la « réalité objective tout court » le résultat immédiat et apparent d'une stabilisation éphémère de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin à partir du mouvement révolutionnaire tronqué, faute de direction révolutionnaire, qui procéda de la 2^e guerre mondiale.

La décomposition théorique et politique de la IV^e Internationale s'est révélée irrémédiable à partir de juin 1953. Contre les travailleurs d'Europe orientale, les dirigeants pablistes s'alignaient avec la bureaucratie du Kremlin. En août 1953, contre la classe ouvrière française, ils s'alignaient sur l'appareil stalinien ; dans les deux cas, en dernière analyse, du côté de la bourgeoisie internationale. L'internationale pabliste faisait ses premiers pas dans la bonne société. Le « dialogue » devenait possible avec les Deutscher. Il nous faut citer une note extrêmement suggestive d'Hansen à son article « *La biographie de Trotsky, d'Isaac Deutscher* » :

« ... Deutscher fait allusion, dans une note, à une attaque dont son point de vue fut l'objet en 1954 de la part de James P. Cannon. Il peut être utile de tenter d'éclaircir ce point. Des propos durs et même injustes furent tenus sur Deutscher. A l'époque, la théorie de Deutscher sur la possibilité d'autoréforme de la bureaucratie stalinienne figura dans une crise intérieure du Socialist Workers Party. Une partie des cadres et chefs politiques furent fortement influencés par la théorie de Deutscher. Une rupture intervint et certains d'entre eux capitulèrent devant le stalinisme. La crise ne fut pas particulière au S.W.P., mais frappa d'autres secteurs du mouvement trotskyste. Pour de nombreux trotskystes, la position de Deutscher apparut comme une alternative pou-

vant jeter un pont vers le stalinisme. Elle fut en conséquence regardée avec hostilité. »

(« Quatrième Internationale », n° 21, février-mars 1964, p. 47, en note.)

Hansen néglige de nous informer plus précisément. Réparons cet oubli. Il s'agissait de la tendance Clark, soutenue en sous-main par le « S.I. » pabliste. A cette époque, la direction du S.W.P. publia un appel aux trotskystes du monde entier dans lequel elle reconnaissait que la lutte engagée depuis 1951 par l'organisation française était une lutte pour la défense du trotskysme contre le révisionnisme du « Secrétariat International ». Pourquoi, cependant, la direction du S.W.P. ne devait-elle pas dépasser un certain seuil, Hansen nous le révèle :

« Il s'avéra cependant que Deutscher ne cherchait pas à recruter des partisans aux dépens du mouvement trotskyste, ni à former une secte, encore moins à susciter un culte. Cela plaida fortement en sa faveur. »

(*Idem.*)

En d'autres termes, Deutscher — et pas seulement Deutscher, mais le « S.I. » pabliste — pouvait bien développer la théorie d'auto-réforme de la bureaucratie ; pourvu qu'il laisse la direction du S.W.P. maîtresse chez elle, on pouvait s'entendre — et pas seulement avec Deutscher, mais avec le S.I. pabliste —, ce qui se produisit du reste par la suite :

« Après le soulèvement hongrois, un autre fait apparut rapidement au mouvement trotskyste. De nombreux membres des partis communistes, ébranlés par les événements, se mirent à lire la littérature interdite ; n'étant pas prêts à affronter directement les ouvrages du diable lui-même, les écrits de Deutscher leur semblèrent moins « contre-révolutionnaires ». Ayant par ce moyen pris leur premier contact avec le trotskysme (!) ils eurent envie d'en savoir plus. A travers Deutscher, certains d'entre eux trouvèrent même leur voie vers le trotskysme. La position de Deutscher, dans ces conditions, s'avéra être un pont DU stalinisme VERS le trotskysme. Les trotskystes ne pouvaient désapprouver ce genre de possibilités. Ils entreprirent leur propre réforme... par rapport à Deutscher. »

(*Idem.*)

Ce qui prouve que les voies de la providence sont impénétrables. Quant à déterminer qui passa le pont et dans quel sens, il

suffit de se rappeler à quelle bouillie Hansen réduit la révolution politique, et d'apprécier le rôle politique des Deutscher pour le savoir. Tout Deutscher et son rôle politique par rapport au trotskysme nous sont révélés en quelques lignes. Dans le deuxième tome (« *Le prophète désarmé* ») de sa biographie de Trotsky, il écrit :

« *Trotsky prit la parole. Il prononça un de ses plus grands discours. De ton modéré, mais extrêmement violent dans son propos, étincelant d'humour, ce discours fut un chef-d'œuvre d'humour et d'éloquence.* » Pourquoi fallut-il que Trotsky gâchât tout ? : « *Mais il révèle une fois de plus la cause principale de la grande faiblesse de Trotsky : son inébranlable confiance dans la révolution européenne.* » Après cela il est bien naturel que Deutscher présente la décision de Trotsky de fonder la IV^e Internationale comme « *le ridicule gâchis d'un amateur lancé dans une insignifiante politique sectaire* ». Hansen, qui le cite, est un peu gêné. Il s'en tire cependant par un « *chef d'œuvre d'humour (noir)* » : « *Tout de même, le portrait est assez bon* » (une tête de prophète coiffé d'un bonnet d'âne) « *pour que, regardant Trotsky sur la toile de Deutscher, nous concevions le Vieux nous clignant de l'œil par-dessus les gesticulations du pinceau... Nous avons toujours eu des difficultés avec nos artistes. Ne leur demandons pas trop, mais prenons avec reconnaissance ce qu'ils peuvent nous donner.* »

Deutscher (il ne nous intéresse pas en tant qu'individu, mais par ce qu'il représente politiquement) a trouvé ses témoins de moralité et un peu plus encore : des complices politiques. Ils ont transformé la IV^e Internationale en simple hochet. Si la bureaucratie du Kremlin s'autoréforme — que ce soit d'elle-même, sous la pression des masses, ou de la « *réalité objective* » — ; si les dirigeants petits-bourgeois peuvent devenir des « *marxistes naturels* », comme Castro aux yeux du S.W.P. ; si le « *néo-capitalisme* », pressé par la « *nécessité* » surmonte ses contradictions de telle sorte que le programme de transition doive être refondu « *pour correspondre à la situation nouvelle résultant des progrès qui sont intervenus par suite d'une période exceptionnelle de haute conjoncture* » (Frank — Pourquoi exceptionnelle ? Dès l'instant où le programme doit s'aligner par rapport à la haute conjoncture, c'est qu'elle est, non l'exception, mais la norme) ; si la situation objective est telle qu'elle transmute le plomb en or, les états bourgeois en états ouvriers à partir d'une certaine extension des nationalisations, les partis bourgeois, petits-bourgeois, réformistes, staliniens, en partis révolutionnaires, ouvrant

des voies multiples pour accéder au socialisme ; alors, toute l'activité politique de Trotsky fut une erreur, une marotte idéaliste au sens précis attaché à ce terme par Engels :

« Chaque idéologie, une fois constituée, se développe sur la base du thème de représentation donné et l'enrichit ; sinon, elle ne serait pas une idéologie, c'est-à-dire la poursuite d'idées en tant qu'entités vivant d'une vie indépendante, se développant d'une façon indépendante et uniquement soumises à leurs propres lois. »

(« Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande ».)

Trotsky est resté attaché au vieux mythe du mouvement ouvrier rêvant de forger sa propre histoire : la IV^e Internationale n'était qu'une survivance, « *une idée se développant d'une façon indépendante et uniquement soumise à ses propres lois* », détachée du réel.

Mais la « situation objective » devient alors un monstre mythique : « *La réalité, le monde sensible ne sont plus considérés que sous la forme D'OBJET et d'intuition, mais non pas en tant qu'ACTIVITE CONCRETE HUMAINE, en tant que PRATIQUE, pas de façon subjective... L'activité humaine elle-même (n'est pas conçue) en tant qu'activité objective* » (Marx, 1^{re} thèse sur Feuerbach). Les hommes, plus précisément la classe ouvrière, ne sont plus que les instruments d'une « réalité objective » qui les domine et les manie comme des marionnettes. Face à ce nouveau Léviathan, la « réalité objective », ils ne peuvent plus avoir que des réactions volontaristes, idéalistes, vouées à l'échec (la IV^e Internationale), ou s'incliner devant elle, l'adorer, la déifier. Le révisionnisme est basé sur un matérialisme mécanique. Il nous rejette en deçà du marxisme, et débouche sur l'idéalisme. S'il s'accroche à des bribes de Marxisme, c'est par nécessité politique et par pur éclectisme.

Que Hansen et ses comparses, après avoir été troskystes, prennent avec « *reconnaissance ce que l'artiste peut leur donner* », c'est l'aveu de leur dégénérescence. Mais qu'ils cessent de faire appel au fantôme de Trotsky pour présider à son assassinat politique ! Pour un peu, ils auraient signé du nom de Trotsky le télégramme de condoléances du S.W.P. à la veuve Kennedy. Il n'y a pas de différence de nature entre la tentative de Deutscher de liquider politiquement Trotsky en le canonisant et le télégramme à la veuve Kennedy. L'assassinat de Kennedy est un symptôme de la crise qui atteint la

société bourgeoise au cœur du système impérialiste mondial. Il ne préjuge en rien des formes et des rythmes que prendra cette crise. Il signifie pourtant que la société américaine est instable, qu'à la lutte des Noirs — partie la plus exploitée et la plus opprimée du prolétariat américain — correspond une crise de direction de la bourgeoisie américaine, reflet de contradictions qui ne peuvent être résolues que par la violence. Le télégramme du S.W.P. signifie que ses dirigeants prennent part aux grandes douleurs nationales et s'alignent « à gauche » de la bourgeoisie américaine, ce qui ne leur garantit pas pour autant un avenir rose.

Le « Trotsky » de Deutscher est une œuvre politique. La crise de la bureaucratie du Kremlin ouvre une alternative. De cette crise peut aussi bien surgir la révolution politique que la contre-révolution impérialiste : l'histoire n'est jamais écrite d'avance, elle dépend en dernière analyse de l'activité des hommes. De l'existence de partis et d'une Internationale révolutionnaires fondés sur ce qui exprime l'essence de l'œuvre de Trotsky (sans qu'elle se limite à cela), le Programme de transition, il dépend que, de la conjugaison des crises de l'impérialisme et de bureaucratie du Kremlin, résultent ou non la révolution prolétarienne et le socialisme.

Dénaturer cette œuvre, « entourer d'une certaine auréole le nom » de Trotsky, en faire un martyr, tout en « vidant sa doctrine de son contenu », « l'avilir et en émousser le tranchant révolutionnaire », ce sont là des nécessités politiques brûlantes pour l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Le « tranchant révolutionnaire » de l'œuvre de Trotsky, c'est la IV^e Internationale, c'est le Programme de transition. Sans eux, tout le reste est plus ou moins acceptable pour la réaction, et peut être réduit au niveau d'éléments de savantissimes spéculations intellectuelles, si l'instrument de lutte, la IV^e Internationale, est détruit ou dénaturé. Deutscher s'y emploie dans son domaine et pour sa part. Et ce n'est certes pas un hasard si son « Trotsky » succède à son œuvre apologétique « Staline », au moment où la crise du stalinisme et de la société bourgeoise met à l'ordre du jour le « trotskysme ». Mais toutes ces tentatives ne peuvent réussir, ne peuvent même être entreprises avec quelques chances de succès, qu'à la condition d'avoir la caution de « trotskystes ». A la crise de la IV^e Internationale, il y a des raisons qui tiennent au développement historique. Mais à l'existence du stalinisme aussi. Ce qui n'empêche pas Staline et la bureaucratie du Kremlin de porter toutes leurs responsabilités. Les Pablo-Germain-Frank-Hansen portent pour leur part, totalement, la responsabilité d'être les liquidateurs de la IV^e Internationale.

La « réalité objective » et le marxisme.

La « *réalité objective* » résulte du conflit des forces sociales en présence. « *Les hommes font leur propre histoire, quelque tournure qu'elle prenne. ... L'inconséquence ne consiste pas à reconnaître des forces motrices IDEALES, mais à ne pas remonter plus haut, jusqu'à leurs causes déterminantes.* » (Idem.) La conscience n'est pas un phénomène individuel. Elle ne peut jamais s'affranchir des conditions économiques et sociales qui lui donnent naissance. Lorsqu'elle semble se libérer de sa base matérielle, elle cesse d'être conscience au sens scientifique du terme pour devenir idéologie et mystification, tout en restant l'expression des intérêts d'une couche sociale ou d'une classe. La conscience d'une couche ou classe sociale condamnée par l'histoire existe, mais elle est toujours partielle et limitée. Fondamentalement, elle ne peut dominer le développement historique, elle reste dominée par lui, bien qu'elle y participe.

Seuls ceux qui se situent dans la perspective de la mission historique de la classe ouvrière peuvent substituer la conscience à l'idéologie, en raison même la nature de cette mission : établir la société sans classe. Mais la classe ouvrière n'est pas armée de pied en cap pour sa tâche historique. « *Pour transformer la vie, il faut la connaître* ». Or, et c'est la contradiction principale que la classe ouvrière a à résoudre : la classe révolutionnaire jusqu'au bout, par son rôle dans la production, est en même temps dépourvue de culture, de connaissances. Encore est-ce là une simplification. Il nous faut reproduire ici un passage des « *Questions de la vie quotidienne* » de Trotsky :

« *Le prolétariat représente une puissante unité sociale, qui se déploie pleinement et définitivement en période de lutte révolutionnaire aiguë pour les buts de la classe entière. Mais à l'intérieur de cette unité, on observe une diversité extraordinaire, voire une disparité non négligeable. Du berger ignorant et analphabète au mécanicien hautement qualifié, il existe un grand nombre de qualifications, de niveaux de culture et d'adaptation à la vie quotidienne. Chaque couche, chaque corporation, chaque groupement se compose après tout d'être vivants, d'âge et de tempérament différents, ayant chacun un passé différent. Si cette diversité n'existait pas, le travail du Parti communiste, quant à l'unification et à l'éducation du prolétariat, serait des plus simples. Combien ce travail est difficile au contraire, c'est ce que nous voyons*

en Europe de l'Ouest. On peut dire que plus l'histoire d'un pays, et, par suite, l'histoire de la classe ouvrière est riche, plus elle a acquis d'éducation, de tradition, de capacités, plus elle contient d'anciens groupements, et plus il est difficile de la constituer en unité révolutionnaire. »

(« Littérature et révolution », pp. 272-73.)

Les classes ou fractions de classe s'expriment au moyen de leurs organisations de toutes sortes ; ainsi, les syndicats et les partis pour la classe ouvrière. Encore faut-il préciser que ces organisations vivent de leur vie propre et tendent à développer leur propre logique, à avoir leurs intérêts spécifiques.

Parler de la « réalité objective » comme d'un monstre mythologique, c'est dissoudre la réalité vivante dans une pure abstraction. En même temps, abstraire la « conscience » de l'histoire, c'est aboutir à un autre idéalisme. On ne saurait mettre un signe égale entre la « conscience » du prolétariat de Juin 1848 en France et celle du prolétariat de Pétrograd en Octobre 1917, entre la conscience de la classe ouvrière hongroise de Novembre 1956 et celle de la classe ouvrière des U.S.A. ; entre la conscience de l'avant-garde et celle des fractions arriérées de la classe. Et pourtant ce serait la pire des erreurs que de ne pas chercher les liens qui les unissent, les règles et les lois de leur mouvement.

Plus qu'aucune autre classe de la société, la classe ouvrière manifeste sa conscience par l'action politique avant tout. L'organisation politique est la manifestation et la condition de la conscience de la classe ouvrière. La conscience de la classe peut se manifester sans qu'existe l'organisation politique adéquate. Elle ne peut jamais cependant se développer jusqu'au bout et jusqu'aux dernières implications pratiques sans cette organisation politique. Il n'y aurait jamais eu les journées de Février 1917 sans l'action de la social-démocratie russe, qui, elle-même, n'existait que parce qu'il y avait une social-démocratie internationale. Les journées de Février se firent par-dessus les organisations sociales-démocrates. Elles n'auraient jamais abouti à la révolution d'Octobre sans le parti bolchévik. Jamais l'avant-garde n'aurait « inventé » les Soviets ; mais sans le parti bolchévik, les Soviets étaient condamnés à l'impuissance, à la dégénérescence et à la défaite. L'existence d'organisations syndicales et politiques issues des luttes ouvrières signifie une certaine conscience de classe. A leur tour, elles peuvent devenir des obstacles à un développement ultérieur de la conscience de la classe ouvrière.

Les marxistes (inutile d'ajouter « révolutionnaires ») abordent toute situation du point de vue de la construction de l'Internationale et de ses partis, qui incarnent la plus haute conscience des tâches et problèmes de la révolution prolétarienne et sont les instruments indispensables de cette révolution. Ils ne commentent pas la « *situation objective* », ils l'analysent pour y intervenir en vue de la modifier. La modification fondamentale dans les rapports entre les classes et à l'intérieur de la classe se manifestera par la construction de l'Internationale et de ses partis. Répondant à un correspondant de la revue « *Partisan Review* », Trotsky écrivait le 17 juin 1938 : « *Aucune idée progressiste n'a émergé d'une « base de masse », sinon elle ne serait pas progressiste. Ce n'est qu'en fin de compte qu'une idée rencontre les masses, à la condition, bien sûr, qu'elle réponde elle-même aux exigences du développement social* » (« *Littérature et révolution* », p. 361), le marxisme moins qu'aucune autre « idée ». En même temps, « l'idée » ne se développe pas en dehors de la lutte des classes, mais au dedans. Exemples ? Le « *Manifeste communiste* » et le « *Programme de transition* ». Et « l'idée » requiert ses instruments de formation et d'intervention, l'Internationale et ses partis, qui en feront une force matérielle, en dehors de quoi elle n'est rien.

Les mouvements d'Août 1953 et d'Août-Septembre 1955 en France, la vague révolutionnaire des années 1953-1956 culminant avec la révolution hongroise, Dien-Bien-Phu ne sont pas des combats de classes indépendants ou même seulement parallèles. Ils procèdent tous d'une même « *réalité objective* », poussant à l'exacerbation des contradictions économiques et sociales : l'impérialisme à peine stabilisé prépare la guerre contre l'U.R.S.S., la Chine, l'Europe orientale, en vue de la réintégration de ces zones d'économie planifiée dans le système capitaliste mondial ; et l'économie planifiée, de son côté, étouffe dans son cadre économique limité. Et lorsque l'on a dit cela, on n'a encore rien dit. Ce n'est seulement qu'un point de départ permettant de comprendre l'unité profonde de ces luttes et leur caractère international, indépendamment de la conscience qu'en ont eu ou non les prolétariats qui y furent engagés. Il s'agit de savoir pourquoi et comment ces luttes se déroulèrent ainsi, les problèmes que cela nous pose, à nous trotskystes, qui nous situons du point de vue de la construction des partis révolutionnaires et de la IV^e Internationale.

Les causes « *objectives* » ne suffisent pas pour comprendre le déroulement des événements et y intervenir. Il faut considérer bien d'autres éléments : la disposition des forces sociales dans le monde, leur organisation, leur conscience et ses limites ; la « *guerre froide* »,

intervenant sur la base d'un rapport de forces entre les classes qui était suffisamment stabilisé en faveur de l'impérialisme ; le fait que la disposition nouvelle des forces de classes et leur organisation ne permette plus à la bureaucratie du Kremlin de jouer le même jeu d'équilibre entre les différents groupes impérialistes et entre les classes qu'avant et au cours de la deuxième guerre impérialiste ; l'impossibilité où se sont trouvés l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin de museler les révolutions chinoise et yougoslave, et, pourtant, les déformations et les limitations qu'ils leur imposèrent ; les caractéristiques qu'ont reçues les régimes établis en Europe orientale du fait qu'ils tirent leur origine de révolutions tronquées par l'action militaro-bureaucratique du Kremlin, du double point de vue de leur développement interne et en tant que parti intégrante de la situation révolutionnaire qui ébranlait l'impérialisme dans ses bastions traditionnels d'Europe ; l'expérience historique acquise par les travailleurs, élément de leur conscience, et les limitations de cette conscience, en particulier leur incompréhension de la nécessité de détruire les partis staliens et de construire de nouveaux partis de l'avant-garde ouvrière, susceptibles d'adopter dans chaque pays une stratégie révolutionnaire internationaliste, non seulement en Europe orientale, mais aussi dans les pays capitalistes avancés, tels que la France ; la capacité des bureaucraties réformistes et stalinienne à partielliser au niveau de la conscience un mouvement révolutionnaire par essence international, particulièrement à séparer au niveau de leur conscience les prolétaires d'Europe orientale, de l'U.R.S.S., de Chine, des prolétaires des pays capitalistes, et la révolution dans les pays coloniaux de celle dans les pays économiquement développés, ce qui a inévitablement sa traduction sur le plan de l'action ; finalement, la décomposition théorique et politique de la IV^e Internationale, qui joua au profit de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme. Voilà l'ensemble des éléments qu'il faut prendre en considération, et toujours en tant que combattants de la lutte des classes et non en spectateurs.

Appareils petits-bourgeois et révolution prolétarienne

A la vérité, c'est bien de cette façon qu'un Deutscher aborde ces questions ; ce n'est pas un contemplateur de la « situation objective », il intervient au profit de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin dans la lutte des classes, à sa manière et sur le plan

qui lui est propre. Cette période du milieu des années cinquante est d'une énorme importance. De son analyse se dégagent les traits et les problèmes d'une nouvelle vague révolutionnaire mondiale, qui ne sera pourtant pas la simple reproduction, à une échelle supérieure, des combats de cette période. Dans son essence, celle-ci fut la première expression aiguë de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, tendant à l'alignement mondial des forces sociales par rapport aux classes fondamentales : prolétariat et bourgeoisie. Pour la première fois se manifesta le lien organique entre la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés et de la révolution politique contre la bureaucratie. Eclatante confirmation du Programme de transition et de la nécessité de la IV^e Internationale :

« La bureaucratisation d'un Etat ouvrier arriéré et isolé et la transformation de la bureaucratie en caste privilégiée toute puissante sont la réfutation la plus convaincante — et non pas seulement théorique mais pratique — de la théorie du socialisme dans un seul pays... »

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renverse les nouvelles formes de propriété et rejette le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre une issue vers le socialisme. »

(« Programme de transition », nouvelle édition, pp. 45-46.)

Bien sûr, cela ne dépend pas des seuls prolétariats de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe orientale, mais de la lutte des classes mondiale. De façon caricaturale l'Allemagne, divisée en deux, illustre combien forment un tout la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés et la révolution politique dans les pays d'économie planifiée où existent des états ouvriers dégénérés : la réunification de l'Allemagne est impensable en dehors de l'unification des systèmes économiques et sociaux. Elle ne peut surgir que de la contre-révolution bourgeoise détruisant la planification de l'économie et les rapports sociaux qui y existent en Allemagne de l'Est, ou de la révolution politique en Allemagne de l'Est se conjuguant à la révolution sociale en Allemagne de l'Ouest, et édifiant la république socialiste soviétique allemande. L'un comme l'autre sont inimaginables par rapport à la seule Allemagne.

La coexistence pacifique est un leurre. Il y a plus : la simple coexistence de deux systèmes sociaux est à la longue impossible ;

ou le mode de production capitaliste sera réintroduit dans les zones d'économie planifiée, ou au contraire la planification s'étendra aux forces productives décisives de l'humanité, sans qu'il y ait de processus qui puisse mécaniquement conduire à l'une ou l'autre branche de l'alternative. C'est par le truchement de la lutte des classes que la question sera résolue. Mais la lutte des classes s'exprime, en dernière analyse, par l'affrontement des organisations, des partis, instruments au moyen desquels agissent les forces sociales.

Au fond, les mouvements révolutionnaires des années 1950, tant en Asie qu'en Europe orientale et en Europe occidentale, exprimaient la nécessité de l'expansion de l'économie planifiée aux forces productives, décisives de l'humanité et l'harmonisation mondiale de l'économie. La classe ouvrière, tant de l'Ouest que de l'Est, se dressait contre les forces sociales, classes, fractions de classe, groupes sociaux, qui, par le moyen de leurs organisations, partis, etc..., s'y opposent. La guerre impérialiste est l'expression négative de la révolte des forces productives contre les frontières nationales; la révolution prolétarienne, dans ses expressions et ses formes particulières, révolutions sociales et révolutions politiques (qui, pour être politiques, n'en ont pas moins un contenu social), est l'expression positive de la révolte des forces productives contre la propriété privée et les frontières nationales.

C'est d'ailleurs ce qui explique pourquoi, si l'hypothèse théorique du programme de transition : « *Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinistes, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie* » (Idem, p. 36), a trouvé son expression dans les faits, celle-ci a été étroitement limitée. La décomposition de la société bourgeoise est telle que des pans entiers s'en sont effondrés. Mais l'impérialisme est un système mondial, qui se restructure et se reconstruit tant qu'il n'est pas abattu comme un tout, c'est-à-dire dans les pays capitalistes économiquement les plus développés. Inversement, la société socialiste ne peut être réalisée que sur la base d'un mode de production supérieur au mode de production capitaliste, qui doit par conséquent englober les forces productives les plus décisives de l'humanité en les organisant sur un plan supérieur pour prendre son essor. Le socialisme, c'est finalement l'accès à la conscience se manifestant dans la vie quotidienne, dans le comportement quotidien de tous et de toutes. Dans le chapitre « *Pour transformer la*

vie, il faut la connaître » de « Questions de la vie quotidienne », Trotsky remarque :

« La théorie communiste a avancé notre vie quotidienne réelle de plusieurs décennies, si ce n'est, en certains domaines, de plusieurs siècles. C'est bien pourquoi le Parti communiste est ce qu'il est : un facteur révolutionnaire de premier ordre... Mais l'idée politique est une chose, la vie quotidienne en est une autre. La politique est mouvante, la vie quotidienne est stable et récalcitrante. »

(Voir « Littérature et révolution », pp. 279-280.)

La conscience politique, incarnée par le parti, peut et doit s'élever au niveau des tâches historiques du prolétariat. Elle ne s'identifie pas avec la réalité de la vie quotidienne. Et la contradiction peut devenir aiguë entre les deux.

« C'est seulement après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière que l'on voit s'instaurer des conditions aptes à transformer véritablement la vie jusque dans ses fondements les plus profonds. La vie ne saurait être rationalisée, c'est-à-dire transformée conformément aux exigences de la raison, sans rationalisation de la production, car la vie se fonde sur l'économie. Seul le socialisme se pose pour tâche d'appréhender par la raison l'ensemble des activités économiques de l'homme et de les subordonner à celle-ci. »

(Idem, p. 282.)

Jusqu'à présent, les travailleurs n'ont pris véritablement le pouvoir qu'en Russie, en Octobre 1917. L'instrument de la prise et de l'exercice du pouvoir fut le parti le plus conscient que l'histoire ait connu. Dans des conditions historiques déterminées, retard de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés, retard économique et culturel de la Russie, la réalité de la vie quotidienne a détruit la conscience, c'est-à-dire le parti. De son sein, de l'appareil de l'état ouvrier, est surgie une couche sociale petite-bourgeoise : la bureaucratie, le « vieux fatras » sous une nouvelle forme. Partout ailleurs, là où le capitalisme a été renversé, le pouvoir est échu dès le début à des appareils petits-bourgeois, constituant des couches sociales privilégiées. La bureaucratie du Kremlin, dans la lutte des classes mondiale, est un facteur conservateur, et par conséquent un facteur d'aviilissement de la conscience politique de la classe ouvrière.

Partout où le pouvoir est échu à des couches sociales ayant des

intérêts spécifiques différents de ceux du prolétariat, leur rôle politique s'apparente finalement à celui de la bureaucratie du Kremlin. Elles sont attachées aux normes de vie bourgeoises, ainsi qu'à leur base nationale, source de leurs privilèges, et font ainsi le lit de la restauration capitaliste. Leur rôle les met en contradiction avec les intérêts immédiats et historiques du prolétariat. Alors même que la crise profonde de l'impérialisme a obligé les directions petites-bourgeoises staliniennes à aller plus loin qu'elles ne l'ont voulu dans la rupture avec la bourgeoisie, les transformations économiques et sociales qui en sont résultées ne se conservent ni ne se développent automatiquement. La conscience politique est le facteur indispensable de leur conservation et de leur développement. Elle seule peut dominer les contradictions de la vie quotidienne, qui se manifesteront avec force tant que le mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production n'englobera pas l'essentiel des forces productives mondiales.

En opposition avec les intérêts immédiats et historiques du prolétariat, les couches sociales petites-bourgeoises — et, sociologiquement, les appareils s'apparentent à la petite-bourgeoisie — restent liées à la société bourgeoise. Dans la lutte des classes mondiale, elles se rangent, en dernière analyse, du côté de l'ordre bourgeois. Inévitablement, elles entrent en conflit avec leurs propres classes ouvrières, qui ne peuvent échapper à l'étroitesse et à l'exploitation quotidiennes qu'en brisant les normes de vie bourgeoises. Les luttes ouvrières, consciemment ou non, si elles se développent sur le terrain national, n'en sont pas moins chargées d'un contenu international, et elles doivent être finalement transférées consciemment sur ce plan pour aboutir.

La signification profonde des mouvements révolutionnaires du milieu des années 1950 consiste en ce que la classe ouvrière de l'Est comme de l'Ouest s'est engagée dans l'action au niveau de la conscience partielle acquise dans la lutte pour renverser les obstacles qui s'opposent à sa libération, et particulièrement les appareils bureaucratiques. Mais, pour y parvenir, il lui faut réaliser sa jonction avec la conscience politique au plus haut niveau : le programme de fondation de la IV^e Internationale, qui exprime en termes de stratégie révolutionnaire l'unité dialectique de la lutte des classes mondiale. Ainsi s'explique l'importance majeure de l'activité de Deutscher et de ses complices, qui tentent de dénaturer l'œuvre de Trotsky : œuvre qui n'a pas moins d'importance en ce qui concerne la lutte pour le renversement de la société bourgeoise que n'en eurent le « Manifeste communiste » et le « Capital » pour définir les tâches historiques du prolétariat.

Le programme de la IV^e Internationale et l'unité de la lutte des classes mondiale.

Le programme de fondation de la IV^e Internationale est le produit de l'expérience, scientifiquement analysée, de la première période de l'ère des guerres et des révolutions, qui s'étend de la première guerre impérialiste à la seconde, et où tous les problèmes de la révolution prolétarienne furent posés : ceux d'une révolution victorieuse résultant d'une vague révolutionnaire mondiale, mais isolée et dégénéralant ; ceux de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés ; ceux de la révolution dans les pays économiquement arriérés sous la coupe de l'impérialisme. Mais le Programme de transition ordonne toutes ces formes diverses comme des aspects partiels d'un processus général, la révolution prolétarienne mondiale, et exprime leur unité organique comme leur continuité historique. En même temps, il n'isole pas les processus de la lutte des classes de ceux de la conscience. Tout en se gardant de faire du développement de la conscience une chose en soi, située au-dessus de la lutte des classes, il précise la forme organique sans laquelle elle ne peut se cristalliser : l'Internationale et ses partis. Enfin, c'est du point de vue de la lutte, du combat, qu'il se situe : « *Notre tâche n'est pas d'interpréter le monde, mais de le transformer.* » C'est pourquoi il n'expose pas une doctrine, mais une stratégie, un programme.

La croissance du capitalisme n'a pas été régulière. La crise de la société bourgeoise n'est pas non plus rectiligne. La première guerre impérialiste manifesta l'impasse du mode de production capitaliste, les forces productives étouffant dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et des frontières nationales. Ainsi s'ouvrait l'ère des « *guerres et des révolutions* ». Le simple fait que Lénine ait défini de cette façon notre époque historique démontre qu'il ne concevait pas la révolution prolétarienne comme un processus rectiligne. La révolution russe, première révolution prolétarienne victorieuse, fut confinée à l'U.R.S.S. et dégénéra, non en raison de conditions purement objectives — elle était un anneau dans la chaîne des révolutions qui ébranlèrent une première fois l'impérialisme à l'issue de la première guerre impérialiste —, mais par suite de l'absence de partis et d'une Internationale capables, en Allemagne et ailleurs, de conduire à la victoire le prolétariat. Il est vrai que l'absence de partis et d'une Internationale révolutionnaires avait des racines historiques dans l'histoire du développement du capitalisme et du mouvement ouvrier. Tout cela n'empêche pas que c'est l'absence de tels partis et d'une telle

Internationale qui furent à l'origine de l'isolement de la révolution russe, de sa dégénérescence, et du sursis accordé à l'impérialisme. Aborder la question de cette façon est d'une importance décisive. Ainsi seulement peut être engagée la lutte pour la construction des partis et de l'Internationale. Et c'est bien ainsi que procédèrent les bolchéviks, sous l'impulsion de Lénine et de Trotsky, en constituant la III^e Internationale.

La III^e Internationale a été, en fait, la première tentative de constituer l'instrument de la révolution prolétarienne mondiale. N'ayant notamment pas pu conduire à la victoire la révolution allemande, l'instrument se brisa avant que d'être trempé : « *l'arrière-train plombé de la révolution russe* », pour reprendre l'expression de Trotsky, l'entraîna tout entière dans la dégénérescence. La formation de l'avant-garde révolutionnaire n'est pas, elle non plus, un processus rectiligne.

De la lutte contre la dégénérescence de la III^e Internationale devaient naître la IV^e Internationale et son programme. La conscience procède de la lutte des classes. Elle n'y est pas liée mécaniquement. Au centre du programme de la IV^e Internationale se trouve cette question de la direction révolutionnaire que la III^e Internationale n'a pu résoudre. Toute la période ultérieure allait vérifier, aussi bien les conceptions stratégiques du Programme de transition qui reposent sur l'unité de la lutte des classes mondiale, que la nécessité de l'organisation dont la fonction est d'exprimer consciemment cette unité, sans laquelle il ne saurait y avoir de victoires que partielles, nullement décisives, sans cesse remises en question de l'intérieur comme de l'extérieur. Les transformations des structures économiques et sociales des pays d'Europe orientale et de la Chine, le cours des mouvements révolutionnaires dans les pays coloniaux, les fluctuations au cours de ces vingt-cinq années de la lutte des classes dans les pays économiquement développés, l'attestent : « *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.* »

La construction de la IV^e Internationale et les appareils

La construction de l'Internationale révolutionnaire et de ses partis ne peut être une simple répétition de la construction des partis sociaux-démocrates ou des partis de la III^e Internationale.

Au temps où s'édifiait la social-démocratie, la classe ouvrière était dépourvue d'organisations, sinon politiquement vierge. Les partis de la III^e Internationale eurent comme forces motrices la révolution russe et le parti bolchévique, qui provoquèrent des scissions de masse dans la social-démocratie. La IV^e Internationale et ses partis doivent se construire sur les débris des appareils petits-bourgeois, réformistes et staliniens. Mais la question n'est pas simple, parce qu'il n'y aura de partis révolutionnaires vraiment enracinés dans les masses que si les forces militantes de la classe ouvrières sont arrachées au stalinisme et à la social-démocratie pour venir à la IV^e Internationale, et qu'il est impossible cependant d'identifier, en règle générale, la classe ouvrière aux partis staliniens et réformistes.

La conception de l'« *entrisme sui generis* » a été développée en jouant sur la confusion entre des notions fondamentalement opposées : l'adaptation au « *mouvement réel des masses* » et la formation et le rôle de l'avant-garde ; l'abstraction du « *mouvement réel des masses* » identifié purement et simplement aux organisations traditionnelles ; la nécessité de gagner les forces militantes de la classe ouvrière identifiée à l'alignement sur les appareils.

Tout d'abord, il est faux de prétendre que la IV^e Internationale peut se construire en s'adaptant au « *mouvement réel des masses* ». A ce compte, aucune organisation révolutionnaire ne se serait jamais construite. Les lignes de Trotsky citées plus haut sont, à cet égard, éloquentes :

« *Aucune idée progressiste n'a émergé d'une « base de masse ». « Le prolétariat représente une puissante unité sociale qui se déploie pleinement et définitivement en période de lutte révolutionnaire aiguë pour les buts de la classe entière... Au cours d'une longue période, l'ouvrier européen a lentement acquis ces capacités (les capacités les plus élémentaires en ce qui concerne la propriété, la faculté de lire et d'écrire, l'exactitude, etc...) dans le cadre de l'ordre bourgeois : voilà pourquoi, par ses couches supérieures, il est si étroitement lié au régime bourgeois, à sa démocratie, à la presse capitaliste et autres bienfaits. »*

(« Littérature et révolution », p. 361 et pp. 272-273.)

Toute l'histoire de la lutte des classes, particulièrement depuis que s'est ouverte l'ère des guerres et des révolutions, démontre la vivacité de ces traditions et de ces habitudes, de l'influence des idéologies petites-bourgeoises sur la classe ouvrière des pays capi-

talists avancés. « *S'intégrer dans le mouvement réel des masses* » ne peut signifier qu'une chose : rabaisser au niveau des préjugés et de l'influence des idéologies petites-bourgeoises la conscience de l'avant-garde organisée. Poser ainsi la question, c'est déjà mettre en cause l'existence de cette avant-garde.

Il s'agit strictement du contraire : trouver les voies et les moyens de l'intervention de l'avant-garde dans la lutte des classes pour la renforcer par l'expérience et l'éducation de secteurs toujours plus larges de la classe ouvrière, jusqu'à en faire un facteur « objectif » dans la lutte des classes. La condition première consiste en ce que, loin de se ravaler au niveau des préjugés de toutes sortes véhiculés par la classe ouvrière, l'avant-garde doit utiliser seulement les moyens qui la renforcent, non seulement quantitativement, mais qualitativement. La croissance de sa cohésion théorique, politique et organisationnelle est un test tout aussi important de son renforcement que le nombre de ses membres.

Cela exclut a priori toute « capitulation », avec ou sans guillemets. Il se peut, dans tel pays, que le mouvement ouvrier soit monopolisé par les anciennes organisations ouvrières, ou, dans tel autre, que l'impossibilité d'agir légalement ne permette pas à l'avant-garde de s'affirmer au grand jour. La nécessité tactique peut obliger celle-ci dans ce cas à un travail de fraction à l'intérieur des organisations officielles, travail occupant l'activité des forces les plus importantes, voire de toutes les forces de l'organisation révolutionnaire. Il n'en résulte pas que ce soit une stratégie : « *La tâche stratégique de la IV^e Internationale ... consiste à ... renverser (le capitalisme) ... La résolution de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactique.* »

Le moyen est l'édification de l'Internationale et de ses partis. La tactique du travail de fraction consiste à faire éclater les contradictions entre les intérêts historiques du prolétariat, la conscience acquise historiquement par lui, et la nature petite-bourgeoise des appareils qui le contrôlent en partie ou en totalité.

Le problème s'est d'ailleurs posé partiellement à l'I.C. dans d'autres conditions. Il s'agissait dans tous les cas de gagner aux Partis communistes, déjà constitués ou en voie de constitution, les forces militantes essentielles du prolétariat, mais plus encore de gagner la classe ouvrière dans son ensemble à la politique communiste. Lénine, dans « *La maladie infantile du communisme* », condamne sans appel les « *communistes de gauche* » qui se refusent

au travail dans les syndicats, les parlements, les organisations de masse en général. Mais voyons comment il pose la question :

« Tant que la bourgeoisie n'est pas renversée et, ensuite, tant que n'a pas disparu totalement la petite exploitation et la petite production marchande, l'atmosphère bourgeoise, les habitudes de propriétaires, les traditions petites-bourgeoises nuisent au travail du prolétariat tant au dehors qu'au dedans du mouvement ouvrier, non point dans une seule branche d'activité, l'activité parlementaire, mais nécessairement dans tous les domaines possibles de la vie sociale, dans toutes les activités culturelles et politiques sans exception. Et l'erreur la plus grave, dont nous aurons nécessairement à expier les conséquences, c'est de vouloir se dérober, tourner le dos à TELLE tâche « fâcheuse », aux difficultés dans un domaine quelconque. Il faut apprendre à s'assimiler tous les domaines, sans exception, du travail et de l'action, vaincre toujours et partout TOUTES LES HABITUDES, TRADITIONS ET ROUTINES BOURGEOISES. » (Souligné par nous.)

Rien à voir avec l'orientation consistant à s'intégrer dans le « mouvement réel des masses », ou à compter sur la « situation objective » pour transformer la nature des organisations existantes ; il s'agit, au contraire, d'arracher la classe ouvrière, les militants dans « tous les domaines, sans exception, du travail et de l'action, toujours et partout, (à) toutes les habitudes, traditions et routines bourgeoises ».

Mais précisément cela n'est possible que si l'organisation révolutionnaire se tient fermement sur le plan de la lutte pour la destruction des appareils petits-bourgeois. Toute la tactique définie par Lénine dans « *La maladie infantile* » vise à détruire les obstacles s'opposant à l'assaut du prolétariat contre la société bourgeoise : les appareils petits-bourgeois qui véhiculent l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière, et la politique bourgeoise. Deux éléments fondamentaux pour ce faire : « *L'avant-garde prolétarienne est conquise idéologiquement. C'est le principal. Autrement, faire un premier pas vers la victoire serait impossible.* » Tel est le premier pas. Le second : « *Mais de là à la victoire, il y a encore assez loin. On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule ; il faut que (les) grandes masses fassent leur propre expérience politique.* » C'est-à-dire que, dans la lutte, elles entrent en conflit avec les appareils petits-bourgeois. Ou encore que le « mouvement réel des masses »

s'oppose quant au fond aux appareils petits-bourgeois, même lorsqu'il reste contrôlé et dominé par eux ; sans quoi la jonction de ces deux éléments serait impossible.

En ce qui concerne la IV^e Internationale et ses partis — ce n'est pas la peine de se le dissimuler, de se bluffer soi-même — le rassemblement de l'avant-garde prolétarienne est un tâche encore à réaliser. En déduire qu'il faut d'abord réaliser cette tâche et ensuite passer à un travail de masse serait cependant un raisonnement mécanique et faux. Déjà, à l'échelle internationale, les masses prolétariennes sont entrées en conflit avec les appareils, et avec celui qui est le plus déterminant d'entre eux parce qu'appuyé sur l'appareil d'état de l'U.R.S.S. et de ses satellites. Ce tournant s'est réalisé sous nos yeux, justement pendant la période 1953-1956. C'est l'avant-garde, c'est la IV^e Internationale qui a fait défaut. Faire une croix sur les appareils ou agir comme s'ils n'existaient pas serait un raisonnement tout aussi mécanique et faux. Mais cela n'empêche pas que le « mouvement réel des masses » n'est pas plus identifiable aux appareils et à leur politique, que l'avant-garde ne peut « s'intégrer au mouvement réel des masses ».

En réalité, c'est précisément parce qu'une montée révolutionnaire se heurterait avec beaucoup plus d'ampleur et de violence dès le départ aux appareils, même — et c'est le plus probable — s'il y a à la première phase un gonflement des organisations réformistes et staliniennes — qu'il faut se poser la question des formes et des moyens d'une pénétration de notre politique à l'intérieur de ces partis, comme dans les organisations de masse. Non dans le but « d'influencer les appareils », mais pour donner une expression consciente et organisée aux militants vraiment attachés à leur classe, qui se heurtent à chaque pas aux appareils et à leur politique, et les amener à rompre avec eux, à se rallier à la IV^e Internationale. C'est au travers de ce processus que se construira vraiment la direction révolutionnaire. Mais cela implique que, sans attendre, la IV^e Internationale se reconstruise, qu'elle ait sa propre politique. Avoir sa propre expression littéraire — plus ou moins académique — n'est pas avoir sa propre politique. Il y a là une déformation pabliste, liquidatrice. Toutes les formes d'expressions littéraires doivent être conçues comme des facteurs de reconstruction et d'organisation de l'avant-garde. Ce qui n'est possible qu'autant que les organisations trotskystes interviennent, non seulement au niveau de la propagande, mais au niveau de l'action dans la lutte des classes en orientant leurs interventions en fonction des besoins de la lutte, et nullement par rapport aux appareils.

Il faut revenir sur un mythe : la classe ouvrière conçue comme un monolithe. Et sur un autre mythe : la conscience la plus élevée s'exprimant, toujours et dans tous les cas, au niveau des militants chevronnés des organisations traditionnelles. Le prolétariat n'est pas uniforme. En certaines occasions (dont 1953 en France), les couches inorganisées jouent un rôle moteur ; au contraire, les militants enracinés dans les organisations traditionnelles jouent un rôle de frein. Il faut prendre en considération la diversité de la classe ouvrière et la complexité de ses rapports internes et non seulement un aspect. Ainsi, peut être construite l'organisation révolutionnaire. La jeunesse travailleuse et étudiante, entre autres choses, parce qu'elle est vierge politiquement, est beaucoup plus apte à rejoindre rapidement la IV^e Internationale, ses organisations, son programme. La seule règle est qu'elle ne se construira qu'en s'appuyant à chaque moment sur ce qui représente l'avant-garde de la classe ouvrière et non son arrière-garde. Les ouvriers organisés politiquement sont à un certain stade de conscience politique, parce qu'ils comprennent la nécessité de s'organiser politiquement. Par contre, le caractère petit-bourgeois des organisations traditionnelles est un obstacle qui rend ces militants difficilement accessibles à de nouveaux développements politiques. Ce serait une erreur grossière que de croire qu'un parti révolutionnaire peut, en fin de compte, être construit sans eux. A d'autres moments, ce sont eux qui jouent un rôle moteur dans la lutte des classes, par leur expérience, leur continuité. Il faut les gagner à la IV^e Internationale. Les gagner ne signifie pas : attendre qu'ils viennent d'eux-mêmes, mais organiser toutes les couches organisables sur le programme de la IV^e Internationale, dès maintenant, tout en travaillant par tous les moyens possibles dans leur direction.

La perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale est indispensable pour intervenir avec le maximum d'efficacité dans la crise du stalinisme.

Les militants des P.C. des pays capitalistes économiquement développés ont souvent subordonné les intérêts des travailleurs à ceux de la bureaucratie du Kremlin, les trahissant même parfois ouvertement. Ils agissaient ainsi au nom d'un internationalisme dévoyé. Ils croyaient que l'U.R.S.S. était la patrie du socialisme, le centre de la révolution mondiale. La crise du stalinisme remet en question cette mystification. Pour gagner les meilleurs d'entre eux, la perspective de la construction d'une organisation internationale, qui ne peut être que la IV^e Internationale, est indispensable.

Les prolétaires d'Europe orientale ont, au cours de leurs luttes

contre la bureaucratie du Kremlin, fait l'expérience que leurs combats ne peuvent aboutir à une victoire décisive qu'autant qu'ils s'insèrent dans une lutte internationale. Construire des organisations révolutionnaires dans ces pays est pratiquement impossible, si cette construction ne se fonde pas sur la perspective de reconstruction de l'Internationale. En Chine, en U.R.S.S., l'attachement des prolétaires aux rapports de production hérités de la révolution d'Octobre les rend particulièrement sensibles à la menace impérialiste. Ce n'est que dans la perspective de l'Internationale qu'il sera possible d'y construire des partis révolutionnaires.

Mais l'Internationale, cela n'a rien à voir avec la conception pabliste d'un centre international de conseillers en révolutions en tous genres. Elle ne devient réalité qu'à partir d'une unité théorique et politique qui permette une lutte consciente en vue de la construction des partis nationaux la constituant, et qui traduiront dans leur langue maternelle le programme de la révolution prolétarienne. Ces partis forment des unités spécifiques ; ils ne peuvent exister que sur la base du programme de la révolution prolétarienne. Ils ne peuvent s'isoler de la lutte pour la construction de l'Internationale, dont ils sont une expression particulière, adaptée à l'originalité des traits nationaux.

Les deux bouts du problème sont : il n'y a pas d'Internationale sans lutte pour la construction des partis de l'Internationale ; des partis ne peuvent se développer comme partis internationalistes qu'en luttant pour la reconstruction de l'unité organique supérieure, l'Internationale.

Les appareils partiellisent la lutte des classes. La dissolution de l'Internationale communiste n'a pas été un acte formel, mais l'un des moyens utilisés pour ravalier au plus bas niveau la conscience politique du prolétariat. La construction de l'Internationale est indispensable dans la lutte contre les appareils.

On ne peut lutter vraiment contre les appareils qu'en se mettant à la tête des luttes engagées par les prolétaires en dépit des appareils et contre eux (même lorsqu'ils les utilisent), ce qui implique d'intervenir directement dans la classe, et de généraliser les éléments de conscience que supposent de telles luttes ; qu'en utilisant cet autre élément de conscience que constitue l'appartenance à une organisation politique d'origine ouvrière, la continuité dans l'activité militante et organisationnelle qu'elle nécessite ; qu'en construisant le parti de l'Internationale dans son propre pays. Pour tout dire :

« Il faut apprendre à s'assimiler tous les domaines, sans excep-

tion, du travail et de l'action, vaincre partout et toujours toutes les difficultés, toutes les habitudes, traditions et routines bourgeoises. Poser la question autrement est chose simplement peu sérieuse et puérole. »

Voir une classe ouvrière coulée dans un moule stéréotypé ; ne pas partir des données historiques réelles ; y substituer un schéma préfabriqué, celui du « *mouvement réel des masses* » ou celui d'une classe ouvrière vierge ; penser pouvoir construire l'Internationale et ses partis comme des conspirateurs, sans le dire, sauf à un cercle d'initiés, et sans développer sa politique propre, ou sans adapter sa tactique aux nécessités de la lutte, voilà qui est, en vérité, se situer en dehors du « *mouvement réel des masses* ».

« *L'entrisme sui generis* » participait d'une stratégie, celle de la liquidation des organisations trotskystes constituant l'Internationale au profit des appareils.

Le pablisme, sa crise et la reconstruction de la IV^e Internationale

Le pablisme ne peut être apprécié que comme un phénomène international. Le trait commun à ses différentes variétés, c'est la capitulation devant les appareils sous la pression des forces sociales hostiles à la classe ouvrière. Plus précisément, ce sont des variétés de centrisme qui sont nées et se sont développées au sein de la IV^e Internationale.

A une certaine étape de son développement, le révisionnisme s'est transformé et est devenu liquidateur. S'il n'avait été qu'une simple déviation, les nouveaux rapports au sein de la classe ouvrière qui se sont révélés brusquement au cours des années 1953-1956, et ont opposé le prolétariat aux appareils, auraient contribué au redressement de la IV^e Internationale. Au contraire, ils ont contraint les révisionnistes à se révéler pleinement comme des auxiliaires des appareils et, partant, à manifester ouvertement leur fonction de flanc-gardes de la bourgeoisie. Le pablisme était apparu comme liquidateur en tentant, dès 1951, de détruire la section française par l'« *entrisme sui generis* » dans le P.C.F.

Si une telle tendance a pu se développer au sein de la IV^e Inter-

nationale jusqu'au bout, c'est parce que les germes en existaient dans la pratique politique de l'Internationale et de ses sections.

Les principales sections de la IV^e Internationale fonctionnaient comme des organisations nationales ayant des ramifications internationales. Le S.W.P. a vécu toute la guerre sans contact avec les sections européennes, dans un isolement de fait. Plus qu'aucune autre organisation peut-être, vivant dans le bastion de l'impérialisme mondial, le S.W.P. avait besoin de l'Internationale pour résister à la formidable pression pesant sur lui. Seule, une riche vie théorique et organisationnelle internationale pouvait le protéger contre l'envahissant pragmatisme américain. Au lendemain de la guerre, le S.W.P. se déchargea sur le « S. I. » des tâches théoriques, politiques et d'organisation internationales, tandis que l'activité trotskyste aux U.S.A. restait son domaine réservé. L'état de fait de la guerre devenait une pratique constante. Cette pratique se manifesta alors même que le S.W.P. rompait politiquement en 1953 avec le « S. I. ». L'existence du S.W.P. fut mise en cause par la tendance pro-stalinienne de Clark, soutenue en sous-main par le « S. I. ». Rompant avec le « S. I. », la direction du S.W.P. se garda cependant d'aller jusqu'au bout dans l'analyse théorique et politique du pablisme, des raisons de son développement au sein de la IV^e Internationale. Il lui eût fallu rompre avec sa pratique d'auto-isolement politique et d'internationalisme formel. Elle chercha constamment un compromis, paralysant le Comité International ; jusqu'au moment où elle pratiqua une version américaine de pablisme, et rechercha un substitut à la construction du S.W.P. par l'adaptation de sa ligne politique aux cercles « avancés » de la petite-bourgeoisie américaine. Ce fut la révolution cubaine qui révéla que la direction du S.W.P. avait renoncé à construire un parti ouvrier révolutionnaire aux Etats-Unis, et qu'elle se fixait désormais pour tâches de gagner les dirigeants des mouvements petits-bourgeois au programme de la révolution socialiste.

Plus rien ne l'empêchait désormais de se rallier ouvertement aux positions politiques du pablisme. Il apporta un appui politique à la farce du congrès mondial de réunification, où l'on fit table rase d'un passé épineux à évoquer pour les uns comme pour les autres.

Quant au L.S.S.P., ce fut toujours un parti de type social-démocrate dominé par la petite-bourgeoisie radicale en lutte pour l'indépendance politique face à l'impérialisme. L'étude de l'histoire du L.S.S.P. serait d'un grand intérêt. Elle montrerait comment la petite-bourgeoisie radicale peut utiliser un trotskysme formel afin de construire sa propre organisation. Pour que cela fût possible, encore

fallait-il que l'internationalisme des autres sections, et de l'Internationale comme un tout, fût plus formel que réel. Le L.S.S.P. laissait, tout comme le S.W.P., les mains libres au « S. I. » pourvu qu'il développe dans son domaine réservé sa propre politique. A la veille du « IV^e congrès mondial », la direction du L.S.S.P. opposa une certaine résistance aux thèses et à la pratique pabliste en Europe. Cela se termina par un compromis qui laissa, comme d'habitude, les mains libres au « S. I. » pourvu qu'il respecte l'indépendance de fait de la direction du L.S.S.P.

Le « S. I. » fournissait un alibi internationaliste au S.W.P. et au L.S.S.P., en même temps qu'il était « spécialisé » dans la fabrication des thèses, résolutions, « documents », déclarations, etc..., de « l'Internationale ». Il chapeautait les organisations trotskystes européennes, sans toutefois participer à leur vie réelle et à leurs luttes.

Quant aux organisations trotskystes sud-américaines, leur participation à la IV^e Internationale fut toujours beaucoup plus de principe que véritable.

Au « II^e congrès mondial » (1948), le rapport d'activité du « S. I. », c'est-à-dire le bilan de l'activité des organisations trotskystes et de la IV^e Internationale depuis 1938, fut expédié en vingt minutes. Cette façon de procéder revenait à jeter un voile sur les multiples erreurs commises. Elle évitait qu'on en recherche les racines, ce qui aurait abouti à miner les prétentions à l'infaillibilité de la « direction internationale », mais aurait eu l'avantage de poser les véritables problèmes de la construction de partis révolutionnaires.

Cet internationalisme formel avait pour revers, nous l'avons vu, des statuts d'un centralisme rigoureux. Le « S. I. » et le C.E.I. (qui était l'expression élargie du « S. I. », plutôt que le « S. I. » l'exécutif du C.E.I.), étaient bardés d'autant plus de pouvoirs statutaires que l'unité de l'Internationale reposait moins sur une vie théorique et politique commune, sur une lutte commune pour la construction de ses sections, et sa propre construction.

Le « S. I. » pouvait ainsi se prendre pour la « direction révolutionnaire mondiale », alors qu'au contraire la fondation de la IV^e Internationale signifiait que la « crise de la direction révolutionnaire » devait être résolue au travers d'une lutte consciente, et nullement qu'elle résolvait du même coup cette crise. Elle donnait une base programmatique, un cadre politique et organisationnel en vue de l'accomplissement de cette tâche, elle ne la considérait pas comme accomplie.

La pratique politique du S.W.P. qui soutenait politiquement le

« S. I. », comme celle du L.S.S.P. et de l'ensemble des organisations composant la IV^e Internationale, participait d'une conception nationale de la lutte des classes, où s'exprimait la pression de la société bourgeoise. L'activité du « S. I. » servait de couverture internationaliste, c'est pourquoi elle put se développer de façon autonome. C'est également pourquoi, même si, dans leur crudité, certaines thèses pablistes choquèrent et durent formellement être amendées, l'« objectivisme » du pablisme convenait parfaitement, quant au fond, à toute une série de dirigeants des sections de l'Internationale. Il débouchait sur les voies spécifiques propres à chaque pays, donnant ainsi une justification « théorique » à la pratique politique des sections les plus importantes, et confirmant le « S. I. » dans sa fonction de « brain trust » de la révolution socialiste vivant de façon autonome.

L'« objectivisme » n'a jamais existé dans la pratique. Il est toujours la couverture d'une activité réelle, marquant la défense de ce qui est « la réalité dominante », que les hommes qui « théorisent » ainsi en soient conscients ou non. Dans le cas du pablisme, cette activité était et est la liquidation de l'internationalisme prolétarien — base fondamentale du trotskysme — s'expriment d'abord dans la théorie de la division du monde en blocs, puis perfectionnée avec « les voies multiples conduisant à la réalisation du socialisme sous la pression des forces objectives » ; c'est la liquidation de la lutte pour la construction de l'organisation susceptible d'exprimer consciemment, au niveau de la pensée et de l'action, l'internationalisme prolétarien : la IV^e Internationale. La décomposition théorique et politique des organisations prolétariennes s'est toujours traduite par leur renonciation à l'internationalisme prolétarien, leur adaptation à la société bourgeoise par l'adoption, pour la défense des cadres historiques dans lesquels cette société s'est développée : le cadre national devenant le bien commun de la bourgeoisie et du prolétariat, même si dans ce cadre ils sont en conflit. L'opération devait nécessairement prendre une forme particulière pour des organisations se réclamant de la IV^e Internationale, qui est née en réaction contre le « socialisme dans un seul pays ». Cette forme particulière, ce fut la « réalité objective », transmutant le plomb en or.

L'adaptation à la société bourgeoise a sa propre logique, précipitée par la crise de cette société. Les beaux jours du pablisme furent assurés par un certain niveau d'adaptation des principales sections de la IV^e Internationale. Un nouveau stade, plus élevé, aboutit à sa crise.

Le L.S.S.P. fut obligé de venir au secours de la bourgeoisie

ceylanaise en participant au gouvernement de Mme Bandaranaike. Pablo, devenu un instrument politique de la bureaucratie du Kremlin, dut s'adapter plus étroitement aux impératifs de la défense de celle-ci en coopérant à l'idéalisation de son « libéralisme ». Il était devenu en même temps un agent du gouvernement petit-bourgeois de Ben Bella. Hansen et le S.W.P. se sont intégrés plus profondément à la petite-bourgeoisie américaine. Germain et son ami Mandel, au réformisme social-démocrate nourri politiquement par le togliatisme.

Le front unique des liquidateurs est disloqué par les divergences d'intérêts, les problèmes particuliers avec lesquels est confronté chaque groupe de liquidateurs dans son adaptation à sa propre bourgeoisie, et à tel ou tel secteur des appareils bureaucratiques. La crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin se réfracte sur le front unique des liquidateurs. Les uns, pour s'adapter complètement, doivent se libérer d'une dépendance, même formelle, du trotskysme ; les autres ont au contraire, comme « aile gauche », besoin de conserver le manteau du trotskysme (il n'est plus aujourd'hui de « gauche » fashionable sans un grain de trotskysme).

Le terrain n'est pas déblayé pour autant. La nécessité d'empêcher la reconstruction de la IV^e Internationale reste un dénominateur commun à tous les groupes liquidateurs. Ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir la fiction du « Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale ».

Il y a d'autres raisons à cela. La crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin dégagera au sein du mouvement ouvrier des courants, des tendances à caractère centriste, qu'il s'agira de gagner à la IV^e Internationale et à son programme ; il est trop tôt pour dire par quels processus. Ce que représente politiquement le pablisme réapparaîtra ou se poursuivra alors sous de multiples identités ; son action tendra à cristalliser sur des positions centristes ces courants en évolution. D'ores et déjà, le pablisme est, à l'échelle internationale, la roue de secours des appareils petits-bourgeois et bureaucratiques. Plus s'approfondira la crise des appareils, et plus il bénéficiera d'appuis et de soutiens multiples. Nous sommes loin d'en avoir fini avec lui.

Tous les textes polémiques, pour indispensables qu'ils soient, ne liquideront pas le pablisme. La crise pabliste, après tout prolongement de la crise de la société bourgeoise, comme la crise directe des appareils bureaucratiques, créent des conditions plus favorables à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle nous

fait une obligation supplémentaire d'accomplir nos tâches actuelles en vue de cette reconstruction. Mais les liquidateurs ne se liquideront pas eux-mêmes (pas plus que n'importe quelle crise de la société bourgeoise ou des appareils bureaucratiques, ne suffit par elle-même pour assurer la victoire de la révolution prolétarienne). Leur liquidation dépend de l'activité consciente du Comité International dans l'accomplissement des tâches politiquement indissolubles de reconstruction de l'Internationale et de ses partis.

Le Comité international et la reconstruction de la IV^e Internationale

Ce fut la section française qui eut le dur privilège d'engager le combat, dès l'automne 1950. En juillet 1952, le «S. I.» excluait la section française; il s'engageait ainsi dans le processus de destruction de la IV^e Internationale. Toutes les sections appuyèrent le «S. I.». Certes, le trotskysme n'était pas l'apanage de la section française. Mais ce fait démontre qu'aucune d'elles n'était vraiment capable, en pratique, de sortir du cercle de ses préoccupations nationales, et laissait aisément carte blanche au «S. I.» pour le reste.

Le 29 mai 1952, au camarade Daniel Renard, qui lui avait écrit au nom de la direction de la section française, James P. Cannon, principal dirigeant du S.W.P., répondait :

« Votre lettre, camarade Renard, ainsi que la déclaration de la majorité de votre Bureau politique sur le X^e Plenum, explique que l'essence politique de votre position dans le conflit, c'est l'opposition au "pablisme". Vous le définissez comme une tendance révisionniste, visant une "pure et simple intégration dans le stalinisme", et ainsi une capitulation devant lui. Cette question, comme vous le savez peut-être, a une histoire dans le Socialist Workers Party et, par conséquent, nous est familière. Dès 1950, lorsque le nouveau tournant tactique fut indiqué pour la première fois, les johnsonistes (tendance ultra-gauche qui appartenait à cette époque au S.W.P.), tentèrent de terrifier le parti avec l'épouvantail du "pablisme". Ils cherchèrent à monter une lutte du "canonisme" contre le "pablisme" dans le mouvement trotskyste international. Comme nous avons été dès le

début tout à fait en faveur du nouveau tournant tactique, nous n'avions aucune base pour une telle opposition de tendances...

Nous jugeons la politique de la direction internationale par la ligne qu'elle élabore dans les documents officiels — dans la récente période par les documents du 3^e Congrès mondial et du X^e Plenum. Nous n'y voyons aucun révisionnisme. Tout ce que nous voyons, c'est une clarification de l'évolution d'après-guerre du stalinisme et les grandes lignes d'une nouvelle tactique pour le combattre plus efficacement. Nous considérons ces documents comme entièrement trotskystes.»

Le S.W.P. donnait ainsi le feu vert aux pablistes contre la section française.

Seule la résistance de celle-ci la sauva de la destruction. Son refus de capituler politiquement devait entraver l'action des liquidateurs pablistes en constituant dès 1951-1952 l'embryon d'un centre de résistance politique sur lequel allaient s'appuyer les sections qui, un an et trois mois après l'exclusion de la section française, allaient rompre avec le « S. I. ».

Le 15 novembre 1953, le Comité national du Socialist Workers Party adressait publiquement une lettre ouverte « aux trotskystes du monde entier » où l'on pouvait lire :

« Les principes (de la IV^e Internationale) ont été abandonnés par Pablo. Au lieu de mettre l'accent sur la menace d'une nouvelle barbarie, il considère la marche au socialisme comme "universelle"; pourtant il ne croit pas que le socialisme sera instauré pendant la vie de notre génération, ou des quelques générations à venir. Il a, au contraire, mis en avant le concept d'une vague de révolutions ne donnant naissance qu'à des états ouvriers "déformés," c'est-à-dire de type stalinien et destinés à durer des siècles...

...Au lieu de s'en tenir au cours fondamental vers la construction par tous les moyens tactiques convenables de partis révolutionnaires indépendants, il considère que la bureaucratie stalinienne, ou une fraction décisive de celle-ci, est apte à se modifier jusqu'à accepter les "idées" et le "programme" du trotskysme. Sous le prétexte de la souplesse nécessaire au cours des manœuvres tactiques

requis pour se rapprocher des travailleurs qui se trouvent dans les rangs stalinien dans des pays comme la France, il couvre maintenant les trahisons du stalinisme... (Le) cours organisationnel stalinien commença, cela est clair maintenant, avec l'abus brutal que fit Pablo de son contrôle administratif lors de la campagne de destruction menée contre la majorité de la section française de la IV^e Internationale, il y a plus d'un an et demi... Nous pensions que les divergences entre Pablo et la section française étaient d'ordre tactique et cela nous conduisit aux côtés de Pablo, malgré nos réserves sur ses procédés d'organisation, lorsque, après des mois d'une violente lutte fractionnelle, la majorité fut exclue. Mais les divergences étaient dans leur fond de nature programmatique. Le fait est que les camarades français de la majorité virent plus clairement que nous ce qui était en train de se produire. »

(« La Vérité », n° 326 du 4 décembre 1953.)

Peu après, se constituait le Comité International, soutenu par le S.W.P., et dont les principales sections étaient la section anglaise et la section française :

« (Les) principes fondamentaux établis par Léon Trotsky conservent leur pleine validité dans la réalité toujours plus complexe et plus fluide du monde politique actuel. En fait, les situations révolutionnaires qui, comme Trotsky l'avait prévu, surgissent maintenant de toutes parts, ont rendu entièrement concret ce qui pouvait autrefois apparaître comme des abstractions tant soit peu éloignées, non intimement liées à la réalité de l'époque. La vérité est que ces principes acquièrent aujourd'hui une force croissante, à la fois dans l'analyse politique et dans la détermination des actions politiques.

2°) Nous considérons comme déchu de ses pouvoirs le Secrétariat International des usurpateurs pablistes, qui consacre son activité à la révision du trotskysme, à la liquidation de l'Internationale et à la destruction de ses cadres.

3°) Représentant l'immense majorité des forces trotskystes de l'Internationale, nous décidons de constituer un Comité International de la IV^e Internationale. »

(Idem.)

En « *destituant le S.I.* », le texte sur lequel se constituait le C.I. esquivaient les véritables problèmes : une analyse du pablisme, pourquoi et comment le pablisme s'était développé au sein de la IV^e Internationale, et où celle-ci en était.

L'activité du Comité International fut paralysée par l'orientation du Socialist Workers Party. Rejetant ses responsabilités internationales, celui-ci tendait à un accord organisationnel avec le S.I. pabliste. En 1963, ayant lui-même adopté une ligne d'adaptation à la petite bourgeoisie américaine, après avoir rompu avec le Comité International, il apporta son soutien au « Congrès de réunification », et déclara « dépassées » les divergences entre pablisme et trotskysme. Des « principes fondamentaux » abandonnés par Pablo, il n'était plus question. En cinq lignes, la résolution du « Congrès mondial de réunification » sur « *les bases théoriques et politiques de la réunification* » les expédiait :

Bien que des divergences substantielles subsistent » (lesquelles ?) « encore en particulier sur les causes de la scission en 1954, les points de désaccord apparaissent d'importance secondaire » (!) « en face du programme fondamental commun et de l'analyse commune des principaux événements actuels dans les développements mondiaux qui unissent les deux courants. Avec de la bonne volonté (paix aux hommes de bonne volonté !) il devrait être possible de contenir les divergences connues qui subsistent encore... »

(« Quatrième Internationale », n° 19, 3^e trimestre 1963, p. 6.)

Depuis 1953, la section anglaise joua le principal rôle dans la lutte contre le pablisme. En particulier, elle engagea la discussion avec le Socialist Workers Party lorsque celui-ci s'orienta vers un cours révisionniste. (Consulter à ce propos la collection de « *Informations Internationales* », du n° 8 au n° 13.)

La lutte que mena seule la section française de 1951 à 1953 eut une importance considérable. Sans elle, le S.I. pabliste eût pu porter des coups beaucoup plus durs à la section anglaise. La lutte contre le pablisme n'en laissa pas moins une section française brisée, rejetant hors du combat des dizaines de militants ouvriers et réduisant considérablement l'efficacité de son intervention dans la lutte des classes en France au cours des années suivantes. La section française dut se battre littéralement pour sa survie pure et simple.

Sans aucun doute, la lutte internationale contre le pablisme menée

par la section anglaise fut d'une importance décisive. Elle contribua à la reconstruction de la section française. Elle contribua également très puissamment à aider à dégager, au sein du S.W.P., une minorité dont la lourde charge est de reconstruire une organisation troskyste aux Etats-Unis. Enfin, sans que le lien soit nécessairement direct, il n'est pas douteux que la lutte internationale de la S.L.L. et de la section française n'est pas étrangère à la constitution d'une aile révolutionnaire du Lanka Sama Samaya Party à Ceylan. Il n'est pas encore possible de mesurer toute la portée de la lutte engagée contre le révisionnisme devenu liquidateur.

L'important est que, du sein de la IV^e Internationale, aient surgi les forces qui ont combattu pour défendre l'acquis théorique, politique et dans une certaine mesure organisationnel qu'elles représentaient. Ce combat fut international dès son origine. C'est en se situant du point de vue du redressement, et, ensuite, de la reconstruction de la IV^e Internationale, que les sections française et anglaise ont pu faire face au pablisme, ne pas être détruites et se développer. De leur développement surgit la possibilité et la nécessité de franchir un nouveau stade dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Cela résulte aussi bien de la situation politique générale qui se développe au sein du mouvement ouvrier international, que la crise du pablisme, et des exigences de leur propre croissance. Il n'y a pas, d'un côté la croissance des sections en tant que telles, de l'autre la tâche de reconstruction de l'Internationale : c'est un tout politique.

Il est nécessaire d'avoir une vue précise de ce qu'est le Comité International. Il serait puéril de sa part de se considérer comme une direction internationale, à qui il suffirait de se proclamer comme étant la direction de l'Internationale pour l'être. Le Comité International de la IV^e Internationale n'est pas la IV^e Internationale. Celle-ci a été détruite par le pablisme.

Elle ne peut être reconstruite que par une lutte assurément difficile, certainement longue, qui unisse les tâches de construction des sections à celles de la réhomogénéisation théorique et politique des organisations trotskystes, de la liquidation des séquelles du pablisme, de la mise à jour de ses fondements objectifs et de sa signification théorique et politique, de la progression commune dans l'élaboration théorique et politique, en liaison avec la reconstruction de l'Internationale et des sections ; ce qui signifie qu'aucune section ne peut se construire que comme section de l'Internationale, donc en accomplissant les tâches qu'implique la reconstruction de celle-ci ; et qu'en particulier, la construction de sections ne peut être laissée à

une quelconque spontanéité. C'est à partir d'une ligne tendant à donner une expression commune à la lutte des prolétaires des pays capitalistes avancés, de ceux de l'Europe orientale, de l'U.R.S.S. et de la Chine, et de ceux des pays économiquement arriérés que doivent être entreprises ces tâches, qui ne peuvent être accomplies que par une activité commune des sections composant le C.I.

Le Comité International a, dans la lutte pour la reconstruction de l'Internationale, le rôle irremplaçable de force motrice à jouer, en assumant les tâches qu'exige cette reconstruction. En ce sens, il doit devenir de plus en plus un centre théorique, politique et organisationnel international, sans pour autant se considérer comme « la direction internationale ».

Les étapes de la reconstruction de la IV^e Internationale ne sont écrites nulle part. Elle résultera de l'accomplissement des tâches, tant internationales que nationales, qui sont les nôtres. C'est en cela que consiste le travail du Comité International. Dans la plus prochaine période, il est nécessaire d'engager la lutte politique en vue de la constitution d'un Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale qui soit plus large que le C.I. actuel.

La plus grande fermeté théorique et politique est nécessaire en vue de la reconstruction de l'Internationale. Elle ne peut résulter d'une simple affirmation du principe de fidélité au programme de fondation de la IV^e Internationale, mais de son application dans la lutte politique quotidienne, au niveau des tâches internationales et nationales. Jusqu'à présent, toutes les tentatives ont échoué pour constituer la direction révolutionnaire internationale dont le prolétariat a besoin pour mener à bien la révolution prolétarienne mondiale. Ces tentatives n'ont pourtant pas été vaines. Elles nous ont appris que la construction de cette direction ne saurait résulter d'un acte unique, mais de la lutte en vue de sa construction ; de l'accomplissement des tâches qu'elle nécessite. Jamais l'humanité ne se pose des problèmes qu'elle ne peut résoudre.

C'est la IV^e Internationale qu'il faut reconstruire

Pourquoi pas la V^e Internationale après la IV^e ? Cette question n'est pas absurde. Ce n'est certes pas en raison du numéro d'ordre qu'il est nécessaire de reconstruire la IV^e plutôt que de construire la V^e.

Mais la IV^e Internationale, c'est d'abord un programme : celui de la révolution prolétarienne mondiale. Elle s'est hissée sur les

épaules de ses devancières. La Première Internationale fut le premier regroupement des organisations prolétariennes agissant de concert à partir de principes généraux définis par ses statuts. Elle ne survécut pas à la Commune. La Deuxième Internationale fut la forme sous laquelle des partis socialistes nationaux s'affirmèrent de façon générale, comme se situant sur la base du marxisme. Elle accomplit une tâche de popularisation du marxisme et d'organisation du prolétariat indispensable. Elle succomba, prisonnière des cadres et des conditions historiques dans lesquels chacun de ses partis s'était développé : les états nationaux, la période ascendante de l'impérialisme. Chacun des partis qui la composaient adopta, au moment où éclata la crise de l'impérialisme mondial, le point de vue de sa propre bourgeoisie.

De la faillite même de la II^e Internationale est sorti le parti bolchévik, qui fut le parti international par excellence : le produit de la combinaison des conditions spécifiquement russes et de la pensée révolutionnaire internationale la plus avancée, traduite en termes d'organisation et d'action. La III^e Internationale naquit du parti bolchévik et de la révolution russe. Elle portait en elle leur force et leurs faiblesses. La principale fut son étroite dépendance de la révolution russe et du parti bolchévik, qui résultait des conditions même de sa construction. Elle fut néanmoins la première tentative de forger l'instrument de la révolution mondiale. La dégénérescence du parti bolchévik et de la révolution russe firent échouer cette première tentative, avant même que l'I.C. ne puisse élaborer la stratégie et la tactique de la révolution prolétarienne mondiale.

De son expérience, comme de celle de toute l'histoire antérieure du mouvement ouvrier, des enseignements de toute cette première période des guerres et des révolutions, de 1914 à 1938, analysés scientifiquement, est né le programme de transition sur lequel fut fondée la IV^e Internationale. Son origine remonte à la critique du projet de programme de l'Internationale Communiste, entreprise par Léon Trotsky et l'Opposition de Gauche en 1927. Parce qu'il exprime la stratégie et la tactique de la révolution prolétarienne, il n'a pas moins d'importance pour le mouvement ouvrier que n'en eut le « *Manifeste Communiste* » pour définir la méthode et les objectifs généraux des communistes. Il est impossible de reconstruire une Internationale révolutionnaire et ses sections sans adopter le programme de fondation de la IV^e Internationale comme base programmatique, au sens que lui conférait Trotsky dans la critique du programme de l'I.C. : définissant la stratégie et la tactique de la révolution prolétarienne.

Il s'agit bien de reconstruire la Quatrième Internationale.

Stéphane JUST.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
<i>Avertissement</i>	2
CHAPITRE I. — LE STALINISME ET LA IV ^e INTERNATIONALE	6
● La crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin	8
● L'histoire a justifié la fondation de la IV ^e Internationale	10
● La crise de la IV ^e Internationale	14
● Reconstruire la IV ^e Internationale	16
CHAPITRE II. — PABLO REVISE LE MARXISME	19
● La « réalité sociale objective »	22
● La conception stalinienne des « forces matérielles et techniques »	24
● Siècles de transition et bureaucratie	30
● La conception d'appareil contient en germe la capitulation	35
CHAPITRE III. — DE LA REVOLUTION - GUERRE A LA COEXISTENCE PACIFIQUE	44
● Dialectique ? Non : Mystification « apocalyptique »	49
● La ligne stratégique de la IV ^e Internationale et la défense de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe orientale	56
● Pablo, Germain et consorts, néo-pacifistes	65

CHAPITRE IV. — ECONOMISME ET LUTTE DES CLASSES	75
● L'économie de l'U.R.S.S. et le marché mondial ...	85
● La bureaucratie du Kremlin ne peut-elle plus trahir ?	91
● Notre pronostic reste alternatif	95
● La « rénovation révolutionnaire du mouvement communiste international »	100
● Révolution politique, « auto-gestion », « auto-réforme »	106
● L'optimisme à bon marché, signe distinctif de la capitulation	121

CHAPITRE V. — L'ECONOMISME ET LA THEORIE DE L'ETAT	125
● D'une analyse erronée à la révision de la méthode	125
● La bureaucratie peut-elle assurer la mission historique des masses exploitées ?	130
● Une révolution bien gênante	135
● Il y a révolution politique et révolution politique	139
● La révolution politique met à l'ordre du jour les Etats-Unis socialistes d'Europe	142
● Cuba : un « état ouvrier » d'origine bourgeoise ..	143
● Ben Bella + Boumedienne = Etat ouvrier	151
● L'élite au pays des merveilles	158

CHAPITRE VI. — LE « NEO-TROTSKYSME » EN QUETE D'UN « NEO-PROGRAMME »	163
● Des changements sans précédent	163
● Actualité du programme de transition	166
● Un programme fondé sur la « prospérité »	169
● Programme et réalités politiques	170
● Une version « trotskyste » du togliattisme	173
● Deux méthodes	176
● De la « crise finale » à l'absence de crises	182

● Un état socialement indéterminé	184
● La fonction politique du « néo-capitalisme »	186
● Des « réformes de structure » à la destruction du mouvement ouvrier	188
● « Néo - capitalistes », « néo - trotskystes », « néo - programme »	190

CHAPITRE VII. — LE PABLISME ET LE « MOUVEMENT REEL DES MASSES »

● Août 1963 : les masses, les appareils, les trotskystes, les pablistes	193
● C'est la grève !... Et quelle grève !...	194
● « La politique, c'est l'affaire des partis »	196
● Front Unique et opportunisme	199
● Au service direct de l'appareil stalinien	201
● Quand Mandel faillit marcher sur Bruxelles	203
● L'application de la ligne pabliste à Ceylan	205
● Un « éloge » qui se veut funèbre	210
● Un « éloge » qui se veut funèbre	216

CHAPITRE VIII. — RECONSTRUIRE LA IV^e INTERNATIONALE

● Canonisation de Trotsky - Liquidation du trotskysme	219
● La « réalité objective » et le marxisme	219
● Appareils petits - bourgeois et révolution prolétarienne	226
● Le programme de la IV ^e Internationale et l'unité de la lutte des classes mondiale	229
● La construction de la IV ^e Internationale et les appareils	234
● La pablisme, sa crise et la reconstruction de la IV ^e Internationale	235
● Le Comité international et la reconstruction de la IV ^e Internationale	242
● C'est la IV ^e Internationale qu'il faut reconstruire	247
● C'est la IV ^e Internationale qu'il faut reconstruire	252

